



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Territoires, Aménagements et Connaissances
Pôle Stratégie et Planification Territoriale
Unité Planification Territoriale Nord
Affaire suivie par : Richard STAIN
Tél : 01 60 32 13 71
Mél : richard.stain@seine-et-marne.gouv.fr

Direction départementale
des territoires

REÇU le 13 JUL 2021

Vaux-le-Pénil, le 12 JUL 2021

Le Directeur Départemental des Territoires

À

Monsieur le président de la Communauté de
Communes des 2 Morin
1 rue R.Legraverend
77320 LA FERTE-GAUCHER

Objet : Élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la CC2M – Porter-à-connaissance

Référence : STAC PSPT 2021 - 134

Pièces jointes :

- Porter-à-connaissance
- Documents Annexes du Porter-à-connaissance

Monsieur le Président,

Par délibération en date du 28 06 2018, le Conseil communautaire des deux Morin a décidé d'élaborer le Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi). J'ai l'honneur de vous transmettre les éléments utiles dans le cadre de cette procédure.

► **Le porter-à-connaissance en application de l'article L. 132-2 du code de l'urbanisme**

Il présente les dispositions applicables au territoire de votre commune et ayant une portée juridique certaine. Ces éléments viennent en complément des règles générales d'urbanisme, instituées en application des articles L. 101-1 à L. 101-3 du code de l'urbanisme.

Le porter à connaissance étant continu, il pourra vous être communiqué, au cours de l'élaboration du document d'urbanisme, tout élément nouveau nécessaire ou toute disposition particulière connus à l'issue de la consultation des services et applicables à votre commune.

► **L'association des services de l'État en application de l'article L. 132-10 du code de l'urbanisme**

À ce titre, je vous propose que les services de l'État désignés ci-dessous soient associés à cette révision :

- Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne (DDT)
- Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France - Service du développement durable du territoire et des entreprises (DRIEAT)
- Service territorial de l'architecture et du patrimoine de Seine-et-Marne (STAP 77)

Ces services ne constituant pas une liste exhaustive, vous pouvez associer d'autres services aux réunions.

La participation des services de l'État associés à l'élaboration du PLUi peut revêtir différentes formes (participation aux réunions, envoi de notes écrites, entretiens, etc.) selon les enjeux et l'évolution de votre projet.

Il serait souhaitable que ces services soient informés par vos soins des réunions, au moins quinze jours à l'avance, afin qu'ils puissent préparer tous les éléments et informations nécessaires suivant l'ordre du jour indiqué sur les convocations et examiner les documents qui y seraient joints.

Pour la Direction Départementale des Territoires je vous demande d'envoyer tous ces documents à :

Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne
Service Territoires Aménagements et Connaissances
Pôle Stratégie et Planification Territoriale
288, avenue Georges Clémenceau
77 005 MELUN CEDEX

De plus, en application des dispositions de l'article L. 132-13 du code de l'urbanisme, je vous propose que les services des collectivités territoriales, et les organismes, désignés ci-après soient consultés durant l'élaboration de votre plan local d'urbanisme intercommunal et reçoivent un dossier complet du projet pour avis :

- Eau de Paris
- GRTgaz - Région Val de Seine - Agence Île-de-France Sud
- Office National des Forêts (ONF)
- ORANGE (France Télécom)
- Réseau de Transport d'Électricité (RTE)
- Seine&Marne Environnement
- SNCF - Délégation territoriale de l'immobilier Région Parisienne
- Société Française-Donges-Metz (SFDM)
- Société VERMILLON

Lorsque le projet de Plan Local d'Urbanisme sera arrêté, je souhaiterais qu'il soit communiqué :
– directement par vos soins, en un exemplaire, à chaque service associé, autre que la Direction Départementale des Territoires, et à chaque organisme consulté ;
– en six exemplaires sur support « papier » et un exemplaire supplémentaire sur support numérique, dans un format PDF, à :

Sous-préfecture de Provins
Relations avec les collectivités locales et actions interministérielles
17 rue Sainte-Croix
77 487 PROVINS CEDEX

Lorsque le Plan local d'urbanisme intercommunal sera approuvé, je souhaiterais qu'il soit communiqué(e) en six exemplaires sur support « papier » et un exemplaire supplémentaire sur support CD-ROM, dans un format dématérialisé, à Madame la sous-préfète de Provins.

► La Dotation Générale de Décentralisation (DGD) en application de l'article L. 132-15 du code de l'urbanisme

La délibération décidant l'élaboration d'un PLUi a inscrit votre intercommunalité comme éligible au titre de la DGD 2018. Conformément aux décisions prises par le collège des élus de la commission départementale de conciliation pour l'urbanisme de Seine-et-Marne, une dotation vous a été attribuée.

Cette dotation est venue en complément de la dotation déjà perçue lors de la prescription de l'élaboration du PLUi par la communauté de communes Coeur de Brie.

► L'ordonnance du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux Servitudes d'Utilité Publique (SUP)

En application de la directive européenne 2007/2/CE établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (INSPIRE), le gouvernement a adopté, par ordonnance du 19 décembre 2013, des mesures de nature législative pour améliorer les conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux Servitudes d'Utilité Publique (SUP).

Dans ce cadre, le Ministère du Logement et de l'Habitat durable, en partenariat avec l'Institut National de l'information Géographique et forestière (IGN), a développé le GéoPortail de l'Urbanisme (GPU). Ce site a vocation à devenir la plateforme d'information nationale en matière de diffusion des documents d'urbanisme (plans locaux d'urbanisme et documents en tenant lieu, cartes communales, schémas de cohérence territoriale) et SUP. Ce portail, accessible à l'adresse <http://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>, est ouvert aux collectivités depuis la fin du 1^{er} trimestre 2016.

Conformément à l'ordonnance du 19 décembre 2013, à partir du 1^{er} janvier 2020, les collectivités territoriales doivent publier sur le GPU les documents d'urbanisme approuvés après cette date. Depuis cette date, la mise en ligne sur le GPU de l'information urbanistique a des effets juridiques :

- La publication des documents d'urbanisme dans le GPU conditionne leur caractère exécutoire.
- La publication des SUP dans le GPU vaudra annexion au document d'urbanisme.

Ces effets juridiques impliquent que, pour les documents d'urbanisme, seuls les communes, EPCI ou établissement public de ScoT, sont habilités à publier leurs informations sur le GPU.

Pour pouvoir être intégrées au GPU, les informations liées à ces documents d'urbanisme et SUP doivent respecter le standard de dématérialisation établi par le Conseil National de l'Information Géographique (CNIG) – dit « standard CNIG » - en application des articles L. 133-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Il vous appartient de numériser les documents approuvés de sorte à les rendre compatibles avec une publication sur le site du Géoportail de l'urbanisme, avec les fichiers suivants :

- des fichiers au format « PDF » pour la « partie écrite » du document d'urbanisme (rapport de présentation, règlement), ainsi que des fichiers au format « PDF » pour les plans de zonage ;
- des fichiers vectorisés (couches géomatiques) lisibles par des outils SIG pour les plans de zonages qui sont contenus dans les cartes du document d'urbanisme (il s'agit de fichiers élaborés via Mapinfo ou QGIS), ces fichiers devant respecter le « standard CNIG ».

Les standards CNIG relatif à la dématérialisation des documents d'urbanisme et des Servitudes d'Utilité Publique sont accessibles sur le site du CNIG, à la page des travaux du groupe « Dématérialisation des Documents d'Urbanisme (DDU) ». Le lien temporaire est le suivant : http://cnig.gouv.fr/?page_id=2732.

Il y est également demandé de choisir pour référentiel géographique cadastral :

- soit la BD Parcellaire fournie par l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) ;
- soit le Plan Cadastral Informatisé (PCI) fourni par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

Au final, l'obligation de dématérialisation et de numérisation au format « standard CNIG » doit être contenue dès à présent dans les clauses du marché public qui vous lie à votre bureau d'études.

Pour tout renseignement relatif au Géoportail de l'urbanisme et si vous aviez la moindre question concernant les modalités visant à la publication de votre PLU dématérialisé, vous pouvez nous contacter en écrivant un courriel à l'adresse suivante : ddt-geoportail-urbanisme@seine-et-marne.gouv.fr.

► La hiérarchie des normes

Prise en application de l'article n° 46 de la loi ELAN, l'ordonnance de rationalisation de la hiérarchie des normes applicables aux documents d'urbanisme, tels que les PLU et PLUi, du 17 juin 2020, publié le 18 juin 2020 (modifié le 22 juin 2020), prévoit les évolutions suivantes :

- une simplification de cette hiérarchie des normes, notamment en supprimant certains liens juridiques, en simplifiant autant que possible les niveaux d'opposabilité s'imposant aux documents d'urbanisme, et en confortant le rôle intégrateur du SCoT ;
- la rationalisation des délais de mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec les documents qui leur sont opposables, notamment pour conforter la sécurité juridique de ces documents ;
- la reconnaissance des notes d'enjeux de l'Etat et de leur intérêt dans le cadre de l'articulation entre les documents d'urbanisme avec les documents de rang supérieur (art. L.132-4-1 du code de l'urbanisme).

Cette ordonnance sur la hiérarchie des normes est applicable notamment aux PLU(i), dont l'élaboration ou la révision est engagée, à compter du 1^{er} avril 2021. Toutefois, l'ordonnance laisse la possibilité, pour les PLU dont l'élaboration ou la révision a été prescrite avant le 1^{er} avril 2021, de faire application par anticipation des évolutions prévues par cette ordonnance. Ainsi, les communes ou EPCI qui ont prescrit l'élaboration ou la révision de leur PLU(i) avant le 1^{er} avril 2021 peuvent, tant que le projet de PLU(i) n'a pas été arrêté, décider de faire application des dispositions de cette ordonnance.

La communauté de communes des Deux Morin ayant prescrit la révision de son PLU le 28/06/2018, il est conseillé de prendre délibération complémentaire afin d'acter la nouvelle forme du document d'urbanisme. Si tel est le cas, cette délibération devra avoir lieu avant l'arrêt du projet de PLU.

Mes services et moi-même sommes à votre disposition pour toute information ou explication complémentaire que vous pourriez souhaiter.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La cheffe du service Territoires
Aménagements et Connaissances



Aude LEDAY-JACQUET



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
des territoires

REÇU le 13 JUIL. 2021

Direction Départementale des Territoires
Service Territoires Aménagements et Connaissances
Unité Planification Territoriale Nord

Affaire suivie par : Richard STAIN
Chargé de planification territoriale
téléphone : 01 60 32 13 71
télécopie : 01 64 34 26 28
richard.stain@seine-et-marne.gouv.fr

PLUi de la Communauté de communes des deux Morin

« PORTER À CONNAISSANCE »

Communes de : Bellot, Boitron, Chartranges, Choisy en Brie, Doue, Hondevilliers, Jouy sur Morin, La Chapelle Moutils, La Ferté gaucher, La Trétoire, Lescherolles, Leudon en Brie, Meilleray, Montdauphin, Montenils, Montolivet, Orly sur Morin, Rebais, Sablonnières, Saint Barthélémy, Saint Cyr sur Morin, Saint Denis les Rebais, Saint Germain sous Doue, Saint Léger, Saint Mars Vieux Maison, Saint Martin des Champs, Saint Ouen sur Morin, Saint Rémy de la Vanne, Saint Siméon, Verdelot, Villeneuve sur Bellot.

Avertissement : Ce porter à connaissance indique de manière synthétique les données territorialisées à l'échelle communale ou intercommunale dont l'État a connaissance. **Il est indissociable de son annexe départementale**, disponible sur le site des services de l'État, qui précise le contexte et les attentes de l'État par rapport à l'élaboration ou à la révision du document d'urbanisme. Les thématiques y sont abordées dans le même ordre.

https://www.seine-et-marne.gouv.fr/content/download/39122/298675/file/2021_03_15_PAC_departemental.pdf

| Services État | Services collectivités | Gestionnaires servitudes |
|--|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - Délégation Territoriale de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France¹ (DTARS) (ex-Ddass) - Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France - Service du développement durable du territoire et des entreprises (DRIEAT) - Inspection académique - Services départementaux de l'éducation nationale de Seine-et-Marne - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine² (STAP 77) - Agence de Champs-S/ Marne - Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine³ (STAP 77) – Château de Fontainebleau | <ul style="list-style-type: none"> - Office National des Forêts (ONF) - Seine&Marne environnement | <ul style="list-style-type: none"> - Eau-de-Paris - ORANGE (France Télécom) - GRTgaz - - Réseau de Transport d'Électricité (RTE) - SNCF - Délégation territoriale de l'immobilier Région Parisienne - Société Française Donges Metz (SFDM) - Société VERMILLON |

1 Site internet de l'ARS Île-de-France : <http://prs.sante-iledefrance.fr/>

2 Site internet du STAP 77 : <http://www.culture.gouv.fr/culture/sites-sdaps/sdap77/index.htm>

3 Site internet du STAP 77 : <http://www.culture.gouv.fr/culture/sites-sdaps/sdap77/index.htm>

II - Périmètres et documents supra-communaux s'imposant au PLUi

II.1 - Rapport de conformité avec :

| | |
|-----|-----|
| OIN | Non |
|-----|-----|

II.2 - Rapport de compatibilité avec :

| | |
|-----|-----|
| PIG | Non |
|-----|-----|

| | |
|------|-----|
| SCoT | Non |
|------|-----|

| | |
|-------|-----|
| SDRIF | Oui |
|-------|-----|

| | |
|-----|-----------------------------------|
| PNR | Projet de PNR Brie des deux Morin |
|-----|-----------------------------------|

| | |
|-------|-----|
| SDAGE | Oui |
|-------|-----|

| | |
|------|---|
| SAGE | <ul style="list-style-type: none"> • SAGE du Petit et du Grand Morin, dont le règlement et le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau (PAGD) ont été approuvés par arrêté inter-préfectoral du 21 octobre 2016⁴ ; les enjeux de ce SAGE sont : <ul style="list-style-type: none"> • la lutte contre les inondations ; • l'amélioration de l'alimentation en eau potable ; • l'assainissement en milieu rural ; • la réduction de l'impact agricole ; • la préservation des marais de Saint-Gond. |
|------|---|

| | |
|------|--|
| PGRI | Oui, Bassin Seine Normandie (23/12/2015) |
|------|--|

| | |
|-------|-----|
| PDUIF | Oui |
|-------|-----|

| | |
|-----|-----|
| PLD | Non |
|-----|-----|

| | |
|-----|-----|
| PLH | Non |
|-----|-----|

| | |
|-----|-----|
| PEB | Non |
|-----|-----|

| | |
|------|--|
| SRHH | 70 logements par an, dont 2 logements sociaux par an |
|------|--|

| | |
|------|-----|
| SRCE | Oui |
|------|-----|

| | |
|-------|-----|
| PCAET | Non |
|-------|-----|

II.3 - Rapport de prise en compte avec :

| | |
|-------------------------|-----|
| Programmes d'équipement | Non |
|-------------------------|-----|

| | |
|-----|-----|
| SDC | Non |
|-----|-----|

⁴ Pour plus d'informations consultez le site internet: <http://www.sage2morin.com/> et <http://gesteau.eaufrance.fr/documents/sage/SAGE03023>

II.2.2 - SDRIF

Pilier « Polariser et Equilibrer »

| | |
|---|--|
| Quartiers à densifier à proximité des gares | Non |
| Objectif d'augmentation de la densité humaine et de la densité moyenne des espaces d'habitat. | 10,00 % |
| Secteurs à fort potentiel de densification | Non |
| Secteurs d'urbanisation préférentielle | Jouy sur Morin et La Ferté Gaucher |
| Secteurs d'urbanisation conditionnelle | Non |
| Secteur de développement à proximité des gares | Non |
| Possibilité d'extension non cartographiée en fonction des grandes entités géographiques | 5 % (Agglomération d'un pôle de centralité) Jouy sur Morin et La Ferté Gaucher 5 % (Bourg, village et hameau) toutes les autres communes |

Pilier « Préserver et Valoriser »

| | |
|---------------------------------|--|
| Front urbain d'intérêt régional | Non |
| Espaces verts et de loisirs | Non |
| Continuités | continuités écologiques (E) Jouy sur Morin et La Ferté Gaucher |

Pilier « Relier et structurer »

| | |
|---|-----|
| Projet d'infrastructure de transport | Non |
| Site multimodal | Non |
| Réseau stratégique de transport d'électricité | Non |

| II.2.4 - SDAGE | |
|--|---|
| UH : Morins IF8 | |
| III.1 - Habitat | |
| Besoins en logements | |
| Construction neuve sur la communauté de communes | 308 logements commencés sur la période 2011-2016, soit 51 logements par an |
| Point mort annuel | 23 logements par an entre 2011 et 2016 |
| Article 55 de la loi SRU | |
| Périmètre SRU | Non |
| Objectif de logements locatifs sociaux | Entre 2 et 4 logements sociaux par an. |
| Inventaire sur la commune | 777 logements locatifs sociaux au 1 ^{er} janvier 2013, soit 15,6 % des résidences principales recensées par le répertoire du RPLS 2013. |
| Nombre de logements sociaux manquants | Sans objet |
| Objectif triennal de production de logements locatifs sociaux | Sans objet |
| Secteur à forte demande de logement locatif social | |
| Le parc privé | |
| Parc privé potentiellement indigne | 301 logements privés repérés comme potentiellement indignes, soit 3,1% de l'ensemble des résidences privées, en 2015 (moyenne départementale : 2,3 %) |
| Précarité énergétique | vis-à-vis des maisons individuelles / 1596 ménages propriétaires occupant un logement construit avant 1975 (dont 2965 maisons individuelles), soit 53,8 % des résidences principales. (moyenne départementale : 8,3 %) |
| Aides de l'Anah | 98 dossiers subventionnés par l'ANAH sur le périmètre intercommunal (dont 98 de propriétaires occupants) entre 2006 et 2014 |
| Opérations programmées d'amélioration de l'habitat | Non |
| Gens du voyage | |
| Compétence | EPCI |
| Obligation en matière d'aire d'accueil | Non |
| Sédentarisation | |

III.2 - Biodiversité

III.2.2 - Zonages spécifiques

| | |
|---------------------------------|---|
| Réserve naturelle nationale | Non |
| Réserve naturelle régionale | Non |
| Arrêté de protection de biotope | Non |
| Site Natura 2000 | - « Le petit Morin de Saint Cyr sur Morin à Verdelot » (pSIC et ZSC n°FR1100814) - « La rivière du Vannetin » (ZSC n° FR1102007) |
| ZNIEFF | Le territoire intercommunal de la CC2M comprend en tout ou partie 11 ZNIEFF de type I : - le ru de Bellot ; - le ru d'Avaleau ; - la vallée du ru de Courou ; - le bois de Boitron et alentours du ru de la fonderie ; - le bois de Saint-Cyr, le bois de Chavigny et le bois du Charnoy ; - le bois des Meulières ; - le bois Marcou et le ru Choisel ; - le ru de la Vorpillière et bois de Moras ; - le petit Morin ; - le ru de Piétrée ; - la butte de Doue ; ainsi qu'une ZNIEFF de type II : la vallée du petit Morin de Verdelot à la Ferté-sous-Jouarre. |
| Forêt soumise au code forestier | -Forêt départementale du bois de Doue. - Forêt domaniale de Choqueuse pour partie. |
| Forêt de protection | Non |
| ZICO | Non |
| ENS | - La butte de Doue sur la commune de Doue - Le bois de Doue sur les communes de Doue et Jouarre - La vallée de Nébourg - Le val du haut Morin sur les communes de La Chappelle-Moutils, La Ferté-Gaucher, Lescherolles, Meilleray, Saint-Martin-Des-Champs et Villeneuve-La-Lionne (51) |

III.2.3 - Assainissement

| | |
|--|---|
| Stations d'épuration | - Boitron, Bellot, Chartranges, Choisy en Brie, Doue, Jouy sur Morin, La Chapelle Moutils, La Ferté Gaucher, Meilleray, Rebais, Sablonnières, Saint Cyr sur Morin, Saint Denis les Rebais, Saint Léger, Saint Martin des Champs, Saint Siméon, Verdelot, Villeneuve sur Bellot eau.seine-et-marne.fr |
| Conformité du système d'assainissement | Oui / Contentieux européen |

III.2.3 - Ressource en eau - Eau potable

Listes des captages d'eau potable dans l'avis du Sage des 2 Morin et de l'ARS en annexe.

| | |
|------------------------------|--------------------|
| Captage prioritaire Grenelle | Oui, Hondevilliers |
|------------------------------|--------------------|

| | |
|---------|---------------------|
| Aqueduc | Aqueduc de la Dhuis |
|---------|---------------------|

| | |
|-------------------|-----|
| ZRE (hors Albien) | Non |
|-------------------|-----|

III.2.3 - Zones humides

| | |
|---------------------------------------|---|
| Enveloppes d'alertes de l'étude DRIEE | <p>- Les communes de la Communauté de Communes des deux Morin sont concernées par les enveloppes d'alertes de classes 1, 2 et 3.</p> <p>http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/enveloppes-d-alerte-zones-humides-en-ile-de-france-a2159.html</p> |
|---------------------------------------|---|

III.2.3 - Milieux aquatiques

| | |
|-------------|---|
| Cours d'eau | <p>Bellot : Le Petit Morin</p> <p>Boitron : Le Petit Morin</p> <p>Chartronges : Ru du Vannetin</p> <p>Choisy en Brie : Ru du Vannetin</p> <p>Jouy sur Morin : Le Grand Morin</p> <p>La Chapelle Moutils : Le Grand Morin</p> <p>La Ferte Gaucher : Le Grand Morin</p> <p>La Trétoire : Le Petit Morin</p> <p>Lescherolles : Le Grand Morin</p> <p>Leudon en Brie : Ru du Vannetin</p> <p>Meilleray : Le Grand Morin</p> <p>Montdauphin : Le Petit Morin</p> <p>Montenils : Le Petit Morin</p> <p>Orly sur Morin : Le Petit Morin</p> <p>Rebais : Ru de Fosse Rognon</p> <p>Sablonnières : Le Petit Morin</p> <p>Saint Barthélémy : Ru du Vallot</p> <p>Saint Cyr sur Morin : Le Petit Morin</p> <p>Saint Denis les Rebais : Ru de Rabureau</p> <p>Saint Germain sous doue : Ru des Avenelles</p> <p>Saint Léger : Ru du Couru</p> <p>Saint Mars Vieux Maison : Ru du Vannetin</p> <p>Saint Martin des Champs:Le Grand Morin</p> <p>Saint Ouen sur Morin : Le Petit Morin</p> <p>Saint Remy de la Vanne : Le Grand Morin</p> <p>Saint Siméon : Ru de Piétrée</p> |
|-------------|---|

| | |
|-----------------------|---|
| | Verdelot : Le Petit Morin Villeneuve sur Bellot : Ru de Bellot |
| Cours d'eau domaniaux | Non |

III.3 - Risques et déchets

III.3.2 - Risques naturels

| | |
|--|---|
| Inondation | <p>PPRI de la vallée du Grand Morin Amont de Meilleray à Dammartin sous tigeaux approuvé le 29/12/2010.</p> <p>Jouy sur Morin, La Chapelle Moutils, La Ferté Gaucher, Lescherolles, Meilleray, Saint Martin des champs, Saint Remy de la Vanne, Saint Siméon.</p> <p>PPRI de la vallée du Petit Morin approuvé le 15/10/2015.</p> <p>Bellot, Boitron, La Trétoire, Montdauphin, Orly sur Morin, Sablonnières, Saint Cyr sur Morin, Saint Ouen sur Morin, Verdelot, Villeneuve sur Bellot.</p> |
| Mouvement de terrain Retrait gonflement des argiles | <p>Présence</p> <p><u>Éboulement</u>: Lescherolles,</p> <p><u>Érosion des berges</u>: Orly sur Morin,</p> <p><u>Coulée</u>: Saint Ouen sur Morin</p> <p><u>A priori nul à fort</u> : Bellot ; Choisy en brie ; Doue, Hondevilliers, Jouy sur Morin, La Chapelle Moutils, La Ferté Gaucher, La Trétoire, Lescherolles, Meilleray, Montdauphin, Montenils, Montolivet, Orly sur Morin, Sablonnières, Saint Bathélémy, Saint Mars Vieux Maison, Saint Martin des Champs, Saint Rémy de la Vanne, Saint Siméon, Verdelot, Villeneuve sur Bellot.</p> <p><u>A priori nul à moyen</u> : Saint Léger.</p> <p><u>Aléas moyen</u> : Leudon en Brie</p> <p><u>Aléas moyen à fort</u>: Boitron, Chartranges, Rebais, Saint Cyr sur morin, Saint denis les Rebais, Saint Germain sous Doue, Saint Ouen sur Morin.</p> |
| Mouvement de terrain – Cavités souterraines | Chartranges, Choisy en Brie, Saint Cyr sur Morin, Saint Mars vieux Maison |
| Feu de forêt | Non |
| Séisme | Zone 1 |

III.3.3 - Risques technologiques

| | |
|---|---|
| Industriel | Non |
| Silos | La Ferte-Gaucher, Rebais, Verdelot |
| Infrastructures de transport de matières dangereuses | Toutes les communes de la CC2M sont concernées par le passage d'une canalisation de gaz, à l'exception de : Boitron, Chartranges, Lescherolles, Leudon en Brie, Montdauphin, Montenils, Montolivet, Orly sur Morin, Sablonnières, Saint Gerlmain sous Doue, Saint Rémy de la Vanne et Saint- |

| | |
|------------------|---------|
| | Siméon. |
| Nucléaire | Non |
| Barrage | Non |

III.4 - Préservation des espaces, du patrimoine et des paysages

| | |
|-------------------------------|--|
| PPEANP | Non |
| ZAP | Non |
| Site classé | Non |
| Site inscrit | La butte de Doue. Une procédure de classement et d'extension du site inscrit et de ses abords (sur les communes de Doue, Saint-Germain-sous-Doue, Saint-Cyr-sur-Morin, Chauffry, Rebais, Aulnoy, Jouarre, Saint-Denis-les-Rebais) est en cours. |
| Monuments historiques | Bellot : Eglise Saint Loup Chartronges : Eglise Saint Denis, Eglise Saint Christophe de Leudon en Brie Choisy en Brie : Eglise Saint Pierre, Eglise Saint Paul Doue : Eglise Saint Martin La Ferté Gaucher : Eglise du Prieure Saint Martin, Chapelle de l'ancienne Commanderie Templière Jouy sur Morin : Eglise Saint Pierre et Paul Lescherolles : Eglise de la Naivité, de la vierge Leudon en Brie : Eglise Saint Denis, Eglise Saint Christophe Sablonnières : Eglise Saint Martin Saint Cyr sur Morin : Eglise Saint Cyr, Eglise Sainte Juliette Saint Germain sous Doue : Chateau de Nolongues à Jouarre Saint Martin des champs : Eglise du Prieure Saint Martin, Chapelle ancienne Commanderie Templière de la Ferté Gaucher Saint Siméon : Eglise Saint Siméon Verdelot : Eglise Saint Crépin, Eglise Saint Crépinien, Château de Launoy-Renault Villeneuve sur Bellot : Eglise notre Dame et Saint Blaise, Eglise Saint Loup de Bellot |
| Archéologie préventive | |

III.5 - Déplacements et axes de transports

| | |
|--|-------------------|
| Inconstructibilité le long des grands axes routiers | D407 |
| Autres routes supportant | RD934, D407, D222 |

| | |
|---------------------------------|---|
| un trafic important | |
| Bruit aux abords des ITT | Arrêté préfectoral n° 99 DAI 1 CV 102 du 19/05/1999 : N34, D407, D222 Arrêté préfectoral n° 99 DAI 1 CV 019 du 15/02/1999 : N34, |
| Accidentologie | <p>Durant la période de cinq ans comprise entre 2013 et 2017, 83 accidents corporels dont 16 accidents mortels ont été recensés sur la communauté de communes des deux Morin.</p> <p>Ils ont fait 120 victimes dont 16 personnes tuées, 76 personnes blessées hospitalisées et 28 personnes blessées non hospitalisées.</p> <p>Parmi ces 120 victimes, 75 sont des automobilistes, 29 sont des usagers de deux roues, 4 sont des usagers de deux roues non motorisées, 1 est usager de poids lourds, 7 sont des piétons et 2 sont des usagers de voiturette.</p> <p>62 accidents se sont produits hors agglomération.</p> <p><u>Conclusion</u> : L'étude de l'accidentalité sur la commune durant la période de 2013 et 2017 ne montre aucun enjeu départemental représentatif sur le secteur.</p> |

| III.6 - Ressources, énergie, climat | |
|--|---|
| III.6.2/3 - Air | |
| SRCAE – Potentiel éolien | Zone favorable à contraintes modérées / favorable à fortes contraintes |
| SRCAE – Réseaux de chaleur | Potentiel de développement inférieur à 1000 / entre 1000 et 2500 / entre 2500 et 4000 / supérieur à 4000 MWh pour La Ferté Gaucher et Rebais |
| PPA – zone sensible | Non |
| III.6.4 - Carrières et mines | |
| SDC – Ressource en matériaux | http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-schemas-departementaux-des-carrieres-sdc-r435.html |
| SDC – Zone 109 : zones spéciales de recherche et d'exploitation | Non |
| Permis d'exploitation d'hydrocarbures | « concession de Malnoue » VERMILLON ENERGY |
| Permis de recherche exclusif | « permis de Leudon-en-Brie » VERMILLON ENERGY |



PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
des territoires

REÇU le 13 JUIL. 2021

COMMUNAUTE DE COMMUNES DES 2 MORIN

« ANNEXES »

- Liste des servitudes d'utilité publique
- Fiche Unité hydrographique
- Carte des routes à grande circulation en Seine-et-Marne
- Carte et arrêté relatif au classement acoustique des infrastructures de transport terrestres
- Avis de Seine-et-Marne Environnement
- Avis DRIEE
- Avis Sage des 2 Morin
- Avis ARS
- Avis RTE
- Avis VERMILLON
- Site classé

Liste des servitudes d'utilité publique

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|--------------|--|---|-------|--|---|--|--|
| 77030 BELLOT | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Eglise Saint Loup | Arrêté du 13 juillet 1926 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77030 BELLOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierey | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz - Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962-92622 Genevilliers Cedex |
| 77030 BELLOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 150 - PMS 58 bar - Ferte-Gaucher - Chézy | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 148 du 28 juin 2016 | Groupe Gazier Région IDF | 14 rue Pelloutier - Croissy Beaubourg-77437 Marne La Vallée Cedex 02 |
| 77030 BELLOT | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L562-1 à L.562-9 et R. 562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.I. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 59677005 MELLUN cedex |
| 77030 BELLOT | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertziene : Mouroux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouroux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage - Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77030 BELLOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 46 - Traversée de Doucy | Délibération du 20 août 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELLUN |
| 77030 BELLOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 42 - Traversée de Doucy | Délibération du 20 avril 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELLUN |
| 77030 BELLOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 46 - Traversée de Bellot | Délibération du 26 avril 1881 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELLUN |
| 77030 BELLOT | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 1200, Ø 150, Ø 80, Ø 50 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_15 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|------------------|---|--|------|---|---|--|---|
| 77043 BOITRON | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L. 562-9 et R. 562- 1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77043 BOITRON | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 55 - Traversée de Boitron | Délibération du 26 avril 1881 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-----------------------------------|---|--|-------------|--|--|--|--|
| 77093 CHAPELLE-MOUTILS (LA) | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierry | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962- 92622 Gennevilliers Cedex |
| 77093 CHAPELLE-MOUTILS (LA) | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Câble n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin- 75009 PARIS |
| 77093 CHAPELLE-MOUTILS (LA) | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 400 kV - Chambray - Mery- sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Reseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77093 CHAPELLE-MOUTILS (LA) | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R. 562- 1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.I. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammarin-sur- Tigeaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77093 CHAPELLE-MOUTILS (LA) | VOIES FERREES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123- 6, L. 114-1 à L.114-6 et R. 123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | T1 | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF -Direction immobilière Ile-de- France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10,rue Camille Moke (CS 20012)- 93212 La Plaine Saint Denis |
| 77093 LA CHAPELLE- MOUTILS | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 1200, Ø 300 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_27 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------------|--|--|------|--|--------------------------------------|--|--|
| 77097 CHARTRONGES | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Périmètre de protection de l'église Saint Denis et Saint Christophe de Leudon-en-Brie | Arrêté du 30 mai 1928 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne- 45000 ORLEANS |
| 77097 CHARTRONGES | SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT | Articles L.6372-8, L.6350-1, L.6351-1, L.6351-2 à L.6351-5 du code des transports et D.242-1 à D.242-14 du code de l'aviation civile | T5 | Aérodrome de la Ferté Gaucher | Arrêté Ministériel du 23 mai 1972 | SERVICE SPECIAL DES BASES AERIENNES IDF | 82 rue des Pyrénées- 75970 PARIS Cédex 20 |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------------|---|--|-------------|---|---|---|--|
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'Inventaire des MH - Eglise Saint Pierre et Saint Paul | Arrêté du 05 mai 1969 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Boulogne-45000 ORLEANS |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT | Articles L.6372-8, L.6350-1, L.6351-1, L.6351-2 à L.6351-5 du code des transports et D.242-1 à D.242-14 du code de l'aviation civile | T5 | Aérodrome de la Ferté Gaucher | Arrêté Ministériel du 23 mai 1972 | SERVICE SPECIAL DES BASES AERIENNES IDF | 82 rue des Pyrénées-75970 PARIS Cédex 20 |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 300 - PMS 58 bar - Arrière de l'Est | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 32 du 01 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Câble n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin-75009 PARIS |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Les Fosses - Crevecoeur | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Les Fosses - Taillis | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Taillis - Crevecoeur | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 215 - Traversée de Choisy | Délibération du 20 avril 1882 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 55 - Route de Provins | Délibération du 20 avril 1882 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 111 - rue du Faubourg et rue de la Gare | Délibération du 20 mai 1914 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77116 CHOISY-EN-BRIE | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ CanalisationsS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 300, Ø 100, Ø 80 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_32 du 1 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------|--|---|-------------|--|--|---|--|
| 77162 DOUE | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Classé MH - Eglise Saint Martin | Arrêté du 05 septembre 1922 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77162 DOUE | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67.7 bar - Arc de Dierrey | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962-92622 Genevilliers Cedex |
| 77162 DOUE | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 400 kV - Chamby - Mey-sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77162 DOUE | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - Le Champs de la Raie | Arrêté Préfectoral n 79 DDA AE 719 du 5 décembre 1979 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77162 DOUE | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 63 kV - Ferté-sous-Jouarre - Coulommiers | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77162 DOUE | PROTECTION DES SITES ET MONUMENTS NATURELS | Code de l'environnement articles L.341-1 à L341-15-1 | AC2 | Site inscrit - La Butte de Doué | Décret du 26 avril 1971 | Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie IdF | 10 rue Crillon-75194 PARIS Cedex 04 |
| 77162 DOUE | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 19 - Traversée de Doue | Délibération du 20 août 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77162 DOUE | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 37 - Rue du général d'Harville | Délibération du 28 décembre 1877 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77162 DOUE | PROTECTION DES BOIS ET FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER | Code Forestier -Abrogée par l'article 72 de la loi n 2001-602 du 9/7/2001 d'orientation sur la forêt | AI | Forêt de l'Assistance Publique de Paris | Sans objet - Abrogé par AP 2001-602 du 09 juillet 2001 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77162 DOUE | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 1200 ARC DE DIERREY et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE SERV 21 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|--------------------------------|---|--|------|--|--|--|--|
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT | Articles L.6372-8, L.6350-1, L.6351-1, L.6351-2 à L.6351-5 du code des transports et D.242-1 à D.242-14 du code de l'aviation civile | T5 | Aérodrome de la Ferté Gaucher | Arrêté Ministériel du 23 mai 1972 | SERVICE SPECIAL DES BASES AERIENNES IDF | 82 rue des Pyrénées- 75970 PARIS Cédex 20 |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierry | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962- 92622 Genevilliers Cedex |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 150 - PMS 58 bar - Ferté-Gaucher - Chezy | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 148 du 28 juin 2016 | Groupe Gazier Région IDF | 14 rue Pelloutier – Croissy Beaubourg- 77437 Marne La Vallée Cédex 02 |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 300 - PMS 58 bar - Artère de l'Est | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 58 du 01 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Câble n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin- 75009 PARIS |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 400 kV - Chamby - Mery- sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 63 kV - Les Fosses - Taillis | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 63 kV - Taillis - Crevecoeur | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R. 562- 1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P P R I. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammarin-sur- Tigeaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- -BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 63 kV - Eglantier - Taillis | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 80 | Conventions Amiables | Gaz de France | 361 Avenue du Président Wilson- -BP 33 93211 La Plaine Saint Denis Cédex |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-----------------------------------|---|--|-------------|--|---|--|--|
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Poste : Taillis | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Centre de La Ferté Gaucher | Décret du 03 février 1984 - Abrogé par le décret du 16 septembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage - Réseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 204 - rue de Paris | Délibération du 01 septembre 1856 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 934 - Avenue des Etats-Unis et avenue des Alliés | Délibération du 10 octobre 1833 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 215 - Avenue du Général Leclerc | Délibération du 11 octobre 1878 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 14 - rue Ernest Delbet | Délibération du 22 avril 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | VOISINAGE DES CIMETIERES | Articles L.2223-1 et L.2223-5 du code général des collectivités territoriales | INT1 | Cimetière | Néant | Commune de LA FERTE-GAUCHER | Hotel de ville- 77320 LA FERTE GAUCHER |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | VOIES FERRÉES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123- 6, L.114-1 à L.114-6 et R.123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | TI1 | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF -Direction immobilière Ile-de- France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10,rue Camille Moke (CS 20012)- 93212 La Plaine Saint Denis |
| 77182 LA FERTE-GAUCHER (LA) | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 1200, Ø 300, Ø 150, Ø 100, Ø 80 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_28 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Eglise du Prieure Saint Martin (ancienne) | Arrêté Préfectoral _du 29 mars 2004 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne- 45000 ORLEANS |
| 77182 FERTE-GAUCHER (LA) | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Chapelle de l'ancienne commanderie templière de La Ferté-Gaucher | Arrêté Préfectoral _du 19 avril 2011 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne- 45000 ORLEANS |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|------------------------|---|---|-------------|--|---|--|---|
| 77228 HONDEVILLIERS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 100 - PMS 58 bar - Verdelot - Jouarre | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 57 du 01 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |
| 77228 HONDEVILLIERS | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Périmètre de protection du captage - La Fontaine Aux Dames à Hondevilliers | Arrêté Préfectoral n 79 DDA AE 719 du 5 décembre 1979 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni- 49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77228 HONDEVILLIERS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 222 - Traversée d'Hondevilliers | Délibération du 18 juillet 1942 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77228 HONDEVILLIERS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31A - Traversée d'Hondevilliers | Délibération du 28 avril 1908 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77228 HONDEVILLIERS | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 100 | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_57 du 1 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------------|--|--|------|--|--|--|---|
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'Inventaire des MH - Eglise Saint Pierre et Paul | Arrêté du 14 novembre 1927 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT | Articles L.6372-8, L.6350-1, L.6351-1, L.6351-2 à L.6351-5 du code des transports et D.242-1 à D.242-14 du code de l'aviation civile | T5 | Aérodrome de la Ferté Gaucher | Arrêté Ministériel du 23 mai 1972 | SERVICE SPECIAL DES BASES AERIENNES IDF | 82 rue des Pyrénées-75970 PARIS Cédex 20 |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 300 - PMS 58 bar - Arrière de l'Est | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 58 du 01 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 80 - PMS 58 bar - Jouy-sur-Morin | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 58 du 01 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 80 - PMS 58 bar - Jouy-sur-Morin- "Arjo-Wiggins" | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 58 du 01 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Câble n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin-75009 PARIS |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 400 kV - Chambray - Mery-sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP -GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Les Fosses - Crevecoeur | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP -GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Taillis - Crevecoeur | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP -GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | PLAN DEXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PMI | P.P.R.I. - Vallée du Grand-Morin amont - Meillera y à Dammarin-sur-Tigeaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------------|---|---|-------------|--|--|--|--|
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - La Fontaine au Sergent | Arrêté Préfectoral n 80 DDA AE 264 du 30 avril 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Galliéni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - La Fontaine au Sergent | Arrêté Préfectoral n 80 DDA AE 264 du 30 avril 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Galliéni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISSEMENT ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Poste : Crevecœur | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Centre de La Ferté Gaucher | Décret du 03 février 1984 - Abrogé par décret du 16 septembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertzienne : Mouroux - La Ferté Gaucher | Décret du 03 février 1984 - Abrogé par décret en date du 16 septembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | VOISINAGE DES CIMETIERES | Articles L.2223-1 et L.2223-5 du code général des collectivités territoriales | INT1 | Cimetière | Néant | Commune de JOUY-SUR-MORIN | Hotel de ville-77320 JOUY SUR MORIN |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | VOIES FERRÉES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123-6, L.114-1 à L.114-6 et R.123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | T1 | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF -Direction immobilière Ile-de-France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10,rue Camille Moke (CS 20012)-93212 La Plaine Saint Denis |
| 77240 JOUY-SUR-MORIN | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 300, Ø 80, Ø 50 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_58 du 1 avril 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-----------------------|---|--|-------------|--|--|--|--|
| 77247 LESCHEROLLES | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Classe MH - Eglise de la Nativité de la Vierge | Arrêté du 08 juin 1979 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77247 LESCHEROLLES | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Cable n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin-75009 PARIS |
| 77247 LESCHEROLLES | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R. 562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77247 LESCHEROLLES | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - Rommel | Arrêté Préfectoral n 78 DDA AE 542 du 25 octobre 1978 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Galliéni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77247 LESCHEROLLES | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 60 - Traversée de Lescherolles | Délibération du 14 mai 1881 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Peres-77000 MELUN |
| 77247 LESCHEROLLES | VOIES FERREES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123-6, L.114-1 à L.114-6 et R. 123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | TI | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF -Direction immobilière Ile-de-France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10,rue Camille Moke (CS 20012)-93212 La Plaine Saint Denis |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| <i>Commune</i> | <i>Intitulé</i> | <i>Catégorie</i> | <i>Code</i> | <i>Caractéristique</i> | <i>Acte instituant</i> | <i>Gestionnaire</i> | <i>Coordonnées</i> |
|-------------------------|---|--|-------------|---|------------------------|--|--|
| 77250 LEUDON-EN-BRIE | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | ACI | Inscrit à l'inventaire des MH - Eglise Saint Denis et Saint Christophe | Arrêté du 30 mai 1928 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne- 45000 ORLEANS |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|--------------------|--|--|-------------|---|--|---|--|
| 77287 MEILLERAY | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R. 562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammarin-sur-Tigeaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- -BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77287 MEILLERAY | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 300 | Conventions Amiables | Gaz de France | 361 Avenue du Président Wilson- -BP 33 93211 La Plaine Saint Denis Cédex |
| 77287 MEILLERAY | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 108 - Traversée de Meilleray | Délibération du 23 août 1888 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77287 MEILLERAY | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 14 - Traversée de Meilleray | Délibération du 23 août 1888 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77287 MEILLERAY | VOIES FERRÉES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123-6, L.114-1 à L.114-6 et R. 123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | T1 | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF - Direction immobilière Ile-de-France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10,rue Camille Moke (CS 20012)- 93212 La Plaine Saint Denis |
| 77287 MEILLERAY | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 1200, Ø 300 | Arrêté Préfectoral AP_DCSE_SERV_43 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------------|--|--|-------------|----------------------------------|---|--|---|
| 77303 MONTDAUPHIN | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 du Code l'environnement et article L. 174-5 du code minier | PMI | P.P.R.I. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|--------------------|--|---|------|--|---|----------------------------------|--|
| 77304 MONTENILS | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Périmètre de protection du captage - La Fontaine Thiboust à Montenils | Arrêté Préfectoral N 80/DDA/AE/434 du 11 Juillet 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Galliéni- 49 51 Avenue Thiers 77000 MELLUN cedex |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|---------------------|--|---|------|---|---|----------------------------------|---|
| 77314 MONTOLIVET | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | ASI | Périmètre de protection du captage - La Fontaine Thiboust à Montentils | Arrêté Préfectoral N 80/DDA/AE/434 du 11 Juillet 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni- 49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------------|---|--|-------------|--|---|--|---|
| 77345 ORLY-SUR-MORIN | CONSERVATION DES EAUX TERRAINS RIVERAINS COURS D'EAU | Articles L.211-7 et L.215-4 du code de l'environnement et L.151-37-1 et R. 152-29 à R.152-35 du code rural | A4 | Libre passage sur les Berges du Petit Morin | Arrêté Préfectoral 87 DDAF HY 256 du 31 juillet 1987 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77345 ORLY-SUR-MORIN | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L. 562-9 et R. 562- 1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PMI | P.P.R.I. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77345 ORLY-SUR-MORIN | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31E - Traversée d'Orly-sur-Morin | Délibération du 09 mai 1938 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77345 ORLY-SUR-MORIN | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31 - Traversée d'Orly-sur-Morin | Délibération du 23 avril 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-----------------|---|--|-------------|---|---|---|---|
| 77385 REBAIS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierrey | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz - Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962- 92622 Gennevilliers Cedex |
| 77385 REBAIS | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 400 kV - Chambray - Mery- sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité - TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77385 REBAIS | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison hertzienne Mouxoux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouxoux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Réseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77385 REBAIS | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison hertzienne Mouxoux - Rebais passif - Rebais | Décret du 18 mai 1987 - Abrogé par décret du 23 novembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Réseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77385 REBAIS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 222 - Traversée de Rebais | Délibération du 13.02.1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77385 REBAIS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 204 - avenue de la République | Délibération du 15.12.1836 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77385 REBAIS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 42 - rue Jean Moulin | Délibération du 26.04.1881 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77385 REBAIS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 55 - avenue de la Libération | Délibération du 26.04.1881 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77385 REBAIS | VOISINAGE DES CIMETIERES | Articles L.2223-1 et L.2223-5 du code général des collectivités territoriales | INT1 | Cimetière | Néant | Commune de REBAIS | Hôtel de ville- 77510 REBAIS |
| 77385 REBAIS | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 1200 ARC DE DIERREY | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_51 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-----------------------|---|---|------|---|---|--|--|
| 77398 SABLONNIERES | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L. 621-1 à L. 621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Eglise Saint-Martin | Arrêté du 20 novembre 1986 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgoigne-45000 ORLEANS |
| 77398 SABLONNIERES | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77398 SABLONNIERES | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - La Pièce du Moulin | Arrêté Préfectoral N 94/DDAF/SHOME/017 du 10 Mai 1994 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77398 SABLONNIERES | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertzienne : Mouroux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouroux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77398 SABLONNIERES | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L. 112-1 à L. 112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31 - Traversée de Sablonnières | Délibération du 22 avril 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|---------------------------|---|--|-------|--|---|----------------|--|
| 77402 SAINT-BARTHELEMY | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 1200 ARC DE DIERREY | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_52 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|---------------------------|--|---|-------|--|---|---|---|
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'Inventaire des MH - Eglise Saint Cyr et Sainte Julitte | Arrêté du 02 février 1990 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierry | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962-92622 Genevilliers Cedex |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 100 - PMS 58 bar - Verdriot - Jouarre | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 143 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | CONSERVATION DES EAUX TERRAINS RIVERAINS COURS DEAU | Articles L.211-7 et L.215-4 du code de l'environnement et L.151-37-1 et R.152-29 à R.152-35 du code rural | A4 | Libre passage sur les Berges du Petit Morin | Arrêté Préfectoral 87 DDAF HY 256 du 31 juillet 1987 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 400 kV - Chambray - Mery-sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.I. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - Le Marais de Courcelles | Arrêté Préfectoral n 79 DDA AE 719 du 5 décembre 1979 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 63 kV - Ferté-sous-Jouarre - Coulommiers | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Centre de Saint-Cyr sur Morin - "Les Grouettes" - TDF | Décret du 12 juin 1980 | Télédiffusion de France - DO Paris | 4 avenue Ampère-Montigny le Bretonneux 78897 SAINT QUENTIN EN YVELINE |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.57 à L.62-1 et R.27 à R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT1 | Centre de Saint-Cyr sur Morin - "Les Grouettes" - TDF | Décret du 26 septembre 1980 | Télédiffusion de France - DO Paris | 4 avenue Ampère-Montigny le Bretonneux 78897 SAINT QUENTIN EN YVELINE |
| 77405 SAINT-CYR-SUR-MORIN | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 1200, Ø 100, Ø 80 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE SERV 53 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|---------------------------------|---|---|-------|--|---|---|--|
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 6,7,7 bar - Arc de Dierry | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962- 92622 Gennevilliers Cedex |
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 400 kV - Chanbry - Mery-sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertzienn : Mouroux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouroux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison hertzienn Mouroux - Rebaiss passif - Rebaiss | Décret du 18 mai 1987 - Abrogé par décret du 23 novembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 19 - Traversée de Chantaine | Délibération du 10 avril 1878 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 61 - Traversée de Saint-Denis-les-Rebaiss | Délibération du 24 août 1878 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77406 SAINT-DENIS-LES-REBAIS | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES DINTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 1200 ARC DE DIERRREY | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_54 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|--------------------------------------|--|--|------|---|---|---|--|
| 77411 SAINT-GERMAIN- SOUS-DOUE | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Périmètre de protection de l'ancien château de Nologues à Jouarre | Arrêté du 09 décembre 1937 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne- 45000 ORLEANS |
| 77411 SAINT-GERMAIN- SOUS-DOUE | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Ferrière-sous-Jouarre - Coulommiers | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité - TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77411 SAINT-GERMAIN- SOUS-DOUE | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertzienne : Mouroux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouroux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77411 SAINT-GERMAIN- SOUS-DOUE | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison hertzienne Mouroux - Rebais passif - Rebais | Décret du 18 mai 1987 - Abrogé par décret du 23 novembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------------|---|--|-------|--|---|--|--|
| 77417 SAINT-LEGER | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierry | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962- 92622 Genevilliers Cedex |
| 77417 SAINT-LEGER | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 400 kV - Chambry - Mery- sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France- 94781 VITRY SUR SEINE |
| 77417 SAINT-LEGER | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hetzienne : Mouroux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouroux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant- 94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77417 SAINT-LÉGER | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 1200 ARC DE DIERRY | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_56 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-----------------------------------|--|--|-------|--|--|---|--|
| 77421 SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS | SERVITUDES AERONAUTIQUES DE DEGAGEMENT | Articles L.6372-8, L.6350-1, L.6351-1, L.6351-2 à L.6351-5 du code des transports et D.242-1 à D.242-14 du code de l'aviation civile | T5 | Aérodrome de la Ferté Gaucher | Arrêté Ministériel du 23 mai 1972 | SERVICE SPECIAL DES BASES AERIENNES IDF | 82 rue des Pyrénées-75970 PARIS Cédex 20 |
| 77421 SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 150 - PMS 58 bar - La-Ferté-Gaucher - Saint-Brice | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 111 du 09 mai 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77421 SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 14 | Ligne : 63 kV - Eglantier - Taillis | Conventions Amiables | Réseau de Transport d'électricité -TENP - GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77421 SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 150 | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_111 du 9 mai 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------------------------|--|---|-------|--|--|--|--|
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierry | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz -Centre ingénieur | 7 rue du 19 mars 1962-92622 Genevilliers Cedex |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 150 - PMS 58 bar - La-Ferre-Gaucher - Saint-Brice | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 111 du 09 mai 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PI3 | Câble n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin-75009 PARIS |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | ELECTRICITE ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I4 | Ligne : 400 kV - Chambray - Mery-sur-Seine | Arrêté Préfectoral du 07 novembre 1996 | Réseau de Transport d'électricité -TENP -GET-EST -Section relation tiers | 66 avenue Anatole France-94781 VITRY SUR SEINE |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammarin-sur-Tigaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SERV 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | ASI | Périmètre de protection du captage - Rommel à Lescherolles | Arrêté Préfectoral n 78 DDA AE 542 du 25 octobre 1978 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallien-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 80 | Conventions Amiables | Gaz de France | 361 Avenue du Président Wilson-BP 33 93211 La Plaine Saint Denis Cédex |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 300 | Conventions Amiables | Gaz de France | 361 Avenue du Président Wilson-BP 33 93211 La Plaine Saint Denis Cédex |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 14 - Traversée de Saint-Martin | Délibération du 23 avril 1880 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations Ø 1200, Ø 300, Ø 150, Ø 80 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_58 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Eglise du Prieure Saint Martin (ancienne) | Arrêté Préfectoral _du 29 mars 2004 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |

Liste des servitudes d'utilité publique

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------------------------|--------------------------------------|--|------|--|--------------------------------------|--|------------------------------------|
| 77423 SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Chapelle de l'ancienne commanderie templière de La Ferté-Gaucher | Arrêté Préfectoral _du 19 avril 2011 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------------------|---|--|-------------|--|---|--|---|
| 77429 SAINT-OUEN-SUR-MORIN | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | 13 | Canalisation : Ø 100 - PMS 58 bar - Verdelot - Jouarre | Arrêté Préfectoral 15 DCSE SERV 45 du 03 novembre 2015 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |
| 77429 SAINT-OUEN-SUR-MORIN | CONSERVATION DES EAUX TERRAINS RIVERAINS COURS D'EAU | Articles L.211-7 et L.215-4 du code de l'environnement et L.151-37-1 et R. 152-29 à R. 152-35 du code rural | A4 | Libre passage sur les Berges du Petit Morin | Arrêté Préfectoral 87 DDAF HY 256 du 31 juillet 1987 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77429 SAINT-OUEN-SUR-MORIN | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L. 562-9 et R. 562- 1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77429 SAINT-OUEN-SUR-MORIN | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L. 112-1 à L. 112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31 - Traversée de Saint-Ouen-sur-Morin | Délibération du 23 avril 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères- 77000 MELUN |
| 77429 SAINT-OUEN-SUR-MORIN | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 100 Ø 80 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_45 du 3 novembre 2015 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|------------------------------|--|---|-------------|---|--|--|--|
| 77432 SAINT-REMY-LA-VANNE | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Câble n° 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin-75009 PARIS |
| 77432 SAINT-REMY-LA-VANNE | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R. 562-1 à R.562-10 du Code de l'environnement et article L. 174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.I. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammarin-sur-Tigeaux | Arrêté préfectoral n° 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77432 SAINT-REMY-LA-VANNE | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - La Fontaine au Sergent | Arrêté Préfectoral n° 80 DDA AE 264 du 30 avril 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77432 SAINT-REMY-LA-VANNE | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R. 1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L. 215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - Le Moulin de la Planche | Arrêté Préfectoral n° 80 DDA AE 264 du 30 avril 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77432 SAINT-REMY-LA-VANNE | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertzienne : Moutoux - La Ferté Gaucher | Décret du 03 février 1984 - Abrogé par décret du 16 septembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77432 SAINT-REMY-LA-VANNE | VOIES FERREES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123-6, L.114-1 à L.114-6 et R. 123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | TI | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF -Direction immobilière Ile-de-France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10 rue Camille Moke (CS 20012)-93212 La Plaine Saint Denis |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|----------------------------------|---|---|-------------|---|--|--|---|
| 77436 SAINT-SIMEON | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Eglise Saint Simeon | Arrêté du 18 novembre 1997 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77436 SAINT-SIMEON | RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS TELEPHONIQUES TELEGRAPHIQUES | Articles L.45-9 et L.48 du code des postes | PT3 | Câble n 295 - 02 | Arrêté Préfectoral du 05 mars 1968 | France Telecom -Orange -Unité Pilotage réseau Ile de France | 21 rue Navarin-75009 PARIS |
| 77436 SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | ASI | Captage d'eau SAINT SAUVEUR SUR ECOLE 2 | Arrêté Préfectoral n 07 DAIDD EC 09 du 16 mai 2007 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallien-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77436 SAINT-SIMEON | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Grand-Morin amont - Meilleray à Dammarin-sur-Tigeaux | Arrêté préfectoral n 2010 DDT SEPR 487 du 29 décembre 2010 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77436 SAINT-SIMEON | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R. 214-1 à R. 214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | ASI | Captage - Le Moulin de la Planche | Arrêté Préfectoral n 80 DDA AE 264 du 30 avril 1980 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallien-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77436 SAINT-SIMEON | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertziennne : Mouroux - La Ferté Gaucher | Décret du 03 février 1984 - Abrogé par décret du 16 septembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage -Reseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77436 SAINT-SIMEON | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 55 - Traversée de Saint-Simeon | Délibération du 11 avril 1877 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELUN |
| 77436 SAINT-SIMEON | VOIES FERRÉES | Articles L.2231-1 à L.2231-9 du code des transports et articles L.123-6, L.114-1 à L.114-6 et R. 123-3, R.131-1 et R.141-1 et suivants du code de la voirie routière | TI | Ligne SNCF - Mobilités Région Paris Est | Sans objet | SNCF -Direction immobilière Ile-de-France; Pôle Développement et Planification - Urbanisme | 10 rue Camille Moke (CS 20012)-93212 La Plaine Saint Denis |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------------|---|--|-------|--|--|--|---|
| 77472 TRETTOIRE (LA) | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 1200 - PMS 67,7 bar - Arc de Dierrey | Arrêté préfectoral 15 DCSE SERV 07 du 22 juillet 2015 | GRTgaz - Centre ingénierie | 7 rue du 19 mars 1962- 92622 Genevilliers Cedex |
| 77472 TRETTOIRE (LA) | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L562-1 à L.562-9 et R.562- 1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.L. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n° 2015 DDT SERV 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau- BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77472 LA TRETTOIRE | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 1200 ARC DE DIERREY | Arrêté Préfectoral DCSE SERV 30 du 19 décembre 2017 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES DE SEINE ET MARNE

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------|---|---|------|--|---|--|---|
| 77492 VERDELOT | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Eglise Saint-Crépin et Saint-Crépinien | Arrêté du 02 février 1927 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77492 VERDELOT | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L.621-1 à L.621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Château de Launoy-Renault | Arrêté du 20 novembre 1986 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77492 VERDELOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 100 - PMS 58 bar - Verdelot - Jouarre | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 143 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77492 VERDELOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 150 - PMS 58 bar - La-Ferté-Gaucher - Chézy | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 143 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77492 VERDELOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 80 - PMS 58 bar - La-Ferté-Gaucher - Nogentel | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 143 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77492 VERDELOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 80 - PMS 58 bar - La-Ferté-Gaucher - Nogentel | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 143 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77492 VERDELOT | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L.562-1 à L.562-9 et R.562-1 à R.562-10 du Code l'environnement et article L.174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.I. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELUN cedex |
| 77492 VERDELOT | PROTECTION DES EAUX POTABLES ET MINERALES | Articles L.1321-1 à L.132-10, R.1321-1 à R.1321-63 suivants du Code de la Santé Publique et Article L.214-1 à L.214-10 et L.215-13, R.214-1 à R.214-6 et R.214-32 à R.214-40 du Code de l'environnement | AS1 | Captage - La Basse Croix | Arrêté Préfectoral N 93/DDAF/SERV/001 du 15 Avril 1994 | Agence Régionale de Santé IdF | Centre Thiers Gallieni-49 51 Avenue Thiers 77000 MELUN cedex |
| 77492 VERDELOT | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.54 à L.56-1 et R.21 à R.26-1 et R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT2 | Centre de Villeneuve-sur-Bellot - "Fontaine Robert" - TDF | Décret du 16 Mars 1982 | Télédiffusion de France - DO Paris | 4 avenue Ampère-Montigny le Bretonneux 78897 SAINT QUENTIN EN YVELINE |
| 77492 VERDELOT | PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES | Articles L.57 à L.62-1 et R.27 à R.39 du code des postes et article L.5113-1 du code de la défense | PT1 | Centre de Villeneuve-sur-Bellot - "Fontaine Robert" - TDF | Décret du 22 Juin 1982 | Télédiffusion de France - DO Paris | 4 avenue Ampère-Montigny le Bretonneux 78897 SAINT QUENTIN EN YVELINE |
| 77492 VERDELOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 6E - Traversée de Verdelot | Délibération du 11.05.1953 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Péres-77000 MELUN |
| 77492 VERDELOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L.112-1 à L.112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31 - Traversée de Verdelot | Délibération du 23.04.1879 et 10.04.1878 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Péres-77000 MELUN |

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|-------------------|---|--|-------------|--|--|---------------------|--|
| 77492 VERDELOT | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L.433-5 et 6 et L.433-8 à 10 et L.521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R.555-1 à R.555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 150 , Ø 100 , Ø 80 et installation annexe | Arrêté Préfectoral DCSE_SERV_143 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling- 92270 Bois Colombes |

Liste des servitudes d'utilité publique

| Commune | Intitulé | Catégorie | Code | Caractéristique | Acte instituant | Gestionnaire | Coordonnées |
|--------------------------------|--|--|-------|--|---|--|---|
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L. 621-1 à L. 621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Eglise Notre Dame et Saint Blaise | Arrêté du 13 juillet 1926 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES | Articles L. 621-1 à L. 621-32 du code du patrimoine et décret 2007-487 du 30 mars 2007 | AC1 | Inscrit à l'inventaire des MH - Périmètre de protection de l'église Saint Loup de Bellot | Arrêté du 13 juillet 1926 | Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine | 181 rue de Bourgogne-45000 ORLEANS |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L. 433-5 et 6 et L. 433-8 à 10 et L. 521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R. 555-1 à R. 555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 150 - PMS 58 bar - La-Ferte-Gaucher - Chézy | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 148 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | GAZ CANALISATIONS DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ | Articles L. 433-5 et 6 et L. 433-8 à 10 et L. 521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R. 555-1 à R. 555-52 du code de l'environnement | I3 | Canalisation : Ø 80 - PMS 58 bar - Ferte-Gaucher - Nogentel | Arrêté Préfectoral 16 DCSE SERV 148 du 28 juin 2016 | Groupe Gazier Région IDF | 14 rue Pelloutier - Croissy Beaubourg-77437 Marne La Vallée Cédex 02 |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | PLAN D'EXPOSITION AUX RISQUES NATURELS PREVISIBLES | Articles L. 562-1 à L. 562-9 et R. 562-1 à R. 562-10 du Code l'environnement et article L. 174-5 du code minier | PM1 | P.P.R.I. - Vallée du Petit Morin | Arrêté Préfectoral n 2015 DDT SEPR 201 du 15 octobre 2015 | Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne | 288 rue Georges Clemenceau-BP 596 77005 MELLUN cedex |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L. 54 à L. 56-1 et R. 21 à R. 26-1 et R. 39 du code des postes et article L. 5113-1 du code de la défense | PT2 | Centre de Villeneuve-sur-Bellot - "Fontaine Robert" - TDF | Décret du 16 Mars 1982 | Telediffusion de France - DO Paris | 4 avenue Ampère-Montigny le Bretonneux 78897 SAINT QUENTIN EN YVELINE |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | PROTECTION CONTRE LES OBSTACLES ELECTROMAGNETIQUES | Articles L. 54 à L. 56-1 et R. 21 à R. 26-1 et R. 39 du code des postes et article L. 5113-1 du code de la défense | PT2 | Liaison Hertzienne : Mouxoux - Villeneuve sur Bellot - Tronçon Mouxoux - Bellot | Décret du 18 juillet 1990 - Abrogé par décret du 24 décembre 1998 | FRANCE TELECOM - Unité Pilotage - Réseau IDF | 110 rue Edouard Vaillant-94815 VILLEJUIF Cedex |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES | Articles L. 57 à L. 62-1 et R. 27 à R. 39 du code des postes et article L. 5113-1 du code de la défense | PT1 | Centre de Villeneuve-sur-Bellot - "Fontaine Robert" - TDF | Décret du 22 juin 1982 | Telediffusion de France - DO Paris | 4 avenue Ampère-Montigny le Bretonneux 78897 SAINT QUENTIN EN YVELINE |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L. 112-1 à L. 112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 6 - Traversée de Villeneuve-sur-Bellot | Délégation du 11 juin 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELLUN |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L. 112-1 à L. 112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31 - Traversée de Villeneuve-sur-Bellot | Délégation du 20 août 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELLUN |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | ALIGNEMENT DES VOIES nationales départementales et communales | Articles L. 112-1 à L. 112-7 du code de la voirie routière | EL7 | Départementale n 31 - Traversée de Villeneuve-sur-Bellot | Délégation du 23 avril 1879 | Conseil départemental de Seine-et-Marne | 12 rue des Saint Pères-77000 MELLUN |
| 77512 VILLENEUVE-SUR-BELLOT | HYDROCARBURES LIQUIDES PIPELINES D'INTERET GENERAL GAZ Canalisations DISTRIBUTION ET TRANSPORT DE GAZ - PRODUIT CHIMIQUE | Articles L. 433-5 et 6 et L. 433-8 à 10 et L. 521-7, 8 et 12 du code de l'énergie et R. 555-1 à R. 555-52 du code de l'environnement | SUP-1 | Canalisations : Ø 150 , Ø 80 | Arrêté Préfectoral DCSE SERV_148 du 28 juin 2016 | Société GRTgaz | 6 rue Raoul Nordling-92270 Bois Colombes |

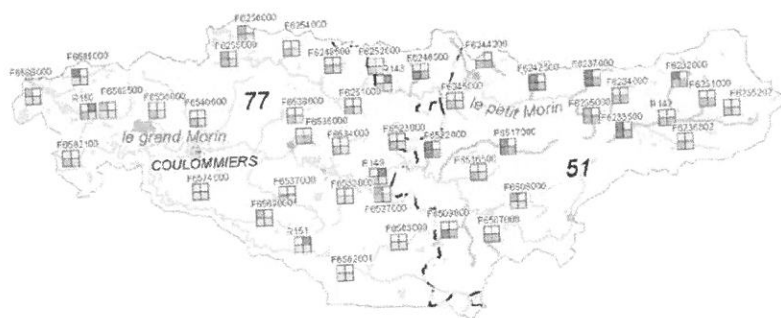


Cette unité hydrographique est à dominante rurale. Les activités agricoles (agriculture intensive) sont à l'origine de la constante augmentation des nitrates dans le Petit Morin, le Grand Morin et l'Aubetin. La forte contamination en pesticides s'enregistre sur l'ensemble des cours d'eau et plus particulièrement sur l'Aubetin. Les phénomènes d'érosion des sols agricoles sont prégnants. L'implantation d'industries agroalimentaires et l'étalement urbain dans les vallées sont en progression. L'obsolescence et les insuffisances capacitaires des systèmes d'assainissement sont à l'origine des rejets d'eaux usées par temps de pluie et notamment des teneurs en matières phosphorées. Cette situation peut être sensible en période d'étiage.

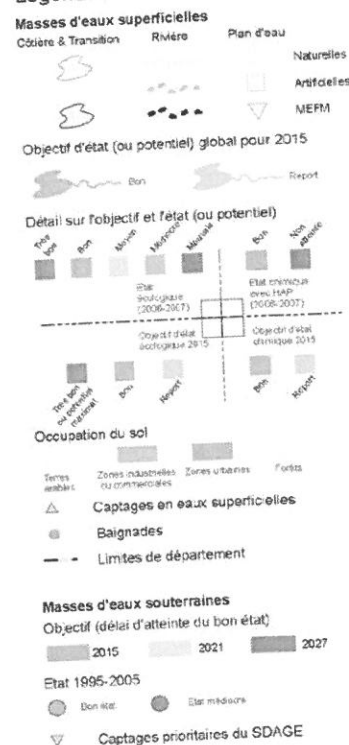
La qualité biologique des cours d'eau est satisfaisante sur le petit et le grand Morin à l'amont de

Coulommiers (R143, 142, 149). Toutefois les nombreux aménagements hydrauliques entraînent une surélévation des cours d'eau, une modification de leur cours naturel, ainsi que des problèmes de franchissabilité pour les poissons (toutes masses d'eau). De plus, L'Aubetin (R151) présente des rectifications et une uniformisation de son profil.

Les zones humides sont nombreuses sur le territoire en tête de bassin mais aussi dans les vallées. Elles ont un intérêt capital pour atteindre les objectifs écologiques et de gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau. Le système hydrologique de ce bassin versant est complexe, composé de plusieurs nappes aquifères plus ou moins interdépendantes. Les eaux souterraines et de surfaces sont étroitement liées.



Légende :



Masses d'eaux superficielles

0 5 10 Km

Masses d'eaux souterraines

0 20 Km

Principales actions à mettre en œuvre :

| Familles de mesure | M G | Mesures clefs | Localisation | M O | S D |
|---|-----|---|---------------------|------|-------|
| Réduction des pollutions ponctuelles | | | | | |
| Eaux usées des collectivités 24 M€* | 2 | Amélioration des traitements et/ou des capacités des stations d'épuration • amélioration de 40 000EH : 1 STEP>2 000 EH, 14 STEP < 2000 EH. | UH | | C |
| | 5 | Amélioration des réseaux d'assainissement des eaux usées • restructuration des réseaux notamment unitaires. | | | C P |
| | 6 | Amélioration de l'assainissement non collectif • réhabilitation des dispositifs ayant un impact direct sur les milieux. | | | C P |
| Eaux pluviales des collectivités 10 M€* | 7 | Amélioration de la gestion et du traitement des eaux pluviales des collectivités • et maîtrise des ruissellements à la source pour les nouvelles surfaces imperméabilisées | UH | | C P I |
| | 8 | Limitation des usages de pesticides par les collectivités et particuliers • appui sur le groupe phyt'eaux propres. | R143, 149, 150, 151 | | C P ● |
| Industries et artisanats 5,5 M€* | 9 | Réduction des rejets polluants chroniques de l'indus et artisanat • 4 sites prioritaires en Ile-de-France (RSDE) et ZI Coulommiers et la Ferté-Gaucher | R142, 143, 149, 150 | | I C |
| | 11 | Maîtrise des raccordements aux réseaux d'assainissement urbain • mise à jour des autorisations de rejets et des conventions de raccordement. | | | I C |
| Réduction des pollutions diffuses agricoles | | | | | |
| Apports de fertilisants et pesticides 37 M€* | 17 | Diminution des pertes de produits phytosanitaires lors des manipulations | UH | | A ● |
| | 19 | Suppression ou réduction forte des fertilisants et/ou pesticides : conversion agriculture biologique, herbe, acquisition foncière,... • sur captages stratégiques SDAGE, les zones karstiques (Aubetin) et zones de gouffres au niveau de la Brie Champenoise. • suppression des pesticides sur parcelles en bord de rivière. | UH | ▲ | A ● |
| | 20 | Diagnostic, animation, suivi ou contrôles concernant les pratiques agricoles | UH | | |
| Transferts 13 M€* | 21 | Couverture des sols pendant l'interculture (CIPAN) • CIPAN sans destruction chimique | UH | | A |
| | 22 | Création et entretien de bandes enherbées le long des rivières • enherbement de + de 5m des berges et fossés | | | A |
| | 23 | Développement d'aménagements et de pratiques agricoles réduisant les pollutions par ruissellements, érosion ou drainages • maintenir les herbages existants. Aménagement des exutoires des drains en rejet direct dans le milieu. Plantation et entretien de barrières végétales | | | A |
| Protection et restauration des milieux | | | | | |
| Rivières 13 M€* | 25 | Travaux de renaturation/restauration/entretien de cours d'eau • restauration de berges - Reméandrage | UH | | C P |
| | 27 | Actions spécifiques visant la diversification des habitats (frayères) et/ou la préservation des espèces • recensement des frayères fonctionnelles | | | C P |
| | 28 | Amélioration / restauration de la continuité écologique des cours d'eau • mise en place de passe à poisson / arasement ouvrages après étude | | | C P |
| Zones humides et littoral 44 M€* | 31 | Entretien et/ou restauration de zones humides • marais de St Gond (3700 ha) – mise en œuvre du DOCOB | | | C P |
| Gestion quantitative | | | | | |
| Prélèvements | 34 | Etudes ou actions de gouvernance concernant la gestion de la rareté de la ressource en eau • maintenir les transferts eau superficielle/ eau souterraine | R151 | | C E |
| | 35 | Réductions des prélèvements d'eau • maîtriser les prélèvements (nappe de Champigny) et améliorer les rendements des réseaux d'eau potable. | R143, 149, 150, 151 | tous | |
| Inondations | 36 | Maintien ou restauration de zones d'expansion de crue | UH | | C E |
| | 37 | Maîtrise du ruissellement urbain et/ou de l'urbanisation • maîtrise des ruissellements à la source notamment pour les nouvelles surfaces imperméabilisées | R143, 149, 150, 151 | | C |
| Gouvernance | | | | | |
| Gouvernance 3,0 M€* | 40 | Actions territoriales • SAGE Deux Morins | UH | tous | |
| Total UH = 149 M€ | | | | | |

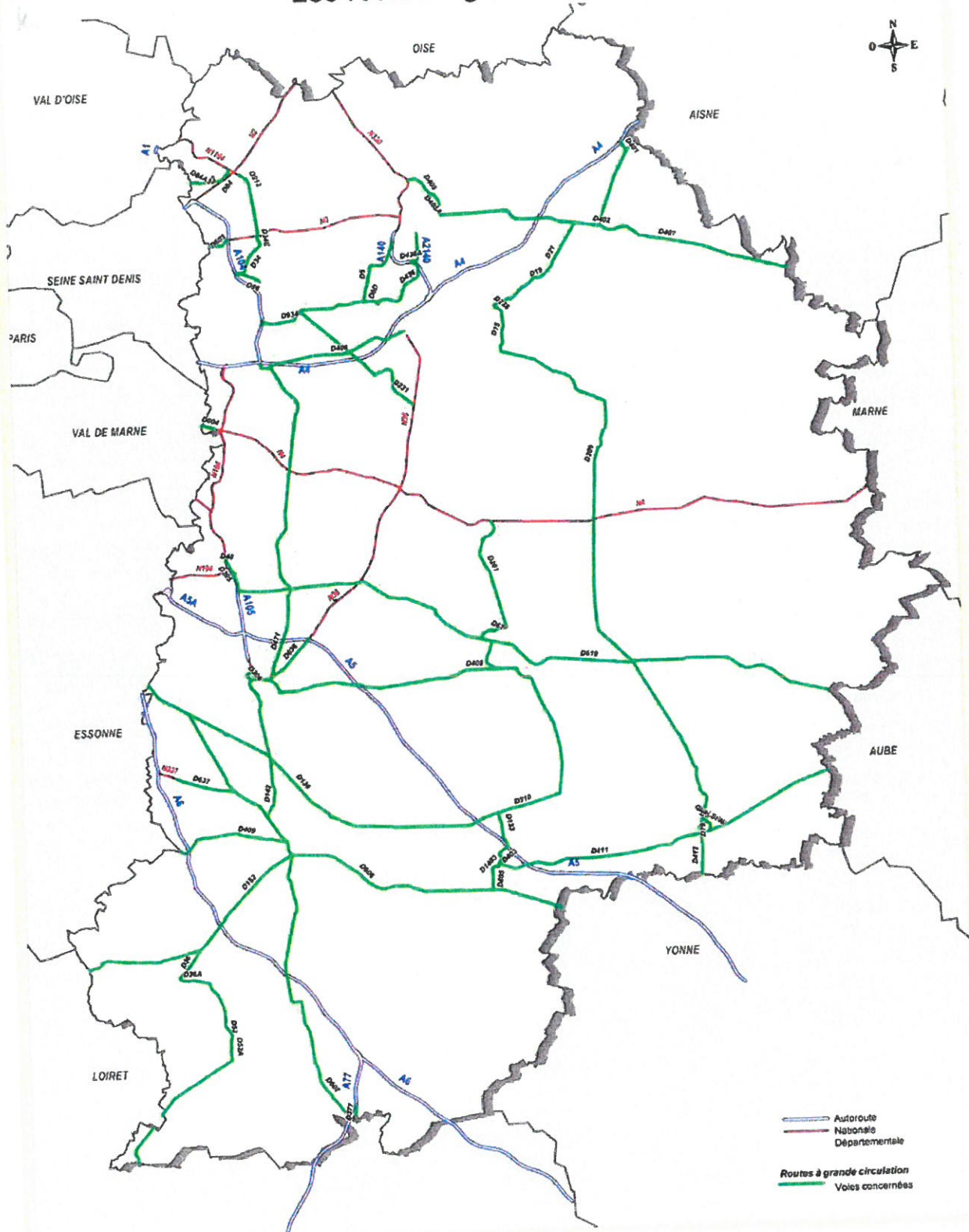
Signale des actions contribuant à protéger

- ▲ les captages,
- les nappes,
- le littoral ;
- menées explicitement pour réduire les rejets de substances dangereuses

Maîtres d'ouvrages :
E = Etat et ses établissements publics,
C = Collectivités et leurs établissements publics,
I = Industriels & artisans,
A = Agriculteurs,
P = Propriétaires

* ce coût représente le total des coûts de toutes les mesures de chaque famille (et pas seulement ceux des mesures clefs affichées)

Les routes à grande circulation



Source des données : loi 2004-809 du 13/08/2004
 décret n° 2010-578 du 31 mai 2010
 Fond cartographique numérique BD TOPO © IGN

Conception - réalisation DDT 77/MSIT/UGAD/BBL

Date édition : Août 2014

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

1ER BUREAU
URBANISME, AMENAGEMENT ET CADRE DE VIE

ARRETE 99 DAI 1 CV 102 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R. 111-4-1 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et notamment ses articles 13 et 14 ;

VU le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes de COMBS LA VILLE, GREZ SUR LOING, JOUY SUR MORIN, MONTEVRAIN, NANTEUIL SUR MARNE, SERRIS, TORCY et VERNEUIL L'ETANG ;

VU l'absence de délibération, dans le délai de trois mois prévu à l'article 5 du décret n° 95-21 du 9 janvier 1995 et valant avis réputé favorable, des autres communes figurant sur la liste annexée au présent arrêté ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Equipement de Seine-et-Marne.

A R R E T E

Article 1 : Les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de Seine-et-Marne, dans les communes citées en annexe 1, aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'annexe 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe 3.

Article 2 : Les tableaux de l'annexe 2 donnent en regard du nom des communes concernées et pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3 : Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'annexe 1 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4 : Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5 : Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes citées à l'annexe 1 pendant un mois au minimum.

Article 6 : Le présent arrêté doit être annexé par les maires des communes citées à l'annexe 1 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'annexe 2 doivent être reportés par les maires des communes citées à l'annexe 1 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 7 : Le présent arrêté est tenu à la disposition du public dans les mairies, les subdivisions territorialement compétentes de la Direction Départementale de l'Equipement et à la Préfecture de Seine-et-Marne, Direction des actions interministérielles - bureau urbanisme, aménagement et cadre de vie.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Mesdames et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'annexe 1, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'annexe 1,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau,

Dominique OTTAVI



Melun, le 19 MAI 1999

le Préfet,

signé : Cyrille SCHOTT.

ANNEXE N° 1 : LISTE DES COMMUNES

- AMPONVILLE
- ANDREZEL
- ARBONNE LA FORET
- ARMENTIERES EN BRIE
- AUBEPIERRE OZOUER LE REPOS
- BAGNEAUX SUR LOING
- BAILLY ROMAINVILLIERS
- BALLOY
- BARBEY
- BASSEVELLE
- BERNAY VILBERT
- BOIS LE ROI
- BOISDON
- BOISSETTES
- BOISSISE LE ROI
- BOULEURS
- BOURRON MARLOTTE
- BRAY SUR SEINE
- BRIE COMTE ROBERT
- BUSSIERES
- BUSSY ST GEORGES
- BUSSY ST MARTIN
- BUTHIERS
- CANNES ECLUSE
- CARNETIN
- CELY EN BIERE
- CERNEUX
- CHAILLY EN BRIE
- CHAINTREAU
- CHAMIGNY
- CHAMPDEUIL
- CHAMPS SUR MARNE
- CHANGIS SUR MARNE
- CHATILLON LA BORDE
- CHATRES
- CHAUCONIN NEUFMONTIERS
- CHELLES
- CHESSY
- CHOISY EN BRIE
- CITRY
- COMBS LA VILLE
- CONDE STE LIBIAIRE
- CONGIS SUR THEROUANNE
- COUBERT
- COUILLY PONT AUX DAMES
- COULOMMES
- COUPVRAY
- COURTACON
- COURQUETAINE
- COUTEVROULT
- CRECY LA CHAPELLE
- CREVECOEUR EN BRIE
- CROISSY BEAUBOURG
- DAMMARTIN SUR TIGEAUX
- DHUISY
- ESMANS
- EVRY GREGY SUR YERRE
- FAREMOUTIERS
- FLEURY EN BIERE
- FONTAINE LE PORT
- FONTAINEBLEAU
- FONTENAILLES
- FORGES
- FOUJU
- FRESNES SUR MARNE
- GERMIGNY LEVEQUE
- GOUVERNES
- GRANDPUITS BAILLY CARROIS
- GRAVON
- GREZ SUR LOING
- GRISY SUISNES
- GUIGNES RABUTIN

- HONDEVILLIERS
- JAIGNES
- JOSSIGNY
- JOUARRE
- JOUY LE CHATEL
- JOUY SUR MORIN
- JUILLY
- JUTIGNY
- LA CHAPELLE GAUTHIER
- LA CHAPELLE ST SULPICE
- LA CROIX EN BRIE
- LA FERTE GAUCHER
- LA FERTE SOUS JOUARRE
- LA MADELEINE SUR LOING
- LA ROCHETTE
- LE CHATELET EN BRIE
- LE MESNIL AMELOT
- LES CHAPELLES BOURBON
- LES ECRENNES
- LES ORMES SUR VOULZIE
- LESCHES
- LIZINES
- LUZANCY
- MAINCY
- MAISONCELLES EN BRIE
- MARCHEMORET
- MARLES EN BRIE
- MAROLLES EN BRIE
- MAROLLES SUR SEINE
- MAUPERTHUIS
- MELZ SUR SEINE
- MERY SUR MARNE
- MOISENAY
- MONTCEAUX LES MEAUX
- MONTCEAUX LES PROVINS
- MONTEREAU SUR LE JARD
- MONTEVRAIN
- MONTGE EN GOELE
- MONTRY
- MORMANT
- MORCERF
- MORTERY
- MOUROUX
- MOUSSEAUX LES BRAY
- MOUY SUR SEINE
- NANGIS
- NANTEAU SUR ESSONNE
- NANTEAU SUR LUNAIN
- NANTEUIL LES MEAUX
- NANTEUIL SUR MARNE
- NANTOUILLET
- NONVILLE
- OISSERY
- OZOUER LE VOULGIS
- POIGNY
- POINCY
- POMMEUSE
- PRINGY
- QUIERS
- QUINCY VOISINS
- RAMPILLON
- REBAIS
- REUIL EN BRIE
- ROUVRES
- ST FIACRE
- ST GERMAIN LAVAL
- ST MAMMES
- ST AUGUSTIN
- ST CYR SUR MORIN
- ST JEAN LES DEUX JUMEAUX
- ST LOUP DE NAUD
- ST MARD
- ST MERY
- ST OUEN EN BRIE
- ST PATHUS
- ST THIBAUT DES VIGNES
- STE AULDE
- SAMMERON
- SAMOIS SUR SEINE
- SANCY LES PROVINS

- SAVINS
- SEINE PORT
- SERRIS
- SIVRY COUNTRY
- SOUPPES SUR LOING
- TANCROU
- THOMERY
- THOURY FEROTTES
- TORCY
- TREUZY LEVELAY
- TRILBARDOU
- TRILPORT
- URY
- USSY SUR MARNE
- VALENCE EN BRIE
- VANVILLE

- VAUCOURTOIS
- VAUDOY EN BRIE
- VAUX LE PENIL
- VENEUX LES SABLONS
- VERDELOT
- VERNEUIL L'ETANG
- VERNOU LA CELLE SUR SEINE
- VILLECERF
- VILLEMAREUIL
- VILLENEUVE SOUS DAMMARTIN
- VILLENNOY
- VILLIERS EN BIERE
- VILLIERS SUR MORIN
- VOULANGIS
- VOULX
- YEBLES

POUR LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau



[Signature]
Ottavi

Vu pour être annexé à l'annexe
prélectorale n° 99 DAI ACV 102
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de CHOISY EN BRIE | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|---------------------------|-------------------------|-------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| Nationale 34 | 50 | + 650 | 55 | + 540 | 4 | 30 | |

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

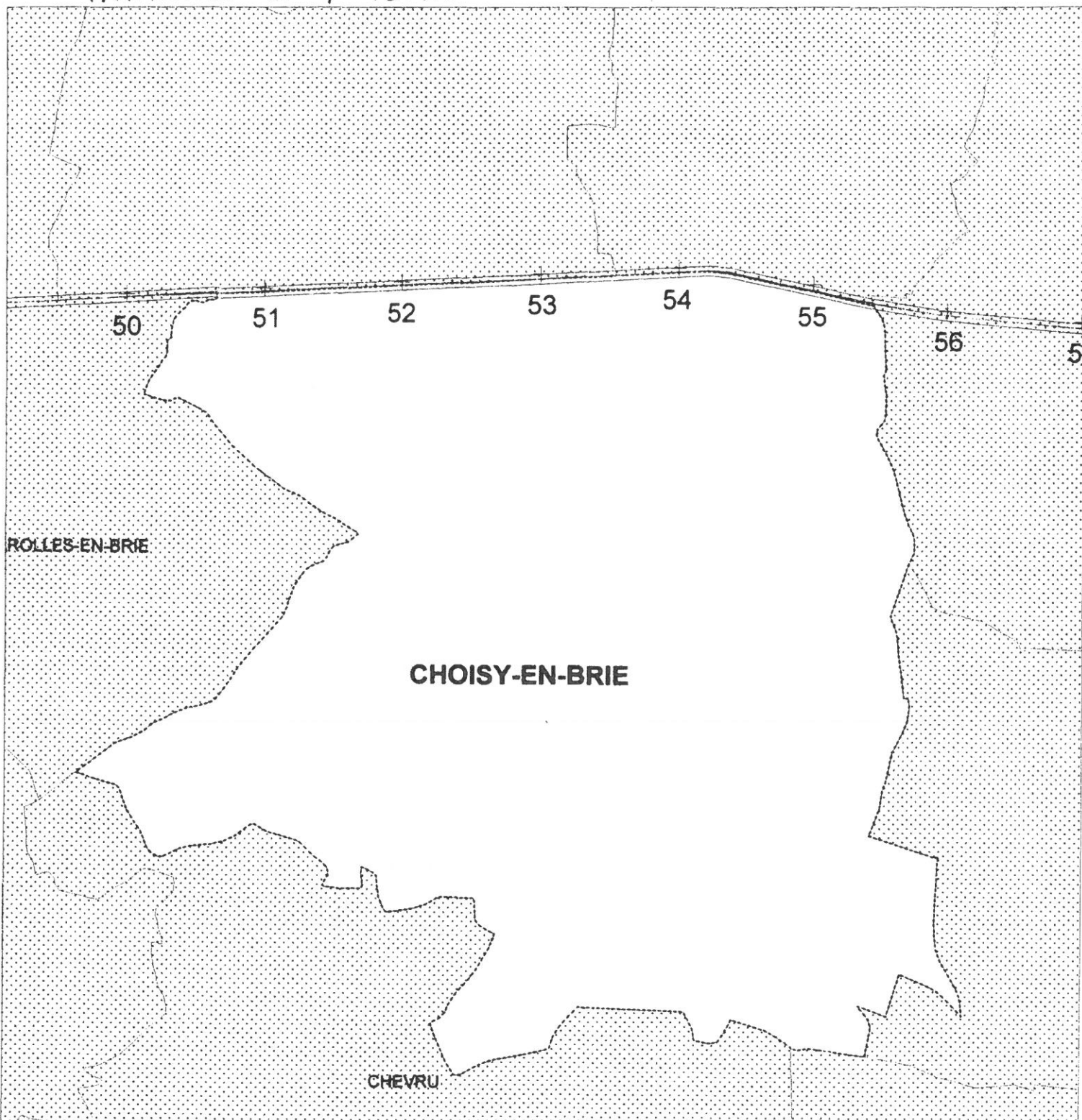
Dominique Ottaviani



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99 DA IACV 102
en date du 19 MAI 1999
Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 ; PLAN



ROLLES-EN-BRIE

CHOISY-EN-BRIE

CHEVRU

CLASSEMENT ACOUSTIQUE Voies routières

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 39 DAIAC/102
en date du 1^{er} 10 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

DAGNY

Dominique Ottavi



- ++++++1
- ++++++2
- ++++++3
- ++++++4

ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de LA FERTE GAUCHER | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|-----------------------------|-------------------------|-------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| Nationale 34 | 58 | + 650 | 60 | + 370 | 4 | 30 | |

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

Dominique Ottaviani



Vu pour être annexé à l'arrêté

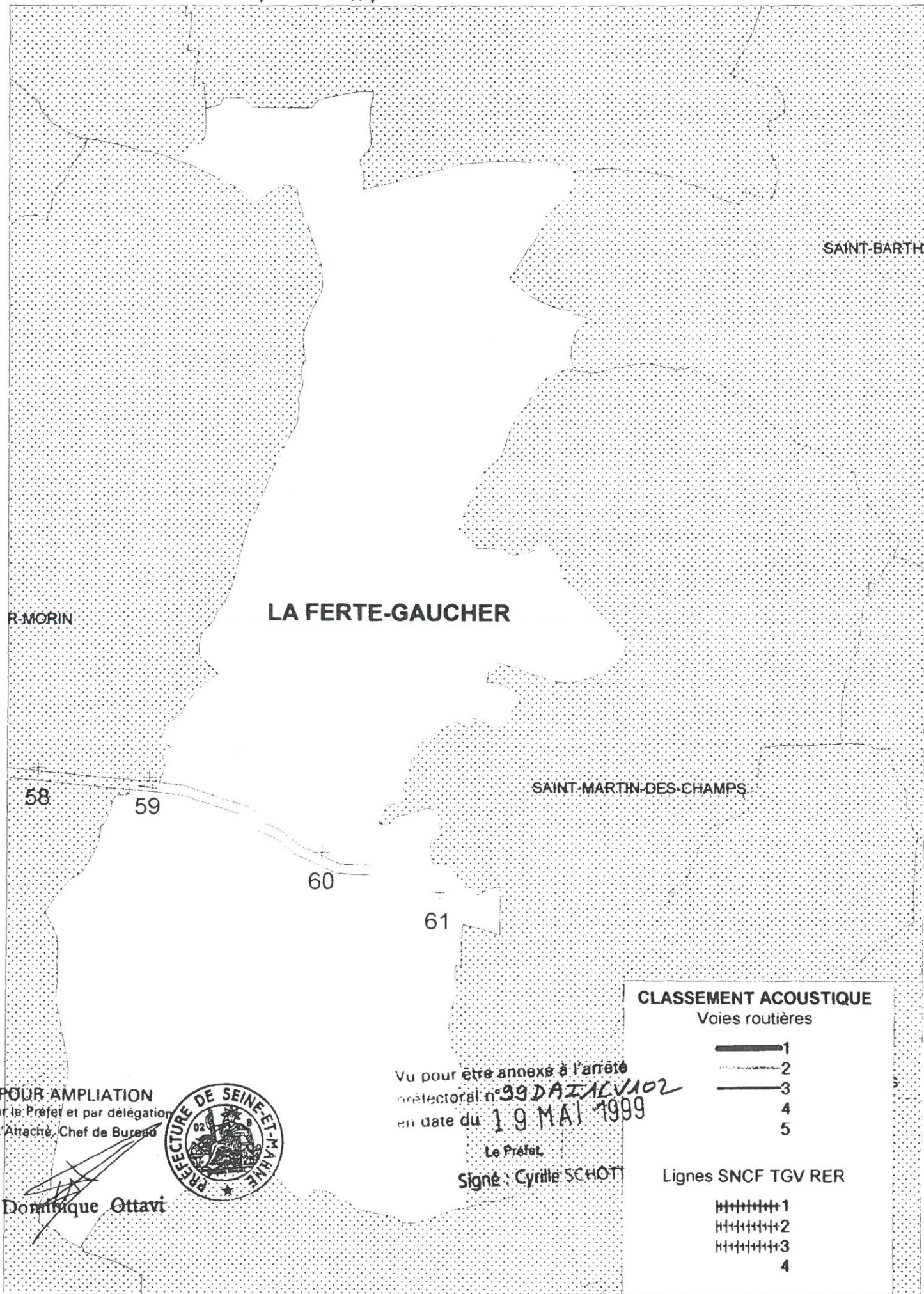
préfectoral n° 99DAIACV102

en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN



POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

Dominique Ottavi



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99 DA 121 V 102
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

CLASSEMENT ACOUSTIQUE

Voies routières

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

Lignes SNCF TGV RER

- ++++++1
- ++++++2
- ++++++3
- 4

ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de HONDEVILLIERS | | Délimitation du tronçon | | | | | |
|--------------------------|-------------|-------------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| | | | | | | | |
| Départementale 407 | 13 | + 780 | 15 | + 610 | 4 | 30 | |

POUR AMPLIATION
pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau



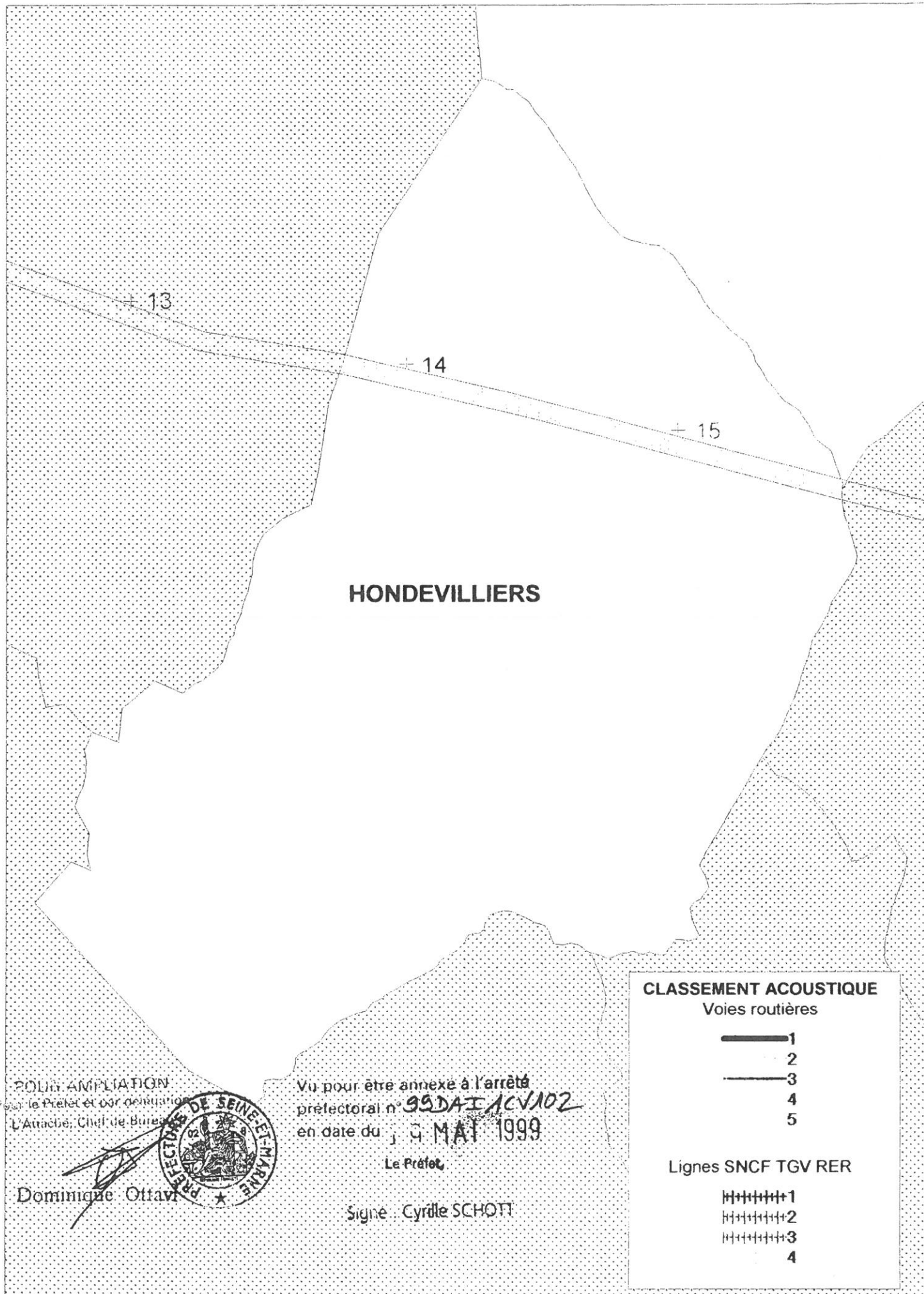
de Ottavio

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99DAIACVAD 2
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN



ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de JOUY/MORIN | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|-------------------------|-------------------------|-------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| Nationale 34 | 55 | + 430 | 59 | + 60 | 4 | 30 | |

11

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation

L'Attaché, Chef de Bureau

Dominique O...



vu pour être annexe à l'arrêté
préfectoral n° 99DAIACVA02
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN

SAINT-REMY-LA-VANNE

JOUY-SUR-MORIN

LA FERTE-GAUCHE

56

57

58

59

60

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

UNIQUE CHAÎNE DE BUREAU

Dominique Ottavio



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99DAI-KV102
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

CLASSEMENT ACOUSTIQUE

Voies routières

- 1
- 2
- 3
- 4
- 5

Lignes SNCF TGV RER

- 1
- 2
- 3
- 4

ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de REBAIS | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|-------------------------|-------------------------|-------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| Départementale 222 | | | | | 5 | 10 | |

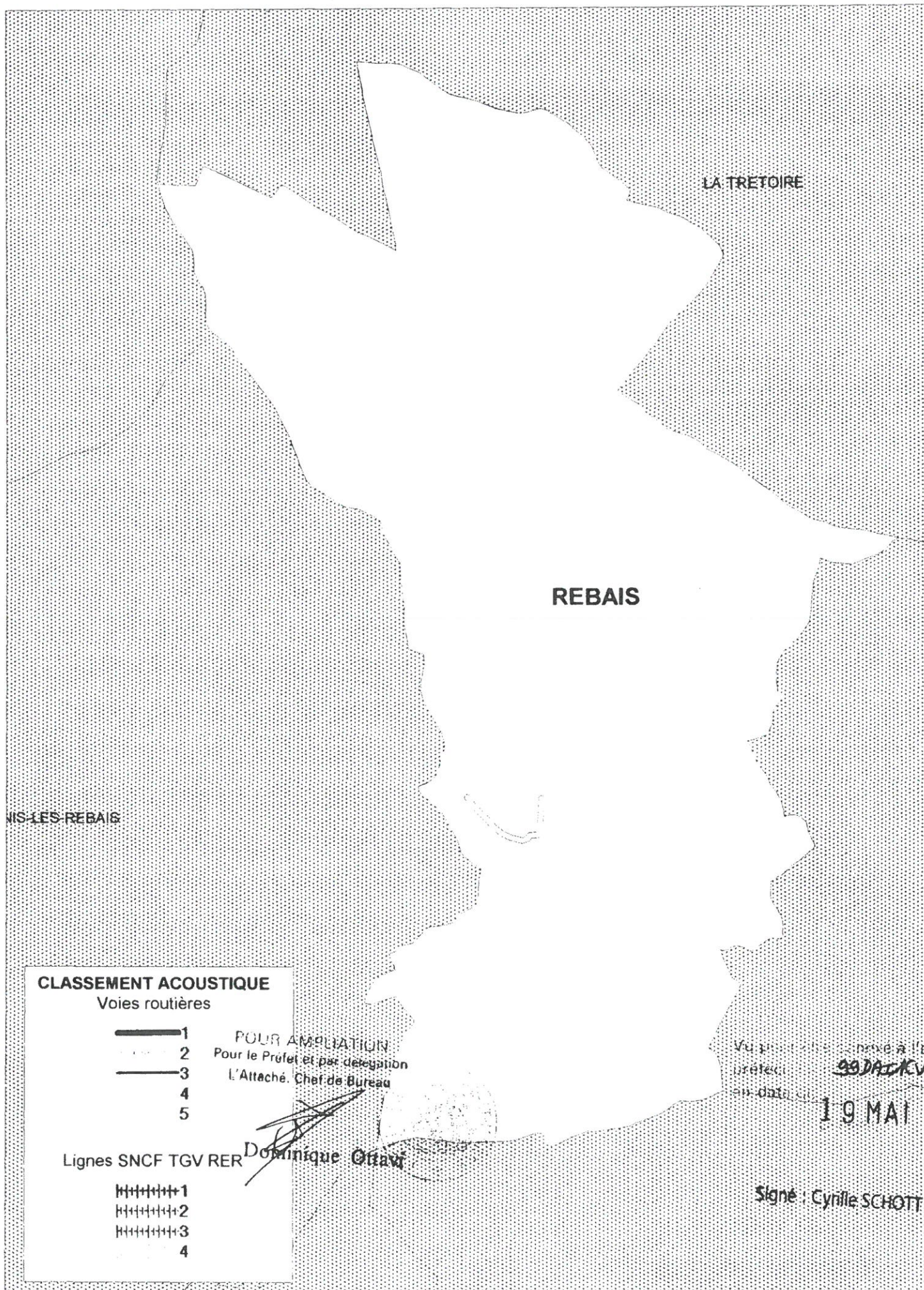
POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau



Pour être annexé à l'arrêté
départemental n° 99 DA IACV 102
en date du 19 Mars 1999
Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN



ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de SAINT CYR/MORIN | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|----------------------------|-------------------------|-------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| Départementale 407 | 3 | + 850 | 6 | + 970 | 4 | 30 | |

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

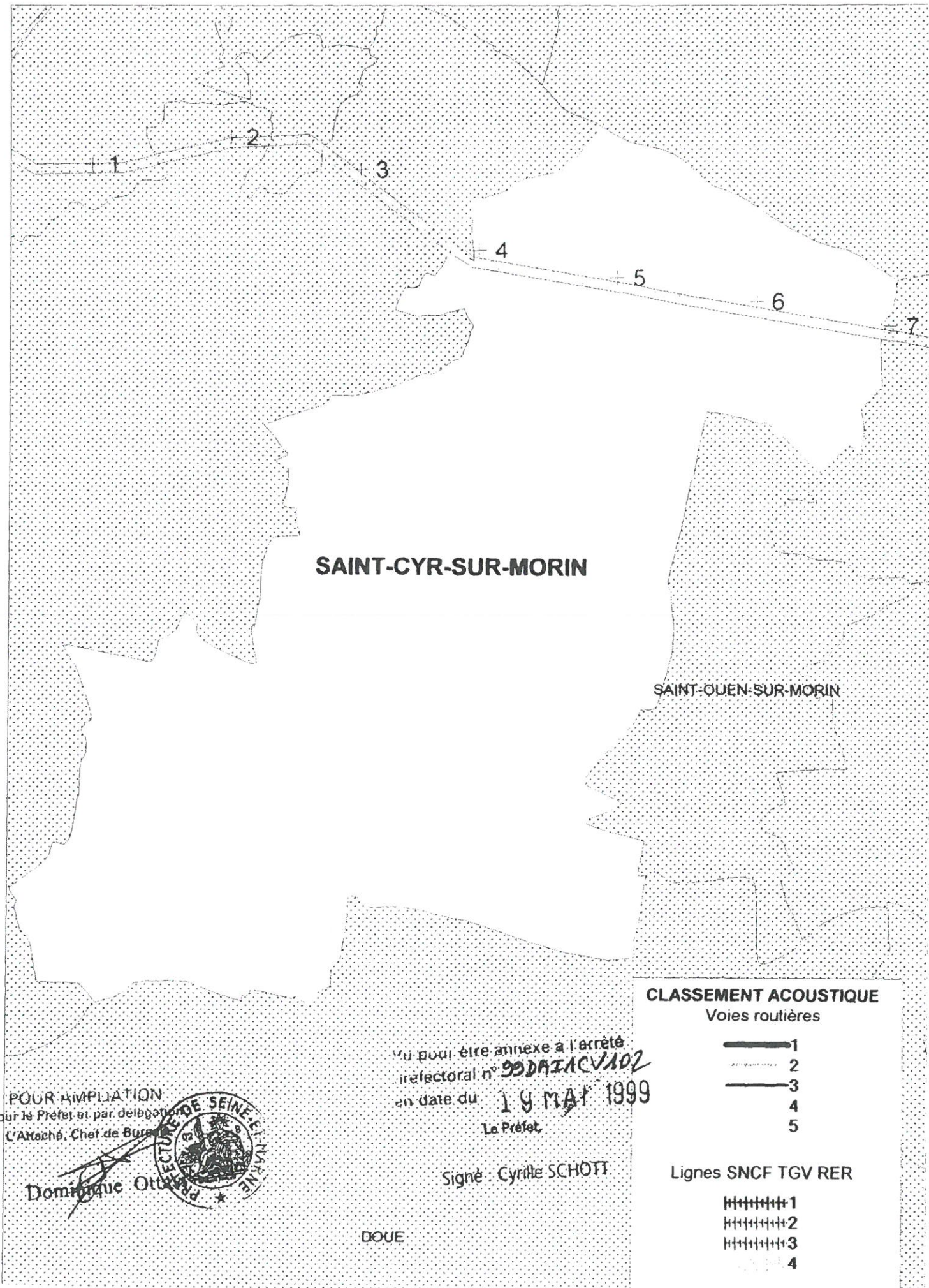
Dominique 



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99 DAI 16 V 102
en date du 19 MARS 1999
Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN



SAINT-CYR-SUR-MORIN

SAINT-OUEN-SUR-MORIN

Mu pour être annexé à l'arrêté
Préfectoral n° 99DAIACV102
en date du 19 mai 1999
Le Préfet

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau



DOUE

ANNEXE N° 2 SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de VERDERLOT | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|-------------------------|-------------------------|-------------------|--------|-----------------|----------------------------------|---|---|
| Nom de l'infrastructure | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| Départementale 407 | 15 | +610 | 18 | + 760 | 4 | 30 | |

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau

Dominique Ottaviani

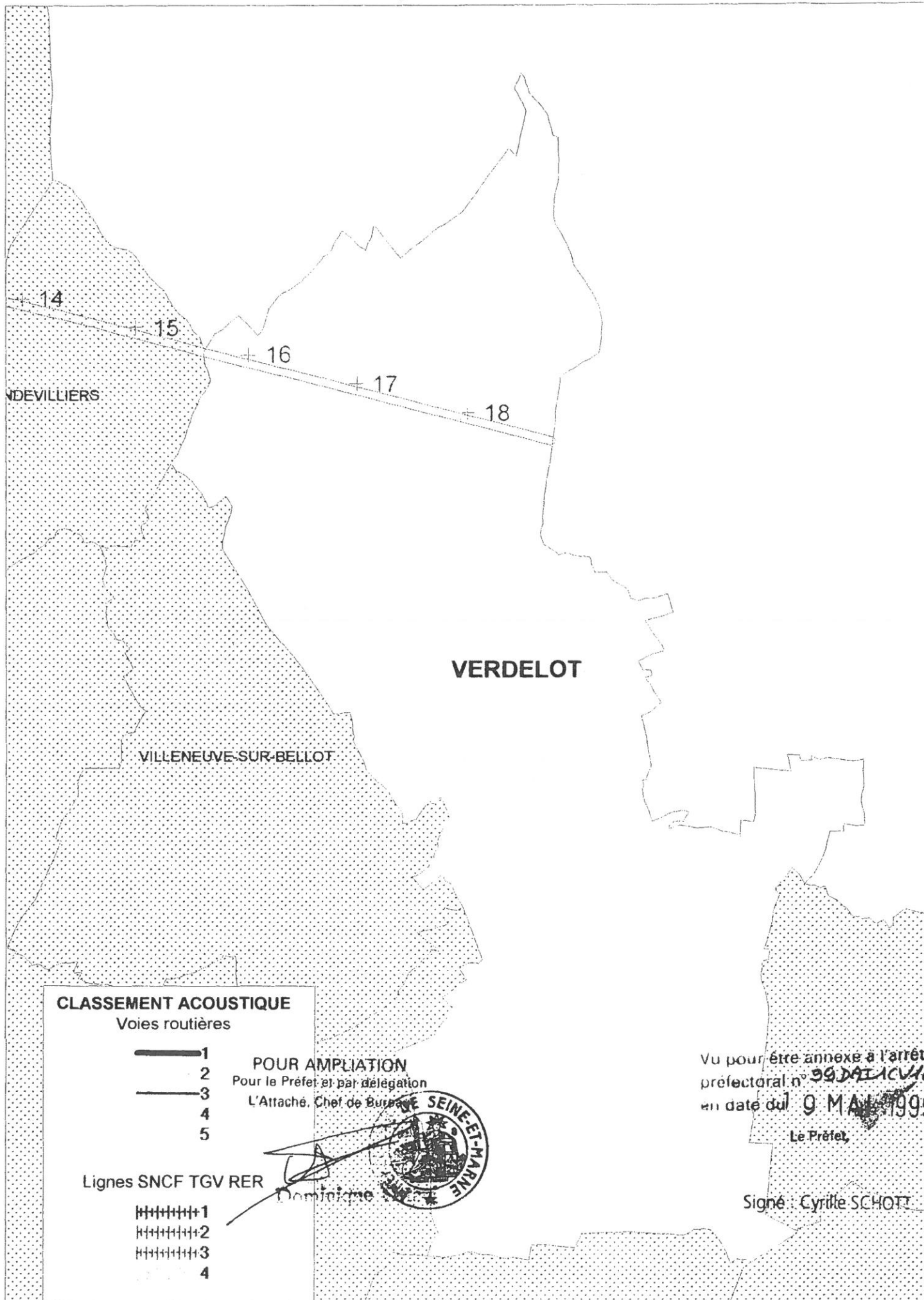


Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99DAIACV102
en date du 19 MAI 1999

Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN



PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES

1^{ER} BUREAU
URBANISME, AMENAGEMENT ET CADRE DE VIE

**ARRETE 99 DAI 1 CV 019 relatif au
classement des infrastructures de transports
terrestres et à l'isolement acoustique des
bâtiments d'habitation dans les secteurs
affectés par le bruit**

LE PREFET DE SEINE-ET-MARNE Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la construction et de l'habitation et notamment son article R. 111-4-1 ;

VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et notamment ses articles 13 et 14 ;

VU le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L. 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements ;

VU le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation ;

VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement ;

VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes figurant sur la liste annexée au présent arrêté ;

SUR proposition du Directeur Départemental de l'Equipeement de Seine-et-Marne.

A R R E T E

Article 1 : Les dispositions des articles 2 et 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de Seine-et-Marne, dans les communes citées en annexe 1, aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'annexe 2 du présent arrêté et représentées sur les plans joints en annexe 3.

Article 2 : Les tableaux de l'annexe 2 donnent en regard du nom des communes concernées et pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée le plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche ;

Article 3 : Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'annexe 1 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4 : Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au Recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5 : Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie des communes citées à l'annexe 1 pendant un mois au minimum.

Article 6 : Le présent arrêté doit être annexé par les maires des communes citées à l'annexe 1 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'annexe 2 doivent être reportés par les maires des communes citées à l'annexe 1 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 7 : Le présent arrêté est tenu à la disposition du public dans les mairies, les subdivisions territorialement compétentes de la Direction Départementale de l'Equipeement et à la Préfecture de Seine-et-Marne, Direction des actions interministérielles - bureau urbanisme, aménagement et cadre de vie.

Article 8 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Mesdames et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'annexe 1, M. le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Mesdames et Messieurs les maires des communes mentionnées à l'annexe 1,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau


Dominique OTTAVI.

Fait à Melun, le 15 FEV. 1999
Le Préfet,

signé : Cyrille SCHOTT.

ANNEXE N° 1 : LISTE DES COMMUNES

BANNOST-VILLEGAGNON
BARBIZON
BETON-BAZOUCHES
BLANDY
CHAMBRY
CHANTELOUP EN BRIE
CHARMENTRAY
CHAUMES EN BRIE
CHENOISE
CLAYE SOUILLY
COLLEGIEN
COMPANS
DAMMARTIN EN GOELE
EGREVILLE
FEROLLES ATTILLY
FERRIERES
FONTENAY TRESIGNY
GUERARD
ISLES LES VILLENAY
LA BROUSSE MONTCEAUX
LA CELLE SUR MORIN
LA GRANDE PAROISSE
LA TOMBE
LE PLESSIS PLACY
LIMOGES-FOURCHES
LISSY
LIVERDY EN BRIE
LONGPERRIER
LONGUEVILLE

MAGNY LE HONGRE
MAISON ROUGE
MAREUIL LES MEAUX
MISY SUR YONNE
MONTHYON
MONTIGNY SUR LOING
NEUFMOUTIERS EN BRIE
OZOIR LA FERRIERE
PENCHARD
PEZARCHES
PRECY SUR MARNE
PRESLES EN BRIE
PROVINS
REAU
RUBELLES
SAINT REMY LA VANNE
SAINT SIMEON
SAINT SOUPPLETS
SAINTE COLOMBE
SAINTS
SEPT-SORTS
SOURDUN
THORIGNY SUR MARNE
TIGEAUX
TOUQUIN
VILLENEUVE LE COMTE
VULAINES LES PROVINS
VULAINES SUR SEINE

Pour le Préfet et par le Préfet
L'Attaché, Chef de Bureau

Dominique Ottaviani



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99 DAI 1 CV 019
en date du 15 FEV. 1999

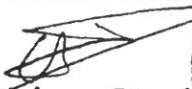
Le Préfet.

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 2 : SECTEURS AFFECTES PAR LE BRUIT

| Commune de SAINT SIMEON | | Délimitation du tronçon | | | | | | |
|-------------------------|--|-------------------------|----------------|--------|--------------|-------------------------------|--|--|
| Nom de l'infrastructure | | PR Début | Abscisse Début | PR Fin | Abscisse Fin | Catégorie de l'infrastructure | Largeur des secteurs affectés par le bruit (m) | Type de tissu (rue en "U" si renseigné sinon tissu ouvert) |
| | | | | | | | | |
| Nationale 34 | | 49 | + 500 | 53 | + 540 | 4 | 30 | |

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché, Chef de Bureau


Dominique Ottavi



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99 DAIACV019
en date du 15 FEV. 1999
Le Préfet,

Signé : Cyrille SCHOTT

ANNEXE 3 : PLAN

CHAUFFRY

SAINT-SIMEON

50

51

52

53

54

CLASSEMENT ACOUSTIQUE

Voies routières

1
2
3
4
5

Lignes SNCF TGV RER

1
2
3
4

POUR AMPLIATION
Pour le Préfet et par délégation
L'Attaché Chef de Bureau



Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 99 DAI/1C/VOA9
en date du

Le Préfet

Signé : Cyrille SCHOTT

Porté-à-connaissance Zones humides

Communauté de Communes des 2 Morin

Juin 2020



18 allée Gustave Prugnat – 77250 Moret-sur-Loing
Tél : 01 64 31 11 18 – courriel : contact@me77.fr
www.seine-et-marne-environnement.fr
n° de SIRET : 383 715 836 00037 - code NAF : APE : 913E/ 9499Z

Sommaire

| | |
|--|----|
| I. État des connaissances actuelles..... | 5 |
| A. Connaissances naturalistes..... | 5 |
| 1. Inventaires réalisés..... | 5 |
| 2. Périmètres de protection et d'inventaire des milieux naturels..... | 5 |
| 3. Spécificités du secteur..... | 6 |
| B. Connaissances zones humides..... | 7 |
| 1. Zones humides à enjeux..... | 7 |
| 2. Autres zones à préserver..... | 9 |
| II. Identification des zones à enjeux..... | 12 |
| III. Le Plan Local d'Urbanisme..... | 19 |
| A. Documents supra-communaux..... | 19 |
| 1. SDAGE Seine-Normandie..... | 19 |
| 2. SAGE des Deux Morin..... | 19 |
| 3. Schéma Régional de Cohérence Écologique – Trame verte et bleue..... | 20 |
| 4. Documents d'objectifs Natura 2000..... | 20 |
| B. Proposition d'intégration des zones humides dans le PLU..... | 22 |
| 1. Zones humides (hors mares)..... | 22 |
| 2. Mares..... | 24 |
| 3. Zones potentiellement humides..... | 24 |
| 4. Trame verte et bleue..... | 25 |
| ANNEXES..... | 27 |

Rédaction et cartographie :

Anaïs Demarty – 01.64.31.19.68 – coord.zh@seme-id77.fr

Tristan Crespo – 01.64.31.06.84 – eau-zh@seme-id77.fr

Contact pour le suivi local du dossier :

SAGE des Deux Morin – Hélène Blot – 01.64.03.06.22 - sage2morin@orange.fr

Les zones humides de la Communauté de Communes des 2 Morin

Contexte :

La disparition des zones humides n'est plus à prouver. **En France, 2/3 des zones humides ont disparu au cours du 20^{ème} siècle (IFEN 2006).** Victimes du drainage, des prélèvements d'eau abusifs ou encore de la pollution, ces milieux naturels sont en permanence menacés.

Pourtant, les zones humides sont un **réel atout pour un territoire** car elles sont essentielles pour la ressource en eau. D'un point de vue quantitatif, elles permettent, telles de grosses éponges, de stocker de grandes quantités d'eau lors des périodes de crues, qui seront par la suite relarguées dans le cours d'eau à la saison sèche. D'un point de vue qualitatif, elles sont d'excellents filtres naturels grâce à leur végétation caractéristique et permettent donc d'épurer les eaux avant le relargage dans le cours d'eau.

Enfin, ces espaces naturels sont également d'importants réservoirs de biodiversité : flore caractéristique, oiseaux, amphibiens, libellules...

Préserver et conserver des zones humides sur votre territoire est un atout non négligeable pour la qualité de vie de la population.

Afin d'enrayer cette perte, le Grenelle de l'environnement s'était fixé comme objectif de **protéger 20 000 hectares de zones humides d'ici 2015** (mesure 112). Les objectifs des **Trames Verte et Bleue**, avec la restauration des continuités écologiques, en adéquation avec cette préconisation, n'ont pas été atteints (selon le bilan à mi-SDAGE). Ainsi, les efforts engagés doivent être poursuivis voire intensifiés.

En cohérence avec les engagements du Grenelle de l'Environnement, le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** sur le bassin Seine-Normandie a fixé comme ambition d'obtenir en 2021 le "bon état écologique" sur plus de 60% des masses d'eau rivières. Pour cela, le SDAGE 2016-2021 s'est donné pour ambition de répondre à huit défis dont : « **Protéger et restaurer les milieux aquatiques humides** ».

Bien qu'il existe de nombreux outils de protection des zones humides et des milieux naturels en général (Réserves Naturelles Nationales et Régionales, Arrêté de Protection de Biotope, Espace Naturel Sensible...), ils concernent uniquement les milieux naturels remarquables et ne représentent donc qu'une faible surface de notre territoire. Ainsi, le principal outil pour protéger efficacement ces espaces naturels si précieux reste l'intégration au sein des documents d'urbanisme comme zones naturelles non-urbanisables, comme le préconise le nouveau SDAGE 2016-2021.

Ce dossier s'inscrit dans le cadre du porté-à-connaissance demandé par les services de l'État (Direction Départementale des Territoires - DDT) à Seine-et-Marne environnement, association loi de 1901, organisme associé du Département, dans le cadre d'une mission confiée par le Département et l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

À noter : certaines annexes présentant une taille trop volumineuse pour être intégrées à ce document, sont fournies sous format informatique (**lien de téléchargement ou cd-rom**). Ce document ne présente que les cartographies à l'échelle de l'intercommunalité. Les cartes par commune se situent dans les annexes informatiques.

I. État des connaissances actuelles

A. Connaissances naturalistes

1. Inventaires réalisés

a. Données floristiques du Conservatoire Botanique

Le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) a réalisé un inventaire floristique dans le cadre de l'atlas de la biodiversité du Département de Seine-et-Marne. Il met à disposition **les listes d'espèces végétales par commune** sur son site internet.

Vous trouverez dans les annexes informatiques (*dossier intitulé « Listes CBNBP »*), la liste des espèces recensées par le CBNBP pour chaque commune du PLUi ainsi que celle pour l'ensemble de la Communauté de Communes des 2 Morin (CC2M).

| Commune | Nombre d'espèces recensées par le CBNBP | Nombre d'espèces protégées / réglementées |
|-----------------------|---|---|
| Territoire de la CC2M | 864 | 106 |

Le détail est présenté par commune en annexe 1.

b. Base de données naturalistes – Cettia

La base de données naturalistes de SEME, dite Cettia, est une application web permettant de saisir et de gérer des données naturalistes (observations faune et flore). Cet outil est utilisé depuis 2012 à l'échelle départementale dans le cadre d'un projet porté par Seine-et-Marne environnement (SEME).

Plus d'informations : <http://atlasbiodiversite.me77.fr>

Vous trouverez dans les annexes informatiques (*dossier intitulé « Cettia »*), la liste des espèces faunistiques et floristiques recensées dans la base de données naturalistes Cettia (*export de novembre 2018*) pour chaque commune ainsi que la synthèse sur l'ensemble de la CC2M.

2. Périmètres de protection et d'inventaire des milieux naturels

Périmètres présents sur la CC2M :

| Site Natura 2000 | |
|--|------------|
| Intitulé | Références |
| Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin | FR1100814 |
| Rivières du Vannetin | FR1102007 |

| ZNIEFF de type 1 (<i>en cours de validation par le MNHN</i>) | |
|--|------------|
| Intitulé | Références |
| Vallée du Petit Morin | 110001180 |

| ZNIEFF de type 2 (toutes en cours de validation par le MNHN) | |
|---|----------------------|
| Intitulé | Références |
| Ru de la Vorpilliere | 110020108 / 77238002 |
| Le Bois des Meulières | 110020111 / 77429001 |
| Alentours du ru de la fonderie | 110020112 / 77345001 |
| Le Bois de Saint-Cyr, le Bois de Chavigny et le Bois du Charnoy | 110020110 / 77405002 |
| Le Petit Morin | 110020115 / 77405003 |
| Le ru d'avaleau | 110020114 / 77512001 |
| Butte de Doue | 110020138 / 77162001 |
| Le ru de Bellot | 110020113 / 7703001 |
| Ru de Pietree | 110020135 / 77000013 |
| Vallée du ru de couru | 110020136 / 77000014 |
| Ru du Val | 110020122 / 77287001 |

| Site inscrit | |
|---------------------|-------------------------|
| Intitulé | Références |
| La Butte de Doue | Arrêté du 26 avril 1971 |

| Espace Naturel Sensible départemental | |
|--|--|
| Intitulé | |
| Bois de Doue | |
| Le Val du Haut Morin | |

Vous trouverez à l'annexe 2, les cartes de délimitation des périmètres d'inventaire ou de protection des milieux naturels sur le territoire de la Communauté de Communes des Deux Morin.

3. Spécificités du secteur

Le territoire de la Communauté de Communes des Deux Morin est concerné par le périmètre du SAGE des Deux Morin.

Les grandes orientations de ce Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux sont les suivantes :

- améliorer la gouvernance
- améliorer la qualité de l'eau
- restaurer les fonctionnalités des cours d'eau et milieux associés
- connaître et préserver les zones humides
- prévenir et gérer les risques naturels liés à l'eau
- améliorer la gestion quantitative de la ressource en eau
- concilier les activités de loisirs liées à l'eau avec la préservation du milieu naturel

Le SAGE des Deux Morin a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 21 octobre 2016 et est opposable aux documents d'urbanisme.

B. Connaissances zones humides

1. Zones humides à enjeux

Afin d'identifier les zones humides à enjeux prioritaires, un recoupement de données existantes a été nécessaire.

Différentes structures ont réalisé des inventaires de zones humides :

| Structure | Intitulé | Descriptif |
|---|---|---|
| Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE) Île-de-France | Enveloppes de références de zones humides | Bibliographie + Interprétation + Délimitation sur le terrain pour la classe 1 |
| Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN) | Inventaire des zones humides de la région Île-de-France | Caractérisation sur le terrain avec relevés habitats naturels, faune et flore |
| SAGE des Deux Morin | Étude de pré-localisation des zones humides | Bibliographie + Photo-interprétation |

Le descriptif des différents outils est présenté à l'annexe 3.

a. Enveloppes d'alerte zones humides en Île-de-France

Les enveloppes d'alerte zones humides sont une cartographie des milieux humides réalisée au 1/25.000^{ème}. Elles sont classées en 5 catégories (dites « classes »).

| Classe | Type d'information |
|----------|--|
| Classe 1 | Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié |
| Classe 2 | Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : <ul style="list-style-type: none">- zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation)- zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté |
| Classe 3 | Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser. |
| Classe 4 | Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide. |
| Classe 5 | Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides |

Dans le cadre de l'identification des zones humides à enjeux, seules les classes 1 et 2 ont été prises en compte dans leur intégralité. Les classes 3 dont le caractère humide est à vérifier sont prises en compte totalement ou partiellement en fonction de leur pertinence : berges des cours d'eau, corrélation avec d'autres informations (cf. I.B.2). Les classes 4 et 5 pour lesquelles il y a un manque d'information ou qui ne sont pas considérées comme des zones humides n'ont pas été prises en compte.

L'annexe 4 présente la carte des enveloppes d'alerte zones humides à l'échelle du territoire de la CC2M.

b. Inventaire des zones humides de la région Île-de-France

La Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN) a réalisé un travail de terrain en Île-de-France permettant la caractérisation de milieux humides avec recensement des espèces qu'elles abritent.

La SNPN a réalisé un inventaire non exhaustif des zones humides et des mares sur le territoire de la CC2M, dont vous trouverez la carte en annexe 5. Cet inventaire met en évidence la présence de zones humides et de mares sur le territoire intercommunal.

Malgré leur faible surface, les mares sont des milieux humides à conserver pour de nombreuses raisons. Tout d'abord, elles sont d'importants réservoirs de biodiversité (amphibiens, libellules, insectes aquatiques, plantes...). Elles constituent parfois les rares milieux aquatiques d'un secteur et représentent, de ce fait, de réels refuges pour ces espèces. D'autre part, elles possèdent des fonctions hydrauliques, comme la recharge des nappes, le stockage des eaux ou encore l'épuration. Elles peuvent également s'organiser en véritables réseaux, qui sont alors des secteurs à préserver en priorité. Elles jouent alors un rôle important dans le maintien de la continuité écologique. Les mares participent ainsi à la trame bleue et doivent être préservées en tant qu'**éléments naturels à protéger au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme**.

c. Étude « Zones humides » du SAGE des Deux Morin

Le SAGE des Deux Morin a mené une étude de pré-localisation des zones humides sur son territoire. L'étude a intégré plusieurs études : les enveloppes d'alertes humides identifiées par la DRIEE, les données du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien, l'inventaire floristique de l'IAU-îdF, les données de la SNPN et l'interprétation des photographies satellites etc. La CLE dispose ainsi d'une cartographie homogène, au 1 : 25000^e, des secteurs à forte probabilité de présence de zones humides sur le territoire du SAGE. Cette cartographie constitue une base de travail intéressante pour des investigations plus précises et un support de connaissances pour les acteurs locaux. A noter que les couches cartographiques de l'étude (données SIG) sont disponibles sur demande auprès de la cellule d'animation du SAGE.

Une hiérarchisation de ces enveloppes de probabilités de présence en fonction des enjeux du bassin en matière « d'eau » (pollution des eaux, qualité de l'eau potable, inondations, assecs, érosion des sols, biodiversité, trame verte et bleue...) a permis de définir des secteurs à enjeux humides. Une analyse des pressions (densité de population, urbanisation, prélèvements d'eau, drainage...) au sein de ces secteurs à enjeux humides a permis de définir les secteurs à enjeux humides prioritaires.

Le SAGE préconise notamment que chaque commune ou groupement de communes du territoire procède à un inventaire de ses zones humides et les intègre dans ses documents d'urbanisme. La CLE demande que pour toute ouverture à l'urbanisation des parcelles situées dans les secteurs à enjeux humides, le caractère non humide de la parcelle soit vérifié.

À noter que l'article 5 du règlement du SAGE des Deux Morin précise qu'au sein des secteurs à enjeux humides définis par le SAGE (cf. annexe 6), si le caractère humide du sol est avéré, seuls sont autorisés :

- les projets d'infrastructures publiques de captage pour la production d'eau potable et de traitement des eaux usées, ainsi que les réseaux qui les accompagnent,
- les projets déclarés d'utilité publique ou présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence,
- ou les projets améliorant l'hydromorphologie des cours d'eau ou des zones humides,
- ou en cas d'absence d'alternative avérée, l'extension ou modification de bâtiments d'activité économique existants, si celle-ci a lieu en continuité du bâti et avec une emprise au sol la plus réduite possible.

Pour plus d'informations : www.sage2morin.com

Vous trouverez en annexe 6, les cartes de pré-localisation des zones humides et des secteurs à enjeux humides sur le territoire de la CC2M.

2. Autres zones à préserver

En dehors des zones humides avérées définies précédemment, il convient de prendre en compte d'autres zones qui participent pleinement à la trame verte et bleue et/ou qui présentent une forte probabilité d'être humides.

En effet, les zones humides potentielles (*définies par la classe 3 de l'étude DRIEE et les enveloppes de très forte à moyenne probabilité de présence de l'étude du SAGE des Deux Morin*) n'ont pas été prises en compte précédemment. Cependant, il convient de noter que tout projet d'aménagement sur une zone humide doit faire l'objet d'un dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, doit prendre les mesures nécessaires dans le but d'éviter leur destruction, ou à défaut d'en réduire les impacts et de mettre en place des mesures compensatoires en fonction de la surface impactée. Aussi, tout projet situé sur une zone humide potentielle devra faire préalablement, l'objet d'une étude (selon la méthodologie de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié) pour vérifier le caractère humide ou non du sol.

Aussi, lorsqu'une des informations « zones humides » suivantes concorde avec une classe 3, il y a de fortes probabilités que nous soyons face à une zone humide.

a. Trame humide de l'IAU îdF

L'IAU-îdF a réalisé une cartographie au 1/25 000ème des milieux humides à partir de la base de données régionale des milieux naturels d'Île-de-France (ECOMOS). Réalisé à partir d'interprétations d'images satellites, mais également de prospections sur le terrain, cet outil permet de **visualiser les différents types de zones humides** avec une délimitation très précise. Basé sur de l'interprétation d'images, il est nécessaire de coupler cet outil avec les études précédentes.

L'analyse de la carte réalisée par l'IAU îdF (cf. annexe 7) indique qu'il y a sur la commune plusieurs types de zones humides intéressants : prairies humides, forêts humides à marécageuses et des zones de végétations humides basses. On trouve également quelques plans d'eau et peupleraies qui peuvent se révéler intéressants sous réserve d'une gestion adaptée.

Les cartes de la trame humide par commune sont présentes dans les annexes informatiques.

Prairies humides : Les prairies humides, comme la plupart des milieux naturels ouverts sont très intéressantes car de plus en plus rares. En effet, avec l'abandon du pâturage, beaucoup de ces milieux humides de fond de vallée se sont boisés ou ont été plantés de peupliers. Ces milieux ouverts sont donc patrimoniaux et nécessitent une conservation. Ils possèdent un réel pouvoir épurateur grâce aux végétaux qui s'y développent. De plus, ces prairies abritent bon nombre d'espèces qui tendent à disparaître en raison de la disparition des milieux ouverts. Elles sont également des zones d'expansion des crues importantes.

Forêts humides : Les milieux boisés humides possèdent également un intérêt, en particulier lorsqu'il s'agit de peuplements autochtones (saule, frêne, aulne). En fonction des essences qui les composent et de l'âge des peuplements, ces milieux peuvent être réellement intéressants en matière de biodiversité. Par ailleurs, les boisements humides possèdent un important pouvoir de lutte contre l'érosion, d'épuration des eaux (grâce aux systèmes racinaires) mais jouent aussi le rôle de zone d'expansion des crues. Cependant, ce type de zone humide devient de plus en plus rare au profit des peupleraies.

Forêts marécageuses : On entend par forêt marécageuse un milieu boisé par des essences indigènes et dont les sols sont, tout ou partie de l'année, gorgés d'eau. Ces milieux sont de plus en plus rares au niveau régional. En effet, la modification du régime hydraulique des cours d'eau ne permet plus, aujourd'hui de longue période d'inondation prolongée. Ces zones humides constituent donc une réelle valeur pour un territoire.

Ces boisements sont généralement composés d'essences indigènes capables de supporter de longues périodes d'inondation : aulne glutineux (*Alnus glutinosa*), frêne élevé (*Fraxinus excelsior*) ou encore les saules (*Salix sp.*). Ces milieux sont aussi très intéressants pour la faune, en particulier pour les coléoptères sapro-xylophages (qui se nourrissent de bois mort), les amphibiens et reptiles et certains oiseaux cavernicoles (pic noir par exemple).

Ces zones humides remplissent également de nombreuses fonctions hydrauliques : stockage de l'eau, recharge des nappes, épuration (en particulier grâce à l'aulne glutineux et son important système racinaire), lutte contre l'érosion...

Ces zones humides sont impérativement à conserver sur le département.

Végétation humide basse : Bien que la typologie précise de ces milieux humides doive être précisée, ils possèdent des fonctions essentielles : stockage des eaux en cas de crue lorsqu'ils sont situés dans le lit majeur des cours d'eau, épuration lorsqu'ils sont composés de végétaux indigènes hygrophiles (hélrophytes, plantes de prairie humide...), réservoir de biodiversité... Cette définition peut regrouper plusieurs types de zones humides comme les mégaphorbiaies, les prairies inondables ou encore les prairies humides. Pour en préciser la nature exacte, des relevés floristiques sur le terrain sont nécessaires.

Végétation humide en bassin de décantation : Certains aménagements liés à la gestion des eaux pluviales comme les bassins de décantation ou d'infiltration peuvent constituer, en cas de végétalisation naturelle, un milieu favorable au développement d'une faune liée aux zones humides (amphibiens, libellules, oiseaux...). Bien qu'il s'agisse de zones humides artificielles, ces bassins peuvent participer à la trame bleue à condition de ne pas constituer un piège pour la faune (isolement des bassins, berges trop raides, pollution...).

Plans d'eau : Bien que les plans d'eau ne soient pas considérés comme des zones humides en tant que telles, leurs berges peuvent abriter de micro milieux humides (roselières, mégaphorbiaies, cariçaies...), très intéressants, autant pour la ressource en eau (épuration, maintien des berges...) que pour la biodiversité.

Peupleraies : Les peupleraies sont issues de plantations monospécifiques équiennes (= du même âge) : dans le cas des peupliers, il s'agit non seulement d'une seule espèce mais aussi d'un seul clone. Le pompage d'eau exercé par les peupliers limite le caractère de zone humide de la faune et la flore sous-jacente et la rend plus banale. De plus, l'homogénéité du peuplement amoindrit la biodiversité du site.

Cependant, ces espaces anthropiques possèdent un important potentiel de restauration. En effet, avec un plan de gestion adapté, ces espaces peuvent récupérer leur intérêt pour la ressource en eau (épuration, recharge des nappes, lutte contre l'érosion...) ainsi que pour la biodiversité. De plus, certains milieux intéressants peuvent exister en sous-étage de peupleraies, il convient donc de prendre en compte ces zones lors de la réactualisation du document d'urbanisme en supprimant l'EBC s'il en existe un, car cela empêche toute restauration écologique au profit d'un classement au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Toutes ces zones humides jouent le **rôle de réservoirs de biodiversité**, mais ce n'est pas leur fonction principale. En effet, ces milieux humides, quels qu'ils soient, jouent également un **rôle primordial pour la ressource en eau**. Fréquemment comparées à de grosses éponges, les zones humides permettent **l'expansion des crues et le stockage des eaux** qui seront ensuite relarguées tout au long de la saison sèche (étiage), permettant de maintenir un débit constant et d'éviter les assèchs. Mais elles jouent également un rôle dans la **filtration des eaux** grâce aux espèces végétales qui s'y développent (roseaux, massettes, joncs...) et dont les capacités d'épuration sont avérées.

Bien que la liste ne soit pas exhaustive, ces services rendus par les zones humides démontrent à quel point leur préservation est essentielle.

b. Carte phytosociologique de la végétation – CBNBP

Les cartes phytosociologiques des végétations naturelles et semi-naturelles d'Île-de-France sont mises à disposition pour toutes les communes qui ont été inventoriées lors des programmes de cartographie par le CBNBP (<http://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp/biodiversite/cartographieVegetationsIDF.jsp#5>). Les unités de végétations sont représentées au niveau de l'alliance ou de la classe phytosociologique.

Vous trouverez en annexe 8, la carte phytosociologique de la végétation sur le territoire de la CC2M. Vous trouverez dans les annexes informatiques, les cartes par commune.

Cette carte met en évidence la présence de zones de végétation à caractère humide ou potentiellement humide.

c. Espèces floristiques de zones humides selon l'arrêté du 24 juin 2008 modifié

L'arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 01 octobre 2009 (cf. annexe 9) précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides, liste l'ensemble des espèces floristiques indicatrices de milieux humides. Parmi les 864 espèces végétales présentes sur la commune (cf. partie I.A.1.b – Données floristiques), 132 sont référencées dans l'arrêté (cf. liste à l'annexe 1), soit environ 15 %.

| Nombre d'espèces référencées par le CBNBP | Dont nombre d'espèces figurant dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié |
|---|--|
| 864 | 132 |

Remarque :

Cette donnée est fournie à titre d'information car nous ne disposons pas de la localisation précise des espèces indicatrices de zones humides. Pour obtenir plus d'informations, vous pouvez vous rapprocher du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien.

Le détail par commune est présenté en annexe 10.

Les espèces protégées/réglémentées recensées sur le territoire intercommunal et figurant dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié sont présentées dans le tableau suivant (extraction du tableau en partie I.A.1.b – Données floristiques).

| Taxon de référence | Nom vernaculaire | Protection / Réglementation |
|--|---------------------------|-----------------------------|
| <i>Achillea ptarmica</i> L. 1753 | Achillée sternutatoire | ZNIEFF |
| <i>Bromus racemosus</i> L. 1762 | Brome en grappe | LR |
| <i>Cardamine amara</i> L. 1753 | Cardamine amère | ZNIEFF |
| <i>Carex disticha</i> Huds. 1762 | Laîche distique | ZNIEFF |
| <i>Carex panicea</i> L. 1753 | Laîche millet | ZNIEFF |
| <i>Carex strigosa</i> Huds. 1778 | Laîche à épis grêles | LR, ZNIEFF |
| <i>Dactylorhiza maculata</i> (L.) Soó 1962 | Orchis tacheté | Autre(s) |
| <i>Hypericum androsaemum</i> L. 1753 | Millepertuis | LR, ZNIEFF |
| <i>Hypericum elodes</i> L. 1759 | Millepertuis des marais | PR, LR, ZNIEFF |
| <i>Lathraea squamaria</i> L. 1753 | Clandestine écailleuse | PR, LR, ZNIEFF |
| <i>Lysimachia nemorum</i> L. 1753 | Lysimaque des bois | LR, ZNIEFF |
| <i>Mentha pulegium</i> L. 1753 | Menthe pouliot | LR, ZNIEFF |
| <i>Myosurus minimus</i> L. 1753 | Queue-de-souris naine | LR, ZNIEFF |
| <i>Selinum carvifloria</i> (L.) L. 1762 | Sélin à feuilles de carvi | LR, ZNIEFF |

LR : Liste rouge ; PR : Protection régionale

II. Identification des zones à enjeux

A partir des travaux réalisés par ces structures, **plusieurs zones du territoire de la CC2M ont été diagnostiquées comme intéressantes pour la ressource en eau et les espèces qui sont liées aux milieux humides**. Ces zones (cf. cartes ci-après) sont :

- **en orange pour les zones humides dites « à enjeux »** qui comprennent les zones humides avérées (enveloppe d'alerte de classe 1 et/ou 2), les zones humides caractérisées sur le terrain par la SNPN et les zones humides avérées ou identifiées dans l'étude de pré-localisation du SAGE des Deux Morin,
- **en violet pour les autres zones à préserver***
- **en rouge pour les mares**. L'existence encore actuelle/réelle des mares potentielles identifiées par la SNPN est à vérifier par une visite sur site lors de l'élaboration / révision du PLU. Le rapport de présentation devra contenir une carte actualisée distinguant les mares vérifiées et les mares potentielles.

***Les autres zones à préserver concernent :**

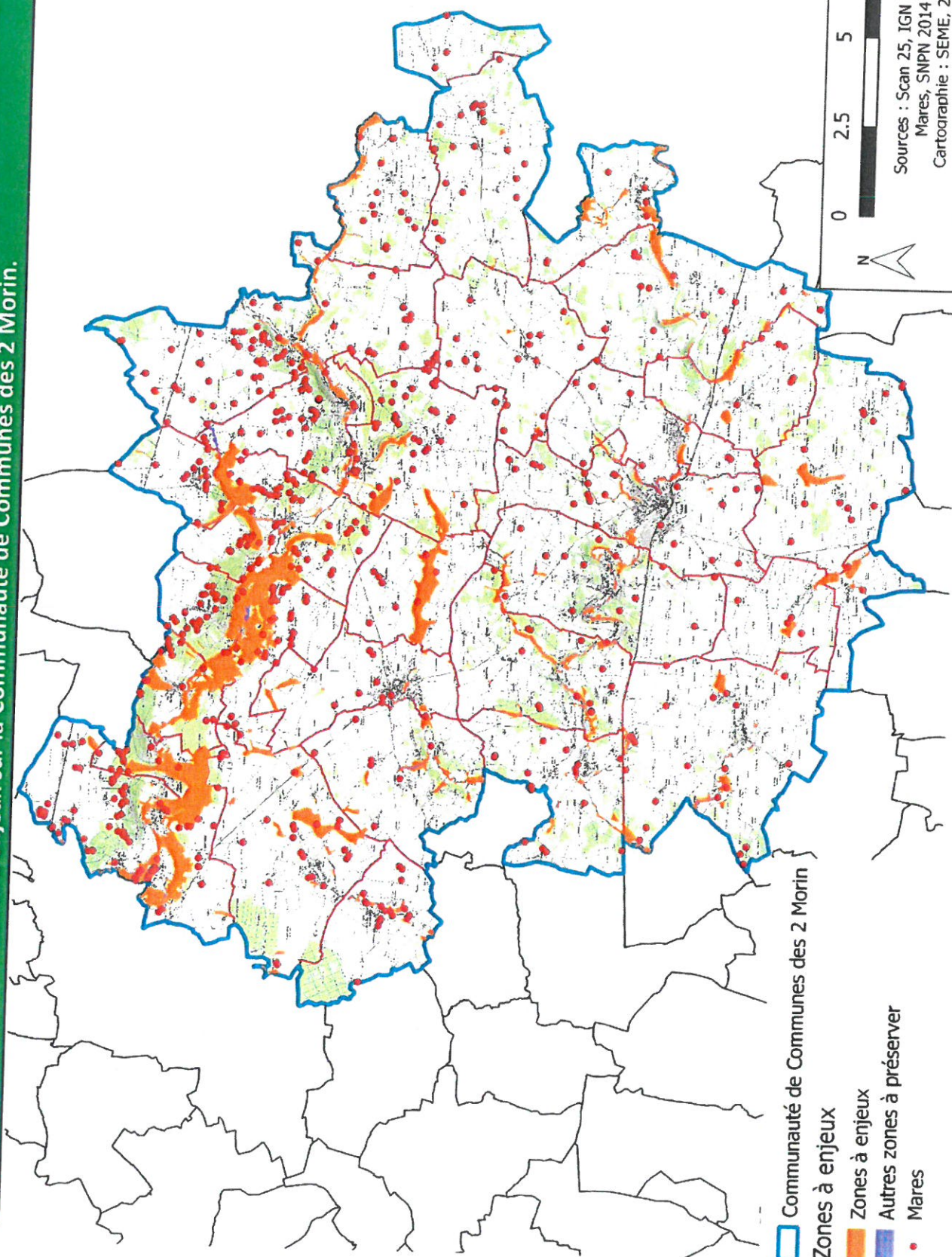
- **les zones à très forte probabilité d'être humide** selon l'étude du SAGE des Deux Morin pour lesquelles un inventaire terrain est recommandé par le SAGE au moment de la révision du document d'urbanisme (secteurs à enjeux humides).
- **les berges des cours d'eau** (6m de part et d'autre du cours d'eau). En fonction de leur typologie, elles peuvent être des milieux humides intéressants. En effet, les espèces floristiques qu'elles hébergent (roseaux, carex, joncs, saules...) permettent de limiter l'érosion et d'épurer les eaux dans une moindre mesure. Mais ces micro-zones humides linéaires sont essentielles pour le déplacement des petites espèces. Ainsi, les berges de cours d'eau participent pleinement à la trame verte en servant de corridors écologiques pour la faune (amphibiens, reptiles, micro-mammifères...).
- **les zones humides potentielles de classe 3, recoupées avec** au moins une autre donnée : présence de milieux humides selon ECOMOS ou de végétations à caractère humide selon le CBNBP.

Il est important de noter que la délimitation des zones humides n'est pas obligatoirement identique au découpage parcellaire. Il convient ainsi, dans la mesure du possible, d'adapter au mieux le parcellaire à la préservation de ces milieux lors de la réactualisation du document d'urbanisme.

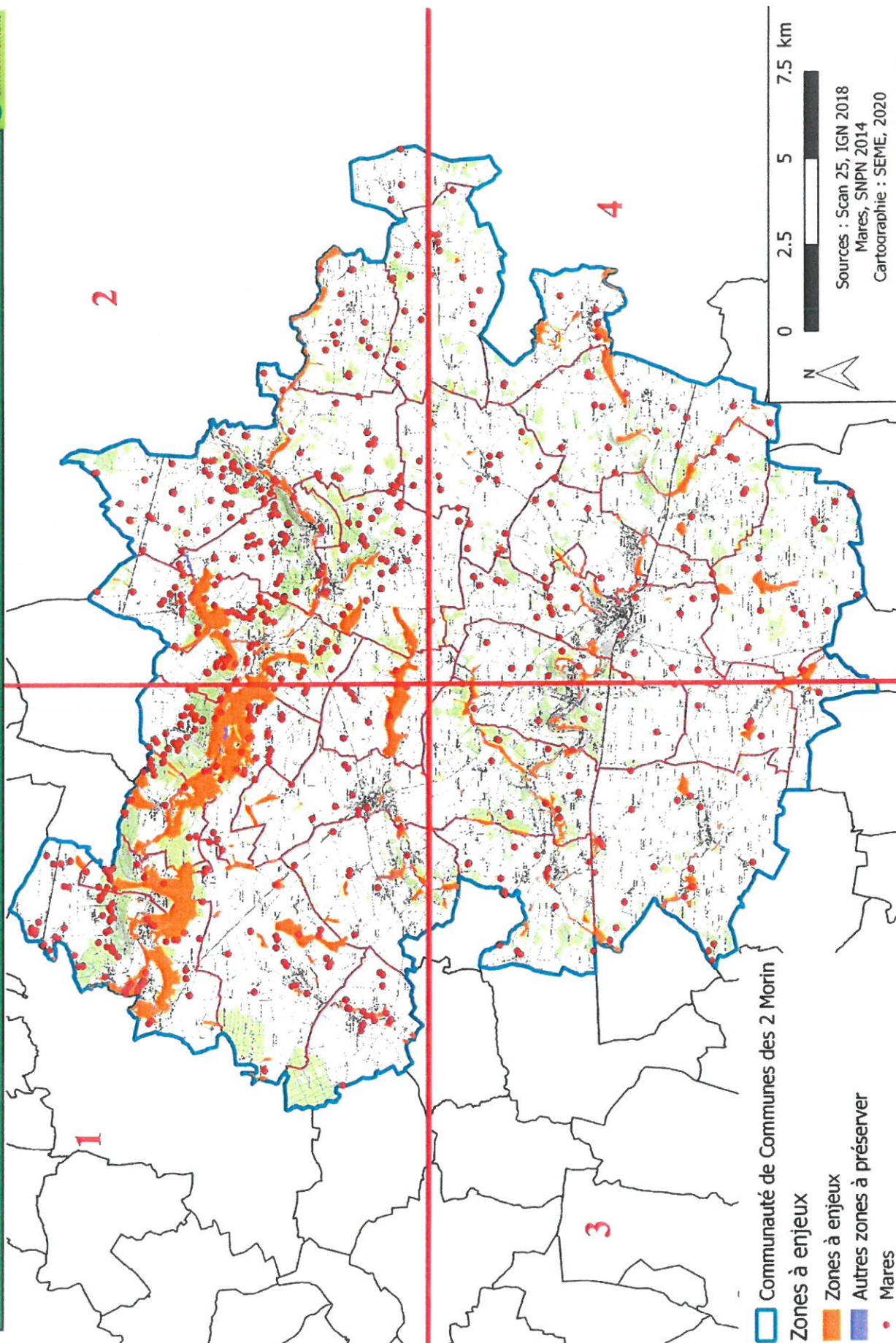
Par ailleurs, cette cartographie n'est pas exhaustive et peut être complétée en fonction des connaissances du terrain.

A noter que la Chambre d'Agriculture de la Région Ile-de-France a réalisé sur le territoire seine-et-marnais, une étude des sols. Cette étude permet de localiser des zones humides selon le critère pédologique.

Les cartes des zones à enjeux humides par commune sont disponibles dans les annexes informatiques.

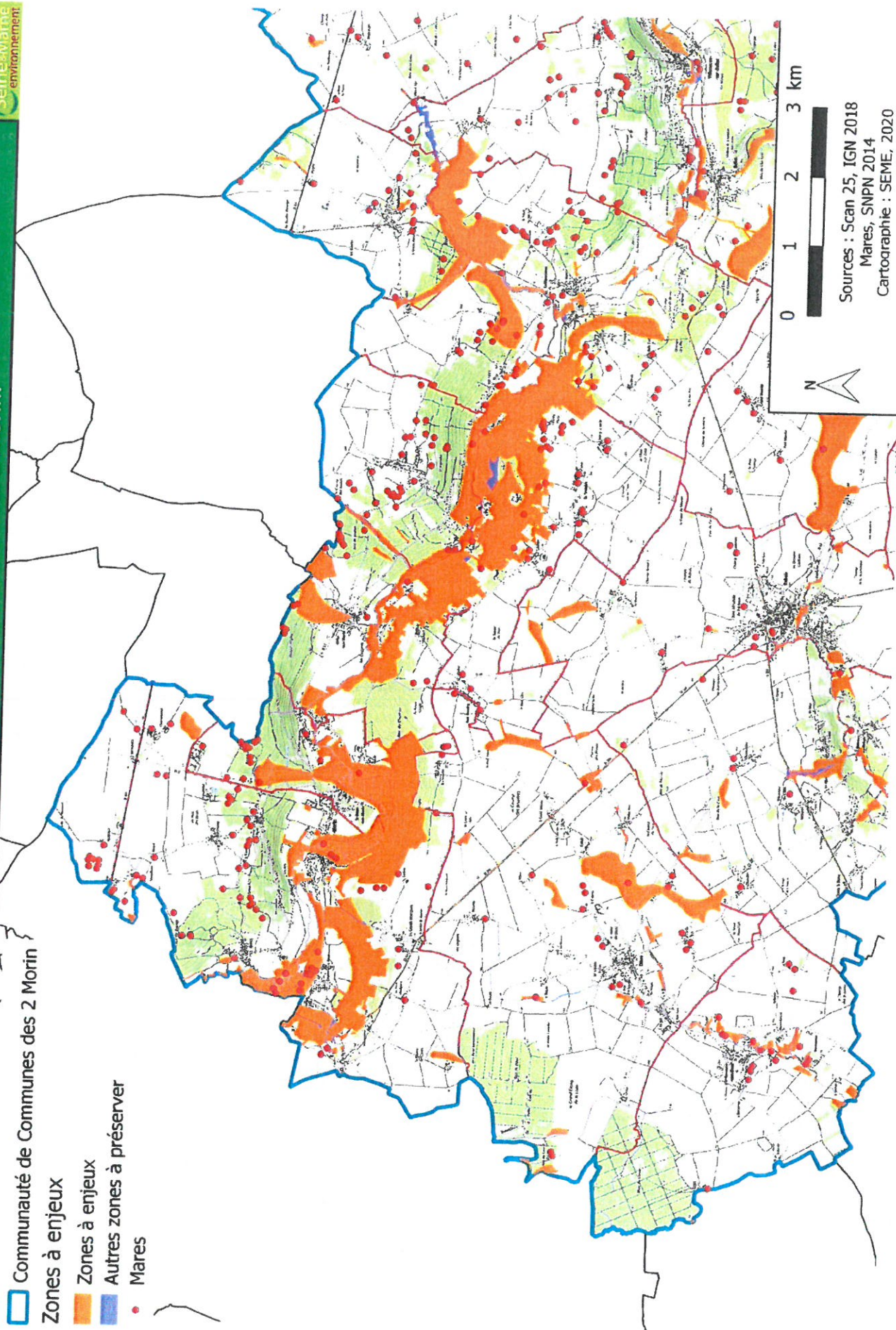


Carte 1 : Contour des zones humides sur le territoire de la CC2M



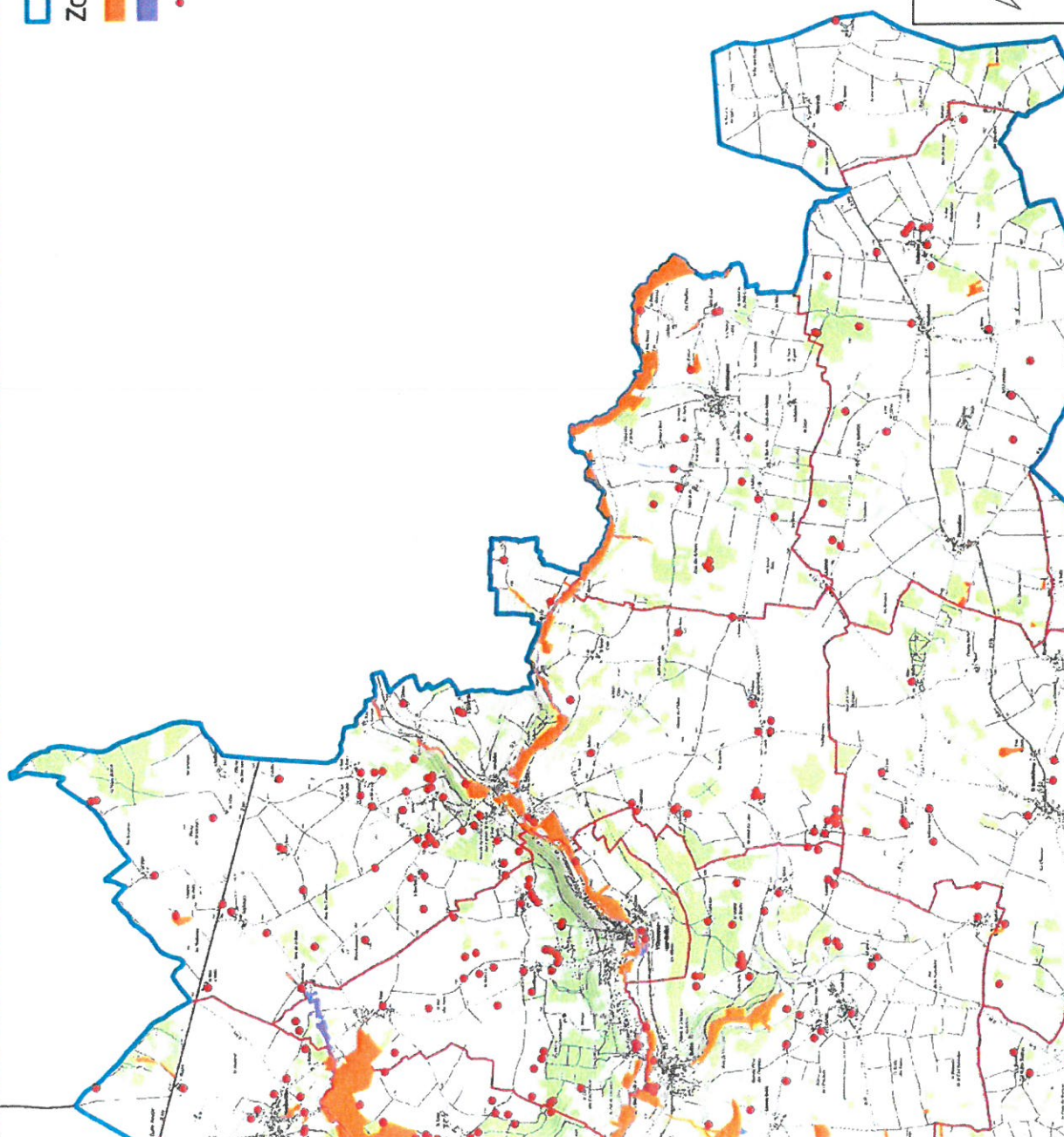
Carte 2 : Contour des zones humides sur le territoire de la CC2M – identification des zooms

Zones à enjeux sur la Communauté de Communes des 2 Morin.



Carte 3 : Contour des zones humides sur le territoire de la CC2M – zoom 1 : Nord-Ouest

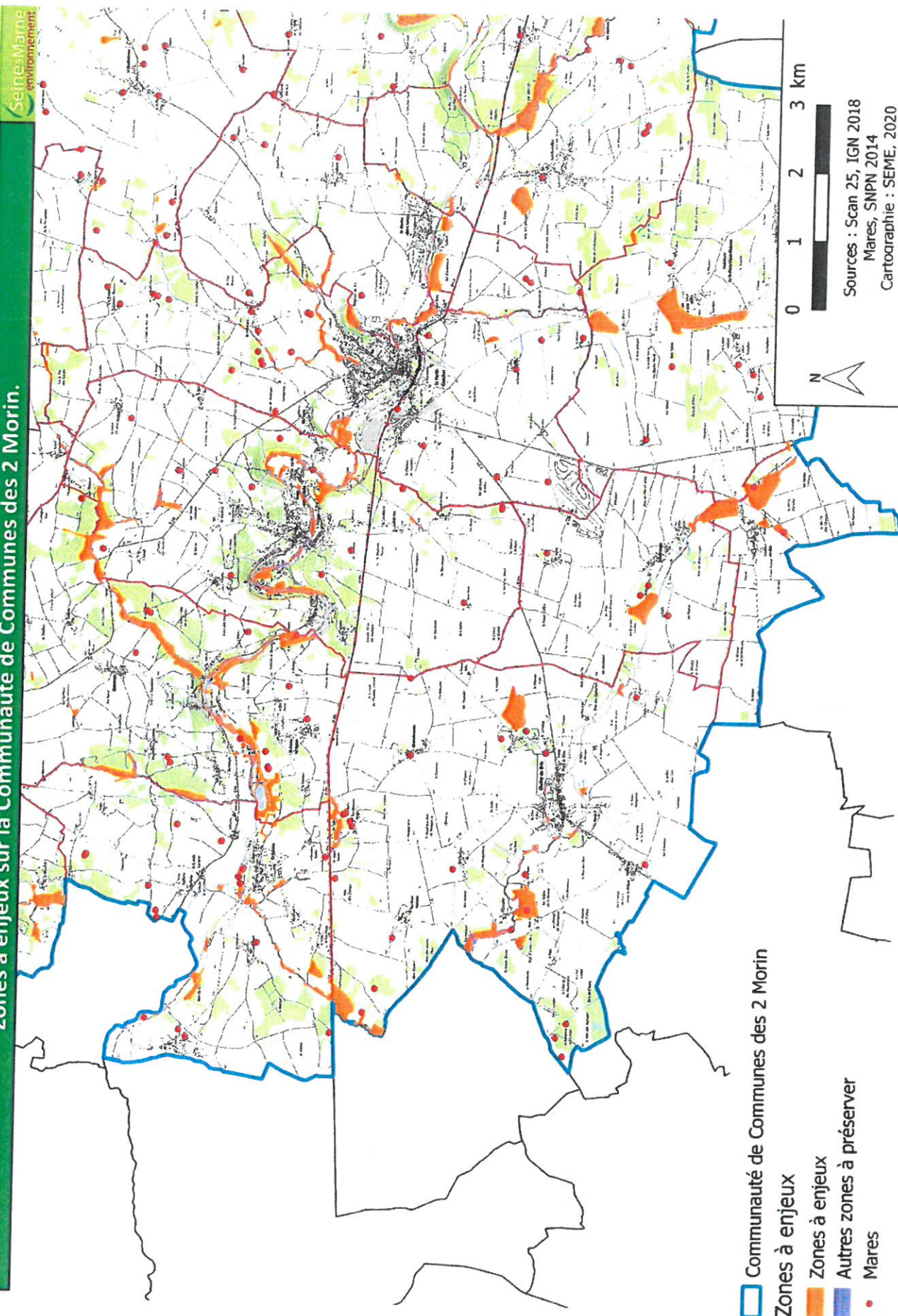
- Communauté de Communes des 2 Morin
- Zones à enjeux
- Zones à enjeux
- Autres zones à préserver
- Mares



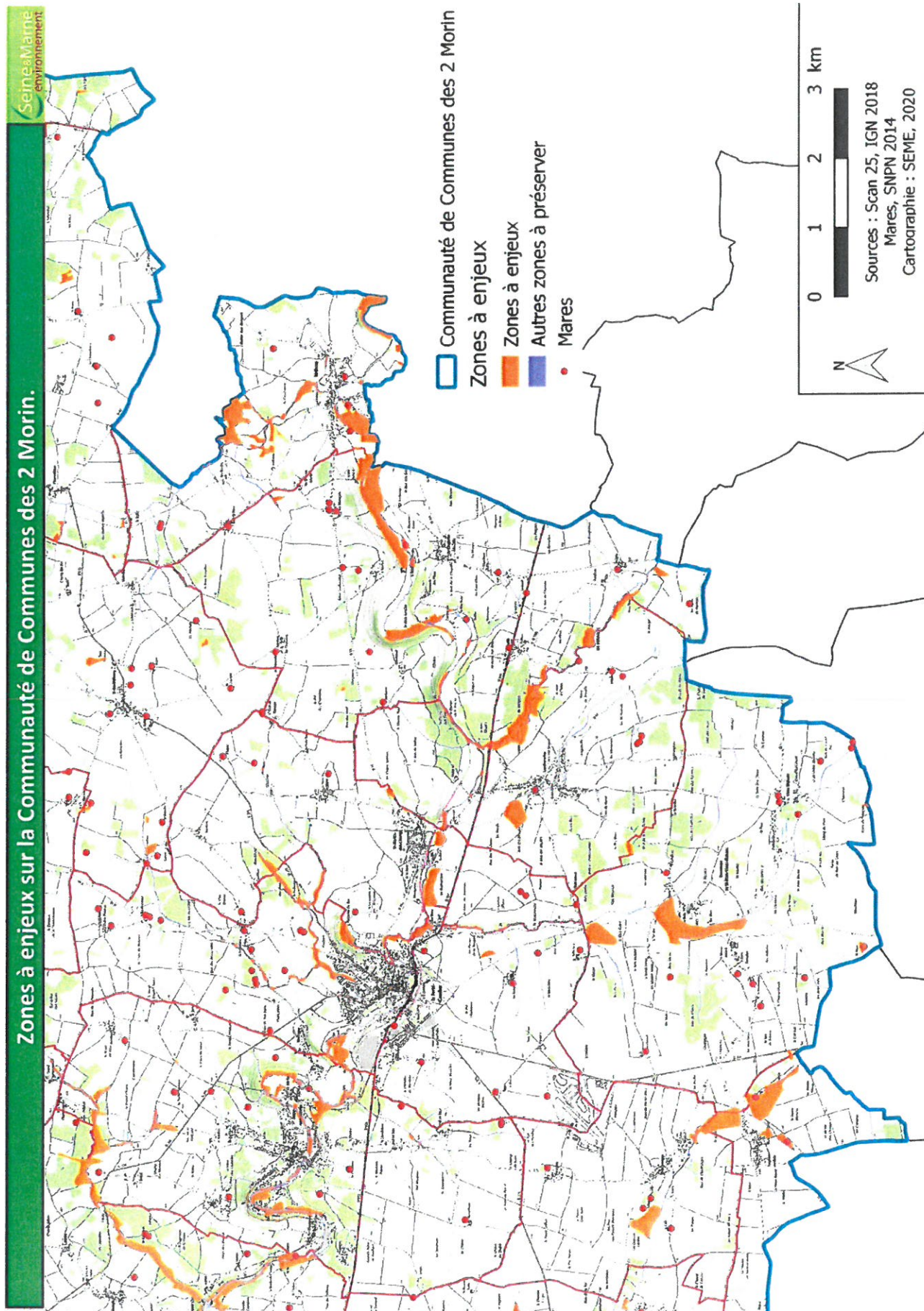
0 1 2 3 km

Sources : Scan 25, IGN 2018
Mares, SNPN 2014
Cartographie : SEME, 2020

Carte 4 : Contour des zones humides sur le territoire de la CC2M – zoom 2 : Nord-Est



Carte 5 : Contour des zones humides sur le territoire de la CC2M – zoom 3 : Sud-Ouest



Carte 6 : Contour des zones humides sur le territoire de la CC2M – zoom 4 : Sud-Est

III. Le Plan Local d'Urbanisme

A. Documents supra-communaux

Le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les **Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)**, ainsi qu'avec les objectifs de protection définis par les **Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)**.

1. SDAGE Seine-Normandie

Le territoire de la CC2M appartient au bassin versant de la Seine et dépend donc du SDAGE Seine-Normandie 2016-2021. Le SDAGE est un document de planification du domaine de l'eau, réalisé à l'échelle de chaque grand bassin hydrographique. Il est accompagné d'un programme de mesures qui décline ses orientations en moyens (réglementaires, techniques et financiers) et en actions permettant de répondre aux objectifs de bon état des masses d'eau rivières définis sur les unités hydrographiques de référence.

Il s'impose par un lien de compatibilité, ce qui signifie que tous les documents régissant l'aménagement du territoire doivent lui être compatible et donc ne pas comporter de dispositions qui vont à l'encontre des objectifs fixés par le SDAGE.

Les documents d'urbanisme sont un relais majeur pour assurer l'intégration des enjeux du SDAGE, en amont de la réalisation des aménagements et in fine pour garantir un aménagement du territoire compatible avec le bon état des eaux et des milieux aquatiques.

Il est à noter que le SDAGE 2016-2021 a été annulé. À compter de décembre 2018, le SDAGE 2010-2015 est redevenu applicable. Le tableau en annexe 11 résume la compatibilité du PLU avec le SDAGE Seine-Normandie 2010-2015 et le SDAGE Seine-Normandie 2016-2021.

2. SAGE des Deux Morin

D'après le code de l'environnement, les documents de planification dans le domaine de l'urbanisme que sont les schémas de cohérence territoriale (SCoT), les plans locaux d'urbanisme (PLU) et plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi), ainsi que les cartes communales sont compatibles ou rendus compatibles (s'ils existent à la date de publication de l'arrêté approuvant le SAGE) avec les objectifs et les orientations du PAGD dans un délai de trois ans à compter de la date de publication de l'arrêté interpréfectoral du SAGE. L'arrêté de publication du SAGE des Deux Morin est paru le 21 octobre 2016.

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) du SAGE des Deux Morin indique que sur l'ensemble du territoire du SAGE, les documents d'urbanisme doivent être compatibles ou rendus compatibles avec l'objectif de préservation des zones humides.

Pour ce faire, les collectivités territoriales ou leurs groupements doivent prendre en compte ces milieux, dans l'état initial de l'environnement et dans les éléments cartographiques de leurs documents d'urbanisme. Pour cela, elles peuvent prendre en compte les « enveloppes de probabilité de présence de zones humides » (annexe 6), ainsi que les zones humides à enjeux et prioritaires définies par la Commission Locale de l'Eau (CLE) (annexe 6) et l'ensemble des données terrain disponibles (inventaires communaux, inventaires SNPN etc.).

Les documents d'urbanisme comportent des orientations particulières d'aménagement et, dans le cas des PLU ou PLUi, des classements et un règlement adaptés à l'atteinte de l'objectif de préservation.

Sur les secteurs à enjeux humides prioritaires identifiées dans l'annexe 6, **le PAGD du SAGE des Deux Morin recommande fortement que les inventaires de terrain soient engagés** par les collectivités territoriales ou leurs groupements **compétents lors de l'élaboration ou lors de la révision des documents locaux d'urbanisme**, en partenariat avec les associations. Ces inventaires doivent permettre de délimiter les zones humides à la parcelle, diagnostiquer leur état fonctionnel, identifier leur richesse écologique et les besoins de restauration ou de gestion.

À noter que l'article 5 du règlement du SAGE des Deux Morin précise qu'au sein des zones à enjeux définis par le SAGE (cf. annexe 6), si le caractère humide du sol est avéré, seuls sont autorisés les projets d'infrastructures publiques de captage pour la production d'eau potable et de traitement des eaux usées, ainsi que les réseaux qui les accompagnent, les projets déclarés d'utilité publique ou présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, ou les projets améliorant l'hydromorphologie des cours d'eau ou des zones humides, ou en cas d'absence d'alternative avérée l'extension ou modification de bâtiments d'activité économique existants, si celle-ci a lieu en continuité du bâti et avec une emprise au sol la plus réduite possible.

3. Schéma Régional de Cohérence Écologique – Trame verte et bleue

Les collectivités sont concernées par la déclinaison à l'échelle locale du schéma régional de cohérence écologique (SRCE) cadrant la mise en œuvre de la trame verte et bleue sur le territoire.

L'article L.371-3 du Code de l'Environnement précise que : *« les documents de planification et les projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique et précisent les mesures permettant d'éviter, de réduire et, le cas échéant, de compenser les atteintes aux continuités écologiques que la mise en œuvre de ces documents de planification, projets ou infrastructures linéaires sont susceptibles d'entraîner. Les projets d'infrastructures linéaires de transport de l'État prennent en compte les schémas régionaux de cohérence écologique. »*

Le SRCE de la Région Île-de-France a été approuvé par délibération CR71-13 du Conseil Régional du 26 septembre 2013 et adopté par arrêté n°2013294-0001 du préfet de la région Île-de-France le 21 octobre 2013.

La Trame verte et bleue vise à la fois à conserver et à améliorer la fonctionnalité des milieux, à garantir la libre circulation des espèces et à adapter la biodiversité aux évolutions du climat.

Aux termes des dispositions du III de l'article L.371-1 du Code de l'Environnement, la Trame bleue repose sur :

- Des cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux (tout ou partie), classés par arrêté préfectoral de bassin (article L.214-17 du Code de l'Environnement).
- Tout ou partie des **zones humides** dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs de qualité et de quantité des eaux que fixent les SAGE et notamment les zones humides d'intérêt environnemental particulier mentionnées à l'article L.211-3 du Code de l'Environnement.
- Des compléments à ces deux premiers éléments identifiés comme importants pour la préservation de la biodiversité.

À travers leurs documents d'urbanisme, les collectivités doivent préserver la biodiversité, notamment par la conservation, la restauration et la création des continuités écologiques sur leurs territoires. Les zones humides en tant que milieux de transition s'inscrivent pleinement dans ces réseaux écologiques.

Il est donc possible par exemple, de rédiger une OAP générale « Biodiversité » sur l'ensemble de la commune afin que la Trame verte et bleue soit préservée, ou de créer un zonage particulier avec un règlement associé permettant la préservation de ces espaces.

4. Documents d'objectifs Natura 2000

L'article 6§3 de la directive « Habitats » de 1992 précise que *« tout plan [...] susceptible d'affecter [un site Natura 2000] de manière significative, individuellement ou en conjugaison avec d'autres plans et projets, fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site eu égard aux objectifs de conservation de ce site. »*

La directive européenne du 27 juin 2001 sur l'évaluation environnementale des plans et programmes rappelle également la nécessité de mettre en œuvre une évaluation spécifiquement liée à la présence d'un site Natura 2000.

Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de l'état initial de l'environnement, les DOCOB des sites Natura 2000 doivent être pris en compte afin d'identifier les enjeux liés à ces sites. La déclinaison des objectifs des sites Natura 2000 « Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin » et « Rivières du Vannetin » sont disponibles en annexe 12.

Les DOCOB complets sont consultables en ligne :

- Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin : <http://seine-et-marne.n2000.fr/natura-2000-en-seine-et-marne/le-petit-morin/le-document-d-objectif>

- Rivières du Vannetin :

http://natura2000.mnhn.fr/uploads/doc/PRODBIOTOP/465_Docob_Riviere_du_VANNETIN_cle2664f1.pdf

Lors de la création du plan de zonage du PLU, il faudra donc déterminer si les zones à urbaniser prévues auront une incidence sur les sites Natura 2000 et si le règlement du zonage proposé pour ces sites est compatible avec les DOCOB.

B. Proposition d'intégration des zones humides dans le PLU

1. Zones humides (hors mares)

Afin d'être compatible avec le SDAGE Seine-Normandie et le SAGE des Deux Morin, qui fixent notamment comme objectif la protection des zones humides par les documents d'urbanisme, nous proposons d'intégrer les zones humides à **un zonage spécifique (le zonage Nzh ou Azh) avec un règlement propre** interdisant certains usages incompatibles avec la préservation de ces milieux naturels si fragiles.

Il est proposé un classement des zones humides en Nzh ou Azh en fonction de l'utilisation effective de l'espace.

Ce zonage s'appliquera aux zones humides localisées sur les cartes 1 à 6.

Il convient donc de ne modifier en aucun cas la nature des sols, la micro-topographie, mais également tout type d'alimentation en eau de la zone humide, au risque de causer son assèchement. Les tableaux ci-après sont une **proposition de règlement spécifique respectivement à la zone Nzh et Azh**.

Tableau 1 : Proposition de règlement spécifique au zonage dit Nzh

| Zone Nzh | |
|---|--|
| Thématique abordée dans le règlement du PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <p>Tout ouvrage ou travaux portant atteinte à la zone humide et son alimentation en eau.</p> <p>Sont spécifiquement interdits :</p> <p>→ tout travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en eau (création de plans d'eau...), l'assèchement, le comblement, les remblaiements, les dépôts divers, les affouillements ou l'extraction de matériaux, quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf travaux et ouvrages nécessaires à la gestion écologique de la zone humide ; - l'imperméabilisation du sol, en totalité ou en partie ; - la plantation de boisements et l'introduction de végétaux susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone. |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des autorisations particulières | <p>Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autres des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire.</p> <p>Sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles, - les travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un), - les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants etc.) |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les plantations devront être constituées d'essences locales.</p> <p>Il est recommandé de planter des haies diversifiées d'essences locales ou fruitières (cf. liste en annexe) dans les nouvelles plantations.</p> <p>Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (cf. liste en annexe) est interdite.</p> |

Tableau 2 : Proposition de règlement spécifique au zonage dit Azh

| Zone Azh | |
|---|---|
| Thématique abordée dans le règlement du PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <p>Tout ouvrage ou travaux portant atteinte à la zone humide et son alimentation en eau.</p> <p>Sont spécifiquement interdits :</p> <p>→ tout travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en eau (création de plans d'eau...), le comblement, les remblaiements, les dépôts divers, les affouillements ou l'extraction de matériaux, quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf travaux et ouvrages nécessaires à la gestion écologique de la zone humide ; - tout nouveau drainage, et plus généralement l'assèchement du sol de la zone humide, à l'exception du remplacement du drainage existant ; - l'imperméabilisation du sol, en totalité ou en partie ; - la plantation de boisements et l'introduction de végétaux susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone. <p><i>Si la commune a localisé des mares au plan de zonage :</i> Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite.</p> |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des autorisations particulières | <p>Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autres des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire.</p> <p>Sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles, - les travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un), - les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants etc.) |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les plantations devront être constituées d'essences locales.</p> <p>Il est recommandé de planter des haies diversifiées d'essences locales ou fruitières (cf. liste en annexe) dans les nouvelles plantations.</p> <p>Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (cf. liste en annexe) est interdite.</p> |

Remarque concernant le classement en Espaces Boisés Classés (EBC) :

Nous conseillons de ne pas classer systématiquement en EBC les boisements situés en zone naturelle afin de permettre, si nécessaire, la restauration de milieux ouverts. Les EBC doivent être maintenus pour protéger des boisements de longue date.

2. Mares

En raison de leur faible superficie, les mares sont parfois difficilement intégrables au zonage Nzh. Aussi, afin de les protéger, en raison de leur intérêt pour la biodiversité et pour la trame verte et bleue, il convient de les **localiser au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme**.

Cette localisation au plan de zonage doit s'accompagner **d'un règlement spécifique** pour garantir leur protection. Il convient donc d'inscrire dans le règlement, **à l'article 1** pour chaque zone concernée par la présence de mares : *« les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite. »*

La commune peut se rapprocher de la SNPN pour plus d'informations sur ces milieux naturels et éventuellement pour réaliser un inventaire des mares sur le terrain afin de les localiser précisément sur le plan de zonage.

Les mares disparues :

L'inventaire des mares de la SNPN (cf. annexe 5) a mis en évidence la disparition de mares sur le territoire intercommunal. Il peut être étudié lors de l'élaboration / révision du PLU, la possibilité de mettre en place un emplacement réservé sur ces secteurs afin de prévoir leur restauration. La présence historique constitue une base intéressante pour un éventuel projet de restauration future sur un emplacement favorable et utile.

3. Zones potentiellement humides

Les zones potentiellement humides concernent les zones d'alerte de la classe 3 de la DRIEE (en vert sur la carte en annexe 4).

S'il est envisagé une ouverture à l'urbanisation, il est vivement recommandé de vérifier le caractère humide de la zone au cours de la procédure de l'élaboration du PLUi.

Si la vérification sur le terrain démontre que le secteur n'est pas humide, la zone peut être ouverte à l'urbanisation (*les résultats de l'étude sont à insérer dans le Rapport de présentation ou en annexes*).

En revanche, si le caractère humide de la zone est avéré, il est demandé de chercher un autre secteur à ouvrir à l'urbanisation.

À noter que tout projet impactant un milieu humide nécessite en fonction de la surface impactée un dossier de déclaration ou d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau. Dans ce cadre, les services de l'État ont une politique d'« Éviter – Réduire - Compenser » en matière notamment de préservation des milieux naturels. Il s'agit prioritairement d'éviter les atteintes aux milieux naturels. Cet évitement passe tout d'abord par le choix de la zone à aménager.

La « réduction » intervient dans un second temps, dès lors que les impacts négatifs sur l'environnement n'ont pu être pleinement évités. Ces impacts doivent être suffisamment réduits pour ne plus constituer que des impacts négatifs résiduels les plus faibles possibles.

Enfin, si des impacts négatifs résiduels significatifs demeurent, il s'agit, pour autant que le projet puisse être approuvé ou autorisé, d'envisager la façon la plus appropriée d'assurer la compensation de ses impacts.

Ainsi, si le caractère humide de la zone ouverte à l'urbanisation n'est pas vérifié au cours de l'élaboration du PLUi, il peut arriver que l'aménagement de celle-ci ne puisse se faire par la suite par l'aménageur. Il faut donc anticiper le plus en amont possible, la préservation des milieux naturels et les possibilités d'urbanisation sur le territoire.

4. Trame verte et bleue

La loi dite « Grenelle 2 » impose la préservation d'une trame dite « verte et bleue » pour les couloirs écologiques qu'elle supporte.

Cette préservation passe par une localisation des secteurs de continuités écologiques avec une réglementation adaptée. Ainsi, nous proposons qu'il soit noté dans le règlement :

- pour les clôtures : « les clôtures seront constituées de façon à permettre le passage de la petite faune ».
- pour les plantations : « la plantation d'espèces locales sera privilégiée. La plantation d'espèces invasives est interdite ainsi que les haies mono-spécifiques (exemple : thuya). On privilégiera les haies d'essences locales variées. » Une liste respective d'espèces locales et d'espèces invasives peut être annexée au règlement du PLU.

Vous trouverez à l'annexe 13, **la proposition de règlement complet** applicable aux différents zonages, afin de favoriser la biodiversité dans les documents d'urbanisme.

Vous trouverez à l'annexe 14, **la liste des espèces végétales préconisées** pour les arbres, arbustes et prairies humides, ainsi qu'à l'annexe 15, **la liste des espèces invasives**.

LISTE DES ACRONYMES

| | |
|--------|---|
| CARMEN | CARTographie du Ministère de l'ENvironnement |
| CBNBP | Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien |
| CLE | Commission Locale de l'Eau |
| DCE | Directive Cadre sur l'Eau |
| DRIEE | Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie |
| EBC | Espace Boisé Classé |
| ENS | Espace Naturel Sensible |
| IAU | Institut d'Aménagement et d'Urbanisme d'Île-de-France |
| ÎdF | Île-de-France |
| IFEN | Institut Français de l'ENvironnement |
| OAP | Orientation d'Aménagement et de Programmation |
| PAGD | Projet d'Aménagement et de Gestion Durables |
| PLU | Plan Local d'Urbanisme |
| PLUi | Plan Local d'Urbanisme intercommunal |
| SAGE | Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux |
| SDAGE | Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux |
| SEME | Seine-et-Marne environnement |
| SIC | Site d'Intérêt Communautaire |
| SNPN | Société Nationale de Protection de la Nature |
| SRCE | Schéma Régional de Cohérence Écologique |
| TVB | Trame Verte et Bleue |
| ZNIEFF | Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique |
| ZPS | Zone de Protection Spéciale |
| ZSC | Zone Spéciale de Conservation |
| ZSGE | Zone humide Stratégique pour la Gestion de l'Eau |

ANNEXES

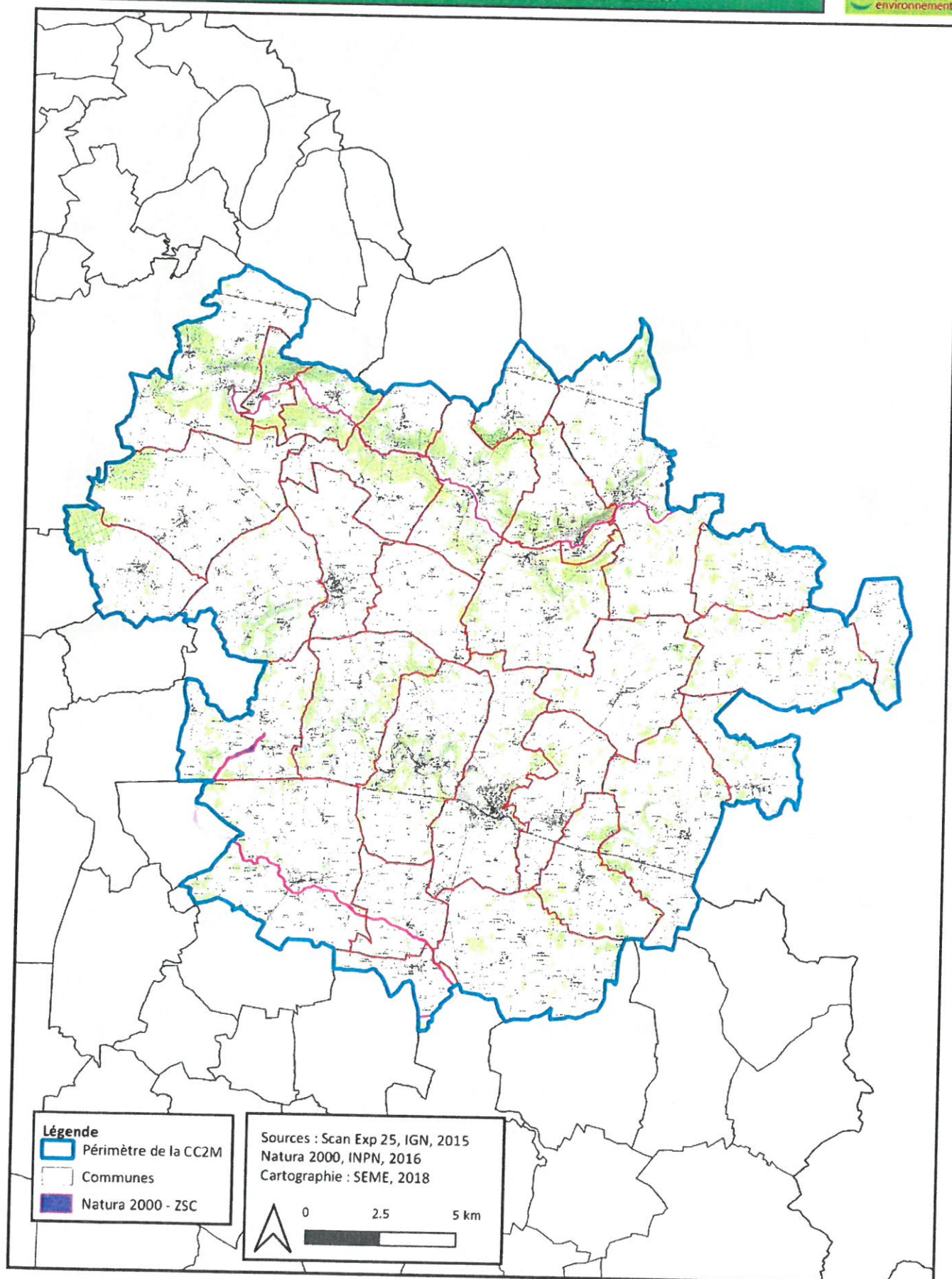
| | |
|--|----|
| Annexe 1 : Récapitulatif du nombre d'espèces recensées / protégées ou réglementées par commune..... | 28 |
| Annexe 2 : Délimitation des périmètres de protection et d'inventaires..... | 29 |
| Annexe 3 : Descriptifs des outils utilisés..... | 33 |
| Annexe 4 : Carte des enveloppes d'alerte zones humides – DRIEE..... | 35 |
| Annexe 5 : Carte des mares et zones humides – SNPN..... | 36 |
| Annexe 6 : Carte de pré-localisation des zones humides et carte des zones à enjeux et prioritaires du bassin versant des Deux Morin – SAGE des Deux Morin..... | 37 |
| Annexe 7 : Carte de la trame humide de l'IAU îdF..... | 39 |
| Annexe 8 : Carte phytosociologique de la végétation – CBNBP..... | 40 |
| Annexe 9 : Arrêté du 24 juin 2008..... | 41 |
| Annexe 10 : Tableau des espèces indicatrices de zones humides par commune..... | 42 |
| Annexe 11 : Compatibilité du PLU avec le SDAGE..... | 43 |
| Compatibilité du PLU avec le SDAGE 2010-2015..... | 43 |
| Compatibilité du PLU avec le SDAGE 2016-2021..... | 45 |
| Annexe 12 : Déclinaisons des objectifs des sites Natura 2000..... | 47 |
| Annexe 13 : Proposition de règlement de PLU..... | 50 |
| Annexe 14 : Liste des espèces végétales préconisées..... | 55 |
| Annexe 15 : Liste des espèces invasives..... | 62 |

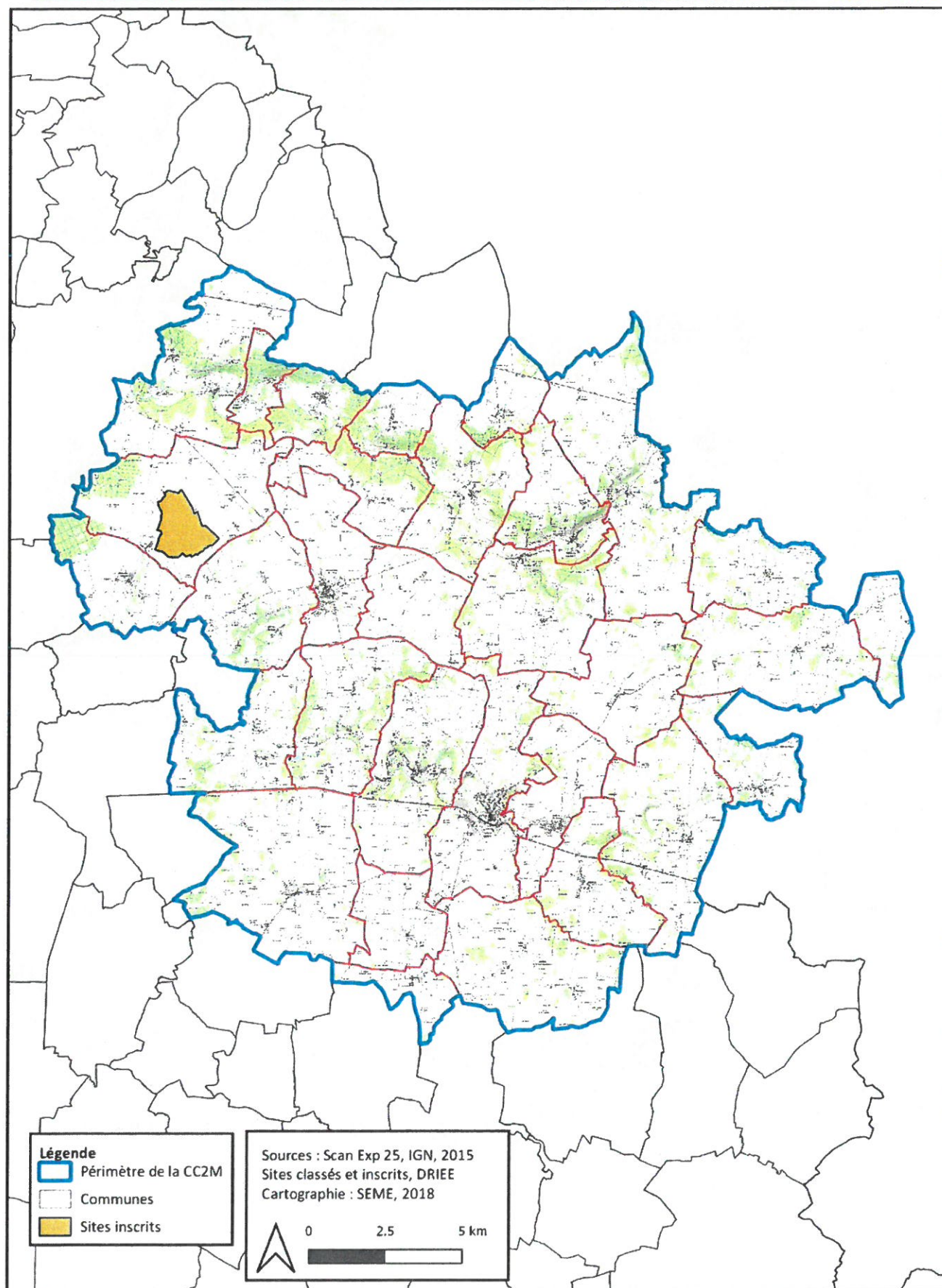
Annexe 1 : Récapitulatif du nombre d'espèces recensées / protégées ou réglementées par commune

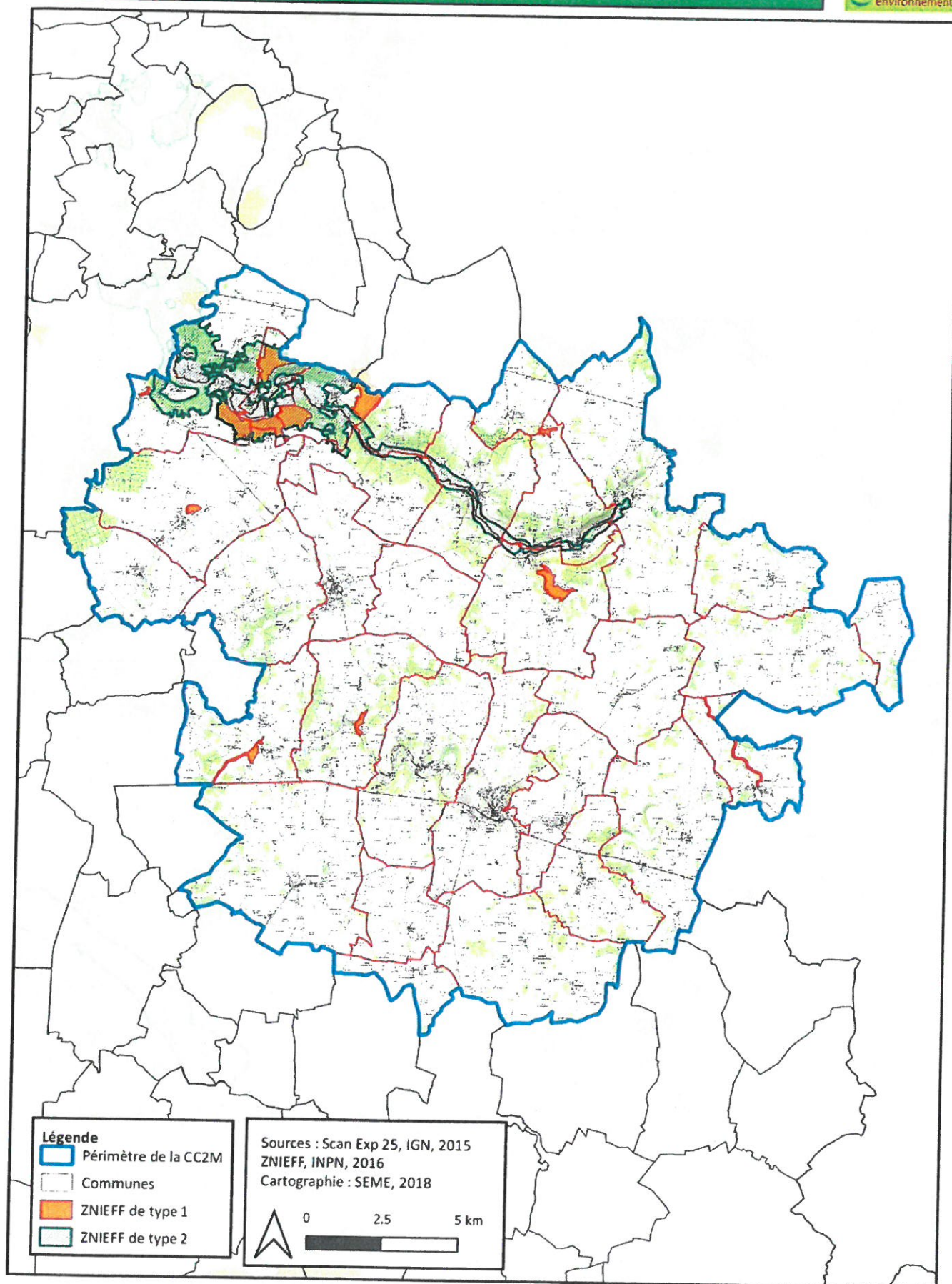
| Commune | Nombre d'espèces référencées par le CBNBP | Nombre d'espèces protégées / réglementées |
|------------------------------|---|---|
| Bellot | 372 | 24 |
| Boitron | 327 | 27 |
| Chartronges | 233 | 5 |
| Choisy-en-Brie | 364 | 17 |
| Doue | 367 | 21 |
| Hondevilliers | 233 | 9 |
| Jouy-sur-Morin | 342 | 13 |
| La Chapelle-Moutils | 412 | 29 |
| La Ferté-Gaucher | 286 | 20 |
| La Trétoire | 309 | 28 |
| Lescherolles | 326 | 17 |
| Leudon-en-Brie | 189 | 3 |
| Meilleray | 338 | 15 |
| Montdauphin | 290 | 10 |
| Montenils | 246 | 5 |
| Montolivet | 305 | 5 |
| Orly-sur-Morin | 371 | 35 |
| Rebais | 208 | 11 |
| Sablonnières | 352 | 34 |
| Saint-Barthélémy | 291 | 4 |
| Saint-Cyr-sur-Morin | 485 | 44 |
| Saint-Denis-lès-Rebais | 296 | 15 |
| Saint-Germain-sous-Doue | 245 | 13 |
| Saint-Léger | 218 | 7 |
| Saint-Mars-Vieux-Maisons | 302 | 14 |
| Saint-Martin-des-Champs | 217 | 7 |
| Saint-Ouen-sur-Morin | 372 | 32 |
| Saint-Rémy-la-Vanne | 327 | 19 |
| Saint-Siméon | 526 | 39 |
| Verdelot | 399 | 34 |
| Villeneuve-sur-Bellot | 333 | 30 |
| Territoire de la CC2M | 864 | 106 |

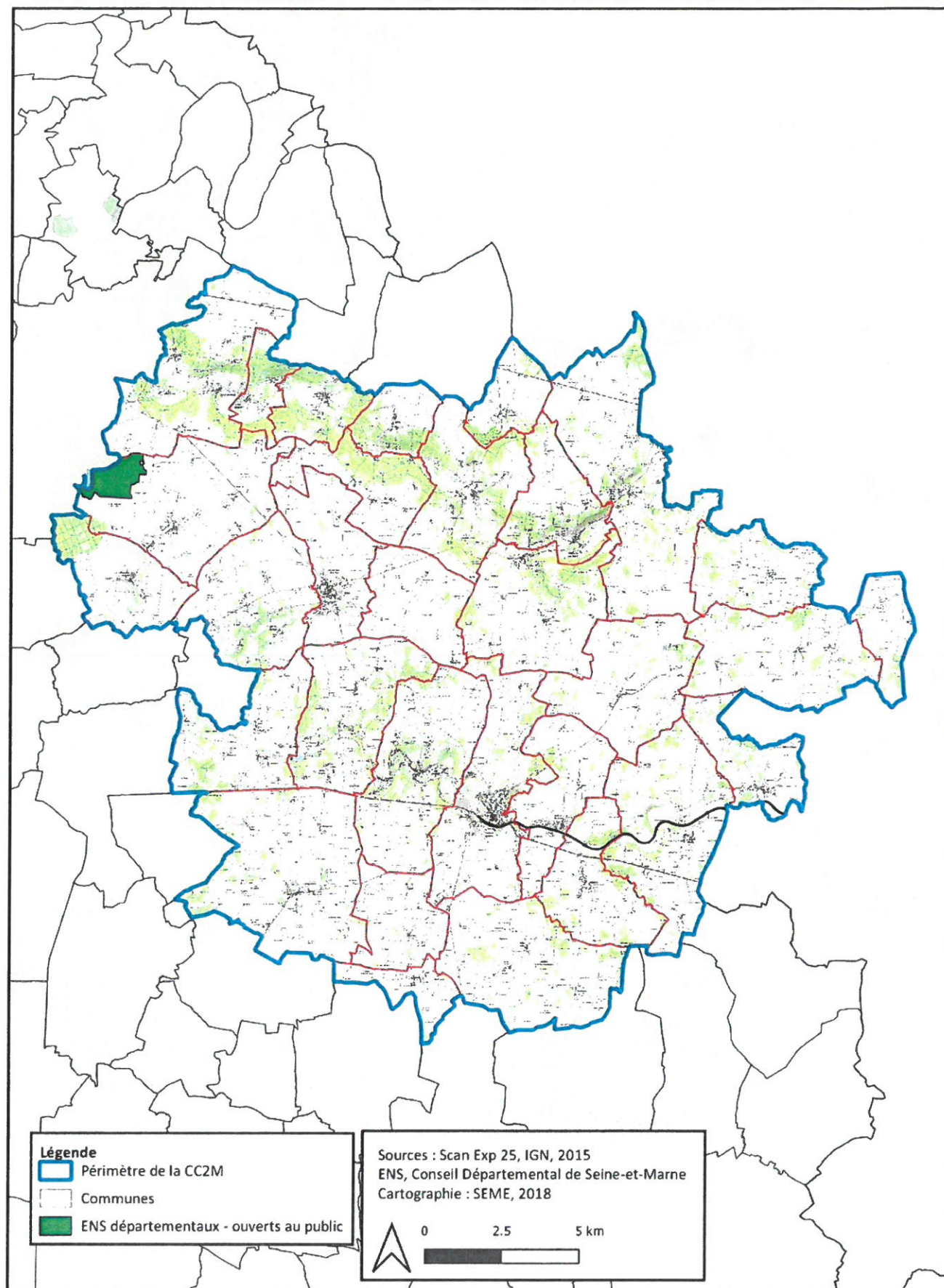
Annexe 2 : Délimitation des périmètres de protection et d'inventaires

Sites Natura 2000 sur le territoire de la CC2M









Annexe 3 : Descriptifs des outils utilisés

a) Enveloppes d'alerte zones humides en Île-de-France

Pour faciliter la préservation des zones humides et leur intégration dans les politiques de l'eau, de la biodiversité et de l'aménagement du territoire à l'échelle de l'Île-de-France, la DRIEE Île-de-France a lancé en 2009 une étude visant à consolider la connaissance des secteurs potentiellement humides de la région selon les deux familles de critères mises en avant par l'[arrêté du 24 juin 2008 modifié](#) - critères relatifs au sol et à la végétation.

Cette étude a abouti à une cartographie de synthèse qui partitionne la région en cinq classes selon la probabilité de présence d'une zone humide et le caractère de la délimitation qui conduit à cette analyse. Elle s'appuie sur :

- un bilan des études et une compilation des données pré-existantes
- l'exploitation d'images satellites pour enrichir les informations sur le critère sol

L'ensemble de ces données ont ainsi été croisées, hiérarchisées et agrégées pour former la cartographie des enveloppes d'alerte humides que vous pouvez consulter via l'interface cartographique [CARMEN](#).

Le tableau ci-après donne la surface des enveloppes d'alerte une fois les données hiérarchisées et agrégées ; il présente également une description succincte des différentes classes. Pour plus de détails, vous pouvez consulter le rapport d'étude et le dictionnaire des données associé.

| Classe | Type d'information | Surface (km ²) | % de l'Île-de-France |
|----------|--|----------------------------|----------------------|
| Classe 1 | Zones humides de façon certaine et dont la délimitation a été réalisée par des diagnostics de terrain selon les critères et la méthodologie décrits dans l'arrêté du 24 juin 2008 modifié | 1 | 0,01 % |
| Classe 2 | Zones dont le caractère humide ne présente pas de doute mais dont la méthode de délimitation diffère de celle de l'arrêté : - zones identifiées selon les critères de l'arrêté mais dont les limites n'ont pas été calées par des diagnostics de terrain (photo-interprétation) - zones identifiées par des diagnostics terrain mais à l'aide de critères ou d'une méthodologie qui diffère de celle de l'arrêté | 227 | 1,9 % |
| Classe 3 | Zones pour lesquelles les informations existantes laissent présager une forte probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser. | 2 439 | 20,1 % |
| Classe 4 | Zones présentant un manque d'information ou pour lesquelles les informations existantes indiquent une faible probabilité de zone humide. | 9 280 | 76,5 % |
| Classe 5 | Zones en eau, ne sont pas considérées comme des zones humides | 182 | 1,5% |
| Total | | 12 129 | 100 % |

b) Inventaire des zones humides de la région Île-de-France

La Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN) a réalisé un travail de terrain en Île-de-France permettant la caractérisation de milieux humides avec recensement des espèces qu'elles abritent. Ce travail est le plus pertinent en termes de caractérisation et délimitation de zones humides, malheureusement, tous les secteurs du département de Seine-et-Marne n'ont pas été couverts. Il reste cependant un excellent outil car il permet de connaître la typologie des milieux humides mais permet également d'évaluer leur intérêt biologique en fonction des espèces présentes. Cet outil est composé de couches cartographiques associées à une base de données.

c) Étude de pré-localisation des zones humides du SAGE des Deux Morin

Le SAGE a mis à disposition de Seine-et-Marne environnement, les résultats de l'étude de pré-localisation des zones humides sur le territoire du SAGE.

Cette étude met en évidence des zones humides avérées et identifiées (pour ces dernières, il n'y a pas eu d'étude de sol), mais également des zones à plus ou moins forte probabilité d'être humides.

d) Trame humide de l'IAU îdF

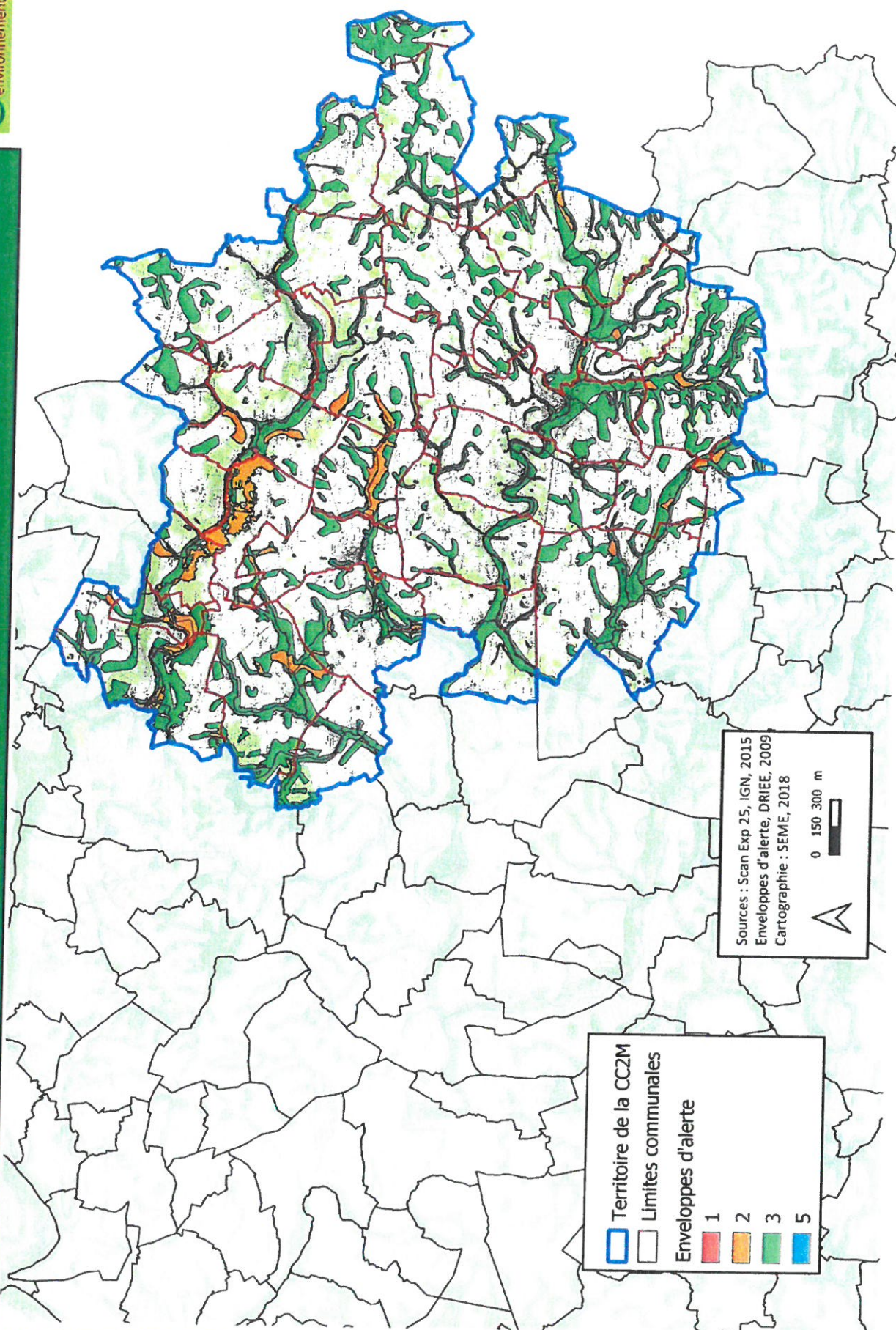
L'IAU îdF a réalisé une cartographie au 1/25 000ème des milieux humides à partir de la base de données régionale des milieux naturels d'Île-de-France (ECOMOS), développée en complément du mode d'occupation des sols (MOS). Réalisé à partir d'interprétations d'images satellites, mais également de prospections sur le terrain, cet outil permet de visualiser les différents types de zones humides avec une délimitation très précise. Basé sur de l'interprétation d'images, il est nécessaire de coupler cet outil avec d'autres études de terrain.

e) Données floristiques du Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien et Arrêté préfectoral du 24 juin 2008 modifié

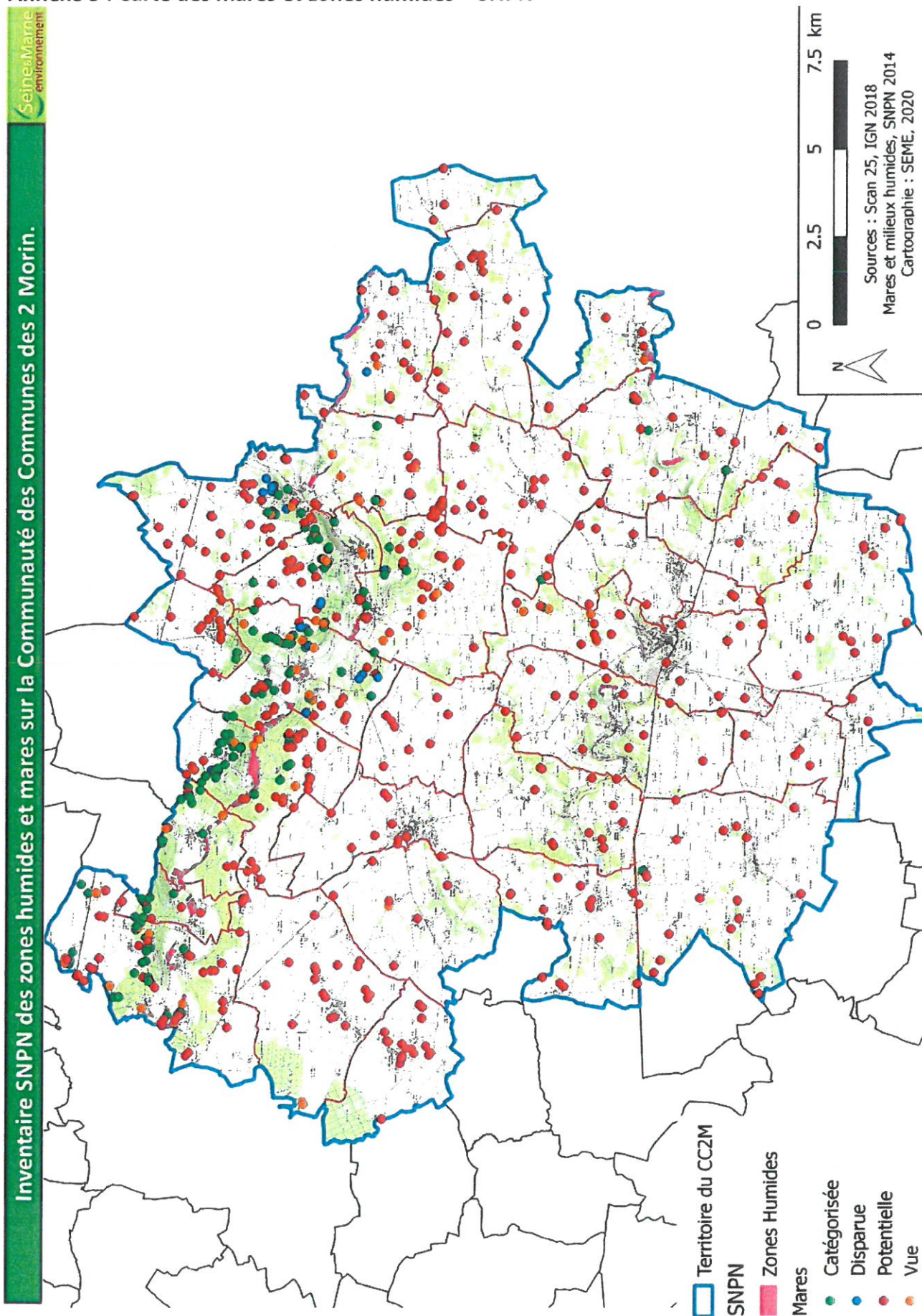
Dans le cadre du porté à connaissance des données floristiques, le Conservatoire Botanique National du Bassin Parisien (CBNBP) a mis à disposition les listes d'espèces végétales par commune sur son site internet. Bien que la répartition exacte ne soit pas donnée, il est possible de savoir dans quel type de milieu naturel elles se développent en fonction de leurs exigences écologiques. Ainsi, certaines espèces sont indicatrices de milieux humides et y sont donc strictement inféodées.

Il est intéressant de comparer la liste d'espèces végétales présentée par le CBNBP à la liste de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. Celui-ci précise les critères de définition et de délimitation des zones humides et liste l'ensemble des espèces floristiques indicatrices de milieux humides.

Annexe 4 : Carte des enveloppes d'alerte zones humides – DRIEE



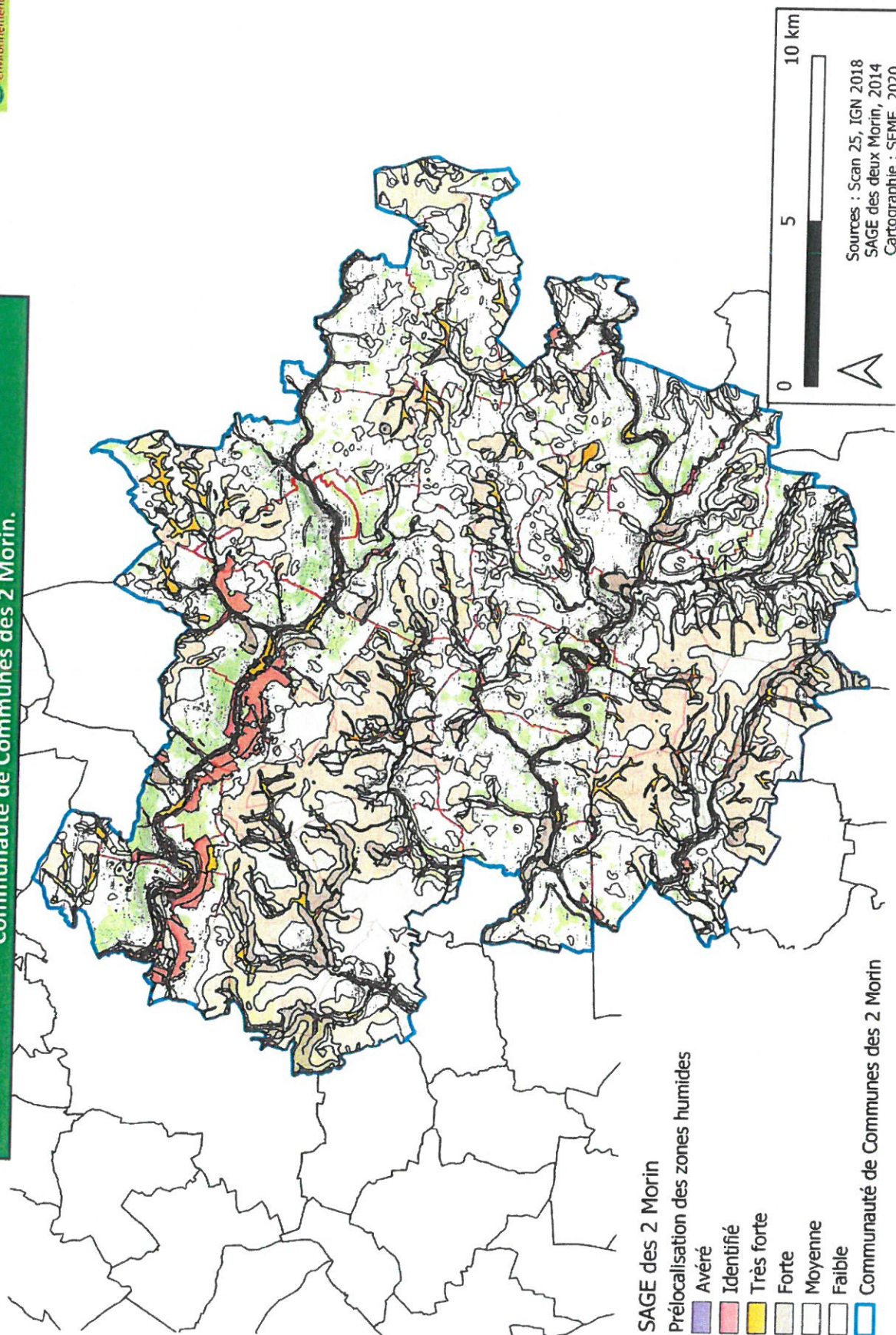
Annexe 5 : Carte des mares et zones humides – SNPN



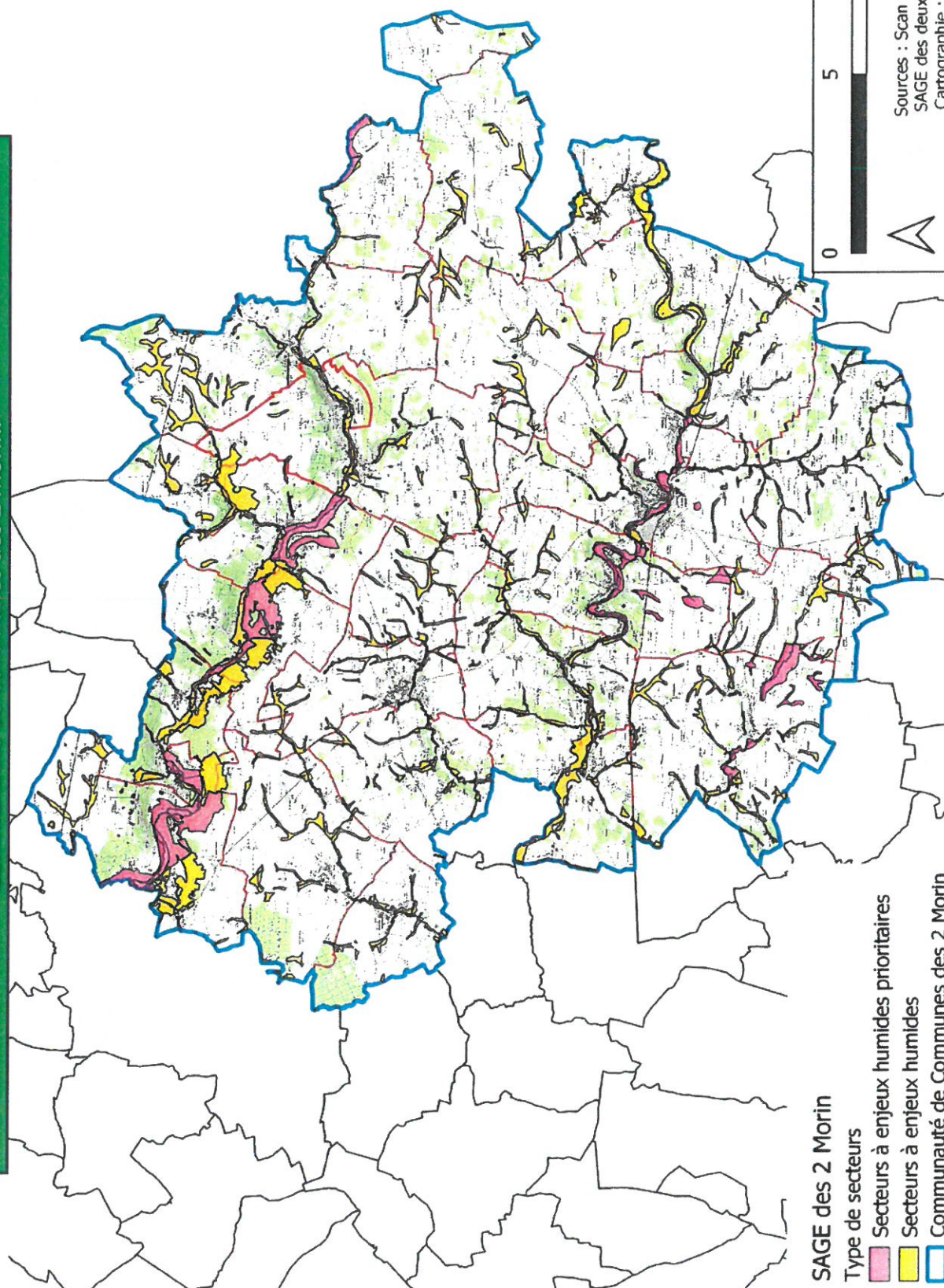
Annexe 6 : Carte de pré-localisation des zones humides et carte des zones à enjeux et prioritaires du bassin versant des Deux Morin – SAGE des Deux Morin



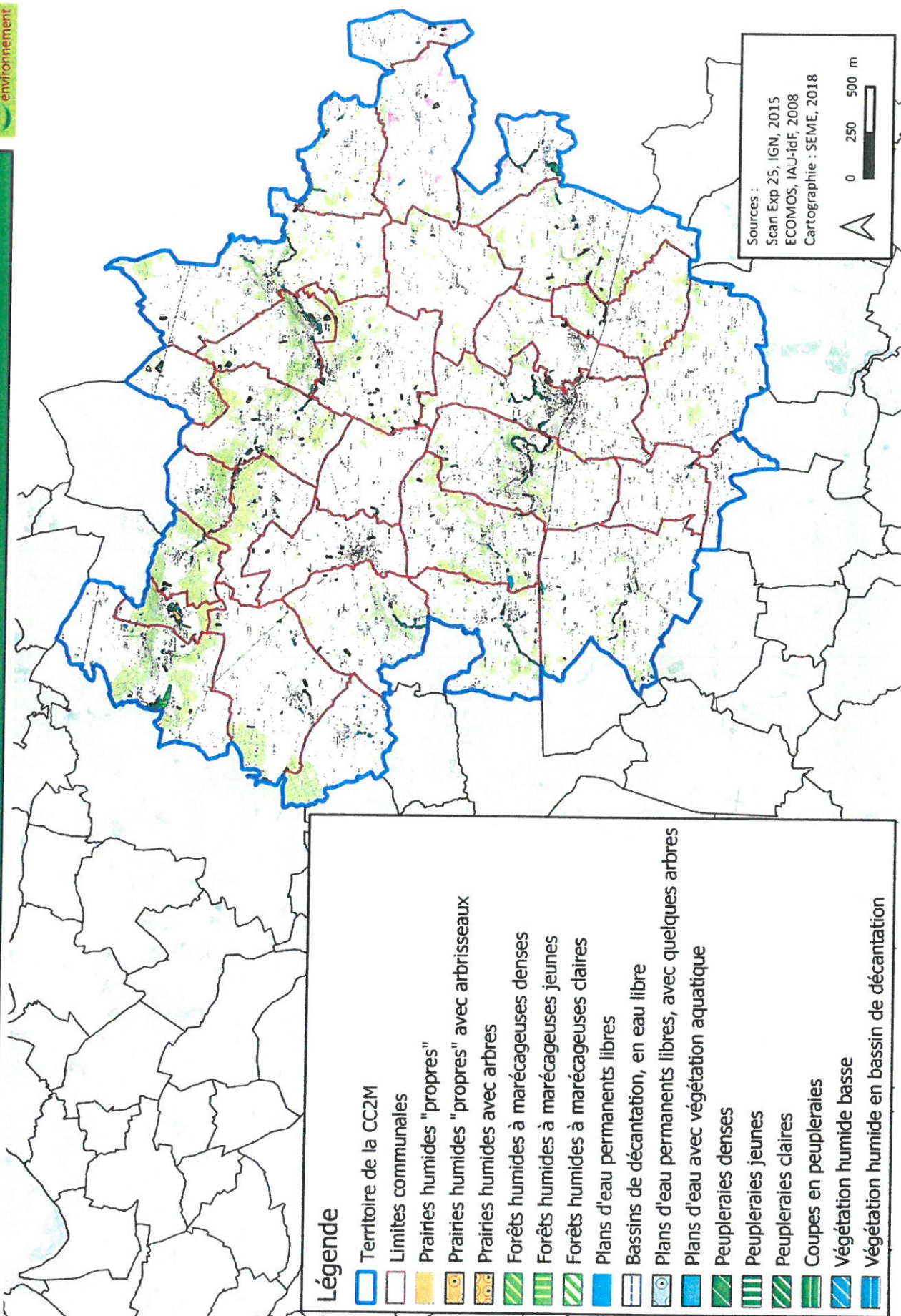
Prélocalisation des zones humides d'après le SAGE des 2 Morin dans la
Communauté de Communes des 2 Morin.



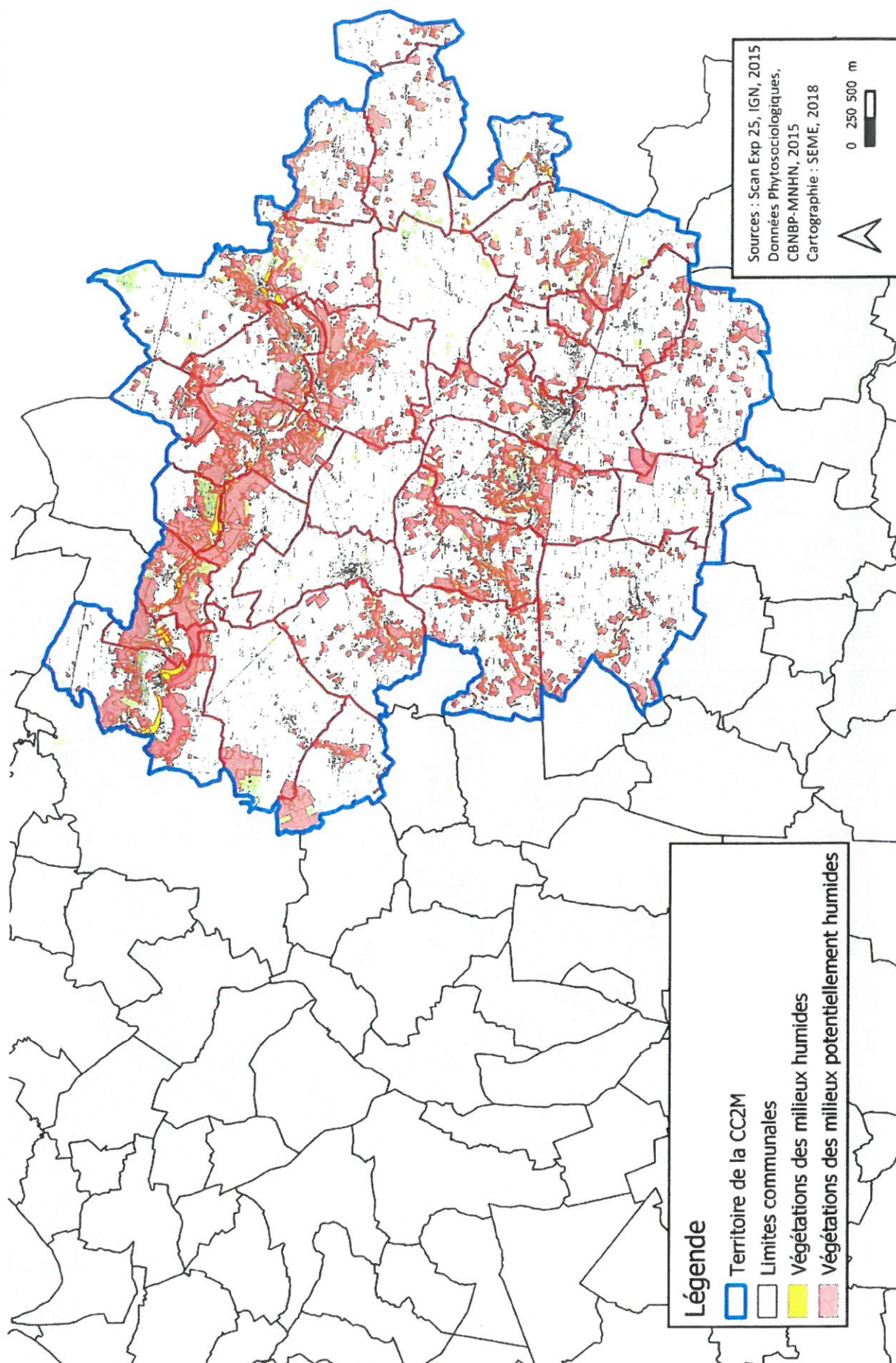
Secteurs à enjeux humides et prioritaires d'après le SAGE des 2 Morin dans la Communauté de Communes des 2 Morin.



Annexe 7 : Carte de la trame humide de l'IAU îdF



Annexe 8 : Carte phytosociologique de la végétation – CBNBP



Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement

NOR : DEVO0813942A

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, et le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 214-7-1 et R. 211-108 ;

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 16 mai 2008,

Arrêtent :

Art. 1^{er}. – Un espace peut être considéré comme zone humide au sens du 1^{er} du I de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, pour l'application du L. 214-7-1 du même code, dès qu'il présente l'un des critères suivants :

1^o Ses sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques parmi ceux mentionnés dans la liste figurant à l'annexe 1.1 et identifiés selon la méthode figurant à l'annexe 1.2 ;

2^o Sa végétation, si elle existe, est caractérisée :

- soit par des espèces indicatrices de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste d'espèces figurant à l'annexe 2.1 complétée, si nécessaire, par une liste additive d'espèces arrêtée par le préfet de région sur proposition du conseil scientifique régional du patrimoine naturel, le cas échéant adaptée par territoire biogéographique ;
- soit par des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides, identifiées selon la méthode et la liste correspondante figurant à l'annexe 2.2.

Art. 2. – S'il est nécessaire de procéder à des relevés pédologiques ou de végétation, les protocoles à appliquer sont ceux décrits aux annexes 1 et 2.

Art. 3. – Le périmètre de la zone humide est délimité au plus près des espaces répondant aux critères relatifs aux sols ou à la végétation mentionnés à l'article 1^{er}. Et, lorsque ces espaces sont identifiés directement à partir de relevés pédologiques ou de végétation, ce périmètre s'appuie, selon le contexte géomorphologique, soit sur la cote de crue, soit sur le niveau de nappe phréatique, soit sur le niveau de marée le plus élevé, ou sur la courbe topographique correspondante.

Art. 4. – Le directeur de l'eau et le directeur général de la forêt et des affaires rurales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 juin 2008.

*Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie,
de l'énergie, du développement durable
et de l'aménagement du territoire,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'eau,
P. BERTEAUD*

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,

Pour le ministre et par délégation :

*Par empêchement du directeur général
de la forêt et des affaires rurales :*

*La directrice générale adjointe
de la forêt et des affaires rurales,*

V. METRICH-HECQUET

Détails du texte sur le site : www.legifrance.gouv.fr

Annexe 10 : Tableau des espèces indicatrices de zones humides par commune

| Commune | Nombre d'espèces recensées par le CBNBP | Espèces indicatrices de zones humide | | Espèces réglementées et protégées/indicatrices de zones humides | |
|------------------------------|---|--------------------------------------|--------------------|---|------------|
| | | En nombre | En % (au 0,5 près) | Avant 2000 | Après 2000 |
| Bellot | 372 | 50 | 13 | - | 1 |
| Boitron | 327 | 52 | 16 | - | 3 |
| Chartronges | 233 | 49 | 21 | - | 1 |
| Choisy-en-Brie | 364 | 62 | 17 | 2 | - |
| Doue | 367 | 61 | 17 | - | 2 |
| Hondevilliers | 233 | 38 | 16 | - | - |
| Jouy-sur-Morin | 342 | 59 | 17 | - | - |
| La Chapelle-Moutils | 412 | 55 | 13 | - | - |
| La Ferté-Gaucher | 286 | 31 | 11 | - | - |
| La Trétoire | 309 | 59 | 19 | - | 4 |
| Lescherolles | 326 | 34 | 10 | - | - |
| Leudon-en-Brie | 189 | 23 | 13 | - | - |
| Meilleray | 338 | 53 | 16 | - | - |
| Montdauphin | 290 | 49 | 17 | - | - |
| Montenils | 246 | 30 | 12 | - | - |
| Montolivet | 305 | 45 | 15 | - | - |
| Orly-sur-Morin | 371 | 57 | 15 | - | 1 |
| Rebais | 208 | 32 | 15 | - | - |
| Sablonnières | 352 | 50 | 14 | - | 1 |
| Saint-Barthélémy | 291 | 44 | 15 | - | 1 |
| Saint-Cyr-sur-Morin | 485 | 85 | 18 | 2 | 4 |
| Saint-Denis-lès-Rebais | 296 | 43 | 15 | 1 | - |
| Saint-Germain-sous-Doue | 245 | 50 | 20 | - | 1 |
| Saint-Léger | 218 | 40 | 18 | 1 | - |
| Saint-Mars-Vieux-Maisons | 302 | 45 | 15 | - | - |
| Saint-Martin-des-Champs | 217 | 37 | 17 | - | - |
| Saint-Ouen-sur-Morin | 372 | 70 | 19 | - | 3 |
| Saint-Rémy-la-Vanne | 327 | 52 | 16 | - | 1 |
| Saint-Siméon | 526 | 82 | 16 | 1 | - |
| Verdelot | 399 | 58 | 15 | - | 3 |
| Villeneuve-sur-Bellot | 333 | 41 | 12 | - | - |
| Territoire de la CC2M | 864 | 132 | 15 | 14 | |

Annexe 11 : Compatibilité du PLU avec le SDAGE

Compatibilité du PLU avec le SDAGE 2010-2015

| TRADUCTION DANS LE PLU | | | Contribution du PLU aux objectifs du SDAGE et de la DCE | |
|---------------------------|---|---|--|--|
| Identification des enjeux | | | | |
| ZONES HUMIDES | Orientations du SDAGE | Dispositions du SDAGE | <ul style="list-style-type: none"> - Identification des masses d'eau sur le bassin versant desquelles est située sur la commune, identification des objectifs et de l'état actuel des masses d'eau - Identification des principaux enjeux de gestion de l'eau - Quels sont les milieux aquatiques sur le territoire de la commune ? Fonctionnent-ils bien? Quelles sont les principales pressions ? - Y a-t-il des milieux sensibles sur le territoire de la commune, en particulier parmi ceux identifiés dans le SDAGE (espaces de mobilité des cours d'eau, forêts alluviales, frayères...) ? - Y a-t-il des sites en relation avec l'eau identifiés comme présentant un intérêt écologique particulier (ZNIEFF, zones Natura 2000, arrêtés de protection de biotope, autres sites identifiés dans le plan de connaissance de l'Etat...) ? - La commune est-elle concernée par un projet de ré-ouverture de cours d'eau ? - Y a-t-il des zones humides sur le territoire de la commune ? | <ul style="list-style-type: none"> - Protection adéquate des espaces participant au bon fonctionnement des milieux aquatiques (forêts alluviales, ripisylve, espaces de mobilité...) ; moyens privilégiés mais non exclusifs parfois inscrits dans le SDAGE - Protection des berges (notamment limitation de l'artificialisation) - Identification et protection des zones humides - Interdire les carrières dans les milieux sensibles notamment identifiés par le SDAGE (lit mineur, bras secondaires et bras morts, espaces de mobilité, ZHIEP, ZHSGE) - Interdire les plans d'eau dans les milieux sensibles (ZNIEFF de type I, APB, Natura 2000, ZHIEP, ZHSGE, têtes de bassin, bassins versants à contexte salmonicole) |
| | Orientation 15 : Préserver les profils et formes naturels des cours d'eau pour assurer le bon fonctionnement de l'hydrosystème ² | Disposition 50 : Gestion du trait de côte Disposition 53 : Espaces de mobilité des cours d'eau Disposition 54 : Frayères Disposition 55 : Boisement d'accompagnement des cours d'eau Disposition 59 : Forêts alluviales | | |
| | Orientation 16 : Assurer la continuité écologique pour atteindre le bon état | Disposition 65 : Préserver les continuités latérales (lien avec les annexes hydrauliques, les prairies...) | | |
| | Orientation 19 : Mettre fin à la dégradation des zones humides, préserver et restaurer leurs fonctionnalités | Disposition 83 : Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme Disposition 84 : Fonctionnalité des zones humides | | |
| | Orientation 21 : Réduire l'incidence des extractions de granulats | Disposition 92 : Zoner les contraintes liées à l'exploitation des granulats | | |
| | Orientation 22 : Limiter la création de nouveaux plans d'eau | Disposition 104 : Limiter de façon spécifique la création de plans d'eau Disposition 105 : Autoriser sous réserve la création de plans d'eau | | |

| TRADUCTION DANS LE PLU | | | | Identification des enjeux | Contribution du PLU aux objectifs du SDAGE et de la DCE |
|------------------------|--|---|---|---|---|
| | Orientations du SDAGE | Dispositions du SDAGE | | | |
| EAUX PLUVIALES | | | | <ul style="list-style-type: none"> - Identification des masses d'eau sur le bassin versant desquelles est située sur la commune, identification des objectifs et de l'état actuel des masses d'eau - Identification des principaux enjeux de gestion de l'eau | |
| | Orientation 4 : Réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert en zone agricole | Disposition 12 : Maintien de la ripisylve et zones tampons Disposition 14 : Eléments fixes du paysage limitant le ruissellement Disposition 16 : Création de dispositifs tampons pour le drainage | <ul style="list-style-type: none"> - Y a-t-il des risques d'inondation liés au ruissellement sur le territoire du PLU ? - Existe-t-il des éléments fixes ou structurants qui permettent de limiter le ruissellement (ripisylve, zones tampons, haies) ? | <ul style="list-style-type: none"> - Protection des éléments fixes qui freinent le ruissellement | |
| INONDATIONS | Orientation 30 : Réduire la vulnérabilité des personnes et des biens | Disposition 136 : Prise en compte des zones inondables | - Le territoire du PLU est-il soumis à un risque d'inondation ? | | |
| | Orientation 31 : Zones naturelles d'expansion de crues | Disposition 138 : Zones d'expansion de crues Disposition 139 : Compensation des remblais | | | |
| | | | | | <ul style="list-style-type: none"> - Eviter les nouvelles constructions en zones inondables - Pour les nouvelles constructions autorisées, définir des conditions limitant la vulnérabilité et l'augmentation de l'aléa |
| | | | | | <ul style="list-style-type: none"> - Protéger les zones naturelles d'expansion de crues |

Source : Guide de prise en compte du SDAGE Seine-Normandie dans les documents d'urbanisme (2010-2015),
 DRIEE Ile-de-France et DRIEA Ile-de-France

Compatibilité du PLU avec le SDAGE 2016-2021

| Compatibilité du PLU avec le SDAGE 2016-2021 | | | TRADUCTION DANS LE PLU | |
|--|--|---|---|--|
| | Orientations du SDAGE | Dispositions du SDAGE | Identification des enjeux | Contribution du PLU aux objectifs du SDAGE et de la DCE |
| ZONES HUMIDES | <p>Orientation 18 : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité</p> | <p>Disposition 55 : Protéger la ressource par des programmes de maîtrise d'usage des sols en priorité dans les périmètres de protection réglementaire et les zones les plus sensibles des aires d'alimentation de captage</p> <p>Disposition 60 : Éviter, réduire, compenser les impacts des projets sur les milieux aquatiques continentaux et les zones humides</p> <p>Disposition 63 : Délimiter et cartographier les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral</p> <p>Disposition 64 : Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral</p> <p>Disposition 65 : Maintenir, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères</p> <p>Disposition 66 : Préserver les espaces à haute valeur patrimoniale et environnementale</p> <p>Disposition 67 : Identifier et protéger les forêts alluviales</p> | <p>- Identification des masses d'eau sur le bassin versant où est située la commune, de leurs objectifs et de l'état actuel et des principaux enjeux de gestion de l'eau</p> <p>- Quels sont les milieux aquatiques sur le territoire communal? Fonctionnent-ils bien? Quelles sont les pressions ?</p> <p>- Y a-t-il des milieux sensibles sur le territoire de la commune, en particulier parmi ceux identifiés dans le SDAGE (espaces de mobilité des cours d'eau, forêts alluviales, frayères...) ?</p> <p>- Y a-t-il des sites en relation avec l'eau identifiés comme présentant un intérêt écologique particulier (ZNIEFF, zones Natura 2000, arrêtés de protection de biotope, autres sites identifiés dans le porté à connaissance de l'État...) ?</p> <p>- La commune est-elle concernée par un projet de ré-ouverture de cours d'eau ?</p> | <p>- Protection adéquate des espaces participant au bon fonctionnement des milieux aquatiques (forêts alluviales, ripisylve, espaces de mobilité...) ; moyens privilégiés mais non exclusifs parfois inscrits dans le SDAGE</p> <p>- Protection des berges (notamment limitation de l'artificialisation)</p> |
| | <p>Orientation 19 : Assurer la continuité écologique pour atteindre les objectifs environnementaux des masses d'eau</p> | <p>Disposition 68 : Décloisonner les cours d'eau pour améliorer la continuité écologique et atteindre le bon état écologique</p> <p>Disposition 72 : Favoriser la diversité des habitats par des connexions transversales</p> | <p>- Y a-t-il des zones humides sur le territoire de la commune ?</p> | <p>- Identification et protection des zones humides</p> |
| | <p>Orientation 22 : Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité</p> | <p>Disposition 83 : Éviter, réduire et compenser l'impact des projets sur les zones humides</p> <p>Disposition 85 : Cartographier et caractériser les zones humides dans un objectif de connaissance et de gestion</p> <p>Disposition 86 : Protéger les zones humides dans les documents d'urbanisme</p> <p>Disposition 87 : Préserver la fonctionnalité des zones humides</p> | <p>- Interdire les carrières dans les milieux sensibles notamment identifiés par le SDAGE (lit mineur, bras secondaires et bras morts, espaces de mobilité, ZHIEP, ZHSGE)</p> | |
| | <p>Orientation 24 : Éviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques</p> | <p>Disposition 95 : Zoner les contraintes liées à l'exploitation des carrières ayant des incidences sur l'eau, les milieux aquatiques et les zones humides</p> <p>Disposition 97 : Définir les zonages, les conditions d'implantation de carrières compatibles avec tous les usages dans les SAGE et les schémas de carrières</p> <p>Disposition 102 : Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires</p> | | |
| | <p>Orientation 25 : Limiter la création de nouveaux plans d'eau et encadrer la gestion des plans d'eau existants</p> | <p>Disposition 105 : Éviter, réduire, compenser les impacts des plans d'eau</p> <p>Disposition 107 : Établir un plan de gestion des plans d'eau</p> | <p>- Interdire les plans d'eau dans les milieux sensibles (ZNIEFF de type I, APB, Natura 2000, ZHIEP, ZHSGE, têtes de bassin, bassins versants à contexte salmonicole)</p> | |

| TRADUCTION DANS LE PLU | | | Contribution du PLU aux objectifs du SDAGE et de la DCE | |
|---|--|--|---|--|
| Identification des enjeux | | | | |
| - Identification des masses d'eau sur le bassin versant où est située la commune, de leurs objectifs et de l'état actuel et des principaux enjeux de gestion de l'eau | | | | |
| - Y a-t-il des risques d'inondation liés au ruissellement sur le territoire du PLU ? - Existe-t-il des éléments fixes ou structurants qui permettent de limiter le ruissellement (ripisylve, zones tampons, haies) ? | | | - Protection des éléments fixes qui freinent le ruissellement | |
| - Le territoire du PLU est-il soumis à un risque d'inondation ? | | | - Éviter les nouvelles constructions en zones inondables - Pour les nouvelles constructions autorisées, définir des conditions limitant la vulnérabilité et l'augmentation de l'aléa - Protéger les zones naturelles d'expansion de crues | |

| | | | |
|----------------|--|---|--|
| EAUX PLUVIALES | Dispositions du SDAGE | | |
| | Orientations du SDAGE | Disposition 8 : Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme Disposition 9 : Réduire les volumes collectés par temps de pluie. Disposition 16 : Protéger les milieux aquatiques des pollutions par le maintien de la ripisylve naturelle ou la mise en place de zones tampons Disposition 17 : Maîtriser le ruissellement et l'érosion en amont des masses d'eau altérées par ces phénomènes Disposition 18 : Conserver les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements. Disposition 20 : Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques. | |
| | Orientation 2 : Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain | | |
| | Orientation 4 : Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques | | |
| | Orientation 30 : Améliorer la gestion de crise lors de étiages sévères | Disposition 132 : Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future. | |
| SÉCHERESSE | | Disposition 138 : Identifier les zones d'expansion des crues d'importance majeure sur le bassin Seine-Normandie Disposition 139 : Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues fonctionnelles dans les documents d'urbanisme Disposition 140 : Éviter, réduire et compenser les installations en lit majeur des cours d'eau | |
| | Orientation 32 : Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues | | |
| | Orientation 33 : Limiter les impacts des ouvrages de protection contre les inondations qui ne doivent pas accroître le risque en aval | Disposition 141 : Privilégier l'hydraulique douce et le ralentissement dynamique des crues | |
| | Orientation 34 : Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées | Disposition 142 : Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets Disposition 143 : Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée | |
| | Orientation 35 : Prévenir l'aléa d'inondation par ruissellement | Disposition 144 : Privilégier la gestion et la rétention des eaux à la parcelle | |

| | | | |
|------------|--|--|--|
| INONDATION | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |
| | | | |

Le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin :

L'état de conservation des habitats d'espèces (Lamproie de planer, Chabot) est défavorable, il convient donc de proposer des mesures de restauration des habitats de ces espèces. Les objectifs pour ces deux espèces sont similaires. En effet, les zones de reproduction se situent dans la même gamme de courant, de granulométrie, de température. Seules les zones de croissance diffèrent. Les Chabots vivent dans les zones à fort courant sur le fond de la rivière et les Lamproies de planer dans les zones d'atterrissement dans les zones à courant faible à moyen. Pour ces deux espèces la qualité de l'eau est primordiale d'une part pour la qualité du milieu liquide et d'autre part pour la préservation de l'ensemble de la chaîne alimentaire dont elles sont tributaires.

1.OBJECTIF 1 - RESTAURATION DE LA LIBRE CIRCULATION DES ESPECES DE LA DIRECTIVE

La succession des nombreux obstacles infranchissables constitue le principal facteur de dégradation des habitats d'espèces. Les ouvrages modifient physiquement la qualité de l'habitat d'espèce et rend impossible le déplacement des espèces sur l'ensemble du site.

La présence et le maintien des espèces visées par la directive « Habitat » sont fortement liés à la possibilité pour ces espèces de circuler et trouver son habitat dans le cours d'eau. Sur le Petit Morin, classé au titre des poissons migrateurs, la loi française oblige les propriétaires d'ouvrages à rendre leurs ouvrages franchissables pour certaines espèces piscicoles, à la montaison, comme à la dévalaison. Par ailleurs, les ouvrages n'ont d'existence légale que lorsqu'ils disposent d'un droit d'eau ou d'un arrêté préfectoral fixant les usages et la gestion d'un tel ouvrage. Or, ces obligations ne sont pas toujours respectées. Natura 2000 apporte un motif supplémentaire à la réalisation de ces travaux. Une hiérarchisation des aménagements est à prévoir, elle doit tenir compte de la volonté des propriétaires de s'impliquer dans les démarches, des usages des moulins, de leur état de vétusté, de leur existence légale.

Il est nécessaire de hiérarchiser ces actions en tenant compte des paramètres suivants :

- * Légalité des ouvrages (droit d'eau, arrêté préfectoral) ;
- * Impact sur les habitats d'espèces ;
- * Etat de conservation des vannages ;
- * Usage économique (hydro électricité).

La restauration de la libre circulation se fait soit par suppression de la chute d'eau (ouverture permanente des vannages, démontage des vannages) ou par la mise en place d'un système de franchissement de l'ouvrage infranchissable par les populations piscicoles du site, notamment les espèces pour lesquelles le site a été désigné (passe à poissons, fausse rivière,...). **Ces mesures visent l'ensemble des ouvrages.**

MESURES PRECONISEES :

- Effacement et/ou aménagement des obstacles à la migration des poissons dans le lit mineur des rivières (étude préalable)
- Gestion des berges en amont du barrage situées dans la zone d'influence du remous du barrage
- Suivi annuel de l'efficacité des mesures

2.OBJECTIF 2 - RESTAURATION DES HABITATS D'ESPECES

Les mesures proposées visent à restaurer une diversité d'habitats aquatiques afin de permettre aux différentes espèces visées par la directive « Habitat » de réaliser l'ensemble de son cycle biologique. Les interventions doivent porter sur les différents compartiments du milieu aquatique :

- * La granulométrie du lit de la rivière ;
- * La ripisylve ;
- * Les berges ;
- * La dynamique du cours d'eau.

MESURES PRECONISEES :

- Restauration et entretien raisonné de la ripisylve (essence, âge, densité)
- Mise en place de clôtures pour éviter la divagation des troupeaux fragilisant les berges
- Aménagement entretien des points d'abreuvements hors de la rivière
- Aménagement et diversification des habitats aquatiques
- Enlèvement raisonné des embâcles
- Chantier de restauration de la diversité physique d'un cours d'eau et de sa dynamique érosive
- Restauration de frayères
- Chantier d'élimination ou de limitation d'une espèce indésirable

3.OBJECTIF 3 - AMELIORATION DE LA QUALITE DE L'EAU

Les mesures préconisées sont à mettre en place sur le site comme à l'échelle de l'ensemble du bassin versant du Petit Morin. Dans ce cas, ce travail peut se faire dans le cadre de l'élaboration du SAGE des Morins. Ce dernier est en cours d'élaboration.

Les mesures visent les différentes activités ayant un impact sur la qualité de l'eau

MESURES PRECONISEES :

- Mise en place et/ou mise aux normes des stations d'épuration (assainissement collectif) et de l'assainissement non collectif
- Mise en place de mesures de réduction ou de suppression des intrants en agriculture
- Maintien des prairies et activités de pâturage
- Réduction ou suppression des traitements phytosanitaires de synthèse
- Réduction ou suppression de la fertilisation minérale et organique sur prairies et habitats remarquables
- Mise en défens temporaire de milieux remarquables
- Création et entretien d'un couvert herbacé (bandes ou parcelles enherbées)

La mise en place de stations d'épuration ou de l'assainissement autonome ne peuvent pas faire l'objet de mesures. En revanche, un travail de communication doit être fait de façon à dynamiser ces projets, auprès des élus et des financeurs.

4.OBJECTIF 4 – EDUQUER, SENSIBILISER ET FORMER LES ACTEURS, USAGERS ET RIVERAINS DU SITE

Les acteurs et les habitants ne sont pas tous au fait des enjeux de Natura 2000. Il s'agit de faire prendre conscience aux acteurs et habitants de la richesse du patrimoine existant sur le site et de mieux connaître les impacts de nos gestes quotidiens sur le milieu naturel.

MESURES PRECONISEES :

- Animation en milieu scolaire
- Sorties découvertes du site
- Animation du site : présenter les mesures, l'intérêt de travailler à grande échelle
- Education aux bonnes pratiques en bord de rivière

La Figure 74 résume l'ensemble des facteurs de perturbation, classés du plus perturbants (orange) au moins perturbants (bleu). Cette hiérarchisation est basée sur le diagnostic de l'état de conservation des habitats d'espèces. Pour chaque facteur de perturbation figure l'objectif de restauration lui correspondant.

Rivières du Vannetin :

| Milieux | Objectifs | Objectifs secondaires | Actions |
|-----------------|-----------|--|---|
| Milieux humides | 7 | Maintenir ou restaurer la continuité écologique et le transit sédimentaire de la rivière | - Effacement ou aménagement d'obstacles à la libre circulation piscicole et sédimentaire Continuité_1 Continuité_2 |
| | | - Restauration hydromorphologique | Hydro_1 |
| | 8 | Restaurer la qualité de l'eau | - Réduction des sources de pollutions d'origine agricole Anim_Agri Anim_ZH, Anim_4 Agri_5, Agri_6 Agri_7 |
| | | - Réduction des pollutions d'origine domestique | Anim_1, Anim_2 Anim_Forêt |
| | 9 | Restaurer et conserver les habitats d'espèces d'intérêt communautaire | - Restauration et entretien de la ripisylve, de la végétation en berges et enlèvement raisonné des embâcles Agri_11 Ripisylve_1 |
| | | - Gestion équilibrée des formations hygrophiles dans le lit mineur de la rivière | Hydro_2 |
| | | - Lutte contre les espèces invasives | Inva_1 |
| | | - Restaurations des frayères favorables aux espèces d'intérêt communautaire | Hydro_3 |
| | | - Réduction de l'impact des routes, chemins, dessertes et autres infrastructures linéaires | Infra_1 |
| | | - Restauration et gestion extensive des milieux ouverts et humides par fauche ou débroussaillage léger | Pasto_1 Pasto_2 |
| | | - Création ou maintien des couverts herbacés en bordure de cours d'eau et les gérer de manière extensive | Anim_ZH |
| | | - Gestion équilibrée de la végétation rivulaire, favorable à la conservation des habitats d'espèces | Ripisylve_1 |

Annexe 13 : Proposition de règlement de PLU

Afin de favoriser la prise en compte de la biodiversité dans les documents d'urbanisme, il est nécessaire de mettre en application un règlement qui liste les usages interdits au sein des différents zonages. Le tableau ci-dessous regroupe l'ensemble de ces interdictions (attention, seuls les usages en lien avec la biodiversité ont été pris en compte).

Suite à la modification du code de l'urbanisme entré en vigueur au 01 janvier 2016, il n'existe plus 16 articles dans le règlement. Les thématiques proposées ci-après doivent toutefois apparaître dans le règlement pour une prise en compte de la biodiversité et des zones humides. La référence à l'article L.123-1-5-III-2° a été remplacée par le nouvel article L.151-23 du code de l'urbanisme.

| Zone U : ne doivent pas être classés en zone U : les zones humides, les zones à préserver pour leur intérêt environnemental, les forêts, les bords de cours d'eau, les espaces naturels sensibles | |
|--|--|
| Thématique du règlement de PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <i>Si la commune a localisé les mares au plan de zonage :</i> Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite. |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des conditions particulières | <i>Si la zone urbanisée est traversée par un cours d'eau :</i> Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autres des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire. |
| Aires de stationnement | Afin de ne pas accentuer l'imperméabilisation des sols, les aires de stationnement extérieurs doivent être perméables (espaces minéraux sablés, ou pavés). Les espaces enrobés devront être limités. |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | Les essences locales ou fruitières (cf. listes en annexe) sont à privilégier. Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (en annexe) est interdite. Il est interdit de planter des haies mono-spécifiques. Lorsque la parcelle est en contact avec une zone A ou une zone N, il est interdit de planter des essences non locales ou horticoles sur la limite en contact avec la zone. |
| Zone AU : ne doivent pas être classés en zone AU : les zones humides, les zones à préserver pour leur intérêt environnemental, les forêts, les bords de cours d'eau, les espaces naturels sensibles | |
| Thématique du règlement de PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <i>Si la commune a localisé les mares au plan de zonage :</i> Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite. |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des conditions particulières | <i>Si la zone à urbaniser est traversée par un cours d'eau :</i> Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autres des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire. |

| | |
|--|---|
| Desserte par les réseaux (eau, assainissement, électricité) | <p>Toute nouvelle construction doit faire son affaire des eaux de toiture par infiltration à la parcelle ou récupération des eaux de pluie, sauf cas particulier à justifier.</p> <p>L'imperméabilisation et le ruissellement engendrés pour chaque projet doivent être quantifiés afin de mesurer les volumes d'eau de rejet, devant faire l'objet d'une technique de rétention ou de non-imperméabilisation des sols, adaptée aux composantes du site.</p> <p>Pour lutter contre la pollution lumineuse, tous les types d'éclairage extérieurs publics et privés devront être équipés d'un dispositif permettant de diriger les faisceaux lumineux vers le sol, ou permettant une extinction programmée ou la baisse de l'intensité lumineuse en fonction de l'heure.</p> |
| Aspect extérieur | <p>Clôtures :</p> <p>Dans le cadre de la préservation de la biodiversité, afin de laisser libre le passage de la petite faune, il est préconisé de laisser au moins une ouverture de 15cm de côté minimum sur 10cm de hauteur en bas de clôture (grillage, mur, muret etc.). En limite des zones N et A, les clôtures ne sont pas obligatoires. Quand elles existent, elles seront constituées d'une haie diversifiée d'essences locales ou d'éléments permettant le passage de la petite et grande faune.</p> |
| Aires de stationnement | Afin de ne pas accentuer l'imperméabilisation des sols, les aires de stationnement extérieurs doivent être perméables (espaces minéraux sablés, ou pavés). Les espaces enrobés devront être limités. |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les essences locales ou fruitières (cf. listes en annexe) sont à privilégier. Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (en annexe) est interdite. Il est interdit de planter des haies mono-spécifiques.</p> <p>Lorsque la parcelle est en contact avec une zone A ou une zone N, il est interdit de planter des essences non locales ou horticoles sur la limite en contact avec la zone.</p> |
| Zone A | |
| Thématique du règlement de PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <p><i>Si la commune a localisé les mares au plan de zonage :</i></p> <p>Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite.</p> |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des conditions particulières | <p><i>Si la zone agricole est traversée par un cours d'eau :</i></p> <p>Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autre des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire.</p> |
| Aspect extérieur | Les constructions devront présenter des couleurs discrètes (gris ou marron) de préférence mates. |
| Aires de stationnement | Afin de ne pas accentuer l'imperméabilisation des sols, les aires de stationnement extérieurs doivent être perméables (espaces minéraux sablés, ou pavés). Les espaces enrobés devront être limités. |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les plantations devront être constituées d'essences locales.</p> <p>Il est recommandé de planter des haies diversifiées d'essences locales ou fruitières (cf. liste en annexe) dans les nouvelles plantations.</p> <p>Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (cf. liste en annexe) est interdite.</p> |
| | |

| Zone Azh | |
|---|---|
| Thématique du règlement de PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <p>Tout ouvrage ou travaux portant atteinte à la zone humide et son alimentation en eau.</p> <p>Sont spécifiquement interdits :</p> <p>→ tout travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en eau (création de plans d'eau...), le comblement, les remblaiements, les dépôts divers, les affouillements ou l'extraction de matériaux, quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf travaux et ouvrages nécessaires à la gestion écologique de la zone humide ; - tout nouveau drainage, et plus généralement l'assèchement du sol de la zone humide, à l'exception du remplacement du drainage existant ; - l'imperméabilisation du sol, en totalité ou en partie ; - la plantation de boisements et l'introduction de végétaux susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone. <p><i>Si la commune a localisé des mares au plan de zonage :</i> Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite.</p> |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des autorisations particulières | <p>Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autres des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire.</p> <p>Sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles, - les travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un), - les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants etc.) |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les plantations devront être constituées d'essences locales.</p> <p>Il est recommandé de planter des haies diversifiées d'essences locales ou fruitières (cf. liste en annexe) dans les nouvelles plantations.</p> <p>Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (cf. liste en annexe) est interdite.</p> |

| Zone N : doivent être classés en zone N, les zones naturelles identifiées : les berges de cours d'eau, les espaces naturels sensibles, les forêts, les zones classées | |
|---|---|
| Thématique du règlement de PLU | Propositions de règlement |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <p>Sont interdites les occupations et utilisations du sol suivantes :</p> <p>→ toute construction hormis celles autorisées à l'article 2</p> <p>→ le remblaiement des zones humides et tous travaux contrariant le régime hydraulique existant.</p> <p>→ l'aménagement de terrains de camping et le caravanning</p> |

| | |
|---|---|
| | <p>→ les installations classées → les exhaussements et affouillements autres que ceux nécessaires à la réalisation des constructions et des équipements ayant faits l'objet d'une déclaration ou d'une autorisation.</p> <p><i>Si la commune a localisé les mares au plan de zonage :</i> Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite.</p> |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des autorisations particulières | <p><i>Si la zone naturelle est traversée par un cours d'eau :</i> Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autres des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire.</p> <p>Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif à condition qu'elles ne compromettent pas le caractère de la zone.</p> <p>Les constructions et installations d'équipements dans le respect du milieu naturel, strictement liées et nécessaires à la sécurité, à la gestion et à la valorisation du milieu naturel pour le public sur des espaces ouverts au public. Ces aménagements sont autorisés sous réserve d'une bonne insertion paysagère et écologique dans le site.</p> |
| Accès et voirie | Les éventuelles restaurations de chemins ne devront se faire qu'avec des matériaux compatibles avec la nature du sol et ne présentant pas de risque de dégradation du milieu de quelque nature que ce soit |
| Aspect extérieur | <p>Les éventuelles constructions devront utiliser des matériaux naturels rendant l'implantation discrète dans le paysage.</p> <p>Les clôtures ne sont pas obligatoires. Quand elles existent, elles seront constituées d'une haie diversifiée d'essences locales ou d'éléments permettant le passage de la petite et grande faune.</p> |
| Aires de stationnement | Afin de ne pas accentuer l'imperméabilisation des sols, les aires de stationnement extérieurs doivent être perméables (espaces minéraux sablés, ou pavés). Les espaces enrobés devront être limités. |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les plantations devront être constituées d'essences locales.</p> <p>Il est recommandé de planter des haies diversifiées d'essences locales ou fruitières (cf. liste en annexe) dans les nouvelles plantations.</p> <p>Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (cf. liste en annexe) est interdite.</p> |

Zone Nzh : doivent être classées en zone Nzh : les zones humides

| Thématique du règlement de PLU | Propositions de règlement |
|--|---|
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol interdits | <p>Tout ouvrage ou travaux portant atteinte à la zone humide et son alimentation en eau.</p> <p>Sont spécifiquement interdits :</p> <p>→ tout travaux, toute occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des zones humides, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la mise en eau (création de plans d'eau...), l'assèchement, le comblement, les remblaiements, les dépôts divers, les affouillements ou l'extraction de matériaux, quel qu'en soit l'épaisseur et la superficie, sauf travaux et ouvrages nécessaires à la gestion écologique de la zone humide ; |

| | |
|---|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> - l'imperméabilisation du sol, en totalité ou en partie ; - la plantation de boisements et l'introduction de végétaux susceptibles de remettre en cause les particularités écologiques de la zone. <p><i>Si la commune a localisé les mares au plan de zonage :</i> Les mares identifiées au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ne peuvent en aucun cas être détruites (par comblement, remblaiement, drainage...). Toute modification de leur alimentation en eau est interdite.</p> |
| Types d'occupation ou d'utilisation du sol soumis à des autorisations particulières | <p>Une bande de recul de 6 mètres de part et d'autre des cours d'eau depuis le haut de la berge est obligatoire.</p> <p>Sont autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles, - les travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un), - les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux, à condition que leur localisation et leur aspect ne portent pas atteinte à la préservation des milieux et que les aménagements soient conçus de manière à permettre un retour du site à l'état naturel (cheminements piétonniers, cyclables réalisés en matériaux perméables et non polluants etc.) |
| Espaces libres et plantations, espaces boisés classés | <p>Les plantations devront être constituées d'essences locales. Il est recommandé de planter des haies diversifiées d'essences locales ou fruitières (cf. liste en annexe) dans les nouvelles plantations. Toute plantation d'espèces cataloguées invasives (cf. liste en annexe) est interdite.</p> |

Annexe 14 : Liste des espèces végétales préconisées

Le tableau ci-dessous présente les arbres et arbustes sauvages locaux de Seine-et-Marne compatibles avec les éco-conditions « biodiversité » donnant droit aux aides du Département.

| Espèce (nom latin) | Espèce (nom français) | Physionomie | Port | Nature du sol (pH) | Humidité du sol | Ensoleillement | Taille en haie | Caduc/ Persistant | Période de floraison | Couleur de floraison | Hauteur âge adulte (en m) | Croissance | Épines / Toxicité / Médicinal |
|----------------------------|-----------------------|-------------|----------------|--------------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------------|--------------------------------|---------------------------|--------------|-------------------------------|
| <i>Acer campestre</i> | Érable champêtre | Arbre | Étalé | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | jaune verdâtre | 4 – 15 | Lente | |
| <i>Alnus glutinosa</i> | Aulne glutineux | Arbre | Conique large | Basique / Acide | Humide | Soleil / Mi-ombre | - | Caduc | Février / Avril | Ocre jaune (M), jaune brun (F) | 18 – 30 | Lente | Médicinal |
| <i>Berberis vulgaris</i> | Épine-vinette | Arbuste | Dressé | Neutre | Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Juin | Jaune griffé de pourpre | 1 – 3 | Rapide | Épines / Médicinal |
| <i>Betula pendula</i> | Bouleau verruqueux | Arbre | Conique étroit | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil | Non | Caduc | Avril | Jaune brun | 20 – 25 | Lente | |
| <i>Betula pubescens</i> | Bouleau blanc | Arbre | Conique étroit | Acide | Humide | Soleil / Mi-ombre | Non | Caduc | Avril | Jaune brun | 15 – 20 | Lente | Médicinal |
| <i>Carpinus betulus</i> | Charme commun | Arbre | Ovale | Basique / Neutre | Sec | Mi-ombre / Ombre | Oui | Marcescent | Avril / Mai | Jaune (M), vert (F) | 15 – 25 | Lente | |
| <i>Cornus mas</i> | Cornouiller mâle | Arbuste | Étalé bas | Basique / Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mars / Avril | Jaune | 3 – 5 | Assez rapide | Comestible / médicinal |
| <i>Cornus sanguinea</i> | Cornouiller sanguin | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juillet | Blanc | 2 – 4 | Moyenne | |
| <i>Corylus avellana</i> | Noisetier | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec | Mi-ombre / Ombre | Oui | Caduc | Janvier / mars | Jaunâtre | 2 – 4 | Rapide | Comestible |
| <i>Crataegus laevigata</i> | Aubépine lisse | Arbuste | Arrondi | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai | Blanc rose | 5 – 8 | Rapide | Épines / Médicinal |
| <i>Crataegus monogyna</i> | Aubépine monogyne | Arbuste | Arrondi | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai | Blanc | 6 – 9 | Moyenne | Épines / Médicinal |
| <i>Cytisus scoparius</i> | Genêt à balais | Arbuste | Étalé bas | Acide | Sec / Frais | Soleil | Oui | Caduc | Mai / Juillet | Jaune | 1 – 1,5 | Moyenne | Toxique |
| <i>Euonymus europaeus</i> | Fusain d'Europe | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | Blanc-verdâtre | 3 – 7 | Lente | Toxique |
| <i>Fagus sylvatica</i> | Hêtre commun | Arbre | Étalé | Basique / Acide | Sec | Soleil | Oui | Caduc | Avril / Mai | Jaunâtre (M), vert (F) | 20 – 30 | Lente | Médicinal |
| <i>Frangula dodonei</i> | Bourdaine | Arbuste | Buissonnant | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juillet | vert | 2 – 5 | Lente | Toxique / Médicinal |

| Espèce (nom latin) | Espèce (nom français) | Physionomie | Port | Nature du sol (pH) | Humidité du sol | Ensoleillement | Taille en haie | Caduc/ Persistant | Période de floraison | Couleur de floraison | Hauteur âge adulte (en m) | Croissance | Épines / Toxicité / Médicinal |
|------------------------------|---------------------------------------|-------------|-------------|--------------------|-----------------|-------------------|----------------|----------------------|----------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------|-------------------------------|
| <i>Fraxinus angustifolia</i> | Frêne à feuilles étroites | Arbre | Étalé | Basique / Acide | Frais | Soleil | - | Caduc | Avril / Mai | Brunâtre | 10 – 20 | Rapide au début | |
| <i>Fraxinus excelsior</i> | Frêne élevé | Arbre | Étalé | Basique / Neutre | Frais / Humide | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | Jaune (M), vert (F) | 30 – 40 | Rapide | |
| <i>Ilex aquifolium</i> | Houx | Arbuste | Dressé | Neutre / Acide | Sec / Frais | Mi-ombre | Oui | Persistant | Mai / Juin | Blanc | 5 – 15 | Assez lente | |
| <i>Juniperus communis</i> | Genévrier commun | Arbuste | Buissonnant | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil | Oui | Persistant | Avril / Mai | Jaune (M), verdâtre (F) | 3 – 5 | Lente | Médicinal / Piquant |
| <i>Ligustrum vulgare</i> | Troène commun | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Marcescent | Mai / Juillet | Blanc | 2 – 3 | Moyenne | Toxique |
| <i>Lonicera xylosteum</i> | Camerisier ou Chèvrefeuille des haies | Arbuste | Buissonnant | Basique / Acide | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juin | Blanc-jaunâtre | 2 – 2,5 | Moyenne | Toxique / Médicinal |
| <i>Malus sylvestris</i> | Pommier des bois | Arbuste | Étalé | Basique / Acide | Sec | Soleil | - | Caduc | Avril / Mai | Blanc-rose | 2,5 – 4 | Moyenne | Comestible |
| <i>Mespilus germanica</i> | Néflier commun | Arbuste | Buissonnant | Acide | Sec | Soleil / Mi-ombre | oui | Caduc | Mai / Juin | Blanc | 3 – 6 | Lente | Épines (souvent) / Comestible |
| <i>Populus nigra</i> | Peuplier noir | Arbre | Colonnaire | Basique / Neutre | Frais / Humide | Soleil / Mi-ombre | Non | Caduc | Mars / Avril | Rouge (M), vert (F) | 30 – 35 | Rapide au début | |
| <i>Populus tremula</i> | Peuplier tremble | Arbre | Étalé | Basique / Acide | Frais / Humide | Mi-ombre / Ombre | Non | Caduc | Mai | Gris rouge (M), vert (F) | 15 – 25 | Rapide au début | |
| <i>Prunus avium</i> | Merisier | Arbre | Étalé | Basique / Neutre | Frais | Mi-ombre | Non | Caduc | Avril / Mai | Blanc | 20 – 30 | Rapide | Comestible |
| <i>Prunus mahaleb</i> | Cerisier Mahaleb | Arbuste | Étalé | Basique / Neutre | Sec | Soleil | Oui | Caduc | Avril | Blanc | 6 – 10 | Moyenne | |
| <i>Prunus spinosa</i> | Prunellier | Arbuste | Étalé | Basique / Neutre | Sec | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril | Blanc | 1 – 4 | Rapide | Épines / Toxique / Comestible |
| <i>Pyrus cordata</i> | Poirier à feuilles en coeur | Arbuste | Étalé | Basique / Acide | Frais | Soleil / Mi-ombre | - | Caduc | Avril / Mai | Blanc | 5 – 15 | Rapide au début | Épines (souvent) / Comestible |
| <i>Pyrus pyraister</i> | Poirier sauvage | Arbre | Colonnaire | Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | Blanc | 4 – 6 | Moyenne | Comestible |
| <i>Quercus petraea</i> | Chêne sessile | Arbre | Étalé | Neutre / Acide | Frais | Mi-ombre | Non | Caduc | Avril / Mai | Jaune | 30 – 40 | Assez lente | |

| Espèce (nom latin) | Espèce (nom français) | Physionomie | Port | Nature du sol (pH) | Humidité du sol | Ensoleillement | Taille en haie | Caduc / Persistant | Période de floraison | Couleur de floraison | Hauteur âge adulte (en m) | Croissance | Épines / Toxicité / Médicinal |
|---------------------------|--------------------------------|-------------|-------------|--------------------|-----------------|-------------------|----------------|----------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|--------------|---------------------------------|
| <i>Quercus pubescens</i> | Chêne pubescent | Arbre | Érigé | Basique | Sec | Soleil / Mi-ombre | Non | Caduc (parfois marcescent) | Avril / Mai | Jaune vert | 8 – 15 | Moyenne | |
| <i>Quercus robur</i> | Chêne pédonculé | Arbre | Étalé | Basique / Acide | Frais | Soleil / Mi-ombre | Non | Caduc | Mai / Juin | vert | 25 – 40 | Moyenne | |
| <i>Rhamnus cathartica</i> | Nerprun purgatif | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juin | Jaune | 2 – 7 | Lente | Toxique |
| <i>Ribes rubrum</i> | Groseiller à grappes | Arbuste | Buissonnant | Neutre / Acide | Frais | Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | Vert-jaunâtre | 0,8 – 1,5 | Rapide | Comestible |
| <i>Ribes uva-crispa</i> | Groseiller à macquereau | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / Frais | Mi-ombre / Ombre | Oui | Caduc | Mars / Avril | Rouge-verdâtre | 0,8 – 1,5 | Rapide | Épines / Comestible |
| <i>Rosa agrestis</i> | Rosier agreste | Arbuste | Buissonnant | Basique | Sec / Frais | Soleil | Oui | Caduc | Juin / Juillet | Blanc | 1 – 2 | Assez rapide | Épines |
| <i>Rosa arvensis</i> | Rosier des champs | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / frais | Mi-ombre | Oui | Caduc | Juin / Juillet | Blanc | 0,5 – 1 | Assez rapide | Épines |
| <i>Rosa canina</i> | Églantier ou rosier des chiens | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec | Soleil | Oui | Caduc | Mai / Juillet | Rose pâle | 1 – 4 | Assez rapide | Épines / Comestible / Médicinal |
| <i>Rosa micrantha</i> | Églantier à petites fleurs | Arbuste | Buissonnant | Basique | Sec / frais | Soleil | Oui | Caduc | Juin / Juillet | Rose | 1 – 2 | Assez rapide | Épines |
| <i>Rosa rubiginosa</i> | Églantier couleur de rouille | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec | Soleil | Oui | Caduc | Juin / Juillet | Rose | 2,5 – 3 | Rapide | Épines / Médicinal |
| <i>Rosa stylosa</i> | Rosier à styles soudés | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Frais | Soleil | Oui | Caduc | Mai / Juillet | Blanc rose | 2 – 3 | Assez rapide | Épines |
| <i>Rosa tomentosa</i> | Églantier tomenteux | Arbuste | Buissonnant | Basique | Sec / Frais | Mi-ombre | Oui | Caduc | Juin / Juillet | Rose clair | 1 – 2 | Assez rapide | Épines |
| <i>Salix alba</i> | Saule blanc | Arbuste | Étalé | Basique / Neutre | Humide | Mi-ombre / Ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | Blanc | 10 – 15 | Rapide | Médicinal |
| <i>Salix atrocinerea</i> | Saule à feuilles d'olivier | Arbuste | Étalé | Neutre | Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mars / Avril | Vert | 4 – 6 | Assez rapide | |
| <i>Salix aurita</i> | Saule à oreillettes | Arbuste | Buissonnant | Basique / Acide | Frais / Humide | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mars / Mai | Vert brun | 1 – 3 | Lente | |
| <i>Salix caprea</i> | Saule marsault | Arbre | Pleureur | Basique / Acide | Frais / Humide | Mi-ombre | Oui | Caduc | Mars / Avril | Verdâtre | 2 – 5 | Rapide | |
| <i>Salix cinerea</i> | Saule cendré | Arbuste | Buissonnant | Basique / Acide | Humide | Mi-ombre | Oui | Caduc | Mars / Avril | Verdâtre | 3,5 – 5 | Assez rapide | |
| <i>Salix fragilis</i> | Saule fragile | Arbre | Étalé | Basique / | Frais / | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Avril / Mai | Verdâtre | 5 – 15 | Assez rapide | |

| Espèce (nom latin) | Espèce (nom français) | Physionomie | Port | Nature du sol (pH) | Humidité du sol | Ensoleillement | Taille en haie | Caduc/ Persistant | Période de floraison | Couleur de floraison | Hauteur âge adulte (en m) | Croissance | Épines / Toxicité / Médicinal |
|---------------------------|----------------------------|-------------|-------------|--------------------|-----------------|-------------------|----------------|-------------------|----------------------|----------------------|---------------------------|-----------------|-------------------------------|
| | | | | Neutre | Humide | | | | | | | | |
| <i>Salix purpurea</i> | Saule pourpre | Arbuste | Étalé bas | Basique / Acide | Frais / Humide | Soleil / Mi-ombre | - | Caduc | Mars / Avril | Blanc vert | 3 – 4 | Rapide | |
| <i>Salix triandra</i> | Saule à trois étamines | Arbuste | Buissonnant | Basique / Acide | Frais / Humide | Soleil / Mi-ombre | - | Caduc | Avril / Mai | Verdâtre | 5 – 7 | Rapide au début | |
| <i>Salix viminalis</i> | Saule des vanniers | Arbuste | Buissonnant | Neutre | Humide | Mi-ombre | - | Caduc | Avril / Mai | Verdâtre | 6 – 10 | Rapide | |
| <i>Sambucus nigra</i> | Sureau noir | Arbuste | Ouvert | Basique / Neutre | Frais / Humide | Mi-ombre | Oui | Caduc | Juin / Juillet | Blanc | 2 – 8 | Rapide | Comestible / médicinal |
| <i>Sorbus aria</i> | Alisier blanc | Arbre | Ovale | Basique / Acide | Sec | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai | Blanc | 10 – 15 | Assez rapide | |
| <i>Sorbus aucuparia</i> | Sorbier des oiseleurs | Arbre | Étalé | Neutre / Acide | Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juin | Blanc | 10 – 12 | Moyenne | |
| <i>Sorbus torminalis</i> | Alisier terminal | Arbre | Ovale | Basique / Acide | Sec | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juin | Blanc | 10 – 15 | Assez lente | |
| <i>Tilia cordata</i> | Tilleul à petites feuilles | Arbre | Ovale | Neutre / Acide | Sec | Mi-ombre | Oui | Caduc | Juin | Jaune pâle | 15 – 20 | Moyenne | Comestible / médicinal |
| <i>Tilia platyphyllos</i> | Tilleul à grandes feuilles | Arbre | Arrondi | Basique / Acide | Frais / Humide | Soleil / Mi-ombre | Non | Caduc | Juin / Juillet | Jaune pâle | 10 – 40 | Assez rapide | Médicinal |
| <i>Ulex europaeus</i> | Ajonc d'Europe | Arbuste | Dressé | Neutre / Acide | Frais | Soleil | Oui | Persistant | Mars / Mai | Jaune | 1 – 2,5 | Rapide | Épines |
| <i>Ulmus glabra</i> | Orme blanc | Arbre | Étalé | Basique / Acide | Frais | Soleil / Mi-ombre | - | Caduc | Avril / Mai | Rouge | 15 – 25 | Lente | |
| <i>Ulmus laevis</i> | Orme lisse | Arbre | Ovale | Basique / Neutre | Frais | Soleil / Mi-ombre | - | Caduc | Avril / Mai | Rose | 15 – 20 | Assez rapide | |
| <i>Ulmus minor</i> | Petit orme | Arbre | Ovale | Basique / Neutre | Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mars / Avril | jaune verdâtre | 10 – 30 | Rapide | Médicinal |
| <i>Viburnum lantana</i> | Viorne lantane | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juin | Blanc | 3 – 4 | Moyenne | Toxique |
| <i>Viburnum opulus</i> | Viorne obier | Arbuste | Buissonnant | Basique / Neutre | Sec / Frais | Soleil / Mi-ombre | Oui | Caduc | Mai / Juin | Blanc | 2 – 5 | Moyenne | Toxique |

LIANES

Elles sont plus difficiles à trouver auprès des fournisseurs mais on peut en citer quelques unes.

Lierre (*Hedera helix*)

<http://www.haiesvives.org/html/arbres%20arbustes%20lianes/lierre.htm>

Chèvrefeuille des bois (*Lonicera periclymenum*)

<http://www.haiesvives.org/html/arbres%20arbustes%20lianes/chevrefeuille%20des%20bois.htm>

Clématite des haies (*Clematis vitalba*)

<http://www.haiesvives.org/html/arbres%20arbustes%20lianes/clematite.htm>

Gesse sauvage (*Lathyrus sylvestris*)

<http://www.haiesvives.org/html/arbres%20arbustes%20lianes/gesse%20sauvage.htm>

Ronce des bois (*Rubus fruticosus*)

<http://www.haiesvives.org/html/arbres%20arbustes%20lianes/ronce.htm>

Le tableau ci-dessous liste l'ensemble des espèces végétales préconisées par Seine-et-Marne environnement dans le cas d'un milieu humide.

| Nom scientifique | Nom vernaculaire | Type de milieu humide | Particularités |
|-------------------------|-----------------------------|-----------------------|---|
| Barbarea vulgaris | Barbarée commune | Mégaphorbiaies | eutrophiles |
| Calystegia sepium | Liseron des haies | | eutrophiles |
| Carduus crispus | Chardon crépu | | eutrophiles |
| Cirsium oleraceum | Cirse maraîcher | | mésotrophiles |
| Cirsium palustre | Cirse des marais | | mésotrophiles |
| Dipsacus fullonum | Cabaret des oiseaux | | eutrophiles |
| Epilobium hirsutum | Epilobe hérissé | | eutrophiles |
| Epilobium tetragonum | Epilobe à tige carrée | | eutrophiles |
| Eupatorium cannabinum | Eupatoire chanvrine | | eutrophiles |
| Filipendula ulmaria | Reine-des-prés | | |
| Humulus lupulus | Houblon | | eutrophiles |
| Hypericum tetrapterum | Millepertuis à quatre ailes | | eutrophiles |
| Lythrum salicaria | Salicaire commune | | mésotrophiles |
| Myosoton aquaticum | Céraiste aquatique | | eutrophiles |
| Scrophularia auriculata | Scrophulaire aquatique | | eutrophiles |
| Stachys palustris | Epiaire des marais | | mésotrophiles |
| Symphytum officinale | Consoude officinale | | |
| Thalictrum flavum | Pigamon jaune | | mésotrophiles |
| Valeriana officinalis | Valériane officinale | | |
| Galium uliginosum | Gaillet des fanges | Tourbières | |
| Lotus pedunculatus | Lotier des fanges | | |
| Ranunculus flammula | Renoncule petite-douve | | |
| Succisa pratensis | Succise des prés | | |
| Cardamine pratensis | Cardamine des prés | Prairies | médioeuropéennes, hygrophile de niveau topographique moyen, psychrophiles |
| Epilobium parviflorum | Epilobe à petites fleurs | | médioeuropéennes, hygrophile de niveau topographique moyen, psychrophiles |
| Galium palustre | Gaillet des marais | | européennes, hygrophiles longuement inondables |
| Lysimachia nummularia | Lysimaque nummulaire | | européennes, hygrophiles longuement inondables |
| Mentha aquatica | Menthe aquatique | | européennes, hygrophiles longuement inondables |
| Mentha arvensis | Menthe des champs | | européennes, hygrophiles longuement inondables |

| Nom scientifique | Nom vernaculaire | Type de milieu humide | Particularités |
|------------------------------|--------------------------|-----------------------|---|
| <i>Mentha suaveolens</i> | Menthe à feuilles rondes | Prairies | médioeuropéennes, hygrophile de niveau topographique moyen, psychrophiles |
| <i>Polygonum amphibium</i> | Renouée amphibie | | européennes, hygrophiles longuement inondables |
| <i>Potentilla anserina</i> | Potentille des oies | | européennes, hygrophiles |
| <i>Potentilla reptans</i> | Potentille rampante | | européennes, hygrophiles |
| <i>Pulicaria dysenterica</i> | Pulicaire dysentérique | | médioeuropéennes, hygrophile de niveau topographique moyen, psychrophiles |
| <i>Ranunculus repens</i> | Renoncule rampante | | européennes, hygrophiles |
| <i>Rumex conglomeratus</i> | Patience agglomérée | | européennes, hygrophiles |
| <i>Rumex crispus</i> | Patience crépue | | européennes, hygrophiles |
| <i>Silene flos-cuculi</i> | Silène fleur-de-coucou | | médioeuropéennes, hygrophile de niveau topographique moyen, psychrophiles |
| <i>Trifolium fragiferum</i> | Trèfle fraise | | européennes, hygrophiles longuement inondables |

Annexe 15 : Liste des espèces invasives

Source: Parisot C., 2009. Guide de gestion différenciée à usage des collectivités. Natureparif –ANVL. 159 pages
Document actualisé avec la liste des plantes exotiques envahissantes d'Ile-de-France – Mai 2018 – CBNBP-MNHN
Document actualisé avec la liste des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union européenne en date du 25 juillet 2019 – AFB, UICN

Document actualisé avec l'arrêté du 10 mars 2020 portant mise à jour de la liste des espèces animales et végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain - Legifrance

Remarque : les espèces dans les cases vertes sont d'ores et déjà présentes en Ile-de-France.

| Liste 1 : Espèces végétales invasives à proscrire | | |
|--|------------------|-----------------------|
| Espèces | Famille | Origine |
| <i>Acacia dealbata</i> Willd. | Fabaceae | Australie |
| <i>Acacia saligna</i> (Labill.) Wendl. Fil. | Fabaceae | Australie |
| <i>Acer negundo</i> L. | Aceraceae | N. Am. |
| <i>Ailanthus altissima</i> (Miller) Swingle | Simaroubaceae | Chine |
| <i>Altemanthera philoxeroides</i> (Martius) Griseb. | Amaranthaceae | |
| <i>Ambrosia artemisiifolia</i> L. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Andropogon virginicus</i> | | |
| <i>Aristolochia sempervirens</i> L. | Aristolochiaceae | C. et E. Méd. |
| <i>Artemisia verlotiorum</i> Lamotte | Asteraceae | E. Asie |
| <i>Asclepias syriaca</i> L. | Asclepiadaceae | N. Am. |
| <i>Aster novi-belgii</i> gr. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Aster squamatus</i> (Sprengel) Hieron. | Asteraceae | S. et C. Am. |
| <i>Azolla filicuiculoides</i> Lam. | Azollaceae | Am. trop. + temp. |
| <i>Baccharis halimifolia</i> L. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Berteroa incana</i> (L.) DC. | Brassicaceae | Eurosib. |
| <i>Bidens connata</i> Willd. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Bidens frondosa</i> L. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Bothriochloa barbinodis</i> (Lag.) Herter | | |
| <i>Bromus catharticus</i> Vahl | Poaceae | S. Am. |
| <i>Buddleja davidii</i> Franchet | Buddlejaceae | Chine |
| <i>Cabomba caroliniana</i> A. Gray | | |
| <i>Campylopus introflexus</i> (Hedw.) Brid. | | |
| <i>Cardiospermum grandiflorum</i> | | |
| <i>Carpobrotus acinaciformis</i> (L.) L. Bolus | Aizoaceae | S. Af. |
| <i>Carpobrotus edulis</i> (L.) R. Br. | Aizoaceae | S. Af. |
| <i>Cenchrus incertus</i> M.A. Curtis | Poaceae | Am. trop, et subtrop. |
| <i>Cenchrus setaceus</i> | | |
| <i>Chenopodium ambrosioides</i> L. | Chenopodiaceae | Am. trop. |
| <i>Conyza bonariensis</i> (L.) Cronq. | Asteraceae | Am. trop. |
| <i>Cortaderia jubata</i> (Lemoine ex Carrière) Stapf | | |
| <i>Cortaderia selloana</i> (Schultes & Schultes fil.) Ascherson & Graebner | Doaceae | S. Am. |
| <i>Cotula coronopifolia</i> L. | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Crassula helmsii</i> (Kirk) Cockayne | | |
| <i>Cyperus eragrostis</i> Lam. | Cyperaceae | Am. trop. |
| <i>Cytisus multiflorus</i> (L'Hér.) Sweet | Fabaceae | W. Méd. |

Liste 1 : Espèces végétales invasives à proscrire

| Espèces | Famille | Origine |
|--|------------------|----------------------|
| <i>Cytisus striatus</i> (Hill) Rothm. | Fabaceae | Médit. |
| <i>Egeria densa</i> Planchon | Hydrocharitaceae | S. Am. |
| <i>Ehrharta calycina</i> | | |
| <i>Eichornia crassipes</i> Solms. Laub. | Pontederiaceae | Brésil |
| <i>Elodea canadensis</i> Michaux | Hydrocharitaceae | N. Am. |
| <i>Elodea nuttallii</i> (Planchon) St. John | Hydrocharitaceae | N. Am. |
| <i>Epilobium ciliatum</i> Rafin. | Onagraceae | N. Am. |
| <i>Erigeron canadensis</i> L. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Erigeron sumatrensis</i> (Retz) | Asteraceae | A. trop. |
| <i>Galega officinalis</i> L. | Fabaceae | S.-E. Eur. / As. |
| <i>Gunnera tinctoria</i> | | |
| <i>Gymnocoronis spilanthoides</i> | | |
| <i>Helianthus tuberosus</i> L. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Helianthus x laetiflorus</i> Pers. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Heracleum mantegazzianum</i> gr. | Apiaceae | Caucase |
| <i>Heracleum persicum</i> | | |
| <i>Heracleum sosnowskyi</i> | | |
| <i>Humulus japonicus</i> Siebold & Zucc. / <i>Humulus scandens</i> (Lour.) Merr. | | |
| <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> L.f. | | |
| <i>Impatiens balfouri</i> Hooker fil. | Balsaminaceae | Himalaya |
| <i>Impatiens capensis</i> Meerb | Balsaminaceae | N. Am. |
| <i>Impatiens glandulifera</i> Royle | Balsaminaceae | Himalaya |
| <i>Impatiens parviflora</i> DC. | Balsaminaceae | E. Sibér. |
| <i>Laburnum anagyroides</i> Medik. | | |
| <i>Lagarosiphon major</i> (Ridley) Moss | Hydrocharitaceae | S. Af. |
| <i>Lemna minuta</i> H.B.K. | Lemnaceae | Am. trop. |
| <i>Lemna turionifera</i> Landolt | Lemnaceae | N. Am. |
| <i>Lespedeza cuneata</i> | | |
| <i>Lindernia dubia</i> (L.) Pennell | Scrophulariaceae | N.E. Am. |
| <i>Ludwigia grandiflora</i> (Michaux) Greuter et Burdet | Onagraceae | N. et S. Am. |
| <i>Ludwigia peploides</i> (Kunth) P.H. Raven | Onagraceae | N. et S. Am. |
| <i>Lysichiton americanus</i> | | |
| <i>Lygodium japonicum</i> | | |
| <i>Microstegium vimineum</i> | | |
| <i>Myriophyllum aquaticum</i> (Velloso) Verdcourt | Haloragaceae | S. Am. |
| <i>Myriophyllum heterophyllum</i> Michx. | | |
| <i>Oenothera biennis</i> gr. | Onagraceae | N. Am. |
| <i>Oxalis pes-caprae</i> | Oxalidaceae | S. Af. |
| <i>Parthenium hysterophorus</i> | | |
| <i>Parthenocissus inserta</i> (A. Kerner) Fritsch | Vitaceae | N.-E. Am. |
| <i>Paspalum dilatatum</i> Poiret | Poaceae | S. Am. |
| <i>Paspalum distichum</i> L. | Poaceae | Am. trop. |
| <i>Persicaria perfoliata</i> | | |
| <i>Pittosporum tobira</i> (Thunb.) Aiton fil. | Pittosporaceae | Eur. / Asie / Orient |
| <i>Polygonum perfoliatum</i> | | |
| <i>Prunus cerasus</i> L. | | |

Liste 1 : Espèces végétales invasives à proscrire

| Espèces | Famille | Origine |
|---|--------------|----------------------|
| <i>Prunus laurocerasus</i> L. | Rosaceae | Balk.-pers. |
| <i>Prunus serotina</i> Ehrh. | | |
| <i>Pueraria montana</i> var. <i>Lobata</i> | | |
| <i>Pennisetum setaceum</i> | | |
| <i>Prosopis juliflora</i> | | |
| <i>Reynoutria japonica</i> Houtt. | Polygonaceae | Japon |
| <i>Reynoutria sachalinensis</i> (Friedrich Schmidt Petrop.) Nakai | Polygonaceae | E. Asie |
| <i>Reynoutria x bohemica</i> J. Holub | Polygonaceae | Orig. hybride |
| <i>Rhododendron ponticum</i> L. | Ericaceae | Balkans / Pén. ibér. |
| <i>Robinia pseudo-acacia</i> L. | Fabaceae | N. Am. |
| <i>Rumex cristatus</i> DC. | Polygonaceae | Grèce / Sicile |
| <i>Rumex cuneifolius</i> Campd. | Polygonaceae | S. Am. |
| <i>Salvinia molesta</i> | | |
| <i>Senecio inaequidens</i> DC. | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Solidago canadensis</i> L. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Solidago gigantea</i> Aiton | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Spartina anglica</i> C.E. Hubbard | Doaceae | S. Angleterre |
| <i>Sporobolus indicus</i> (L.) R. Br. | Poaceae | Am. trop, subtrop. |
| <i>Symphyotrichum</i> sp. | | |
| <i>Symphytum asperum</i> gr. | Boraginaceae | Caucase-pers. |
| <i>Syringa vulgaris</i> L. | | |
| <i>Triadica sebifera</i> | | |
| <i>Xanthium strumarium</i> gr. | Asteraceae | Am / Médit |

Liste 2 : espèces invasives potentielles à surveiller attentivement

| Espèces | Famille | Origine |
|---|----------------|--------------|
| <i>Acacia longifolia</i> (Andrews) Willd. | Fabaceae | Australie |
| <i>Acacia retinodes</i> Schlecht. | Fabaceae | S. Australie |
| <i>Ambrosia tenuifolia</i> Sprengel | Asteraceae | S. Am. |
| <i>Amorpha fruticosa</i> L. | Fabaceae | N. Am. |
| <i>Aptenia cordifolia</i> (L. fil.) Schwantes | Aizoaceae | S. Af. |
| <i>Araujia sericifera</i> Brot. | Asclepiadaceae | S. Am. |
| <i>Aster lanceolatus</i> Willd. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Atriplex sagittata</i> Borkh. | Chenopodiaceae | |
| <i>Berberis aquifolium</i> Pursh | | |
| <i>Brassica tournefortii</i> Gouan | Brassicaceae | Med. As. |
| <i>Bromopsis inermis</i> (Leyss.) Holub | | |
| <i>Bunias orientalis</i> L. | Brassicaceae | S.-E. Eur. |
| <i>Cedrus atlantica</i> (Endl.) Carrière | Pinaceae | N. Af. |
| <i>Claytonia perfoliata</i> Donn. ex Willd. | Portulacaceae | N. Am. |
| <i>Conyza floribunda</i> H.B.K. | Asteraceae | Am. trop. |
| <i>Crepis bursifolia</i> L. | Asteraceae | Ital. |
| <i>Cupressus macrocarpa</i> Hartweg | Cupressaceae | N. Am. |
| <i>Cyperus difformis</i> L. | Cyperaceae | Paleotemp. |

Liste 2 : espèces invasives potentielles à surveiller attentivement

| Espèces | Famille | Origine |
|---|------------------|------------------------|
| <i>Dichanthelium acuminatum</i> (Swartz) Gould & C.A. Clarke | Poaceae | |
| <i>Elide asparagoides</i> (L.) Kerguelen (= <i>Medeola myrtifolia</i> L.) | Liliaceae | N. Am. |
| <i>Erigeron annuus</i> (L.) Pers. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Euonymus japonicus</i> L. fil. | Celastraceae | Sino-nippon |
| <i>Freesia corymbosa</i> (Burm.) N.E. Br. | Iridaceae | S. Af. |
| <i>Gazania rigens</i> (L.) Gaertner | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Gomphocarpus fruticosus</i> (L.) Aiton fil. | Asclepiadaceae | S. et Af. |
| <i>Hakea sericea</i> Schrader | Proteaceae | S.-E. Austr. |
| <i>Juncus tenuis</i> Willd. | Juncaceae | Am. pacifico-atl. |
| <i>Ligustrum lucidum</i> Aiton fil. | Oleaceae | Sino-jap. |
| <i>Lonicera japonica</i> Thunb | Caprifoliaceae | Sino-Jap. |
| <i>Lycium barbarum</i> L. | Solanaceae | Chine |
| <i>Medicago arborea</i> L. | Fabaceae | Med. |
| <i>Morus alba</i> L. | Moraceae | E. Asie |
| <i>Nothoscordum borbonicum</i> Kunth | Liliaceae | S. Am. sub trop. |
| <i>Oenothera longiflora</i> L. | Onagraceae | S. Am. |
| <i>Oenothera striata</i> Link (= <i>O. stricta</i>) | Onagraceae | S. Am. |
| <i>Opuntia ficus-indica</i> (L.) Mill. | Cactaceae | C. Am. |
| <i>Opuntia monacantha</i> (Willd.) Haw. | Cactaceae | S. Am. |
| <i>Pennisetum villosum</i> R. Br. ex Fresen | Poaceae | Abyssinie |
| <i>Periploca graeca</i> L. | Asclepiadiaceae | E. Méd. |
| <i>Phyllostachys mitis</i> Rivière | Poaceae | Japon |
| <i>Phyllostachys nigra</i> (Lodd.) Munro | Poaceae | Japon |
| <i>Phyllostachys viridi-glaucescens</i> (Pair.) Riv. | Poaceae | Japon |
| <i>Pyracantha coccinea</i> M. J. Roemer | Rosaceae | Méd. |
| <i>Rumex thyrsiflorus</i> Fingerh. | Polygonaceae | Eurosib. |
| <i>Saccharum spontaneum</i> L. | Poaceae | S. As. / N. et E. Afr. |
| <i>Salpichroa origanifolia</i> (Lam.) Baillon | Solanaceae | S. Am. |
| <i>Selaginella kraussiana</i> (G. Kunze) A. Braun | Selaginellaceae | S. et trop. Af. |
| <i>Senecio angulatus</i> L. fil. | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Senecio deltoideus</i> Less. | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Setaria parviflora</i> (Poirét) Kerguelen | Poaceae | C. Am. |
| <i>Sicyos angulata</i> L. | Cucurbitaceae | N. Am. |
| <i>Solanum chenopodioides</i> Lam. (= <i>S. sublobatum</i> Willd. ex Roemer & Schultes) | Solanaceae | S. Am. |
| <i>Sporobolus neglectus</i> Nash | Poaceae | N. Am. |
| <i>Sporobolus vaginiflorus</i> (Toney) Wood | Poaceae | N. Am. |
| <i>Symphoricarpos albus</i> (L.) S. F. Blake | | |
| <i>Tetragonia tetragonioides</i> (Pallas) O. Kuntze | Tetragoniaceae | Australie / Nlle-Zél. |
| <i>Tradescantia fluminensis</i> Velloso | Commelinaceae | S. Am. |
| <i>Ulex europaeus</i> L. subsp. <i>latebracteatus</i> (Mariz) Rothm. | Fabaceae | Pén. Ibér. |
| <i>Ulex minor</i> Roth subsp. <i>breoganii</i> Castroviejo & Valdés Bermejo | Fabaceae | Médit. |
| <i>Veronica persica</i> Poirét | Scrophulariaceae | W. As. |
| <i>Yucca filamentosa</i> L. | Liliaceae | N. Am. |

Liste 3 : espèces à surveiller

| Espèces | Famille | Origine |
|--|----------------|-----------------|
| <i>Abutilon theophrastii</i> Medik. | Malvaceae | Rég. subpont |
| <i>Achillea crithmifolia</i> Waldst. & Kit. | Asteraceae | Pén. balk. |
| <i>Agave americana</i> L. | Agavaceae | C. Am. |
| <i>Alternanthera caracasana</i> H.B.K. | Amaranthaceae | Am. trop. |
| <i>Amaranthus blitoides</i> S. Watson | Amaranthaceae | N. Am. |
| <i>Amaranthus bouchonii</i> Thell. | Amaranthaceae | Orig. incert. |
| <i>Amaranthus deflexus</i> L. | Amaranthaceae | S. Am. |
| <i>Amaranthus retroflexus</i> L. | Amaranthaceae | N. Am. |
| <i>Ambrosia psilostachya</i> DC. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Anchusa ochroleuca</i> M. Bieb. | Boraginaceae | S.-E. Eur. |
| <i>Artemisia annua</i> L. | Asteraceae | Eurasie |
| <i>Bidens subalternans</i> L. | Asteraceae | S. Am. |
| <i>Boussaingaultia cordifolia</i> Ten. | Basellaceae | S. Am. subtrop. |
| <i>Broussonetia papyrifera</i> (L.) Vent. | Moraceae | Tahiti |
| <i>Centaurea diffusa</i> Lam. | Asteraceae | S.-E. Eur. |
| <i>Cordyline australis</i> (Forster) Endl. | Agavaceae | Nlle Zélande |
| <i>Cornus sericea</i> L. | | |
| <i>Coronopus didymus</i> (L.) Sm. | Brassicaceae | N. Am. |
| <i>Cortaderia richardi</i> | Poaceae | Nlle Zélande |
| <i>Cotoneaster horizontalis</i> Decne. | | |
| <i>Datura innoxia</i> Miller (= <i>D. metel</i> L.) | Solanaceae | Am. C. |
| <i>Datura stramonium</i> L. | Solanaceae | Am. |
| <i>Echinochloa colona</i> (L.) Link | Poaceae | Paléo/sub. trop |
| <i>Echinochloa muricata</i> (P. Beauv.) Fernald | Poaceae | N. Am. |
| <i>Echinochloa oryzoides</i> (Ard.) Fritsch | Poaceae | Asie |
| <i>Echinochloa phyllopogon</i> (Stapf) Koss. | Poaceae | Asie trop. |
| <i>Elaeagnus xebbingei</i> Hort | Elaeagnaceae | |
| <i>Elaeagnus angustifolia</i> L. | Elaeagnaceae | |
| <i>Eleusine indica</i> (L.) Gaertner | Poaceae | thermocosc. |
| <i>Eragrostis mexicana</i> (Hornem.) Link | Poaceae | Am. |
| <i>Erigeron karvinskianus</i> DC. | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Eschscholzia californica</i> Cham. | Papaveraceae | N. Am. |
| <i>Euphorbia maculata</i> L. | Euphorbiaceae | N. Am. |
| <i>Fallopia baldschuanica</i> (Regel) Holub | | |
| <i>Galinsoga parviflora</i> Cav. | Asteraceae | S. Am. |
| <i>Galinsoga quadriradiata</i> Ruiz & Pavon | Asteraceae | S. Am. |
| <i>Gamochaeta americana</i> (Miller) Weddell | Asteraceae | Am. |
| <i>Gamochaeta subfalcata</i> (Cabrera) Cabrera | Asteraceae | N. et S. Am. |
| <i>Glyceria striata</i> (Lam.) Hitchc. | | |
| <i>Heteranthera limosa</i> (Swartz) Willd. | Pontederiaceae | Am. trop. |
| <i>Heteranthera reniformis</i> Ruiz & Pavon | Pontederiaceae | N. et S. Am. |
| <i>Hypericum gentianoides</i> L. (= <i>H. sarothra</i> Michaux) | Hypericaceae | N. Am. |
| <i>Hypericum mutilum</i> L. | Hypericaceae | N. Am. |
| <i>Ipeion uniflorum</i> (Lindley) Rafin. (= <i>Triteleia uniflora</i> Lindley) | Liliaceae | S. Am. |
| <i>Ipomoea indica</i> (Burm.) Merr. | Convolvulaceae | Amph. subtr |

Liste 3 : espèces à surveiller

| Espèces | Famille | Origine |
|---|----------------|------------------------|
| <i>Ipomoea purpurea</i> Roth | Convolvulaceae | Am. trop. |
| <i>Isatis tinctoria</i> L. | Brassicaceae | Asie |
| <i>Lemna aequinoctialis</i> Welw. | Lemnaceae | |
| <i>Lemna perpusilla</i> Torrey | Lemnaceae | Asie, Af. N. et S. Am. |
| <i>Lepidium virginicum</i> L. | Brassicaceae | Am. |
| <i>Mariscus rigens</i> (C. Presl) C.B. Clarke ex Chodat | Cyperaceae | |
| <i>Matricaria discoidea</i> DC. (= <i>Chamomilla suaveolens</i> (Pursh) Rjrd.) | Asteraceae | N.-E. Asie |
| <i>Melilotus albus</i> Medik. | Fabaceae | Eurasie |
| <i>Mirabilis jalapa</i> L. | Nyctaginaceae | S. Am. |
| <i>Nassella trichotoma</i> (Nées) Hackel in Arech. | Poaceae | S. Am. |
| <i>Nicotiana glauca</i> R.C. Graham | Solanaceae | S. Am. |
| <i>Nonea pallens</i> Petrovic | Boraginaceae | S.-E. Eur. |
| <i>Oenothera humifusa</i> Nutt. | Onagraceae | |
| <i>Oenothera laciniata</i> Hill. (= <i>O. sinuata</i> L.) | Onagraceae | N. Am. |
| <i>Oenothera rosea</i> L'Hérit. ex Aiton | Onagraceae | N. Am. trop. |
| <i>Opuntia tuna</i> (L.) Miller | Cactaceae | W. Inde |
| <i>Oxalis articulata</i> Savigny | Oxalidaceae | S. Am. |
| <i>Oxalis debilis</i> H.B.K. | Oxalidaceae | S. Am. |
| <i>Oxalis fontana</i> Bunge | Oxalidaceae | N. Am. |
| <i>Oxalis latifolia</i> Kunth | Oxalidaceae | S. Am. trop. |
| <i>Panicum capillare</i> L. | Poaceae | N. Am. |
| <i>Panicum dichotomiflorum</i> Michaux | Poaceae | N. Am. |
| <i>Panicum hillmannii</i> Chase | Poaceae | |
| <i>Panicum miliaceum</i> L. | Poaceae | C. Asie |
| <i>Panicum schinzii</i> Hakel | Poaceae | |
| <i>Phytolacca americana</i> L. | Phytolaccaceae | N. Am. |
| <i>Pinus nigra</i> Arnold | Pinaceae | S. Eur. |
| <i>Platycladus orientalis</i> (L.) Franco | Cupressaceae | Chine |
| <i>Polygala myrtifolia</i> L. | Polygalaceae | S. Af. |
| <i>Pterocarya fraxinifolia</i> (Poir.) Spach | | |
| <i>Rhus hirta</i> (L.) Sudworth (= <i>R. typhina</i> L.) | Anacardiaceae | N. Am. |
| <i>Ricinus communis</i> L. | Euphorbiaceae | Af. trop. |
| <i>Rorippa austriaca</i> (Crantz) Besser | Brassicaceae | Méd. orient. |
| <i>Rumex patientia</i> L. | Polygonaceae | S.-E. Eur. |
| <i>Secale montanum</i> Guss. | Poaceae | Médit. |
| <i>Senecio leucanthemifolius</i> Poir. subsp. <i>vernalis</i> (Waldst. & Kit.) Alexander (= <i>S. vernalis</i> W. & K.) | Asteraceae | E. et C. Eur. |
| <i>Setaria faberi</i> F. Hermann | Poaceae | |
| <i>Solanum bonariense</i> L. | Solanaceae | S. Am. |
| <i>Solanum linnaeanum</i> Hepper & Jaeger | Solanaceae | S. Af. |
| <i>Solanum mauritianum</i> Scop. | Solanaceae | Am. centr. |
| <i>Sorghum halepense</i> (L.) Pers. | Poaceae | E. Médit. |
| <i>Stenotaphrum secundatum</i> (Walter) O. Kuntze | Poaceae | Paantropical |
| <i>Tagetes minuta</i> L. | Asteraceae | S. Am. |
| <i>Tropaeolum majus</i> L. | Tropaeolaceae | S. Am. |
| <i>Verbesina alternifolia</i> (L.) Britton ex Learney | Asteraceae | Am. trop. |

| Liste 3 : espèces à surveiller | | |
|--------------------------------|------------------|--------------|
| Espèces | Famille | Origine |
| <i>Veronica peregrina</i> L. | Scrophulariaceae | N. et S. Am. |
| <i>Veronica persica</i> Poiret | Scrophulariaceae | S.-W. Asie |
| <i>Xanthium spinosum</i> L. | Asteraceae | S. Am. |

PREFET DE LA REGION D'ÎLE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Service du développement durable
des territoires et des entreprises
Pôle évaluation environnementale
et aménagement des territoires

Nos réf. :
Vos réf. :
Affaire suivie par : Marie VALBONETTI
marie.valbonetti@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01 87 36 45 15

Vincennes, le 20 DEC. 2018

Le Directeur

à

Direction départementale des territoires de
Seine-et-Marne
Service aménagement, planification et perspectives
Pôle études et planifications

A l'attention de Monsieur Richard STAIN

Objet : Porter-à-connaissance sur les enjeux environnementaux et énergétiques dans le cadre de l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de communes des Deux Morin

Par courrier du 17 octobre 2018, vous m'avez demandé de vous communiquer les informations relevant des domaines de compétence de la DRIEE en vue de l'élaboration du porter à connaissance de l'Etat qui doit être transmis à la communauté de communes des deux Morin (CC2M) dans le cadre de l'élaboration de son plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Vous trouverez ci-après les éléments de portée réglementaire et les éléments d'information qui doivent être pris en compte pour l'élaboration de ce PLUi.

Le service du développement durable des territoires et des entreprises reste votre interlocuteur privilégié pour tout apport relatif aux enjeux environnementaux et énergétiques sur ce territoire.

Je vous remercie de bien vouloir me faire parvenir par courrier électronique le porter-à-connaissance que vous adresserez à la collectivité.

En outre, je vous prie de bien vouloir demander à la collectivité de m'adresser un exemplaire du projet de PLUi lorsqu'il sera arrêté, afin que je puisse d'une part, répondre à votre demande de contribution à l'avis de l'État sur ledit projet et, d'autre part, élaborer l'avis de l'autorité environnementale sur ce dossier.

Par ailleurs, la DRIEE souhaite être informée des réunions relatives aux procédures d'évolution de ce PLUi.

P6 Le chef du service du développement durable
des territoires et des entreprises
D.R.I.E. Île-de-France

Enrique PORTOLA



Certificat N° A 1607
Champ de certification disponible sur :
www.drie-ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

1 - Évaluation environnementale du PLUi de la communauté de communes des deux Morin

1.1 Cadre réglementaire

En application des articles R.104.8 et R.104-9 du code de l'urbanisme, doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale les PLUi dont le territoire comprend en tout ou partie un site Natura 2000, à l'occasion de leur élaboration, de leur révision et de leur mise en compatibilité, dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique ou d'une déclaration de projet, lorsque la mise en compatibilité emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L. 153-31.

L'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de communes des deux Morin (CC2M) entre par conséquent dans le champ de l'évaluation environnementale en raison de la présence, sur le territoire intercommunal, des sites Natura 2000 « le petit Morin de Saint-Cyr-sur-Morin à Verdelot » (pSIC et ZSC n°FR1100814) ainsi que « la rivière du Vannetin » (ZSC n°FR1102007) (article R.104-9 du code de l'urbanisme).

L'« autorité environnementale devra être consultée sur l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le projet de document d'urbanisme » conformément à l'article R.104-23 du code de l'urbanisme.

Cette consultation intervient indépendamment de celle prévue à l'article L.153-16 du code de l'urbanisme qui concerne l'avis des « personnes publiques associées » sur le projet de PLUi arrêté par le conseil communautaire.

Ainsi, la personne publique responsable de la procédure saisit pour avis et par courrier le président de la MRAe, sur la base d'un dossier de PLUi complet (accompagné d'une version électronique) à l'adresse suivante :

Monsieur le Président de la MRAe
DRIEE
SDDTE/PEEAT
12 cours Louis Lumière
CS 70027
94307 Vincennes Cedex

Conformément à l'article R.104-25 du code de l'urbanisme, l'avis de l'autorité environnementale est formulé « dans les trois mois suivant la date de sa saisine [...], mis en ligne et transmis à la personne publique responsable. À défaut de s'être prononcée dans [ce] délai indiqué [...], l'autorité environnementale est réputée n'avoir aucune observation à formuler. Une information sur cette absence d'avis figure sur son site internet. »

<http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/ile-de-france-r20.html>

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/l-evaluation-environnementale-des-documents-d-r226.html>

Il est à noter que, conformément à l'article R.104-19 du code de l'urbanisme, la collectivité peut solliciter l'autorité environnementale afin d'obtenir un « avis sur le degré de précision des informations que doit contenir le rapport de présentation » du plan local d'urbanisme intercommunal, avis communément appelé « note de cadrage ».¹

Pour tout besoin d'information ou d'échanges sur cette saisine, les services de la DRIEE sont à disposition via l'adresse mail suivante : ae-urba.driee-if@developpement-durable.gouv.fr

1.2 Les objectifs de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale d'un PLUi est un processus itératif qui vise à ajuster le document d'urbanisme, tout au long de sa réalisation, en fonction de ses incidences sur l'environnement. Pour mémoire, l'environnement doit être compris au sens de la directive communautaire 2001/42/CE sur l'évaluation environnementale des plans et programmes. L'environnement couvre notamment les

1 Pour être recevable, la demande de cadrage doit reposer sur des questions précises relatives à l'évaluation environnementale et au rapport de présentation du projet de PLUi. Elle doit également être accompagnée d'un dossier succinct présentant le territoire concerné ainsi que les principales orientations envisagées par le projet de PLUi.

champs thématiques suivants : la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages, et les interactions entre ces facteurs (annexe I, point f de la directive). Par ailleurs, les effets notables sur l'environnement ou la santé humaine doivent inclure les effets secondaires, cumulatifs, synergiques à court, moyen ou long termes, permanents ou temporaires, positifs ou négatifs.

S'inscrivant dans une logique de prévention des impacts environnementaux, ses objectifs visent à :

- contribuer, tout au long de la procédure de réalisation du document d'urbanisme, à opérer des choix d'aménagement pertinents au regard des enjeux environnementaux du territoire ;
- répondre à une exigence de transparence à l'égard du public, notamment au travers de la justification des choix d'aménagement retenus et de la description de la manière dont l'évaluation environnementale a été réalisée ;
- préparer le suivi de la mise en œuvre du document d'urbanisme.

L'évaluation environnementale d'un PLUi ne doit donc pas être perçue comme une remise en cause du projet d'aménagement porté par la collectivité, mais comme un outil permettant, dans un cadre participatif, une amélioration continue du document d'urbanisme, et doit, à ce titre, satisfaire quatre types d'exigences :

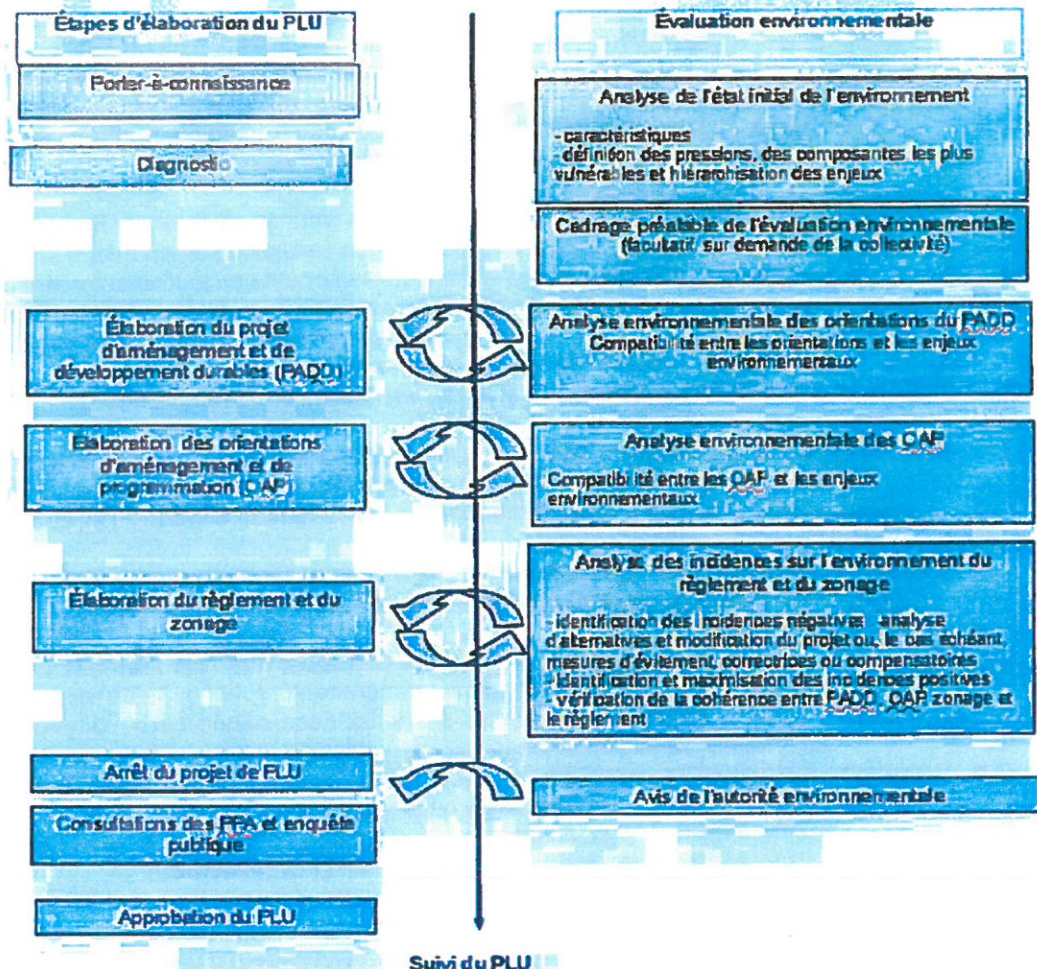
- réglementaire : le processus d'évaluation environnementale et le contenu du rapport doivent notamment répondre aux dispositions des articles R.151-1 à 4 du code de l'urbanisme ;
- environnementale : s'assurer que les dispositions prévues dans le plan, compte tenu de leurs effets prévisibles, soient cohérentes avec les objectifs de protection de l'environnement et proposer, si les incidences négatives ne peuvent être évitées, des mesures de réduction sinon de compensation ;
- pédagogique : rendre le projet de PLUi et la stratégie de prise en compte de l'environnement accessibles à un large public ;
- opérationnelle : sélectionner les indicateurs pertinents pour évaluer les incidences résiduelles de la mise en œuvre du plan sur l'environnement.

1.3 La conduite de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale doit être envisagée comme participant pleinement à la procédure d'élaboration ou d'évolution du document d'urbanisme. Elle ne peut donc se limiter à la simple production d'un rapport en fin d'élaboration du PLUi.

L'évaluation environnementale doit être :

- Progressive et itérative : elle doit questionner le projet d'aménagement porté par le PLUi au regard des enjeux environnementaux du territoire concerné, au fur et à mesure que ce document d'urbanisme se construit, et notamment lorsque de réelles marges de manœuvre existent pour faire évoluer les choix en cas de problèmes identifiés (évitement) ;
- Territorialisée : il s'agit de considérer le fonctionnement du territoire et ses interactions avec les territoires limitrophes. Un élargissement de l'aire d'étude et une analyse des incidences du document d'urbanisme au-delà de son périmètre d'application peuvent donc être nécessaires. En outre, les enjeux doivent être territorialisés, notamment lorsque les parties du territoire n'ont pas toutes la même importance ; certains secteurs plus sensibles ou susceptibles d'être concernés par le projet pouvant nécessiter une analyse des incidences plus approfondie ;
- Continue : l'analyse des incidences s'affine au fur et à mesure que les orientations et le contenu du document se précise dans une logique d'amélioration continue et de proportionnalité de l'évaluation aux enjeux du territoire et au degré de précision du document ;
- Proportionnée à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.



1.4 Le contenu de l'évaluation environnementale

L'ensemble de la démarche d'évaluation environnementale sera restitué dans le rapport de présentation du PLUi dont le contenu est précisé aux articles L. 151-4 et R.151-1 à 4 du code de l'urbanisme.

Bien qu'aucun formalisme ne soit exigé quant à la présentation des informations listées par le code de l'urbanisme, il est souhaitable que la structuration du rapport de présentation corresponde au déroulement chronologique de l'élaboration du PLUi, et permette ainsi de montrer comment l'évaluation environnementale a été intégrée, en tant qu'outil d'aide à la décision, à chaque étape du processus d'élaboration du document d'urbanisme.

Le rapport de présentation du PLUi de la CC2M est soumis à évaluation environnementale et à ce titre, il doit comporter en particulier :

- l'étude de l'articulation du PLUi avec les autres documents de planification de rang supérieur dont notamment : le schéma directeur de la région Île-de-France (SDRIF) ; le schéma de cohérence territoriale (SCOT) et la charte du parc naturel régional (PNR) s'ils existent sur le territoire objet du PLUi ; le plan de déplacements urbains d'Île-de-France (PDUiF) ; le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie ; le schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) des deux Morin ; le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie 2016-2021 ; le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) d'Île-de-France etc ;
- l'analyse de l'état initial de l'environnement assorti des perspectives d'évolution de l'environnement, c'est-à-dire les évolutions prévisibles dans l'hypothèse où le projet de PLUi ne serait pas mis en œuvre ;
- l'analyse des incidences positives et négatives attendues sur l'ensemble des thématiques pertinentes de l'environnement, et notamment celles relevant des principaux enjeux environnementaux mis en évidence dans l'état initial de l'environnement. Il est notamment attendu que cette analyse porte sur le projet d'aménagement et de

- développement durables (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), mais également sur le zonage et le règlement du PLUi.
- **l'analyse des incidences sur les sites Natura 2000** présents sur son territoire ;
- **les justifications du projet de PLUi** consistant à expliquer les choix réalisés au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;
- **les indicateurs de suivi**, nécessaires pour permettre à la commune de se prononcer sur la nécessité de faire évoluer son PLUi si l'atteinte des objectifs de préservation de l'environnement fixés lors de l'approbation du document d'urbanisme n'est pas satisfaisante ;
- **le résumé non technique.**

En outre, une attention particulière sera portée à l'analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le SDRIF ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même. L'objectif est de bien faire ressortir la **contribution du PLUi, via la densification de l'habitat, à l'atteinte des objectifs de réduction de la consommation de terres non encore artificialisées en Île-de-France.**

Enfin, il est rappelé que l'absence ou l'insuffisance de l'une des exigences liées au contenu du rapport telles que définies par le code de l'urbanisme est de nature à entacher le PLUi d'irrégularité².

Le territoire intercommunal de la CC2M étant très vaste, le travail réalisé devra faire l'objet d'une restitution hiérarchisée et organisée par thématiques et par secteurs, afin de présenter d'une part la vision globale du territoire de la communauté urbaine et d'autre part, localement, la vision détaillée, tout en permettant une navigation aisée et compréhensible dans les différentes pièces du PLUi.

Il est en effet attendu que les orientations du PLUi soient précisées et analysées de manière approfondie dans chaque composante de l'évaluation environnementale (état initial de l'environnement, analyse des incidences et justifications...). Pour rappel, le PLU intercommunal a la même finalité qu'un PLU communal. L'encadrement de la construction se faisant toujours à la parcelle, le niveau de détail attendu pour l'évaluation environnementale d'un PLU intercommunal est bien le même que pour un PLU communal.

1.4.1 Le diagnostic

En application de l'article L.151-4 du code de l'urbanisme, le diagnostic est « établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services ».

Le diagnostic devra dépasser le simple état des lieux et faire apparaître les réflexions résultant du croisement des données et de la transversalité des analyses, notamment environnementales. Il est un temps fort de mobilisation des acteurs et de mise en commun de l'information. Le diagnostic se construit collectivement et le plus souvent par approche itérative. La DRIEE recommande d'y consacrer un temps d'investigation suffisamment long.

1.4.2 L'articulation avec les autres documents d'urbanisme

L'article R.151-3 du code de l'urbanisme précise que le rapport de présentation du PLUi doit décrire « l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte [et] expliquer les choix retenus [pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement] au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ».

L'étude de l'articulation du PLUi avec les autres planifications et programmes, soumis ou non à évaluation environnementale, et les objectifs supérieurs de protection de l'environnement, consiste

² CE, 12 juin 1995, req. n°139750.
CE, 22 novembre 1985, req. n°59719 ;

à replacer ce document d'urbanisme dans son contexte administratif et son domaine de compétence, et permet ainsi d'expliquer sa cohérence avec les différentes politiques publiques s'appliquant sur le territoire qu'il recouvre. **En sus du rappel des principaux objectifs portés par ces documents supra communaux, l'étude de l'articulation du PLUi avec les autres planifications et programmes déclinera leurs objectifs à l'échelle locale³.**

Une attention particulière sera portée sur les liens juridiques qui doivent exister entre ces différents documents. À ce titre, il est rappelé que :

- le rapport de compatibilité exige que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du document de rang supérieur ;
- la notion de prise en compte implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document. Une disposition d'un document qui serait contraire à un document supérieur doit être motivée.

L'étude de l'articulation du PLUi avec les autres planifications et programmes a également pour objectif de contribuer à l'élaboration du projet de PLUi :

- au stade de l'analyse de l'état initial de l'environnement en identifiant au sein des plans et programmes supérieurs les enjeux environnementaux et dispositions qui intéressent plus particulièrement le territoire du PLUi. Il sera opportun de prendre également en compte les plans et programmes supérieurs s'imposant aux territoires limitrophes à celui du PLUi ;
- au fur et à mesure de l'élaboration du PLUi en vérifiant la cohérence du projet de PLUi avec ces plans, programmes et objectifs et en ajustant ce dernier en conséquence, le cas échéant.

Par ailleurs, cette étude pourra utilement tenir compte des évaluations environnementales des autres plans et programmes (SRCE, SDRIF), ainsi que des avis de l'autorité environnementale rendus sur ces évaluations.

Le rapport de présentation du PLUi devra restituer l'ensemble de cette démarche.

1.4.3 L'état initial de l'environnement

Selon les articles R.151-1 et 3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLUi « analyse l'état initial de l'environnement et [ses] perspectives [d'évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ».

L'analyse de l'état initial de l'environnement constitue un référentiel sur lequel doivent s'appuyer les autres temps de l'évaluation. C'est une étape fondamentale qui conditionne la qualité de l'évaluation environnementale du document d'urbanisme. Les thématiques généralement abordées dans l'état initial sont les suivantes : « biodiversité et milieux », « sol et sous-sol », « eau », « air », « bruit », « climat et énergie », « patrimoine culturel, architectural et archéologique », « paysages et cadre de vie », « risques », « déchets » et « santé humaine » (thématique transversale). Cette liste n'étant pas exhaustive, les thèmes abordés devront être définis au regard des spécificités environnementales du territoire.

Cette analyse devra en outre être réalisée au regard de l'ensemble des politiques d'aménagement du territoire qui ont des incidences, positives ou négatives, sur l'environnement (développement urbain, développement économique, transports...). L'état initial de l'environnement doit permettre d'aboutir à une vision précise et actualisée du territoire.

L'ensemble des thématiques environnementales devra être abordé dans l'état initial de l'environnement, afin de faire clairement émerger une hiérarchisation des enjeux environnementaux généraux à prendre en compte et ainsi identifier les points sur lesquels l'analyse des incidences du PLUi doit porter et élaborer en conséquence des dispositions permettant de répondre de façon satisfaisante aux enjeux de préservation de l'environnement⁴

Cette analyse de l'état initial devra être déclinée à des échelles plus fines (échelle communale ou intercommunale, échelle de projet, échelle parcellaire). Une attention particulière devra être portée aux secteurs du territoire les plus sensibles ou susceptibles d'être les plus impactés par la mise en œuvre du document (secteurs de projet notamment).

Perspectives d'évolution de l'environnement

³ Échelle intercommunale, échelle communale et échelle de projet.

⁴ L'état initial de l'environnement doit, par exemple, donner davantage d'informations sur les éléments déterminants à prendre en compte pour atteindre certains objectifs affichés dans le PADD (maintien des espaces ouverts, valorisation des points de vue, des milieux naturels...).

L'analyse des perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement consiste à étudier, en l'absence de mise en œuvre du PLUi projeté, les incidences sur l'environnement des prescriptions des documents d'urbanisme en vigueur.

L'objectif est de justifier, au regard de l'importance de ces incidences, qu'elles soient négatives ou positives, le maintien ou l'évolution de ces prescriptions.

1.4.4 Analyse des incidences

L'article R.151-1 du code de l'urbanisme dispose que le rapport de présentation du PLUi « expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci ».

Par conséquent, cette partie du rapport de présentation doit préciser quelles sont les incidences du document d'urbanisme attendues sur l'ensemble des thématiques pertinentes de l'environnement⁵, et notamment celles identifiées dans l'état initial de l'environnement. Cette analyse doit porter sur le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et les orientations d'aménagement et de programmation (OAP), mais également sur le zonage et le règlement de PLUi. Elle doit, entre autre, permettre de s'assurer de la cohérence entre ces différentes pièces⁶. En outre, elle ne doit pas se limiter à exposer la façon dont le PLUi prend en compte l'environnement.

Les incidences du projet de PLUi sur l'environnement doivent être retranscrites dans le rapport de présentation de la manière la plus complète possible. Doivent notamment être décrites :

- leur nature⁷ : positive, négative, incertaine ;
- leur durabilité : temporaire ou permanente à court, à moyen et long terme ;
- leur localisation : ponctuelle, diffuse ;
- leurs effets cumulés avec d'autres facteurs de pression (domestiques, agricoles, industriels...) et d'autres plans et programmes.

L'évaluation des incidences du PLUi sur l'environnement doit être envisagée à chaque étape de la construction du document afin de s'assurer que les enjeux environnementaux sont bien pris en compte, et d'adapter si nécessaire le document d'urbanisme en conséquence⁸. En ce sens, lorsqu'une incidence négative est identifiée, il est nécessaire en premier lieu de s'interroger sur la possibilité de l'éviter par la mise en place d'alternatives avec des incidences moindres. Si les incidences négatives ne peuvent être évitées, des mesures réductrices, correctrices voire compensatoires doivent être définies (voir le paragraphe 2.5). Il est également nécessaire de prendre en compte les incidences indirectes.

Evaluation des incidences Natura 2000

Selon l'article R.151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLUi doit comporter l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement⁹. L'analyse des incidences Natura 2000 est sous-tendue par une présentation du site. Cette dernière fera l'objet d'une attention particulière (espèces et habitats ayant conduit au classement du site, fonctionnalités écologiques, continuités, vulnérabilité des espèces et habitats et menaces...) dans un souci de protection du site Natura 2000 et de sécurité juridique. Pour ce faire, le rapport de présentation du projet de PLUi devra notamment s'appuyer sur le document d'objectifs (DOCOB) du site Natura 2000, consultable et téléchargeable sur le site de la DRIEE : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-documents-d-objectifs-approuves-r384.html>

Il est nécessaire de souligner que certains sites Natura 2000 sont situés non pas dans le périmètre communal ou intercommunal mais sur des territoires voisins. Cette proximité doit être prise en compte et les impacts éventuels que pourraient avoir les orientations du PLUi sur ces sites (notamment en termes de continuités écologiques) doivent être analysés dans l'évaluation des incidences Natura 2000.

5 Cf thématiques définies dans la partie 2

6 Vérifier notamment que le règlement et le zonage permettent de rendre le PADD opérationnel sur les aspects environnementaux.

7 L'absence d'incidence négative ou incertaine du PLUi sur l'environnement est peu probable.

8 L'exposé de ce cheminement pourra alimenter les parties du rapport de présentation consacrées à l'explication des choix retenus pour élaborer le projet de PLUi, et à la description de la méthodologie employée pour réaliser l'évaluation environnementale. (cf 1.4.6 et 1.4.9).

9 L'évaluation environnementale vaut évaluation des incidences Natura 2000 pour le PLUi.

Conformément à l'article R.414-23 du code de l'environnement, l'analyse des incidences Natura 2000 doit notamment être conclusive à chaque étape de la démarche d'évaluation progressive. Chaque conclusion doit être clairement exposée et justifiée. Cette évaluation des incidences Natura 2000 pourra utilement intégrer les espaces protégés (zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique ou floristique ; espaces naturels sensibles ; arrêtés de protection du biotope etc) attenants ou liés au fonctionnement des sites.

La démarche d'évaluation des incidences Natura 2000 est schématisée à l'annexe 2.

Il est par ailleurs rappelé que l'analyse des incidences du PLUi sur un site Natura 2000 ne constitue qu'une partie de l'évaluation environnementale qui traite de la mise en œuvre du PLUi sur la totalité du territoire communal ou intercommunal.

1.4.5 Mesures d'évitement, de réduction ou compensatoires

Selon l'article R.151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLUi « présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ».

Pour mémoire :

- la mesure d'évitement est une modification, suppression ou déplacement d'une orientation ou d'un projet pour en supprimer totalement les impacts ;
- la mesure de réduction est une adaptation de l'orientation ou du projet pour réduire ses impacts ;
- la mesure de compensation est une contrepartie à l'orientation ou au projet pour compenser ses impacts et recréer une qualité équivalente.

La prise en compte des préoccupations environnementales dans l'élaboration d'un PLUi constitue l'un des objectifs énoncés à l'article L.101-2 du code de l'urbanisme. Il est donc important de chercher à éviter les incidences négatives de ce document d'urbanisme. Si elles ne peuvent être évitées, ces incidences doivent être réduites, notamment au travers de dispositions réglementaires, afin d'en atténuer l'impact.

Le recours à une mesure compensatoire (reconstitution de milieux détruits...) doit être proposé uniquement si aucune mesure de réduction ne peut être mise en œuvre, et doit être, dans ce cas, clairement justifié dans le rapport de présentation du PLUi. Il est à noter que ces mesures compensatoires « ne [peuvent] être envisagées que dans les domaines que régit le document d'urbanisme »¹⁰.

Il s'agit là d'une démarche primordiale dans la conduite de l'évaluation environnementale. En effet, la séquence éviter, sinon réduire et le cas échéant compenser constitue le fil conducteur de l'intégration de l'environnement dans les projets, plans et programmes. Elle s'inscrit pleinement dans le prolongement de la charte pour l'environnement de 2004 et la loi Grenelle de 2009. Le guide « Aide à la définition des mesures ERC » (janvier 2018) est un outil utile dans la conception et la catégorisation de ces mesures : cf <http://www.ecologie-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Thema - Guide d'aide à la définition des mesures ERC.pdf>

1.4.6 La justification du projet de PLUi

Selon l'article R.151-3 du code de l'urbanisme, le rapport de présentation du PLUi « explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L.151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ».

Cette partie est essentielle pour comprendre la démarche d'évaluation environnementale mise en œuvre : il s'agit de justifier en quoi les options retenues constituent le meilleur compromis entre le projet d'aménagement communal ou intercommunal et les objectifs de préservation de l'environnement, au regard des enjeux du territoire et dans une perspective globale de développement durable.

A ce titre, il est nécessaire que les enjeux de développement portés par le PADD soient mis en regard des enjeux environnementaux. Pour ce faire, il est conseillé d'exposer les autres solutions et mesures envisagées avec l'argumentaire ayant conduit à les écarter (critère d'efficacité, de coût, de facilité de mise en œuvre, facteurs socio-économiques...).

¹⁰ Circulaire n°2006-16 du 6 mars 2006.

De plus, la **présentation du processus décisionnel**, c'est-à-dire de l'explicitation de la stratégie de prise de décision au regard des enjeux environnementaux est attendue.
Enfin, une **synthèse des enseignements issus de la phase de concertation**, notamment pour tous les aspects liés à l'environnement peut venir utilement argumenter les choix retenus.

1.4.7 Suivi

Selon l'article L.153-27 du code de l'urbanisme, « *neuf ans au plus après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme, [...] l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale [...] procède à une analyse des résultats de l'application du plan, au regard des objectifs visés à l'article L.102-2 [...]. L'analyse des résultats donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant [...] sur l'opportunité de réviser ce plan* ».

L'article R.151-3 du code de l'urbanisme exige à ce titre la définition d'indicateurs permettant d'analyser les résultats de l'application du PLUi.

Il est important que pour chaque objectif du PLUi un ou plusieurs **indicateurs pertinents et clairement mesurables** soient définis. La définition des indicateurs s'appuie sur les éléments suivants :

- **valeurs initiale, cible et d'alerte ou de réexamen** du document ;
- **modalités de renseignement** : **source, fréquence, pilote** ;
- **méthode d'exploitation des résultats** ;
- **constitution d'un comité de suivi**, le cas échéant.

1.4.8 Résumé non technique

Le résumé non technique du projet de PLUi doit évoquer l'ensemble des éléments d'information contenus dans le rapport de présentation. Il doit permettre au **grand public d'appréhender au mieux**, d'une part, le **projet de territoire** porté par le document d'urbanisme dans sa globalité au travers de ses enjeux, et d'autre part comment la **dimension environnementale** a été intégrée au regard de ces enjeux.

Le résumé non technique doit être **clair, synthétique, complet** (autrement dit comporter les attendus du rapport de présentation : état initial de l'environnement, analyse des incidences etc) et suffisamment illustré.

1.4.9 Description de la méthodologie

La description de la méthodologie suivie pour réaliser l'évaluation environnementale doit permettre d'attester la pertinence de la démarche et des méthodes d'évaluation adoptées. Elle doit évoquer en particulier les éventuelles difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre de l'évaluation environnementale, au-delà du simple rappel des principes généraux.

Les PLU de certaines communes du territoire de la CC2M ont déjà fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale du préfet de département (avant mai 2016) ou de la MRAe (à partir de mai 2016) disponibles sur les sites internet de la DRIEE ou de la MRAe :

- Sablonnières : avis du 4/10/2011 ;
- Chartronge : avis du 22/8/2012 ;
- Leudon-en-Brie : avis du 27/5/2013 ;
- Orly-sur-Morin : avis du 28/5/2014 ;
- La Trétoire : avis du 6/5/2015 ;
- Bellot : avis du 10/9/2015 ;
- Choisy-en-Brie : avis du 19/01/2017 ;
- Boitron : avis du 17/5/2018 ;
- Villeneuve-sur-Bellot : avis du 29/10/2018 ;
- Verdelot : avis du 8/11/2018.

Il serait utile de tenir compte des évaluations environnementales menées dans ce cadre et en particulier de prendre en compte les observations et recommandations émises dans ces avis dans le cadre de l'élaboration du PLUi pour améliorer ces évaluations.

2 - Thématiques environnementales

2.1 Paysages et sites

L'ensemble du tissu urbain, remarquable et ordinaire (habitat collectif, quartiers pavillonnaires, secteurs d'entrées de ville, axes de transport, etc.) qui se donne à voir aux habitants est constitutif d'une trame paysagère qui représente un élément majeur de la qualité du cadre de vie et du bien être individuel et social.

L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme, et donc les plans locaux d'urbanisme, doivent créer les conditions pour assurer la protection des sites, des milieux et paysages naturels, la sauvegarde des ensembles urbains, la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel et la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville (article L.101-2 du code de l'urbanisme).

La collectivité peut utilement s'appuyer sur la brochure pédagogique élaborée par la DRIEE afin de favoriser la bonne prise en compte de l'enjeu paysages dans les documents d'urbanisme :

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/prise-en-compte-du-paysage-dans-les-documents-d-a1492.html>

ainsi que sur les atlas des paysages d'Île-de-France :

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-atlas-de-paysage-en-ile-de-france-r1247.html>

2.1.1 Sites inscrits et sites classés

Les sites inscrits et classés ont pour objectif la conservation ou la préservation d'espaces naturels ou bâtis présentant un intérêt général, du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque. L'inscription constitue la reconnaissance de la qualité d'un site, justifiant une surveillance de son évolution par la consultation de l'architecte des Bâtiments de France (ABF) sur les travaux qui y sont entrepris. Le classement offre une protection renforcée, interdisant, sauf autorisation spéciale, la réalisation de tous travaux tendant à modifier l'aspect ou l'état du site.

Les sites classés et les sites inscrits sont protégés au titre des articles L.341-1 et suivants, R.341-1 et suivants du code de l'environnement.

Les travaux en sites classés sont soumis, selon leur importance, à autorisation préalable du préfet ou du ministre de la transition écologique et solidaire. Dans ce dernier cas, l'avis préalable de la commission départementale de la nature des paysages et sites (CDNPS) est obligatoire. En site inscrit, les travaux sont soumis à déclaration auprès de l'architecte des bâtiments de France. Celui-ci dispose d'un avis consultatif sauf pour les permis de démolir où il est conforme.

Les sites inscrits et classés sont recensés sur le site de la DRIEE : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/protection-des-paysages-sites-classes-et-sites-r1243.html>

Il est à souligner qu'une liste indicative des sites majeurs restant à classer a été établie, dans chaque département, à la demande du ministère en charge des sites. Les propositions ont été validées en commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Les lieux figurant sur cette liste sont donc repérés comme étant des éléments du patrimoine paysager des communes d'intérêt potentiellement national et méritent une attention particulière. Cette liste est disponible auprès de la DRIEE (service nature paysage ressource _ pôle paysage et sites) : snpr.driee-if@developpement-durable.gouv.fr

Le territoire de la CC2M comprend un site inscrit : la butte de Doue. Ce site, qui surplombe le plateau de la Brie des étangs, au Nord de la Seine et Marne, est un site au paysage pittoresque, protégé par la loi de 1930.

Cette inscription correspond au premier degré de protection des paysages. Mais, la DRIEE a proposé de renforcer cette protection en délimitant sur ce territoire un site classé.

En effet, le périmètre du site inscrit calé sur le tracé de routes et chemins ne répond pas aux véritables enjeux de paysage que l'aire visuelle engendrée par la butte détermine.

Conscient de cette fragilité, face à des projets périphériques qui pourraient dénaturer cette scénographie paysagère magistrale, le classement, sur un périmètre plus cohérent avec la dimension réelle de l'aire d'influence de cette butte, permettrait d'une part de reconnaître nationalement la valeur paysagère du site et du plateau de la Brie qui l'entoure, d'autre part de garantir une évolution du paysage de qualité autour de ce lieu.

Le périmètre du futur site classé pourrait couvrir une part importante du territoire de la commune de Doue, ainsi qu'une part de la commune voisine de Saint Germain sous Doue. Aux marges, il est également possible que le périmètre déborde légèrement sur des communes voisines mais rien n'est encore arrêté.

Le périmètre ne couvrira pas la partie urbanisée de Doue et de Saint Germain sous Doue (bâti existant et extensions envisagées du bourg et des principaux hameaux). Il couvrira la partie non urbanisée de la butte, ainsi que les espaces naturels et agricoles formant écran autour de la butte. Les parties urbanisées exclues du périmètre de classement pourraient en tout ou partie être protégées par le site inscrit existant étendu.

Par conséquent, il est attendu que le futur PLUi tienne compte de ce patrimoine et de la servitude de protection du paysage qui pourra y être établie, à une échéance de 2 années soit fin 2020.

L'étude paysagère de pré classement réalisée pour le compte de la DRIEE pourra être consultée par le bureau d'études qui réalise le PLUi sur le site internet de la DRIEE :

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/sites-classes-r165.html>

Cette étude a été commandée afin de faire ressortir le potentiel paysager de la butte de Doue et asseoir l'argumentaire en faveur du renforcement de sa protection. Elle a abouti à un état des lieux qui met en évidence la dynamique du paysage et les facteurs de cette évolution, les points noirs paysagers, les enjeux paysagers de ce site, un périmètre de protection cohérent. Cette étude donne également des préconisations de gestion de ce site, tant du point de vue de la construction, des aménagements ou des activités agricoles.

A l'issue de cette étude paysagère, démarre une phase de concertation locale finalisée par une enquête publique sur la base du périmètre de protection proposé. La procédure passe ensuite au niveau central avec les consultations de la commission supérieure des sites perspectives et paysages (CSSPP), puis du Conseil d'Etat pour la décision finale par décret.

2.1.2 Prise en compte du paysage

Depuis la loi du 2 mai 1930¹¹, la perception du paysage a fortement évolué. D'une vision patrimoniale, la politique paysagère est passée à une vision « ordinaire » répondant à une demande sociale accrue pour la sauvegarde d'un paysage familier. Ainsi, les politiques publiques ne se limitent plus à la prise en compte du paysage et des sites exceptionnels mais prennent en compte l'ensemble des paysages, ordinaires et exceptionnels pour définir la politique d'aménagement des territoires¹².

La France est signataire de la convention européenne du paysage, approuvée par le Conseil de l'Europe le 20 octobre 2000 (dite convention de Florence), à travers laquelle elle s'engage à « intégrer le paysage dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelle, environnementale, agricole, sociale et économique, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le paysage » (article 5d).

L'approche paysagère peut s'organiser autour de trois dimensions essentielles :

- a) **Les caractéristiques physiques** : il s'agit, dans cette première étape, de mettre en évidence les fondements géographiques et historiques, de la constitution des paysages, d'identifier les différentes unités de paysages, rurales ou urbaines, composant le territoire, et d'identifier les « éléments remarquables » et les « structures paysagères » caractérisant ces unités de paysage et méritant une attention particulière : éléments ou les structures paysagères végétales, minérales, et dans le paysage urbain, la forme et la volumétrie du bâti des différents types de tissus.
- b) **L'analyse des perceptions sensibles**, qui vise à identifier les points ou les axes de vue qui offrent au regard des portions de territoires, qui en deviennent de ce fait particulièrement

¹¹ Loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque

¹² Loi du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages

sensibles. Il peut s'agir de routes principales, voies ferrées, entrées de villes, belvédères, etc. La localisation de ces axes et points de vue à enjeux permet d'établir la carte des espaces à forte sensibilité paysagère, les cônes de vue, etc.

- c) L'étude des **représentations sociales et culturelles**, qui permettra d'identifier les éléments et espaces participant de la valeur paysagère du territoire.

Les documents d'urbanisme doivent comporter un volet paysager. L'analyse résultant des trois niveaux de l'approche paysagère permettra donc d'alimenter les différentes étapes d'élaboration du PLUi au regard de cet enjeu.

Le rapport de présentation pourra à cet effet comporter, pour l'approche morphologique, une carte des unités paysagères et une description des éléments caractérisant chacune d'elles, des cartes thématiques (hydrographie, occupation de l'espace, logique d'implantation du bâti, etc.) ; pour les perceptions sensibles, une localisation des axes et points de vue à fort enjeu, une carte des perceptions (cônes de vue, points focaux, crêtes ou silhouettes structurantes etc.) ; pour les représentations culturelles : les conclusions spatiales de l'analyse des représentations culturelles du territoire. Chacun de ces trois niveaux d'approche devra être conclu par une explicitation des enjeux paysagers qui en découlent et les orientations ou intentions de projets auxquelles ces analyses conduisent.

Il est fortement recommandé de décliner la prise en compte du paysage dans les différentes pièces réglementaires du PLUi. Les orientations d'aménagement et de programmation pourront en particulier définir les « actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur l'environnement, notamment (.../...) les paysages, les entrées de villes et le patrimoine » (article L.151-7 du code de l'urbanisme).

Dans le cadre du projet de PLUi, une attention particulière doit être portée à la mise en valeur du paysage en entrée de ville. En effet, le code de l'urbanisme prévoit la possibilité d'écarter la règle d'inconstructibilité aux abords des axes routiers et autoroutiers (des secteurs situés en entrée de ville), afin de permettre au PLUi de fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L111-6. Dans cette hypothèse, le plan doit nécessairement « comporter une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages » (L111-8). Il est attendu que cette étude soit exploitée tant dans l'état initial que dans la justification des choix.

2.1.3 Préservation du patrimoine et règlement local de publicité

La mise en place d'un PLUi est l'occasion d'élaborer ou de faire évoluer le règlement local de publicité communal (RLP), en cohérence avec le document d'urbanisme projeté.

En effet, l'article L581-14-1 du code de l'environnement prévoit que « le règlement local de publicité est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des plans locaux d'urbanisme ». En outre, ce même article précise que l'élaboration ou la révision d'un RLP et celles d'un PLUi peuvent faire l'objet d'une procédure unique et d'une même enquête publique¹³.

Il est rappelé que le RLP est un document de planification qui permet d'adapter la réglementation nationale en matière d'affichage publicitaire aux spécificités du territoire, afin de mieux protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural, paysager ou naturel local. Il vise aussi à rechercher une cohérence de l'implantation des dispositifs publicitaires dans le paysage tout en répondant aux attentes de la population en recherchant un cadre de vie de qualité. Le RLP permet aussi de réintroduire la publicité et les pré-enseignes dans les lieux où elles sont en principe interdites et dont la liste figure à l'article L.581-8 du code de l'environnement, pour mieux signaler les activités.

La préservation du patrimoine couvre également le patrimoine bâti non protégé au titre des monuments historiques (article L.151-19 du code de l'urbanisme) et les sites patrimoniaux remarquables (exemple : aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine qui ont un caractère de servitude d'utilité publique). Ces deux aspects sont également à prendre en compte par le document d'urbanisme.

¹³ Le projet de RLP doit toutefois faire l'objet d'un avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS).

2.2 Milieux naturels et biodiversité

En application de l'article L101-2 du code de l'urbanisme, il appartient au PLUi de déterminer les conditions permettant d'assurer la protection des milieux naturels, la préservation de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ou encore permettre la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques.

Le schéma directeur de la région Île-de-France confère aux espaces naturels et boisés franciliens des missions essentielles :

- économique (production forestière) ;
- maintien de la biodiversité ;
- lieux de ressourcement pour les franciliens.

En conséquence, **ces espaces doivent être préservés**, même si, s'agissant des espaces naturels, « ils n'ont pas vocation à être systématiquement boisés ».

2.2.1 Fonctionnalités écologiques

Selon l'article L.101-2 du code de l'urbanisme, « l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs [permettant] la protection [...] de la biodiversité, des écosystèmes, [...] ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ». Pour ce faire, le PLUi, notamment, doit prendre en compte, en l'absence de SCOT, le SRCE conformément à l'article L.131-7 du code de l'urbanisme.

En Île-de-France, le SRCE identifie les continuités écologiques de niveau régional avec des objectifs de préservation et de restauration. Il contient des orientations, des recommandations et des outils qui doivent aider les acteurs locaux dans la définition d'actions concrètes à mener sur leurs territoires. Par ailleurs, il est à noter que le SDRIF identifie des espaces à préserver et à valoriser, en particulier des espaces boisés et naturels, des espaces verts et de loisirs ainsi que des continuités notamment écologiques qui s'articulent avec le SRCE. Ces espaces sont bien sûr à prendre en compte dans un rapport de compatibilité entre SDRIF et PLUi.

Sur le territoire de la CC2M, le SDRIF identifie deux continuités écologiques à préserver sur les communes de Jouy-sur-Morin et La-Ferté-Gaucher, le long du Grand Morin. Ces continuités écologiques désignent les continuités boisées, herbacées, agricoles et humides permettant la circulation des espèces entre des réservoirs de biodiversité. Ces continuités doivent être maintenues ou créées sur les secteurs dont le développement urbain pourrait grever l'intérêt régional de préservation/valorisation des espaces ouverts et leur fonctionnement (secteurs d'urbanisation préférentielle ou conditionnelle, projets d'infrastructures, etc.).

Les réservoirs de biodiversité constituent quant à eux des espaces identifiés dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée, où les espèces peuvent effectuer tout ou partie de leur cycle de vie et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement, en ayant notamment une taille suffisante. Des continuités diverses permettent les interconnexions entre ces réservoirs de biodiversité et contribuent à leur pérennisation et à leur richesse.

Les réservoirs de biodiversité sont identifiés par le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) repris par le SDRIF comme espaces à préserver. Plusieurs outils, issus notamment du code de l'environnement, sont utilisés afin de protéger ces espaces sensibles. Il s'agit :

- du classement en site Natura 2000 ;
- des inventaires de ZNIEFF de type 1 et 2 ;
- des arrêtés préfectoraux de protection de biotope ;
- du classement en réserve naturelle.

A titre d'exemple, les cartes des composantes et des objectifs¹⁴ du SRCE, par les éléments qu'elles présentent avec le texte qui les accompagne (le référentiel SRCE développé par Natureparif permet d'identifier les principaux enjeux <http://refsrce.natureparif.fr/>), constituent un outil de connaissance de niveau régional à utiliser pour élaborer les documents de planification et préciser la trame verte et bleue à l'échelon local.

Il appartient à la collectivité d'actualiser et de compléter les informations concernant son territoire, en relation avec les territoires voisins, à partir d'une analyse des continuités

¹⁴ À l'instar de la carte des objectifs de préservation des trames vertes et bleues, cette carte a une portée réglementaire : elle est exploitable au 1:100 000 et ne doit pas faire l'objet de zoom pour son interprétation.

écologiques locales (espaces « réservoirs, espaces « corridors ») et de leur fonctionnalité (obstacles et points de fragilité). Il est attendu que ladite analyse soit pertinente et effectuée à une échelle adaptée (par conséquent plus macro que celle du SDRIF ou du SRCE).

La cartographie de la trame verte et bleue qui en découlera devra être adaptée au territoire du PLUi. Il est conseillé d'opter pour une échelle 1:50 000 complétée en tant que de besoin sur les secteurs à enjeux par des zooms au 1 :25 000.

Afin d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques à l'échelle intercommunale, le PLUi :

- devra identifier dans son rapport de présentation, les continuités présentes sur le territoire, aux différentes échelles d'analyse de la trame verte et bleue : nationale, régionale et intercommunale, puis communale. Un diagnostic écologique tenant compte de ces échelles emboîtées permettra de préciser la fonctionnalité des continuités et leur état de conservation ;
- devra définir dans son PADD, les orientations générales de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques conformément à l'article L.151-5 du code de l'urbanisme ;
- pourra fixer, en cohérence avec le PADD, des règles permettant d'identifier, localiser et protéger ou créer¹⁵ des espaces contribuant aux continuités écologiques ;
- pourra définir en cohérence avec les objectifs du PADD, des OAP permettant de « mettre en valeur [...] les continuités écologiques » en application de l'article L.151-7 du code de l'urbanisme.

Ainsi, pour faire du PLUi un outil de préservation efficace des richesses naturelles, des prescriptions visant la préservation de la biodiversité peuvent prendre la forme de zonages spécifiques, de part minimale éco-aménageable, d'éléments à protéger¹⁶, espaces boisés classés, d'espaces de continuités écologiques¹⁷

Les emplacements réservés ou les réserves foncières peuvent utilement être identifiés pour des espaces à vocation écologique ou environnementale en particulier pour permettre à la collectivité de disposer d'espaces de compensation que pourraient nécessiter de futurs projets d'aménagement sur son territoire.

Plusieurs ressources bibliographiques et cartographiques complètent utilement le SRCE pour sa prise en compte et sa déclinaison :

- le centre de ressources pour la mise en œuvre de la trame verte et bleue : <http://www.trameverteetbleue.fr/>
- le « guide de lecture » du schéma régional de cohérence écologique d'Île-de-France http://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Natureparif_-_guide_de_lecture_SRCE_-_MAJ_jan2016_-_WEB_planches.pdf
- les « principes et termes de référence du cahier des charges des études trames verte et bleue dans les documents d'urbanisme », http://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SRCE-termes-reference-tvb_Vdef_nov2015.pdf
- le référentiel du SRCE, qui décline le schéma à l'échelle de chaque commune en termes d'éléments de diagnostics, d'enjeux, d'actions, de cadrages quantitatifs et de cartographie ; <http://refsrce.natureparif.fr/>
- l'observatoire des territoires, qui synthétise les informations relatives à la nature, aux écosystèmes et à la biodiversité en région Île-de-France ; <http://observatoire.natureparif.fr/public/>
- hors IDF mais de 2017, sur les outils du PLU(i) pour concilier nature et aménagement http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/guideplu_biodov_052017_vdef.pdf
- carte d'alerte du conservatoire botanique national du Bassin Parisien : <http://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp/biodiversite/carteAlerte.jsp>

15 Article L.151-23 du code de l'urbanisme, et emplacement réservé au titre de l'article L.151-41 du code de l'urbanisme.

16 Article L.151-19 du code de l'urbanisme

17 Articles L. 113-29 et L.113-30 du code de l'urbanisme issus de l'article 85 de la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages.

- le cahier technique n°91 du centre de ressources Trame verte et Bleue, les outils pour sa mise en œuvre : <https://www.afbiodiversite.fr/fr/actualites/cahier-technique-ndeg91-outils-pour-la-mise-en-oeuvre-de-la-trame-verte-et-bleue-tvb>

2.2.2 Parc naturel régional

Le territoire de la CC2M est inclus dans le périmètre du projet de parc naturel régional (PNR) Brie et deux Morin, sur lequel un avis d'opportunité a été émis par le préfet le 25 novembre 2014.

Conformément à l'article L.131-7 du code de l'urbanisme, en l'absence de SCOT, le PLUi devra être compatible avec les orientations et mesures de la charte du parc naturel régional (PNR) dont la collectivité est membre, cette compatibilité devant intervenir dans un délai de 3 ans à compter du décret portant classement du parc. Le parc naturel régional Brie et deux Morin est en cours de création. Le projet de PLUi peut dès à présent tenir compte de ce projet de PNR, de ses orientations ou études en cours, afin de s'assurer de la cohérence entre ces deux documents.

Le PLUi devra ainsi prendre en compte les orientations issues de la charte paysagère élaborée conjointement avec le PNR.

Les travaux réalisés dans le cadre du PNR pourront par ailleurs utilement nourrir le rapport de présentation et l'évaluation environnementale du projet de PLUi.

Ils doivent notamment permettre de resituer le territoire de la CC2M dans son contexte et d'appréhender les enjeux à une échelle plus large que le territoire de la CC2M, dans le cadre des réflexions conduites pour l'élaboration du PLUi.

2.2.3 Sites NATURA 2000

Le constat de dégradation des milieux naturels sur le territoire des États membres a conduit l'Union européenne à adopter deux directives :

- la directive du 2 avril 1979 dite directive "oiseaux" qui prévoit la protection des habitats nécessaires à la reproduction et à la survie d'espèces d'oiseaux considérées comme rares ou menacées à l'échelle européenne ;
- la directive du 21 mai 1992 dite directive "habitats" qui vise la conservation des habitats naturels de la faune et de la flore sauvages.

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales et de leurs habitats. Ce réseau vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Leur préservation est essentielle au maintien de la biodiversité. Les sites Natura 2000 font l'objet de mesures destinées à conserver ou rétablir dans un état favorable à leur maintien à long terme, les habitats naturels et les populations des espèces de faune et de flore sauvages qui ont justifié leur désignation. La transposition des directives européennes a été inscrite aux articles L414-1 et suivants du code de l'environnement.

La carte des sites Natura 2000 est consultable sur : http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/Nature_et_Biodiversite.map

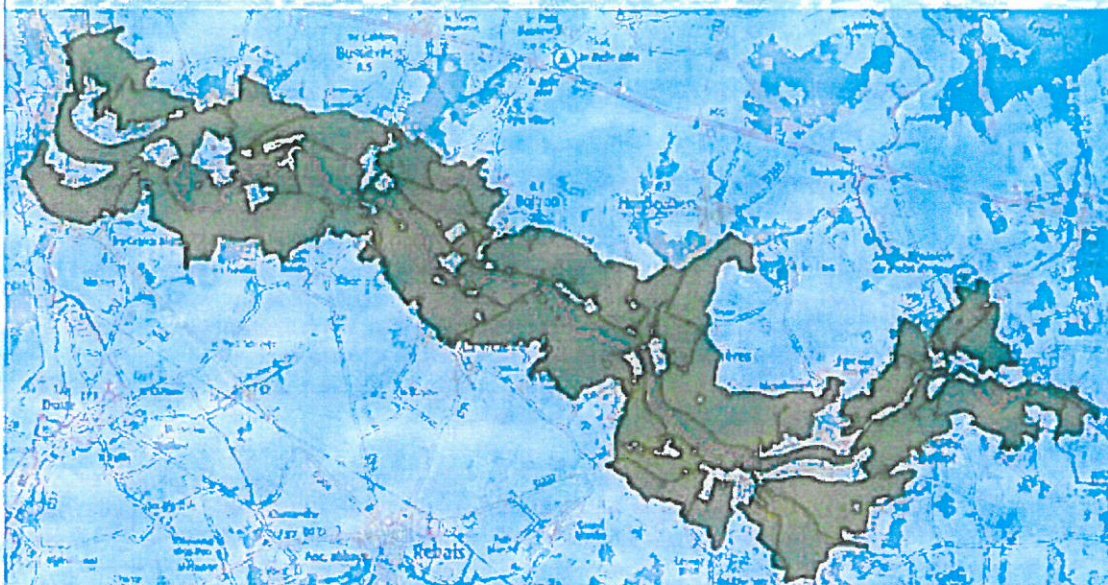
Il est attendu que le PLUi préserve les sites Natura 2000 de l'urbanisation et de l'artificialisation.

Le territoire de la CC2M comprend deux sites Natura 2000 :

- « le petit Morin de Saint-Cyr-sur-Morin à Verdelot » (pSIC et ZSC n°FR1100814) ;
- « la rivière du Vannetin » (ZSC n°FR1102007).

Le site Natura 2000 du petit Morin a été désigné zone spéciale de conservation (ZSC) par arrêté du 13 avril 2007. Afin d'étendre ce site, un projet de site d'intérêt communautaire (pSIC) a été adressé par la France à la Commission européenne en juillet 2017.

L'évaluation des incidences du PLUi sur les sites Natura 2000 devra donc tenir compte de cette extension, qui est conséquente (le site Natura 2000 passe de 11 hectares à 3 589 hectares) et concerne une large partie de la vallée du Petit Morin.



Site Natura 2000 « le Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin » - ZPS (en marron) et pSIC (en vert) – source : Inventaire national du patrimoine naturel (INPN)

L'analyse figurant dans le rapport de présentation devra en particulier s'appuyer sur une description de toutes les espèces et les habitats désignés par la ZSC et par le pSIC et qui justifient l'extension du site.

Dans l'attente de la révision du DOCOB, l'état initial pourrait utilement s'appuyer sur l'étude réalisée par le conservatoire botanique national du bassin parisien (CBNBP) sur la cartographie des végétations de la vallée du Petit Morin de Verdelot à Saint-Cyr-sur-Morin, disponible sur le site internet de la DRIEE : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-des-vegetations-de-la-vallee-du-petita2648.html>

Cette étude permet de localiser les habitats Natura 2000 présents sur le territoire intercommunal.

2.2.6 Zone naturelle d'intérêt écologique floristique et faunistique

Lancé en 1982 par le ministère chargé de l'environnement, l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif de produire un inventaire naturaliste et scientifique, « essentiellement dans la perspective de fournir au ministère un outil d'aide à la décision ». La désignation d'une ZNIEFF repose surtout sur la présence d'espèces à fort intérêt patrimonial. Son inventaire, est validé scientifiquement dans chaque région par le conseil scientifique régional du patrimoine naturel, puis nationalement par le Muséum national d'histoire naturelle.

Il existe deux types de ZNIEFF :

- les ZNIEFF de type I : secteurs de très grande richesse patrimoniale, biologique ou écologique (milieux rares ou très représentatifs, espèces protégées...) d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire. Sont souvent de superficie limitée ;

- les ZNIEFF de type II : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure des zones de type I et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.

Les ZNIEFF n'ont pas de portée réglementaire directe. Cependant, la loi de 1976 relative à la protection de la nature impose documents d'urbanisme de respecter les préoccupations d'environnement, et interdit aux aménagements projetés de « détruire, altérer ou dégrader le milieu » des espèces animales ou végétales protégées (figurant sur une liste fixée par décret en Conseil d'État). De plus, l'article L. 101-2 du code de l'urbanisme prévoit que l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre l'objectif de « la protection des milieux naturels et des paysages, [...], de l'eau, du sol [...], des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ». Tout zonage, réglementation ou réservation d'espace public qui ne prendrait pas en compte les milieux inventoriés comme les ZNIEFF, surtout si elles contiennent des espèces protégées, est susceptible de conduire à l'annulation des documents d'urbanisme.

Le principe général est donc d'éviter autant que possible tout aménagement à l'intérieur d'une ZNIEFF de type I dont l'intérêt écologique est avéré. Il s'agit de zones particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées. Il est souhaitable de les classer en zone naturelle N ou de n'y tolérer que de légers aménagements à finalité pédagogique (sentiers pédestres, points de vue...). Il est aussi possible d'utiliser l'article L.151-23 du code de l'urbanisme en vertu duquel le règlement du PLUi peut « identifier et localiser les éléments de paysage et [...] secteurs à protéger [...] pour des motifs d'ordre écologique ».

Pour les ZNIEFF de type II, des projets ou des aménagements peuvent y être autorisés sous réserve d'un diagnostic préalable et de la vérification des impacts, et à condition que ces projets ne modifient ni ne détruisent les milieux contenant des espèces protégées, ni ne remettent en cause leur fonctionnalité ou leur rôle de corridors écologiques.

Le Muséum National d'Histoire Naturel a mis en ligne un Inventaire National du Patrimoine Naturel : <http://inpn.mnhn.fr/accueil/index>

Des fiches descriptives des ZNIEFF sont notamment disponibles par commune sur ce site (sur le site aller dans les onglets : données et outils - recherche de données).

Le territoire intercommunal de la CC2M comprend en tout ou partie 11 ZNIEFF de type I :

- le ru de Bellot ;
- le ru d'Avaleau ;
- la vallée du ru de Couru ;
- le bois de Boitron et alentours du ru de la fonderie ;
- le bois de Saint-Cyr, le bois de Chavigny et le bois du Charnoy ;
- le bois des Meulières ;
- le bois Marcou et le ru Choisel ;
- le ru de la Vorpillère et bois de Moras ;
- le petit Morin ;
- le ru de Piétrée ;
- la butte de Doue ;

ainsi qu'une ZNIEFF de type II : la vallée du petit Morin de Verdelot à la Ferté-sous-Jouarre.

2.2.7 Espèces protégées

L'article L.411-1 du code de l'environnement interdit toute atteinte à des espèces protégées. L'article L. 411-2 permet d'y déroger à condition qu'il n'existe pas de solutions alternatives satisfaisantes, que le projet s'inscrit dans l'un des cinq cas prévus (notamment présente des raisons impérieuses d'intérêt public majeur), et que la dérogation ne nuise pas au maintien dans un état de conservation favorable des espèces protégées concernées. Il est ainsi indispensable d'adopter la séquence « éviter-réduire-compenser »¹⁸ pour éviter sinon réduire les atteintes et ne pas avoir besoin de déroger à la loi ou, dans le cas d'atteintes résiduelles, garantir des compensations écologiques suffisantes (pas de perte nette de biodiversité voire gain de biodiversité).

Les espèces protégées sont potentiellement présentes dans tous les milieux naturels et semi-naturels à l'échelle communale et intercommunale (les amphibiens, reptiles et oiseaux étant par exemple quasiment tous protégés).

18 Cf 1.4.5

Le PLUi peut se saisir de cette réflexion fondée sur la séquence « éviter-réduire-compenser » en ciblant sur son territoire, les secteurs à enjeux majeurs à éviter, les secteurs à enjeux écologiques mineurs pouvant abriter le développement de projets et les secteurs naturels ou semi-naturels pouvant accueillir de potentielles compensations écologiques. Les secteurs à éviter et les secteurs de compensation écologique étant alors à classer en zonage N.

L'intérêt réside dans l'anticipation de l'évitement puis de la compensation qui peuvent être des phases problématiques dans la conception des projets sur le territoire, eu égard aux problématiques foncières.

Cette planification de la démarche « éviter-réduire-compenser » nécessite au préalable une bonne connaissance de la biodiversité, acquise par exemple à l'occasion de la réalisation d'atlas de la biodiversité communale.

Toutes les informations sur les espèces protégées sont disponibles sur le site de la DRIEE : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/especes-protgees-r1236.html>

2.3 Eau et milieux aquatiques

Le plan local d'urbanisme doit créer les conditions permettant d'assurer la préservation de la qualité de l'eau (article L.101-2 du code de l'urbanisme). Ainsi, à travers son projet de territoire, la collectivité doit notamment s'attacher à :

- protéger les périmètres de captage d'eau potable ;
- limiter le risque de pollution des nappes souterraines et des rivières ;
- prévoir des dispositions encadrant les activités domestiques économiques et industrielles susceptibles d'impacter la ressource en eau (dispositifs de gestion des eaux pluviales, de prévention des pollutions accidentelles...) ;
- agir pour lutter contre le gaspillage de la ressource (favoriser l'utilisation des eaux de pluie...).

Plus précisément, en Île-de-France, tout PLU(i) doit être compatible avec les orientations en faveur d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau du bassin Seine Normandie SDAGE 2016-2021¹⁹. Le SDAGE prévoit des objectifs environnementaux pour chaque masse d'eau. Outre la reconquête de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques et humides, déjà évoquée, les autres objectifs portent sur la réduction des rejets, émissions et pertes de substances dangereuses et la mise en œuvre d'actions volontaristes de protection et de reconquête des captages d'alimentation en eau potable. Le SDAGE détermine aussi les aménagements et les dispositions nécessaires pour prévenir la détérioration et assurer la protection et l'amélioration de l'état des eaux et des milieux aquatiques.

Le SDAGE est décliné dans les territoires au travers des SAGE. Le PLUi devra par conséquent également être compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) approuvé sur son périmètre.

Le règlement d'un SAGE approuvé et ses documents cartographiques sont directement opposables à toute personne publique ou privée pour l'exécution des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou déclaration en application de la réglementation sur l'eau. Il faudra donc veiller à associer les animateurs et les structures porteuses de ces SAGE à l'élaboration du PLUi.

Le territoire de la CC2M est inclus dans le périmètre du SAGE Petit et Grand Morin adopté par arrêté interpréfectoral n°2016 DCSE SAGE 01 du 21 octobre 2016 par les préfets de Seine-et-Marne, de l'Aisne et de la Marne. Le SAGE est disponible sous : <http://www.sage2morin.com/>

2.3.1 Préservation des milieux aquatiques

Pour répondre aux objectifs de bon état de la directive-cadre sur l'eau européenne du 23 octobre 2000, les espaces favorables à la vie aquatique (zones humides, berges, frayères), doivent être préservés, restaurés voire reconquis et les pressions sur ces espaces, réduites.

De même, l'amélioration et la restauration des continuités écologiques qui participent à la reconquête des milieux aquatiques doivent être mises en œuvre (suppression éventuelle d'ouvrages, etc.) conformément aux exigences portées par le SDAGE en termes de protection et

¹⁹ Cf annexe 3

restauration des trames bleues. A ce titre, il est à noter que les objectifs de préservation et de restauration de la trame verte et bleue identifiés par le projet de SRCE d'Île-de-France présentent des cours d'eau à préserver et à restaurer.

En lien avec la préservation de la trame verte et bleue²⁰, les documents d'urbanisme doivent être en mesure d'identifier et protéger les forêts alluviales et en particulier celles rivulaires des cours d'eau principaux du territoire (disposition D.6.67 du SDAGE). Les documents d'urbanisme peuvent mettre en œuvre les moyens pour préserver les espaces de mobilité de cours d'eau (disposition D.6.64) et de zones frayères (disposition D.6.65). Ces objectifs concourent également à la préservation des zones d'expansion des crues (dispositions 2A1, 2C3 et 1D1 du PGRI, voir partie 2.4.1 Inondations). Enfin, les affouillements effectués pour la création de plans d'eau devront être limités, car ils favorisent la prolifération d'algues (eutrophisation) et la banalisation des espèces aquatiques qui y vivent.

2.3.2 Connaissance et préservation des zones humides

En France métropolitaine, les zones humides accueillent 25 % de la biodiversité végétale et animale, dont bon nombre d'espèces menacées ou en voie de disparition (voir aussi L.211-1 du code de l'environnement).

Les zones humides présentent divers avantages pour l'environnement et, plus directement, pour l'homme, à commencer par leur rôle hydrologique. Elles jouent en effet un rôle essentiel dans le cycle de l'eau. Les marais, marécages, lacs, landes humides et autres bois marécageux agissent comme des éponges : lors de fortes pluies, ils stockent l'eau et la restituent progressivement. Ces zones humides contribuent ainsi à la régulation du débit des cours d'eau (réduction des crues et inondations, compensation des périodes de sécheresse). Les zones humides assurent d'autres missions essentielles en participant à l'épuration naturelle des eaux, et en étant support de biodiversité.

Pour faciliter la préservation des zones humides et leur intégration dans les politiques de l'eau, de la biodiversité et de l'aménagement du territoire à l'échelle de l'Île-de-France, la DRIEE a réalisé une étude visant à consolider la connaissance des secteurs potentiellement humides de la région selon les deux familles de critères mises en avant par l'**ARRÊTÉ DU 24 JUIN 2008 MODIFIÉ**²¹ - critères relatifs au sol et critères relatifs à la végétation. Cette étude a abouti à une cartographie de synthèse qui partitionne la région en cinq classes selon la probabilité de présence d'une zone humide et le caractère de la délimitation qui conduit à cette analyse.

Un atlas cartographique de pré-localisation des zones humides ainsi qu'un atlas des secteurs à enjeux humides a été réalisé dans le cadre du SAGE des deux Morin, approuvé par arrêté interpréfectoral n°2016 DCSE SAGE 01 le 21 octobre 2016, sur lequel l'élaboration du PLUi pourra utilement s'appuyer.

Il est rappelé qu'en l'absence de SCOT, le PLUi doit être compatible avec les orientations et les dispositions du SDAGE (dispositions D.6.83, D.6.86, D.6.87 et D.6.89) et du SAGE (orientations et objectifs du plan d'aménagement et de gestion durables) relatives à la préservation des zones humides. Le PLUi devra également être conforme au règlement du SAGE et en particulier l'article 5 : « limiter la destruction ou la dégradation des zones humides ».

L'urbanisation du territoire de la CC2M s'est notamment développée dans les vallées humides des deux Morin. Le SDRIF identifie sur ces secteurs des espaces urbanisés à optimiser ainsi que des secteurs d'urbanisation préférentielle sur les communes de Jouy-sur-Morin et la Ferté-Gaucher (commune identifiée comme un pôle de centralité à conforter). Une vigilance particulière sera à apporter sur la prise en compte des zones humides dans le cadre de l'élaboration du PLUi et plus particulièrement sur l'analyse de l'articulation entre les objectifs du PLUi et ceux du SAGE des 2 Morin.

²⁰ Cf 2.2.1

²¹ L'arrêté du 24 juin 2008 modifié le 1er octobre 2009 détaille par des protocoles les conditions de définition et de délimitation des zones humides. Ils ne sont pas remis en cause par la décision du Conseil d'État du 22 février 2017.

Au titre du SDAGE Seine-Normandie, il est nécessaire de répertorier et classer les zones humides et milieux aquatiques identifiés en zones naturelles dans le zonage du PLUi afin d'éviter leur dégradation voire leur disparition. Ainsi, les projets impactant les zones humides peuvent se voir interdire ou exiger des mesures réductives ou compensatoires qui nécessitent des réserves foncières.

De façon plus précise, le PLUi doit s'attacher à mettre en œuvre la séquence « éviter-réduire-compenser » dans la gestion des zones humides. L'objectif est dans un premier temps d'éviter, sinon de réduire les impacts de la planification territoriale sur l'environnement notamment sur les zones humides et en dernier lieu si besoin de compenser ces impacts résiduels. Le fondement de la démarche repose sur la recherche en priorité de l'évitement. Le principe d'évitement de destruction des zones humides doit être mis en avant, notamment par le fait de prioriser la densification des zones urbaines et la protection des zones naturelles.

Dans cette optique, le PLUi doit faire le bilan sur les données existantes sur son territoire dans son rapport de présentation, notamment sur les zones humides²² ainsi qu'une évaluation de l'évolution de ces espaces.

Des orientations compatibles avec les objectifs de protection des zones humides prévus dans le SDAGE sont attendues. Ces orientations devront se baser sur le croisement du diagnostic environnemental et des aménagements prévus pour identifier les périmètres concernés par des projets qui risquent d'impacter les zones humides.

En l'absence de territorialisation des enjeux de zones humides, la compatibilité du PLUi n'est pas assurée avec l'orientation du SDAGE Seine-Normandie 2016-2021 « Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité » (O22), et en particulier aux objectifs des dispositions « Éviter, réduire et compenser l'impact des projets sur les zones humides » (D6.83) et « Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme » (D6.86). Cette dernière disposition doit conduire le document d'urbanisme à proposer une cartographie des zones humides potentielles à l'échelle du territoire et à faire évoluer le règlement d'occupation à l'échelle communale. Les acteurs locaux ont la possibilité de mettre en œuvre des actions en faveur de la préservation des zones humides (disposition D.6.87).

Le PLUi pourra utilement distinguer les terrains où la présence de zones humides a pu être identifiée par la création d'un indice spécifique à la zone correspondante dans le zonage réglementaire ou encore par l'identification de secteurs à préserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Les zones agricoles A ou naturelle N ne sont pas forcément les seules zones concernées par cette spécification.

Outils disponibles :

Rubrique « zones humides » sur le site internet de la DRIEE (enjeux, réglementation, outils) : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-zones-humides-r1411.html>

Carte d'enveloppe d'alerte des zones humides : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/enveloppes-d-alerte-zones-humides-en-ile-de-france-a2159.html>

Liste des inventaires ZH par les SAGE : <http://www.gesteau.eaufrance.fr/>

2.3.3 Préservation de la ressource en eau destinée à l'alimentation humaine

La collectivité devra s'assurer que la qualité et la quantité en eau potable seront suffisantes pour les populations et activités futures, en particulier si le territoire communal ou intercommunal est situé dans une zone de répartition des eaux. Elle devra également veiller à préserver ses ressources et notamment engager des actions sur les captages prioritaires et sensibles du SDAGE présents sur son territoire.

Concrètement, le PLUi devra :

²² <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/enveloppes-d-alerte-zones-humides-en-ile-de-france-a2159.html>

- faire apparaître les zones concernées par la protection des captages d'eau potable, ainsi que les dispositions applicables pour les zones du règlement concernées ;
- faire état de l'adéquation entre la ressource disponible pour la zone desservie et les orientations d'aménagement envisagées conduisant à de nouveaux besoins en eau ;
- tenir compte des zones de préservation stratégique correspondant aux terrains réservés par l'agence de l'eau Seine-Normandie pour l'alimentation d'eau potable destiné à l'usage de la consommation humaine (carte n°32 du SDAGE 2016-2021 http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/SDAGE2016_Carte32.map#, disposition D.7.125).

2.3.4 Prévention des pollutions

Reconquérir le bon état chimique des eaux et éviter de mettre en difficulté les éventuelles prises d'eau potable impliquent de limiter la présence de pesticides issus de la gestion des espaces urbains. Pour ce faire, lors de l'élaboration du document d'urbanisme, il est recommandé à la collectivité de **maintenir et développer les espaces enherbés des berges le long des cours d'eau pour éviter le transfert des pesticides dans les eaux**, à l'instar de ce qui est demandé aux exploitants agricoles.

Toute installation potentiellement polluante doit prévoir des dispositifs de prévention des pollutions accidentelles ainsi que leur entretien. Pour des projets soumis à la loi sur l'eau ou à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les prescriptions peuvent être fortes quant aux dispositifs de prévention des pollutions accidentelles. Cela peut nécessiter de l'espace dont il faut tenir compte lors de l'élaboration du document d'urbanisme.

Le PLUi devra tenir compte des exigences liées aux pollutions ponctuelles accidentelles des captages d'alimentation en eau potable, au titre de la santé publique, et les traduire dans les dispositions réglementaires.

Dans le cadre de futurs forages ou usines, il conviendra de prévoir la sécurisation de l'approvisionnement et son interconnexion. Reconquérir le bon état chimique des eaux et éviter de mettre en difficulté les éventuelles prises d'eau potable impliquent en outre de limiter la présence de pesticides issus de la gestion des espaces urbains, au-delà de l'interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts, forêts, promenades et voiries accessibles ouverts au public introduite par la loi « Labbé »²³.

Sur la thématique de l'eau, des informations utiles sont consultables :

- Accès aux données cartographiques du bassin Seine-Normandie :

<http://www.seine-normandie.eaufrance.fr/>

- Documents des SAGE et cartographie en Île-de-France :

<http://www.gesteau.eaufrance.fr/>

<http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/SAGE.map>

- Qualité des eaux <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/cartes-thematiques-de-la-region-ile-de-france-a371.html#sommaire>, (onglet « eaux, milieux aquatiques et sous-sol »)

2.3.5 Gestion des eaux usées et des eaux pluviales

Selon les articles L.2224-7-1 et L.2224-8 du CGCT, les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable et d'assainissement. Pour cette dernière compétence, elles doivent élaborer un schéma d'assainissement collectif.

Le code général des collectivités territoriales précise dans son article L.2224-10 que « les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :

²³ Loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national modifiée par l'article 68 de la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte et la loi n°2017-348 du 20 mars 2017 relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles et au développement du biocontrôle

1° les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° les zones relevant de l'assainissement non collectif [...] ;

3° les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. [...] ».

Les annexes du PLUi comprennent, à titre informatif, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets (article R.151-53 du code de l'urbanisme).

Recueil de textes et portails d'information sur l'assainissement et la gestion des eaux pluviales" :
<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/recueil.php>

Eaux usées

Pour préserver la salubrité publique et l'environnement, les eaux usées doivent être collectées et traitées avant rejet au milieu naturel.

Dans le cadre d'un PLUi, la commune ou l'intercommunalité, doit s'assurer de la capacité du système d'assainissement à collecter, transporter et traiter les effluents produits sur son territoire (eaux domestiques et industrielles), ainsi que du respect du schéma directeur d'assainissement (assainissement collectif ou non collectif).

Dans le cas notamment d'un système d'assainissement non-conforme à la réglementation en vigueur en matière d'assainissement (Directive 91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines et arrêté du 21 juillet 2015 ; conformité vérifiable sur <http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>), la définition de l'état initial et le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) doivent prendre en compte les évolutions nécessaires avec la mise en conformité du système d'assainissement.

En vertu de l'article L.1331-1 du code de la santé publique, le gestionnaire des réseaux peut fixer des prescriptions techniques pour les rejets d'eaux usées non-domestiques dans le réseau de collecte et doit s'assurer du suivi des conventions de raccordement de celles-ci.

Le PLUi se doit d'évoquer la situation de la commune au regard de l'obligation de réaliser un zonage d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales prévue à l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales. Pour mémoire, s'il existe ce zonage doit être annexé au PLUi (article R.151-53 du code de l'urbanisme) et définit les zones d'assainissement collectif, non-collectif, et pour lesquelles une gestion intégrée des eaux pluviales est prioritaire. Il constitue ainsi une pièce maîtresse de la concrétisation d'une politique intégrée de gestion des thématiques liées à l'eau.

Pour les parties du territoire relevant d'un système d'assainissement non collectif, le PLUi devra faire état de la situation de conformité des installations contrôlées et de celles restant encore à contrôler. Il doit être en mesure de dresser un bilan des dysfonctionnements constatés et du dénombrement des installations ou d'habitations non conformes sur lesquels doit se porter l'effort de la collectivité pour engager les actions administratives de mise en conformité.

Il est nécessaire que les zones ouvertes à l'urbanisation soient desservies par un réseau de collecte conforme à la réglementation en vigueur. Dans le cas de l'ouverture à l'urbanisation de zones en assainissement non-collectif (zones définies par la collectivité dans le zonage d'assainissement, annexé au PLUi, prévu au L.2224-10 du code général des collectivités territoriales), celle-ci doit nécessairement s'accompagner de la création, s'il n'existe pas encore, du service public de l'assainissement non-collectif (SPANC) prévu à l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales (également applicable aux établissements publics territoriaux au titre de l'article L.5219-5 du code général des collectivités territoriales et compétence obligatoire pour

les communautés urbaines). En l'absence de SPANC, l'ouverture à l'urbanisation ne peut pas s'accompagner de la mise en place de dispositifs d'assainissement non collectif. Il s'agira en particulier dans les secteurs disposant de réseaux de collecte à vocation pluviale mais non desservis par des réseaux de collecte d'eaux usées de ne pas autoriser d'ouverture à l'urbanisation ou de la conditionner à la mise en place effective de tels réseaux.

Les autres établissements publics de coopération intercommunales sont également concernés si et seulement si le transfert spécifique de la compétence assainissement non-collectif leur a été effectué par leurs communes membres ; à noter que cela est conseillé pour assurer une économie d'échelle vis-à-vis des missions du SPANC.

Les annexes du PLUi devront comprendre, à titre informatif, les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets, existants ou en cours de réalisation, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux destinées à la consommation, les stations d'épuration des eaux usées et le stockage et le traitement des déchets (article R.151-53 du code de l'urbanisme).

Pour en savoir plus :

<http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/l-assainissement-r1601.html>

Eaux pluviales

Pour mémoire, les dispositions du PLUi ne doivent pas faire obstacle aux orientations du SDAGE, en particulier, l'orientation 2 « maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain » et l'orientation 34 « ralentir l'écoulement des eaux pluviales sur les zones aménagées » (cf. annexe 3 relative aux dispositions du SDAGE en lien avec les documents d'urbanisme).

Le PLUi doit tendre vers une gestion intégrée, équilibrée et durable des eaux pluviales dans l'objectif notamment d'améliorer la qualité des eaux territoriales superficielles et souterraines, de diminuer la fréquence et l'impact des inondations et de participer à l'adaptation au changement climatique..

Pour ce faire, il est attendu que le PLUi mette en œuvre les principes suivants :

- Éviter et limiter autant que possible les surfaces imperméabilisées et productrices de ruissellement, voire reperméabiliser les surfaces existantes ;
- Éviter et ralentir le ruissellement en gérant les eaux pluviales au plus proche de l'endroit où elles tombent et, penser et présenter l'écoulement des eaux pluviales en fonction des différents niveaux de pluies ;
- Éviter l'impact des petites pluies sur les réseaux en assurant leur gestion sans avoir recours aux réseaux. Les nouveaux rejets en réseau unitaire sont proscrits et la déconnexion des rejets existants doit être recherchée ;
- Réduire, après avoir appliqué les principes d'évitement, l'impact résiduel des eaux pluviales pour les pluies moyennes et fortes : contrôler le débit de fuite en le limitant en L/s/ha par la mise en place d'un dispositif de contrôle du débit, en prévoyant le stockage et tamponnement nécessaires associés ;
- Anticiper, en cas de pluies exceptionnelles, l'écoulement des eaux pluviales (axes d'écoulement, parcours de moindre dommage, etc.), et notamment les zones susceptibles d'être inondées ;
- Anticiper et réduire, si nécessaire et après avoir appliqué les principes d'évitement, les risques liés à d'éventuelles pollutions (accidentelles ou chroniques) des eaux pluviales (métaux, HAP, pesticides, déversement d'hydrocarbures, etc.) ou des contraintes géotechniques limitant l'infiltration (gypse, argiles gonflantes, etc.) du projet et envisager les différentes solutions associées.

Enfin, de manière générale, instaurer un débit de fuite limité (en L/s/ha) n'est pas suffisant pour assurer une gestion intégrée des eaux pluviales. Cela doit nécessairement s'accompagner des mesures d'évitement de l'imperméabilisation, du ruissellement et du rejet d'eaux pluviales dans les réseaux.

A titre d'exemple, au titre des articles R151-43 et suivants, et L111-19 et 20, du code de l'urbanisme, le PLUi peut notamment :

- Imposer que les surfaces non imperméabilisées ou écoaménageables d'un projet représentent une proportion minimale de l'unité foncière. Il précise les types d'espaces,

construits ou non, qui peuvent entrer dans le décompte de cette surface minimale en leur affectant un coefficient qui en exprime la valeur pour l'écosystème par référence à celle d'un espace équivalent de pleine terre ; [...]

- Fixer [...] les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires ;
- Imposer les installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement ;
- Imposer pour les clôtures des caractéristiques permettant de préserver ou remettre en état les continuités écologiques ou de faciliter l'écoulement des eaux ;
- Les conditions pour limiter l'imperméabilisation des sols, pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, et prévoir le cas échéant des installations de collecte, de stockage voire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement dans les zones délimitées en application du 3° et 4° de l'article L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales [...].

Pour rappel, la collectivité n'a pas d'obligation à collecter les eaux pluviales sur son territoire. En vertu de l'article L.1331-1 du code de la santé publique, le gestionnaire des réseaux peut fixer des prescriptions techniques pour les rejets d'eaux pluviales dans le réseau de collecte.

Pour en savoir plus :

<http://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-eaux-pluviales-r1602.htm>

2.4 Risques et nuisances

Les plans locaux d'urbanisme doivent créer les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature (article L.101-2 du code de l'urbanisme).

Les secteurs où l'existence de risques et nuisances justifie que les occupations et utilisations du sol soient interdites ou soumises à des conditions spéciales devront apparaître dans les documents graphiques du règlement du PLUi (articles R.151-31 et R.151-34 du code de l'urbanisme).

Devront notamment être reportés sur les documents graphiques du règlement, les périmètres de risques liés à la présence d'anciennes carrières, à l'existence de poches de dissolution du gypse et à la traversée de canalisations de transport de matières dangereuses. Pour une bonne lisibilité des documents, ces éléments pourront être reportés sur un plan spécifique.

Les articles 1 et 2 du règlement du PLUi, relatifs aux constructions et occupations interdites ou soumises à conditions, devront, le cas échéant, prescrire des dispositions spécifiques au regard de ces risques et nuisances et, pour la parfaite information des pétitionnaires, faire référence aux plans de prévention des risques concernés.

Des bases de données relatives aux risques naturels et technologiques sont disponibles :

<http://www.prim.net/> (sur le site aller dans l'onglet : ma commune face aux risques)

<http://infoterre.brgm.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/l8/PHEC.map>

<http://www.inondationsnappes.fr/>

2.4.1 Risques Naturels

A/ Inondations

Tout document d'urbanisme doit poursuivre des objectifs de sécurité publique, prévenir les risques d'inondations, protéger les milieux naturels et préserver la qualité de l'eau (article L101-2 du code de l'urbanisme). La recherche de synergies dans ces objectifs s'inscrit notamment dans le cadre de l'attribution d'une nouvelle compétence aux communes et à leurs établissements publics de

coopération intercommunale sur la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (GEMAPI), à compter du 1er janvier 2018.

Les documents d'urbanisme (dont les PLUi en l'absence de SCOT) doivent à ce titre être compatibles avec les objectifs du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) du bassin Seine-Normandie en application depuis le 23 décembre 2015 et consultable en ligne (<http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/consultez-le-plan-r1401.html>). Les objectifs de ce plan visent notamment à **réduire la vulnérabilité aux risques d'inondation des territoires, gérer de manière adaptée les milieux naturels et les écoulements, développer la résilience des territoires et la culture du risque.**

Si le territoire du document d'urbanisme est couvert par un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN), ou tout arrêté préfectoral valant PPRN, les objectifs et orientations du document d'urbanisme doivent s'inscrire dans les objectifs de prévention des risques du ou des PPRN concernés. Le PLUi doit annexer les PPRN qui valent servitude d'utilité publique et s'inscrire dans leurs objectifs de prévention.

Le PLUi, au titre du PGRI (et en l'absence de SCOT), doit afficher des ambitions en particulier pour :

- **favoriser les débordements naturels de cours d'eau et préserver les milieux associés** : préserver et restaurer des milieux aquatiques associés et des zones humides pour prévenir les inondations fréquentes, identifier et préserver les zones d'expansion des crues du territoire (dispositions 2A1, 2C3 et 1D1 du PGRI²⁴) ;
- **ralentir les écoulements naturels pouvant être à l'origine d'inondation** : gérer de manière adaptée les eaux pluviales et le ruissellement pour prévenir la genèse des inondations (dispositions 2B1, 2B2 et 2F1 du PGRI²⁵) ;
- **maîtriser l'urbanisation des zones inondables de façon à ne pas augmenter les enjeux exposés et la vulnérabilité du territoire au risque inondation** (dispositions 1D1 et 3E1 du PGRI²⁶).

En l'absence de SCOT approuvé sur le territoire, le PLUi doit être compatible avec l'objectif de réduction de la vulnérabilité des territoires à risques importants d'inondation fixé par le PGRI Seine-Normandie. La réalisation de diagnostic est un préalable indispensable à la réalisation de cet objectif. En conséquence, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de PLUi sont invités à réaliser ce diagnostic dans le cadre de l'état initial de l'environnement de leurs documents, en s'appuyant sur la note de cadrage établie par le préfet de bassin. Ils veillent à le mettre à jour à chaque révision du document.

Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD), le règlement graphique et littéral ainsi que le cas échéant les orientations d'aménagement et de programmation des PLUi comportent des orientations et des règles qui concourent à la réduction de la vulnérabilité du territoire (disposition 1A3 du PGRI).

↳ L'annexe 4 détaille les traductions possibles dans le PLU(i) de ces objectifs du PGRI.

+ <http://www.driea.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/objectif-1-reduire-la-vulnerabilite-des-a2810.html>

Le territoire de la CC2M est concerné par deux PPRi :

- 24 Dispositions 2A1 : protéger les zones humides pour prévenir les inondations fréquentes ; 2C3 : identifier les zones d'expansion des crues lors de l'élaboration des documents d'urbanisme à partir des connaissances/outils risques disponibles ; 1D1 : éviter, réduire et compenser les impacts des installations en lit majeur des cours d'eau.
- 25 Dispositions 2B1 : ralentir l'écoulement des eaux pluviales dès la conception des projets ; 2B2 : prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée (notamment par l'intégration d'un zonage pluvial dans les documents d'urbanisme) ; 2F1 : élaborer une stratégie de lutte contre les ruissellements à l'échelle des TRI – Intégrer les objectifs de ces stratégies dans les SCOT et PLU(i) (en l'absence de SCOT).
- 26 Disposition 3E1 : maîtriser l'urbanisation en zone inondable

- le PPRi de la vallée du Grand Morin Amont de Meilleray à Dammartin-sur-Tigeaux approuvé par arrêté préfectoral 2010/DDT/SEPR/487 du 29/12/2010 ;
- le PPRi de la vallée du Petit Morin approuvé par arrêté préfectoral 2015/DDT/SEPR n°201 le 15/10/2015.

L'urbanisation du territoire de la CC2M s'étant notamment développée le long des deux Morin. Le SDRIF identifie sur ces secteurs des espaces urbanisés à optimiser ainsi que des secteurs d'urbanisation préférentielle sur les communes de Jouy-sur-Morin et la Ferté-Gaucher (commune également identifiée comme un pôle de centralité à conforter). Au-delà du simple respect des dispositions du PPRi, une vigilance particulière sera à apporter sur la prise en compte du risque d'inondation dans le cadre de l'élaboration du PLUi et plus particulièrement à l'articulation entre les objectifs du PLUi et ceux du PGRI.

Gestion des eaux pluviales cf 2.3.5

Zoom sur la maîtrise de l'urbanisation en zone inondable :

Le PLUi doit définir les conditions d'un mode d'urbanisation adapté au risque d'inondation.

En l'absence de SCOT le PLUi, qui prévoit de développer l'urbanisation de secteurs situés en zone inondable ou qui en organise la densification justifie au regard de la vulnérabilité au risque d'inondation :

- l'absence d'alternatives de développement dans des secteurs non exposés et du caractère structurant du projet au regard d'intérêts économiques, sociaux, environnementaux ou patrimoniaux avérés ;
- de la non aggravation du risque pour les enjeux existants ;
- de l'existence et de la résilience des réseaux (voiries, énergie, eau, télécommunications, etc) et infrastructures nécessaires au développement (aménagement de dents creuses au sein d'un continuum urbain existant, opération de renouvellement urbain, etc) ;
- de la facilité de la gestion de crise, notamment la capacité des infrastructures de transports à répondre aux exigences d'évacuation rapide des populations et d'accessibilité aux services de secours en cas de crise.

Dans ces secteurs, l'adaptation au risque des nouveaux aménagements est à prévoir aux différentes échelles (bâtiment, quartier, ensemble de quartiers, ville, conurbation). Il est recommandé que les porteurs de projets privilégient des projets d'aménagement qui présentent une très faible vulnérabilité aux inondations. A ce titre, la charte « quartiers résilients » (<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/inondation-une-charte-pour-construire-des-a3346.html>) présente les grands objectifs à suivre en vue de réduire la vulnérabilité et favoriser la résilience. Elle permet de se poser les bonnes questions dès la conception du projet, de regarder par exemple comment on pourra ou pas évacuer les habitants ou encore de prévoir des réseaux de telle façon, qu'au moment de la crue, les habitants puissent continuer à vivre chez eux ou être évacués facilement. Elle vient compléter les prescriptions réglementaires du PPRi.

Par ailleurs, le document d'urbanisme devra être vigilant à la rédaction du zonage et de son règlement pour les zones soumises à l'aléa d'inondation. Une identification des terrains par un indice spécifique à la zone correspondante est aussi conseillée. Des règles spécifiques seront à édicter pour ces zones identifiées en ce qui concerne les articles relatifs aux constructions autorisées sous conditions, aux chemins d'accès, aux stationnements et aux clôtures et haies séparatives. Quelle que soit la situation du projet en zone A ou B de la carte des surfaces submersibles, les constructions nouvelles ou l'extension de constructions existantes ou les exhaussements sont à interdire sur les terrains présentant une hauteur de submersion à 1 mètre, sauf celles autorisées sous condition au regard des autres réglementations applicables. Les murs de clôture pleins sont à interdire, les clôtures doivent être suffisamment ajourés. Les constructions et les exhaussements du terrain initial par remblaiement ne pourront être autorisés que sous condition du respect de l'équilibre entre les volumes pris et rendus à la crue de référence.

Le règlement devra mentionner que les projets d'extensions ou de constructions autorisées par le règlement, quelles que soient les zones, et situés sur une zone humide qui aura été identifiée et/ou entraînant la soustraction de la zone d'expansion des crues d'un cours d'eau, sont susceptibles de relever des obligations réglementaires au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement au regard de leur consistance ou du cumul de leur consistance pour un même pétitionnaire. A ce titre, les opérations au stade projet devront dans le cadre de la réglementation

précitée également vérifier leur compatibilité aux dispositions du SDAGE préalablement à leur réalisation. Dans le cas d'une incompatibilité du projet, la déclaration ou la demande d'autorisation au titre de la réglementation précitée pourra être rejetée indépendamment de la décision au titre de la réglementation d'urbanisme.

B/ Mouvements de terrains

Mouvements de terrains liés à la dissolution du gypse et aux anciennes carrières

La circulation des eaux dans le sous-sol représentant un facteur déclenchant ou aggravant des mouvements de terrain, une attention particulière devra être portée aux dispositifs d'infiltration des eaux de pluie dont il ne faudra recommander la mise en œuvre que sous réserve d'une étude justifiant l'absence d'impact sur la stabilité du sous-sol.

Les données relatives aux anciennes carrières sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/cavites-souterraines/donnees#/dpt/77/page/0>

Pour ce type de mouvements de terrains, en l'absence de plan de prévention des risques approuvé, le PLUi devra faire apparaître les zones concernées par d'anciennes carrières et la dissolution du gypse. Dans le règlement du PLUi il est conseillé d'interdire les puisards ou les puits d'infiltration et de rendre obligatoire le raccordement des eaux usées et pluviales aux réseaux collectifs lorsqu'ils existent, et ce quelque soit le niveau d'aléa.

Mouvements de terrains liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles

Les couches superficielles du sol sont parfois composées de matériaux argileux en concentration plus ou moins forte. Ces matériaux ont tendance à gonfler en cas d'apport d'eau et à se rétracter lors des périodes de sécheresse. Cela occasionne des mouvements du sol, à cinétique lente, susceptibles d'endommager les constructions possédant des fondations peu profondes que l'on retrouve particulièrement au niveau du bâti pavillonnaire. La non-infiltration (dont l'imperméabilisation) présente aussi un risque en diminuant le volume d'eau transitant dans ces sous-sols et impliquant un retrait des argiles.

Cependant, les mouvements de retrait-gonflement des argiles étant lents et de faible amplitude, ils ne présentent, en général, pas de risque pour les vies humaines.

Dans les territoires concernés, le PLUi peut utilement prendre en compte les recommandations de la plaquette « les constructions sur terrain argileux en Île-de-France ». Cette plaquette préconise notamment la mise en œuvre de mesures relativement simple d'adaptation du bâtiment au contexte local. La plaquette est disponible à l'adresse suivante :

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/retrait-et-gonflement-des-argiles-r187.html>

2.4.2 Risques technologiques

Ils sont de différents ordres.

Les informations relatives aux risques technologiques en Seine-et-Marne sont disponibles par commune sur le site intranet de la DRIEE à l'adresse suivante : <http://intra.driee-idf.e2.rie.gouv.fr/urbanisme-r2709.html>

A/ Risques liés au transport de matières dangereuses : canalisation de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits

Certaines communes sont concernées par la présence, sur leur territoire, d'une ou plusieurs canalisations de transport de matières dangereuses réglementées par un arrêté interministériel en

date du 5 mars 2014²⁷. Il s'agit de canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Un arrêté instituant des servitudes d'utilité publique (SUP) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques a été notifié aux communes concernées. Ces arrêtés doivent être intégrés de façon obligatoire au PLUi.

Pour rappel, les règles de maîtrise de l'urbanisation ne concernent que les constructions ou extensions d'établissement recevant du public de plus de 100 personnes ou les immeubles de grande hauteur.

Toutes les communes de la CC2M sont concernées par le passage d'une canalisation, à l'exception de Boitron, Chartranges, Lescherolles, Leudon en Brie, Montdauphin, Montenils, Montolivet, Orly-sur-Morin, Sablonnières, Saint Germain sous Doue, Saint Rémy la Vanne et Saint Siméon.

B/ Risques liés aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) est une installation exploitée ou détenue par toute personne physique ou morale, publique ou privée, pouvant présenter des dangers ou des inconvénients pour la commodité des riverains, la santé, la sécurité, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, la conservation des sites et des monuments (art L.511-1 du code de l'environnement).

Les ICPE sont classées en fonction de l'importance des dangers ou des nuisances qu'elles sont susceptibles de créer, et selon leurs types d'activités ou les substances qu'elles stockent ou utilisent. Les ICPE sont rassemblées au sein d'une nomenclature régulièrement actualisée²⁸.

Les ICPE font l'objet de règles de fonctionnement qu'elles doivent respecter afin de ne pas porter atteinte à l'environnement humain ou naturel. Elles doivent être signalées en préfecture avant leur mise en service et se soumettre au contrôle de l'inspection des installations classées.

Suivant l'importance des dangers ou des nuisances qu'elles représentent pour leur environnement, des contraintes concernant leur implantation et leur mise en fonctionnement sont définies par trois régimes de classement :

- Le régime de déclaration, par lequel l'exploitant déclare son installation et peut la démarrer sans formalité supplémentaire. En fonction des dangers ou nuisances, il peut se voir imposer, en complément des contrôles de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique par un organisme tiers agréé ;
- Le régime d'autorisation, qui exige que l'exploitant fournisse notamment une étude de dangers et le cas échéant une étude d'impact (directement ou après examen au cas par cas en fonction des projets) et que le dossier fasse l'objet d'une enquête publique. Les installations les plus dangereuses (risques d'explosion ou d'émanation de produits toxiques notamment) sont soumises à des restrictions et peuvent entraîner des interdictions pour l'utilisation des zones environnantes (« installations soumises à autorisation avec servitudes d'utilité publique »). Elles correspondent aux installations « SEVESO seuil haut » de la réglementation européenne ;
- Le régime d'enregistrement, introduit dans la législation en juin 2009, qui est intermédiaire entre la déclaration et l'autorisation. Le dossier fourni par le porteur de projet doit établir que le projet est conforme à la réglementation. Il est également soumis à une consultation du public ainsi qu'à une décision du préfet à l'issue de la procédure.

La liste des ICPE soumises aux régimes de l'autorisation et de l'enregistrement est disponible à l'adresse : <http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr/rechercheICForm.php?selectRegion=15&selectDept=77&champcommune=&champNomEtabl=&selectRegSeveso=-1&selectRegEtab=-1&selectPrioriteNat=-1&selectIPPC=-1&champActivitePrinc=-1&champListeIC=&selectDeclaEmi=&champEtablBase=&champEtablNumero=&ordre=&champNoEnregTrouves=926&champPremierEnregAffiche=0&champNoEnregAffiches=20>

27 Arrêté du ministre du redressement productif et du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 5 mars 2014, portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques

28 Cf INERIS : http://www.ineris.fr/aida/liste_documents/1/18023/1

C/ Pollution des sols

Un site pollué présente un risque pour les populations lorsqu'il regroupe les trois conditions suivantes :

- une source de pollution ;
- des voies de transfert, c'est-à-dire des possibilités de mise en contact direct ou indirect des polluants de la source avec les populations (occupants du site ou riverains), par les eaux souterraines, les eaux superficielles, les envols de poussières, les émissions de vapeurs etc. ;
- la présence de personnes exposées à cette contamination.

Les sites industriels et activités de services ayant une activité potentiellement polluante sont recensés via la base de données BASIAS²⁹. Les sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif, sont recensés via la base de données BASOL³⁰.

Il est à noter que la circulaire du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles³¹ précise que la construction de ces établissements, définis comme l'ensemble des établissements accueillant des personnes de 0 à 18 ans et les aires de jeux et espaces verts attenants, doit être évitée sur les sites pollués.

Un guide méthodologique à l'attention des collectivités relatif aux secteurs d'information sur les sols liste quelques pistes pour mieux intégrer les informations sur la pollution des sols dans les différentes pièces des documents d'urbanisme.

↳ <http://docplayer.fr/61117327-Juin-2017-ministere-de-de-la-transition-ecologique-et-solidaire-direction-generale-de-la-prevention-des-risques-bureau-du-sol-et-du-sous-sol.html>

D/ Réseau public de transport d'électricité

Le schéma directeur de la région Île-de-France indique que ces lignes constituent des « organes vitaux » pour l'alimentation électrique de l'Île-de-France, et impose en conséquence, que les terrains d'emprise affectés à ces lignes soient conservés à cet usage. Il est nécessaire de maintenir leur accès et de pérenniser un voisinage compatible avec leur mission de service public afin de garantir leur intégrité et, par voie de conséquence, la sûreté du système électrique. Les secteurs doivent être suffisamment larges pour permettre une accessibilité en tout point de la ligne, afin d'assurer la surveillance périodique, les opérations d'entretien et les éventuelles grosses réparations.

Par ailleurs, il convient d'éviter à proximité de ces ouvrages, la construction ou l'aménagement de bâtiments à usage d'habitation, d'aires d'accueil des gens du voyage, d'établissements recevant du public, de cour d'école (liste non exhaustive).

Il est rappelé à cet effet, qu'en application des articles R.151-31 et R.151-34 du code de l'urbanisme, les documents graphiques du règlement du PLUi devront faire apparaître les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics justifient que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.

Le territoire de la CC2M comporte une ligne 400 kV appartenant au réseau stratégique de transport d'électricité, ainsi que des lignes 63 kV.

2.4.3 Nuisances sonores

Classement sonore des infrastructures de transport terrestre (articles L. 571-9 et L.571-10 du code de l'environnement)

29 Base de données BASIAS : <http://basias.brgm.fr/>

30 Base de données BASOL : <https://basol.developpement-durable.gouv.fr/recherche.php>

31 Cf https://aida.ineris.fr/consultation_document/7329

La carte de synthèse du classement sonore des infrastructures de transport terrestre, ainsi que l'arrêté correspondant du 13 mars 2000 indiquent pour chacun des tronçons d'infrastructures concernés :

- le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit ;
- la largeur des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de ces tronçons ;
- les niveaux sonores que les constructeurs doivent prendre en compte pour la construction de bâtiments inclus dans ces secteurs.

Les annexes du PLUi devront indiquer, s'il y a lieu, le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transports terrestres, dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'[article L. 571-10 du code de l'environnement](#), les prescriptions d'isolement acoustique édictées et la référence des arrêtés préfectoraux correspondants et l'indication des lieux où ils peuvent être consultés (article R.151-53 du code de l'urbanisme).

2.5 Climat et énergie

Le PLUi contribue, par ses choix d'organisation spatiale, à la maîtrise de l'énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la diminution des émissions de particules, et donc à l'amélioration de la qualité de l'air, en réinterrogeant les modes de développement dominants de ces dernières décennies (étalement urbain, croissance des déplacements individuels, logements énergivores...) et en privilégiant certaines formes urbaines et paysagères (forme et implantation des bâtiments, trame verte et bleue et axes paysagers).

Le PLUi donne ainsi la possibilité de mettre en place une organisation du territoire permettant :

- de limiter les émissions de polluants et de gaz à effet de serre liés aux déplacements individuels motorisés en contenant la périurbanisation (L.151-26 du code de l'urbanisme), et en favorisant la ville compacte avec de la mixité fonctionnelle dans les quartiers pour réduire les déplacements (entre logements, emploi, services, équipements) ;
- de limiter l'emploi de la voiture en ville en agissant sur les stationnements (R.151-41 à R.151-46 du code de l'urbanisme), ou en facilitant le recours aux modes actifs (vélos, marche à pied) et aux transports collectifs en créant des liaisons douces. Ces dispositions peuvent par exemple être retranscrites dans une Orientation d'aménagement et de Programmation (OAP) thématique (L.151-6, L.151-7 du code de l'urbanisme), ou faire l'objet d'emplacements réservés (L.151-41 et R.151-48 du code de l'urbanisme) ;
- d'inciter au développement des énergies renouvelables (solaires, thermiques, photovoltaïques) et des réseaux de chaleur (L.111-16, L.151-21, L.151-28, L.151-39 et R.151-42, R.151-49 du code de l'urbanisme) ;
- de définir des formes urbaines qui limitent les îlots de chaleur urbain, et facilitent la dispersion des polluants (éviter l'effet « canyon » - R.151-39 du code de l'urbanisme), et de manière plus large toutes actions qui permettra d'adapter le territoire au changement climatique et de réduire sa vulnérabilité ;
- d'urbaniser en priorité les zones dont les niveaux de concentration en polluants sont inférieurs aux valeurs réglementaires de qualité de l'air, notamment avec les OAP (L.151-7 du code de l'urbanisme) ;
- de réduire l'exposition des populations aux polluants en choisissant la localisation de certains équipements (établissements accueillants des personnes sensibles à la pollution atmosphérique tels que crèches, écoles, hôpitaux ..., sites générateurs de trafics, comme les centres commerciaux, ou sites accueillant des activités polluantes - R.151-30) ;
- de faire apparaître dans les documents graphiques les secteurs où les nécessités de la protection contre les nuisances justifient que soient interdites ou soumises à conditions spéciales les constructions et installations de toute nature (R.151-31 du code de l'urbanisme) ;
- d'optimiser l'orientation des bâtiments pour maximiser les apports solaires (R.151-39 du code de l'urbanisme) ;
- de favoriser le changement de destination des rez-de-chaussées des constructions existantes (R.151-27, R.151-28, R.151-37 du code de l'urbanisme) ;
- d'agir sur la performance des matériaux utilisés pour isoler les constructions, réduisant ainsi l'émission de polluants et de gaz à effet de serre (L.151-21 et R.151-42 du code de l'urbanisme) ;

- d'inciter à la rénovation énergétique des bâtiments existants en fixant des objectifs de réhabilitation et en permettant l'isolation des façades par l'extérieur (L.152-5 du code de l'urbanisme).

Aussi, il paraît utile, au titre de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme³², que les éléments suivants figurent dans le PLUi :

- dans le rapport de présentation, un état de la qualité de l'air sur le territoire considéré, en particulier en matière de concentration de NO₂ et de PM₁₀, devrait être réalisé à partir des données publiques disponibles sur le site d'Airparif. Un bilan des émissions annuelles sur le territoire (contribution des différents secteurs émetteurs) serait également à réaliser à partir des données qui figurent sur le site d'Airparif ;
- dans le PADD les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme devraient notamment être définies dans l'optique d'améliorer la qualité de l'air ;
- dans le règlement du PLUi, la pertinence des dispositions suivantes devrait être étudiée :
 - limiter l'urbanisation (en particulier des établissements sensibles comme les crèches, écoles, maisons de retraite...) à proximité des grands axes routiers afin de ne pas augmenter l'exposition de la population à une mauvaise qualité de l'air. Cette mesure s'avère notamment nécessaire pour les axes qui restent en dépassement des valeurs limites de NO₂ ou de PM₁₀ à horizon 2020 d'après l'évaluation menée par Airparif. On estime que la zone d'effet du NO₂ de part et d'autre d'un axe routier en dépassement est de l'ordre de 200 m et qu'elle est de 100 m pour les PM₁₀ ;
 - déterminer dans des secteurs situés à proximité des transports collectifs, existants ou programmés, une densité minimale de constructions (cf. L.151-26 du code de l'urbanisme) ;
 - subordonner l'implantation d'équipements commerciaux à la desserte par les transports collectifs, dès lors que ces équipements, du fait de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'organisation du territoire ;
 - lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent, introduire un nombre maximal d'aires de stationnement à réaliser pour les véhicules motorisés lors de la construction de bâtiments destinés à un usage autre que d'habitation, (cf. L.151-32 du code de l'urbanisme) ;
 - restreindre l'implantation d'installations qui ajouteraient des émissions supplémentaires dans une zone déjà défavorisée du point de vue de la qualité de l'air.

Le schéma régional Climat, Air et Énergie (SRCAE) d'Île-de-France arrêté le 14 décembre 2012 cartographie les zones dites sensibles en ce qui concerne la qualité de l'air. Ces zones se définissent par une forte densité de population (ou la présence de zones naturelles protégées) et par des dépassements des valeurs limites pour certains polluants (PM₁₀ et NO₂). Sur ces zones les actions en faveur de la qualité de l'air sont prioritaires. Dans les collectivités concernées, l'élaboration du PLUi doit être l'occasion pour la collectivité de s'interroger sur les dispositions qu'elle peut intégrer dans son PLUi (PADD, OAP, règlement) en vue de répondre aux enjeux identifiés par le SRCAE et déclinés, le cas échéant, dans le Plan climat-air-énergie territorial (PCAET). Ces dispositions peuvent :

- favoriser la qualité de l'air, la réduction des émissions de GES et des polluants (particules fines, dioxyde d'azote) ;
- développer le chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération, avec un objectif d'augmentation de 40 % du nombre d'équivalent logements raccordés d'ici 2020 ;
- renforcer l'efficacité énergétique des bâtiments avec un objectif de doublement du rythme des réhabilitations dans le tertiaire et le triplement dans le résidentiel ;
- réduire de 20 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) du trafic routier, combinée à une forte baisse des émissions de polluants atmosphériques (particules fines, dioxyde d'azote).

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/transition-energetique-et-lutte-contre-le-a3420.html>

Le site de l'Association Airparif met en ligne des cartes annuelles de pollution par département et les résultats par station de mesure : <http://www.airparif.asso.fr/> (sur le site aller dans l'onglet : état de l'air)

32 « L'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs [permettant notamment d'assurer la préservation de la qualité de l'air] ».

De plus, conformément à l'article L.131-5 du code de l'urbanisme, les PLUi et les documents en tenant lieu prennent en compte le plan climat-air-énergie territorial (PCAET) prévu à l'article L. 229-26 du code de l'environnement. Pour mémoire le PCAET est un plan d'action adopté par les établissements publics de coopération intercommunale ou les établissements publics territoriaux de plus de 20 000 habitants. Le PCAET est un outil d'animation du territoire qui définit les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le changement climatique, s'y adapter, de développer les énergies renouvelables et de maîtriser la consommation d'énergie et réduire la pollution atmosphérique. Par ce biais, les collectivités disposent des compétences pour agir en faveur de la lutte contre le changement climatique, la transition énergétique et de la qualité de l'air dans les territoires à travers leurs politiques de mobilité, d'urbanisme, de construction, de gestion des déchets, d'accueil du public, de gestion de l'énergie dans les bâtiments publics et des déchets, de développement des énergies renouvelables et de récupération et des aides agricoles.

Le PCAET met en œuvre les actions nécessaires permettant de réduire l'impact et de lutter contre les effets du changement climatique, et de favoriser la transition énergétique et écologique du territoire. Il vise notamment :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- la réduction des consommations d'énergie ;
- la réduction des émissions de polluants atmosphériques et la réduction de l'exposition des habitants à un air de mauvaise qualité ;
- la réduction de la vulnérabilité du territoire au changement climatique et favoriser la biodiversité.

A titre d'exemple, les actions du PCAET doivent permettre de réaliser la rénovation énergétique des bâtiments, leur raccordement à des réseaux de chaleur, le développement des énergies renouvelables sur bâti ou sur site, l'optimisation des transports de personnes et de marchandises, le développement des mobilités alternatives, douces et actives.

Le PLUi prend en compte le PCAET qui lui-même doit être compatible avec le SRCAE. S'il existe un SCoT : le PLUi est compatible avec le SCoT qui prend en compte le PCAET qui lui-même est compatible avec le SRCAE.

Concrètement, la collectivité est invitée à se saisir de ces thématiques en prenant en compte notamment les préconisations du schéma régional du climat de l'air et de l'énergie (SRCAE), adopté en 2012 (disponible sur www.srcae-idf.fr), et le plan de protection de l'atmosphère (PPA) arrêté en janvier 2018 (disponible sur www.maqualitedelair-idf.fr).

2.6 Ressource en matériaux

L'Île-de-France recèle en son sol des matières premières importantes et variées (substances minières et matériaux de carrières).

Le SDRIF prévoit de « garantir un approvisionnement régional et/ou interrégional en matériaux ». Ainsi « l'accès aux gisements de matériaux minéraux régionaux naturels doit être préservé, en particulier au niveau de bassins de gisements considérés comme stratégiques selon trois niveaux d'enjeu ».

Il est à noter que les autorisations d'exploiter lesdits gisements sont délivrées pour une durée maximale de 30 ans. La remise en état des sites exploités doit garantir globalement le retour à la vocation actuelle des sols telle qu'elle est définie dans le SDRIF. L'ensemble du périmètre deviendra à terme un espace naturel. Les projets de remise en état et de réaménagement paysager doivent être définis en concertation avec les acteurs locaux (communes, associations, Agence des Espaces Verts...) et les services de l'État en privilégiant la création d'écosystèmes variés pour préserver la biodiversité. Inscrits dans les arrêtés d'autorisation d'exploiter, ils devront être mis en œuvre au fur et à mesure de l'avancement des exploitations. La qualité des remises en état par des plantations avec des espèces nobles, la création de biotopes et d'écosystèmes variés, de paysages différents, permettent de recréer des espaces naturels de grande qualité souvent supérieures à l'existant avec la reconstitution de faunes /flores très riches.

Par ailleurs, le schéma départemental relatif aux carrières de Seine-et-Marne approuvé le 7 mai 2014³³ devra être remplacé à l'horizon 2020 par un schéma régional dont l'une des nouveautés sera un lien de prise en compte par les documents d'urbanisme (articles L515-3 du code de l'environnement et L.131-2 du code de l'urbanisme) : *"Les schémas de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les plans d'occupation des sols ou les cartes communales prennent en compte les schémas régionaux des carrières, le cas échéant dans un délai de trois ans après la publication de ces schémas lorsque ces derniers leur sont postérieurs."* Il est d'ores et déjà opportun de prendre en compte le schéma départemental des carrières qui définit non seulement les gisements mais également les protections environnementales fortes incompatibles avec une exploitation.

Zone spéciale de carrière

Il est à noter que lorsqu'une substance de carrière d'intérêt économique fort, notamment national, ne peut plus être valorisée en raison de l'insuffisance des ressources connues ou de leur accessibilité foncière, l'article L.321-1 du code minier prévoit la possibilité d'instituer des zones spéciales de carrières à l'intérieur desquelles la reconnaissance de nouveaux gisements et leur exploitation est rendue possible à défaut d'accord du propriétaire, sous réserve des autorisations administratives nécessaires. Ces zones instituées par décret en conseil d'État peuvent faire être qualifiée de projet d'intérêt général par le préfet de département.

La carte des zones spéciales de carrière est consultable sur <http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/HSDC.map#> (cocher zone 109 zone spéciale de carrière)

2.7 Approvisionnement en énergie

Le développement des énergies renouvelables et de récupération sur le territoire, en particulier au travers des réseaux de chaleur et la géothermie profonde, nécessite une coordination et une cohérence avec les outils d'urbanisme et de planification du territoire. Le PLUi doit ainsi intégrer les réseaux et les installations de production d'énergie locale et proposer un cadre favorable à leur déploiement.

Développement des énergies renouvelables

L'élaboration du document d'urbanisme peut être l'occasion d'étudier la pertinence d'un développement des énergies renouvelables de production d'électricité (énergie éolienne et photovoltaïque) à l'échelle de la commune.

Dans le cadre des travaux liés à l'élaboration du schéma régional éolien (SRE) d'Île-de-France, les communes favorables au développement de l'éolien ont été identifiées en prenant en compte le potentiel éolien, les servitudes, les règles de protection des espaces naturels du patrimoine naturel et culturel ainsi que les contraintes techniques. Les communes concernées pour partie par une zone qui a été identifiée comme favorable à l'éolien sont notées favorables dans le schéma.

Le SRE d'Île-de-France a été approuvé en septembre 2012, puis annulé le 13 novembre 2014 par le tribunal administratif de Paris, jugement confirmé le 17 novembre 2016 par la cour d'appel administratif de Paris.

Bien que ce document ne soit pas opposable, il renseigne néanmoins sur les potentialités territoriales et quantitatives de développement de l'éolien en Île-de-France pour l'atteinte de l'objectif national de 19 000 MW de puissance éolienne terrestre installée à l'horizon 2020. Il identifie les parties du territoire régional favorables au développement de cette énergie compte tenu d'une part, du potentiel et d'autre part, d'une analyse des sensibilités paysagères, patrimoniales et environnementales, des contraintes et servitudes techniques et des orientations régionales.

Ce schéma affichait une ambition forte de développement de l'énergie éolienne d'ici à 2020 en Île-de-France et ce malgré les spécificités régionales (territoire réduit, densité de population importante, patrimoine très riche). Ainsi, un potentiel compris entre 200 et 540 MW soit 100 à 180 éoliennes d'une puissance unitaire comprise entre 2 et 3 MW a été identifié.

Aujourd'hui, les études et recommandations du schéma restent valables et sont adaptées à une échelle régionale.

³³ <http://www.drie.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/schema-departemental-des-carrieres-de-seine-et-a1848.html>

Le territoire de la CC2M comprend des zones favorables à l'implantation d'éoliennes à contraintes modérées et à fortes contraintes.

Un projet de parc éolien est en cours d'instruction à Choisy-en-Brie. Ce projet a fait l'objet d'un avis défavorable à l'unanimité de la commission d'enquête. Depuis un arrêté de sursoir à statuer au titre du L153-11 du code de l'urbanisme a été pris le 20 avril 2017 pour une durée de 24 mois (arrêté n°2017/DCSE/EOL/002). Le sursis à statuer est motivé par le fait que le projet de PLU révisé interdisait l'implantation d'éoliennes et que la procédure de révision était largement engagée.

Cette disposition du PLU avait notamment fait l'objet de remarques et recommandations dans l'avis de la MRAe du 19 janvier 2017 sur le projet arrêté de PLU de Choisy-en-Brie, qui recommandait de mieux justifier cette interdiction au regard des enjeux environnementaux en présence.

L'élaboration du PLUi est l'occasion d'appréhender les enjeux de développement des énergies renouvelables à l'échelle du territoire intercommunal et de mieux justifier les choix retenus en matière de développement ou d'interdiction de l'éolien, dans le contexte de développement des énergies renouvelables.

Les zones favorables à l'implantation d'éoliennes sont consultables via le lien ci-dessous :
<http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/Eolien.map>

Développement et extension des réseaux de chaleur existants

Dans les zones urbanisées ou à urbaniser du territoire, les réseaux de chaleur constituent le meilleur moyen de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de valoriser, à grande échelle, les énergies renouvelables (biomasse et géothermie) et de récupération (chaleur des usines d'incinération des ordures ménagères) disponibles sur le territoire. Les chaufferies centralisées raccordées aux réseaux de chaleur, même fonctionnant au gaz naturel, présentent de très bons rendements énergétiques et sont donc nettement moins émettrices de gaz à effet de serre que la somme d'une multitude de petites chaudières individuelles ou collectives.

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015 met l'accent sur le développement des réseaux de chaleur et de froid en tant que vecteurs essentiels de la transition énergétique. À cet effet, elle prévoit que les collectivités territoriales (commune, EPCI, département, région) chargées d'un service public de distribution de chaleur ou de froid en service au 1er janvier 2009 doivent réaliser un schéma directeur de leur réseau de chaleur ou de froid avant le 31 décembre 2018. L'élaboration d'un tel schéma permet d'établir une vision prospective de l'évolution du réseau en concertation avec les acteurs locaux (bailleurs sociaux, copropriétés, gestionnaires de bâtiments tertiaires, etc.) et de quantifier les enjeux d'une densification, d'une extension, d'une interconnexion avec un réseau voisin ou d'une création de réseau. Elle permet également de prévoir et maximiser l'usage des énergies nouvelles et renouvelables.

Dans le cadre de son PLUi, la collectivité pourra s'appuyer utilement sur les recommandations en matière d'urbanisme préconisées dans le cadre du schéma directeur de création et/ou de développement de son réseau de chaleur. L'élaboration d'un tel schéma permet d'établir une vision prospective de l'évolution du réseau en concertation avec les acteurs locaux (bailleurs sociaux, copropriétés, gestionnaires de bâtiments tertiaires, etc.) et de quantifier les enjeux d'une densification, d'une extension, d'une interconnexion avec un réseau voisin ou d'une création de réseau. Elle permet également de prévoir et maximiser l'usage des énergies nouvelles et renouvelables.

Pour minimiser les coûts pour la collectivité comme pour les usagers finaux, les priorités à prendre en compte dans le document d'urbanisme sont :

- en premier lieu, de faciliter le raccordement des bâtiments existants situés à proximité immédiate du(des) réseau(x) existant(s) ;
- puis, l'extension du(des) réseau(x) existant(s) pour alimenter des bâtiments situés à moins de 1000 mètres ;
- et enfin, la création de réseaux neufs.

Le site de la DRIEE met en ligne des cartes relatives aux réseaux de chaleur : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/cartographie-des-reseaux-de-chaleur-en-ile-de-r1040.html>

Développement de la géothermie sur l'aquifère du Dogger (géothermie profonde)

Une étude menée dans le cadre de l'élaboration du SRCAE d'Ile-de-France a permis de chiffrer et de localiser les potentiels de développement de la géothermie profonde sur l'aquifère du Dogger par :

- extension des réseaux de chaleur géothermiques existants ;
- géothermisation des réseaux existants en substitution d'énergies fossiles ;
- création de nouveaux réseaux géothermiques.

Les collectivités situées dans une zone à potentiel important de développement de cette géothermie sont invitées à mener une étude spécifique pour évaluer précisément les enjeux de cette énergie sur son territoire. Les résultats de cette étude permettront de définir une stratégie en matière d'urbanisme facilitant une valorisation optimale de cette énergie renouvelable disponible localement. Le document d'urbanisme en cours de préparation traduira les grandes orientations pour faciliter la mise en œuvre de cette stratégie.

Le potentiel géothermique des territoires est accessible à partir du site internet Géothermie Perspective développé par le BRGM et l'ADEME : la carte de l'exploitabilité du Dogger de la région Ile-de-France est disponible sur <http://www.geothermie-perspectives.fr/article/lexploitabilite-dogger-en-ile-france>.

Bâtiment durable

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique (TEPCV) précitée, vise à diminuer de moitié la consommation d'énergie d'ici à 2050 ainsi qu'à réaliser la rénovation de 500 000 logements par an. Elle renforce et précise les dispositions prévues par la loi dite « Grenelle » de 2010.

Outre la possibilité d'utiliser les matériaux biosourcés dans la construction nonobstant les dispositions du règlement du PLUi (L111-16), celui-ci ne peut désormais faire obstacle aux travaux d'isolation des bâtiments ou d'installation de production d'énergie renouvelable (ces dérogations valent aussi pour les bâtiments publics).

Divers outils peuvent être mis en place dans le règlement du PLU(i), afin de favoriser les performances énergétiques et environnementales des constructions, que ce soit dans l'ancien ou dans la construction neuve :

R151-42 « Afin d'assurer l'insertion et la qualité environnementale des constructions, le règlement peut :

- 1° fixer des obligations en matière de performances énergétiques et environnementales ;
- 2° identifier les secteurs où, en application de l'article L151-21, des performances énergétiques et environnementales renforcées doivent être respectées ;
- 3° identifier les secteurs où, en application du 3° de l'article L151-28, les constructions répondant aux critères de performances énergétiques et environnementales bénéficient d'une majoration de volume constructible qu'il détermine en référence à l'emprise au sol et la hauteur [...] ;

L151-21 : « le règlement peut définir des secteurs dans lesquels il impose aux constructions, travaux, installations et aménagements de respecter des performances énergétiques et environnementales renforcées qu'il définit. À ce titre, il peut imposer une production minimale d'énergie renouvelable [...] ».

Les enjeux locaux en matière de rénovation énergétique du parc ancien devront être évalués au niveau du diagnostic territorial.

L'article 8 de la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TEPCV) a introduit la possibilité, pour le PLU(i), d'accorder un bonus de constructibilité sur des critères d'exemplarité énergétique ou environnementale. Conformément à l'article L151-28 du code de l'urbanisme, dans les zones urbaines ou à urbaniser, le règlement peut autoriser « un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive » (cf. décret n° 2016-856 du 28 juin 2016).

Ces dispositions concernent les bâtiments neufs ou extensions soumises à la réglementation thermique (RT) 2012, s'ils peuvent justifier, à l'appui de leur demande de permis de construire, une des trois performances suivantes :

- exemplarité énergétique ;
- exemplarité environnementale ;
- énergie positive.

L'article R111-21 du Code de la Construction et de l'Habitat (CCH) donne la définition de ces trois termes, les seuils à atteindre étant précisés par l'arrêté du 12 octobre 2016.

ANNEXES

Annexe 1 : CONTENU DU RAPPORT ENVIRONNEMENTAL

Il est attendu que le rapport de présentation :

(R.151-1)

1° Expose les principales conclusions du diagnostic sur lequel il s'appuie ainsi que, le cas échéant, les analyses des résultats de l'application du plan prévues par les articles L. 153-27 à L. 153-30 et comporte, en annexe, les études et les évaluations dont elles sont issues ;

2° Analyse les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis identifiés par le schéma de cohérence territoriale en vertu du deuxième alinéa de l'article L. 141-3 ainsi que des autres espaces bâtis identifiés par le rapport lui-même en vertu du troisième alinéa de l'article L. 151-4 ;

3° Analyse l'état initial de l'environnement, expose la manière dont le plan prend en compte le souci de la préservation et de la mise en valeur de l'environnement ainsi que les effets et incidences attendus de sa mise en œuvre sur celui-ci.

(R.151-2)

Le rapport de présentation comporte les justifications de :

1° La cohérence des orientations d'aménagement et de programmation avec les orientations et objectifs du projet d'aménagement et de développement durables ;

2° La nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en œuvre du projet d'aménagement et de développement durables et des différences qu'elles comportent, notamment selon qu'elles s'appliquent à des constructions existantes ou nouvelles ou selon la dimension des constructions ou selon les destinations et les sous-destinations de constructions dans une même zone ;

3° La complémentarité de ces dispositions avec les orientations d'aménagement et de programmation mentionnées à l'article L. 151-6 ;

4° La délimitation des zones prévues par l'article L. 151-9 ;

5° L'institution des zones urbaines prévues par l'article R. 151-19, des zones urbaines ou zones à urbaniser prévues par le deuxième alinéa de l'article R. 151-20 lorsque leurs conditions d'aménagement ne font pas l'objet de dispositions réglementaires ainsi que celle des servitudes prévues par le 5° de l'article L. 151-41 ;

6° Toute autre disposition du plan local d'urbanisme pour laquelle une obligation de justification particulière est prévue par le présent titre.

Ces justifications sont regroupées dans le rapport.

(R.151-3)

Au titre de l'évaluation environnementale lorsqu'elle est requise, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse les perspectives d'évolution de l'état initial de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Expose les conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport de présentation au titre de l'évaluation environnementale est proportionné à l'importance du plan local d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

(R.151-4)

Le rapport de présentation identifie les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévue à l'article L. 153-29.

Annexe 2 _ ANALYSE DES INCIDENCES NATURA 2000

1 - présentation simplifiée du document de planification + carte de localisation

Le plan est-il susceptible d'avoir une incidence sur des sites Natura 2000 ?

OUI

2 - exposé sommaire des raisons +
liste des sites concernés

3 - analyse des effets temporaires/permanents, directs/indirects, et cumulés
(sur l'état de conservation des habitats et espèces)

NON

2 - exposé sommaire des raisons

Fin de l'étude d'incidence

Le plan peut-il avoir des effets significatifs dommageables sur l'état de conservation des habitats et espèces ?

OUI

4 - exposé des mesures de suppression et réduction

NON

Fin de l'étude d'incidence

Subsiste-t-il des effets significatifs dommageables ?

OUI

5 - démonstration de l'absence de solution alternative+justification

6 - description des mesures compensatoires +
estimation des dépenses+modalité de prise en charge des mesures

NON

5 - justifications

Fin de l'étude d'incidence

✎ Pour aller plus loin voir note de l'autorité environnementale sur les
évaluations des incidences Natura 2000

http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/160316_-_Note_de_l_Ae_sur_l_e_valuation_des_incidences_Natura_2000_-_delibere_cle2361de.pdf

Annexe 3 : TABLE DES DISPOSITIONS DU SDAGE EN LIEN AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

Les documents d'urbanismes doivent être compatibles ou rendus compatibles avec le SDAGE. Sont plus particulièrement concernées les dispositions suivantes et les orientations auxquelles elles se rattachent :

Orientation 2 - Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain

D1.8 : Renforcer la prise en compte des eaux pluviales dans les documents d'urbanisme

D1.9 : Réduire les volumes collectés par temps de pluie

Orientation 4 - Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de réduire les risques de ruissellement, d'érosion et de transfert des polluants vers les milieux aquatiques

D2.18 : Conserver les éléments fixes du paysage qui freinent les ruissellements

D2.20 : Limiter l'impact du drainage par des aménagements spécifiques

Orientation 7 : Adapter les mesures administratives pour mettre en oeuvre des moyens permettant d'atteindre les objectifs de suppression ou de réduction des rejets micropolluants pour atteindre le bon état des masses d'eau

D3.26 : Intégrer dans les documents professionnels les objectifs de réduction des micropolluants ainsi que les objectifs spécifiques des aires d'alimentation de captage (AAC) et du littoral

Orientation 14 : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques littoraux et marins ainsi que la biodiversité

D4.48 : Limiter l'impact des travaux, aménagements et activités sur le littoral et le milieu marin

Orientation 15 : Promouvoir une stratégie intégrée du trait de côte

D4.51 : Développer une planification de la gestion du trait de côte prenant en compte les enjeux de biodiversité, de patrimoine et de changement climatique

Orientation 17 : Protéger les captages d'eau de surface destinés à la consommation humaine contre les pollutions

D5.59 : Prendre en compte les eaux de ruissellement pour protéger l'eau captée pour l'alimentation en eau potable

Orientation 18 : Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité

D6.64 : Préserver et restaurer les espaces de mobilité des cours d'eau et du littoral

D6.65 : Préserver, restaurer et entretenir la fonctionnalité des milieux aquatiques particulièrement dans les zones de frayères

D6.67 : Identifier et protéger les forêts alluviales

Orientation 22 : Mettre fin à la disparition et à la dégradation des zones humides et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité

D6.86 : Protéger les zones humides par les documents d'urbanisme

D6.87 : Préserver la fonctionnalité des zones humides

Orientation 24 : Éviter, réduire, compenser l'incidence de l'extraction de matériaux sur l'eau et les milieux aquatiques

D6.102 : Développer les voies alternatives à l'extraction de granulats alluvionnaires

Orientation 28 : Protéger les nappes stratégiques à réserver pour l'alimentation en eau potable future

D7.125 : Modalités de gestion de la masse d'eau souterraine FRHG006 Alluvions de la Bassée

Orientation 30 : Améliorer la gestion de crise lors des étiages sévères

D7.128 : Garantir la maîtrise de l'usage du sol pour l'AEP future

Orientation 31 : Prévoir une gestion durable de la ressource en eau

D7.137 : Anticiper les effets attendus du changement climatique

Orientation 32 : Préserver et reconquérir les zones naturelles d'expansion des crues

D8.139 : Prendre en compte et préserver les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme

Orientation 34 : Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées

D8.142 : Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets

D8.143 : Prévenir la genèse des inondations par une gestion des eaux pluviales adaptée

Orientation 38 : Évaluer l'impact des politiques de l'eau et développer la prospective

L1.161 : Élaborer et préciser les scénarii globaux d'évolution pour modéliser les situations futures sur le bassin

Orientation 39 : Favoriser une meilleure organisation des acteurs du domaine de l'eau

L2.163 : Renforcer la synergie, la coopération et la gouvernance entre les acteurs du domaine de l'eau, des inondations, du milieu marin et de la cohérence écologique

Orientation 40 : Renforcer et faciliter la mise en œuvre des SAGE

L2.168 : Favoriser la participation des CLE lors de l'élaboration, la révision et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme (SCOT, PLU et carte communale) avec le SAGE

L2.171 : Favoriser la mise en place de démarche de gestion intégrée de la mer et du littoral et leur déclinaison dans les documents d'urbanisme

Annexe 4 : TRADUCTION DANS LE PLU(i) DES OBJECTIFS DU PGRI (en l'absence de SCOT)

2°) RALENTIR LES ÉCOULEMENTS NATURELS

| Traduction dans le document d'urbanisme | Points particuliers / Pour aller plus loin |
|--|---|
| 1°) FAVORISER LES DÉBORDEMENTS NATURELS DE COURS D'EAU ET PRÉSERVER LES MILIEUX ASSOCIÉS | |
| <p>Identifier, a minima sur la base de la connaissance existante, dans le rapport de présentation, les zones humides, les lits majeurs et les zones d'expansion des crues du territoire non urbanisés.</p> <p>Dans le règlement graphique délimiter, protéger et rendre inconstructible ces zones en y interdisant les remblais et/ou constructions sauf si des réductions ou des compensations permettent de ne pas impacter leur fonctionnalité ni d'augmenter le risque, dans les conditions fixées par le PGRI et le SDAGE et le PPRi en vigueur s'il en existe.</p> | <p>Ces zones naturelles peuvent être préservées tout en étant compatibles avec le risque inondation, via des aménagements ou espaces au service du cadre et de la qualité de vie de la population tels que : espaces récréatifs, liaisons douces, continuité de la trame verte et bleue, protection des abords des cours d'eau.</p> |
| 2°) RALENTIR LES ÉCOULEMENTS NATURELS | |
| <p>Limitier l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit (régulation à la parcelle si les conditions géopédologiques le permettent, débits sortant des aménagements réduits au minimum) et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, en cohérence avec le schéma directeur des eaux pluviales existant. Si ce zonage n'existe pas, la réalisation du PLU(i) est une opportunité pour le réaliser.</p> <p>Identifier, a minima sur la base de la connaissance existante, les zones à enjeux de ruissellement (les zones urbaines et agricoles dont viticoles où l'érosion et les coulées de boues peuvent poser des problèmes). Délimiter ces zones à enjeux.</p> <p>Fixer des prescriptions adaptées dans le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation.</p> | <p>Le rapport de présentation du document d'urbanisme peut aussi faire figurer les éléments fixes du paysage jouant un rôle dans la lutte contre le ruissellement (haies, bandes enherbées, zones tampons etc), les axes de ruissellement naturel et les emplacements réservés pour des ouvrages de gestion des ruissellements définis par une stratégie de lutte contre le ruissellement à l'échelle du territoire ou du bassin versant. Des prescriptions adaptées pour leur préservation sont fixées dans le règlement et/ou des orientations d'aménagement et de programmation.</p> <p><i>L'échelle intercommunale des PLUi est particulièrement intéressante pour la gestion du risque de ruissellement.</i></p> |
| 3°) MAÎTRISER L'URBANISATION DES ZONES INONDABLES | |
| <p>Le PLU(i) ne doit pas augmenter la vulnérabilité des zones inondables déjà urbanisées et la réduire en appliquant la doctrine « éviter-réduire-compenser » pour les impacts des installations en lit majeur.</p> <p>L'objectif prioritaire est l'évitement du développement de ces zones (inconstructibilité). De nouveaux projets ou des projets de densification ne peuvent être autorisés que dans le respect du PPR</p> | <p>Dans tous les cas, en zone inondable constructible, les projets d'aménagement, la façon d'implanter les constructions doit être strictement encadrée et adaptée en fonction de leur vulnérabilité à l'inondation et au niveau d'aléa auquel la zone est exposée (résilience du projet, formes architecturales adaptées,...).</p> |

existant et sous des conditions strictes et claires dans le règlement et les OAP et, en application du PGRI, sous réserve de :

- la justification d'absence d'alternatives dans des secteurs non exposés et le caractère structurant du projet ;
- la non aggravation du risque pour les enjeux existants ;
- la définition de règles claires pour garantir la résilience à court terme du projet en lien avec les réseaux et infrastructures nécessaires ; la facilité de la gestion de crise, notamment la capacité d'évacuation et d'accès aux secours.

Les autorisations à construire sont données en zones déjà urbanisées.

Sont en priorité à éviter les projets d'aménagement à forte vulnérabilité et le développement d'équipements sensibles ou services: bâtiments utiles à la gestion de crise (exemples : pompiers, police, services municipaux,...), établissements dont l'évacuation est difficile (exemples : hôpitaux, maisons de retraite, établissements pénitentiaires, crèches, écoles,...), activités utiles à la reprise de l'activité (exemples : nettoyage, transports, déchets,...).

Au niveau du règlement graphique, le classement de zone urbaine en zone indicée (Ui par exemple) ou une trame superposée au zonage peut donner de la visibilité à la présence du risque inondation et fixer des règles adaptées au risque pour cet indice.

Le renouvellement urbain ou la requalification de centre bourg déjà urbanisées sont des opportunités pour réduire leur vulnérabilité et celle des quartiers voisins en interaction dans une logique de solidarité amont/aval de la gestion de l'inondation (zones collectives de refuges de matériel en cas de crues, équipement pouvant servir d'accueil à la population sinistrée etc)

CONNAISSANCE DE LA VULNÉRABILITÉ DU TERRITOIRE (SI LE TERRITOIRE CONCERNE EN TOTALITÉ OU EN PARTIE DES COMMUNES D'UN TRI)

Connaître la vulnérabilité du territoire permet de s'intéresser aux enjeux du territoire et au fonctionnement de l'inondation y compris dans les secteurs situés hors zone inondable mais impactés par l'inondation par effets dominos (réseaux de transport, d'eau, d'électricité, déchets..).

Cette connaissance est une opportunité pour le projet de territoire. Elle doit permettre de prioriser les zones à enjeux du territoire pour définir des orientations d'aménagement dans le PADD et des conditions et principes de développement et d'aménagement adaptés dans le règlement, les zonages et les orientations d'aménagement et de programmation.

Annexe 5 : AUTRES LIENS PRATIQUES

MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

SRCE d'Île de France : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/le-srce-d-ile-de-france-adopte-a1685.html>

Référentiel du SRCE (décline le schéma à l'échelle de chaque commune en termes d'éléments de diagnostics, d'enjeux, d'actions, de cadrages quantitatifs et de cartographie) : <http://refsrce.natureparif.fr/>

ZNIEFF :

Données naturalistes pouvant être utiles à une bonne prise en compte des exigences réglementaires relatives aux espèces et aux milieux naturels lors de l'élaboration des PLU(i) :

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-et-connaissance-naturalistes-r1274.html>

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/le-sinp-en-pratique-consulter-et-utiliser-des-r1353.html>

EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

<http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/eau-et-milieux-aquatiques-r34.html>

SDAGE 2016-2021 : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-documents-du-sdage-2016-2021-a2529.html>

Données SIG relatives au SDAGE 2016-2021 (dont les cartes) disponibles sous : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/donnees-sur-le-bassin-seine-a372.html>

Programme de mesures 2016-2021 : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-documents-du-programme-de-mesure-2016-2021-a2528.html>

Etat des lieux révisé : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/etat-des-lieux-r149.html>

Carte des périmètres des unités hydrographiques (UH) en Ile-de-France : http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/Unites_hydrographiques.map

Périmètres territoriaux des SAGE : <http://carmen.developpement-durable.gouv.fr/18/SAGE.map>

PGRI 2016-2021 du bassin Seine-Normandie

Autres sites :

www.eau-seine-normandie.fr

www.gesteau.eaufrance.fr

CLIMAT ET ENERGIE

SRCAE : [HTTP://WWW.SRCAE-IDF.FR/](http://www.srcae-idf.fr/)

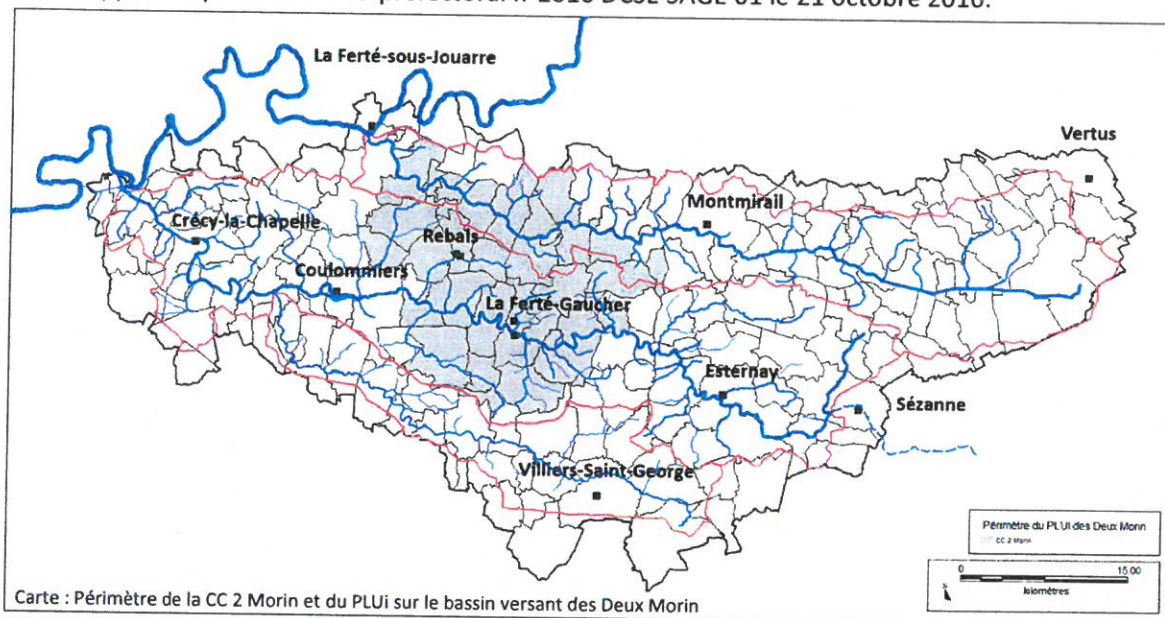
PPA 2018-2025 d'Île-de-France

RESSOURCES EN MATERIAUX

Liste des schémas départementaux des carrières existants :

Carte des zones spéciales de carrière :
(cocher zone 109 zone
spéciale de carrière)

La Communauté de Commune des Deux Morin se situe en totalité sur le bassin versant du Petit et du Grand Morin. Sur ce bassin versant, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux des Deux Morin a été approuvé par arrêté interpréfectoral n°2016 DCSE SAGE 01 le 21 octobre 2016.



| COMMUNES | BASSIN VERSANT DU GRAND MORIN | % Superficie dans le bassin du Grand Morin | BASSIN VERSANT DU PETIT MORIN | % Superficie dans le bassin du Petit Morin |
|--------------------------|----------------------------------|--|----------------------------------|--|
| BELLOT | X | 42.95% | X | 57.05% |
| BOITRON | / | 0% | X | 100% |
| CHARTRONGES | X | 100% | / | 0% |
| CHOISY-EN-BRIE | X | 100% | / | 0% |
| DOUE | X | 95.03% | X | 4.97% |
| HONDEVILLIERS | / | 0% | X | 100% |
| JOUY-SUR-MORIN | X | 100% | / | 0% |
| LA CHAPELLE-MOUTILS | X | 100% | / | 0% |
| LA FERTE-GAUCHER | X | 100% | / | 0% |
| LA TRETOIRE | X | 100% | X | 71.74% |
| LESCHEROLLES | X | 100% | / | 0% |
| LEUDON-EN-BRIE | X | 100% | / | 0% |
| MEILLERAY | X | 100% | / | 0% |
| MONTAUPHIN | X | 15.57% | X | 84.43% |
| MONTENILS | X | 14.68% | X | 85.32% |
| MONTOLIVET | X | 66.66% | X | 33.34% |
| ORLY-SUR-MORIN | / | 0% | X | 100% |
| REBAIS | X | 93.91% | X | 6.09% |
| SABLONNIERES | X | 5.64% | X | 94.36% |
| SAINT-BARTHELEMY | X | 89.84% | X | 10.16% |
| SAINT-CYR-SUR-MORIN | X | 12.45% | X | 87.55% |
| SAINT-DENIS-LES-REBAIS | X | 100% | / | 0% |
| SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE | X | 100% | / | 0% |
| SAINT-LEGER | X | 100% | / | 0% |
| SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS | X | 100% | / | 0% |
| SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | X | 100% | / | 0% |
| SAINT-OUEN-SUR-MORIN | / | 0% | X | 100% |
| SAINT-REMY-DE-LA-VANNE | X | 100% | / | 0% |
| SAINT-SIMEON | X | 100% | / | 0% |
| VERDELOT | X | 11.52% | X | 88.48% |
| VILLENEUVE-SUR-BELLOT | / | 0% | X | 100% |

Le SAGE des Deux Morin est opposable aux documents d'urbanisme à travers deux documents :

- **Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD)** qui fixe des orientations et des objectifs généraux à atteindre. Ce document est opposable par un **rapport de comptabilité pour toutes les décisions prises dans le domaine de l'eau et de l'urbanisme**. Aucune contradiction majeure ne doit être faite au détriment des objectifs du PAGD. (Article R. 212-46-4 du Code de l'environnement)
- **Le règlement** qui prescrit des mesures pour atteindre les objectifs du PAGD avec une **portée juridique de conformité**. Il est opposable à toute décision administrative du domaine de l'eau et aux tiers donc à toutes personnes publiques ou privées intervenant sur la ressource en eau **et par conséquent aux permis de construire**. Il s'applique par conformité impliquant un respect strict des mesures dictées, personnes ne peut y déroger.

Notion de compatibilité et de conformité

La jurisprudence montre **qu'un document ou un projet est compatible avec un SAGE quand il ne rentre pas en contradiction avec les orientations et les principes fondamentaux du SAGE mais qu'il participe à leurs réalisations**. La compatibilité implique donc qu'il n'y ait pas de contradiction majeure entre un document de nature supérieure et un document de nature inférieure. Par conséquent, les documents d'urbanisme doivent contribuer à la mise en œuvre des dispositions du SAGE.

Le règlement du SAGE est opposable aux tiers, c'est-à-dire à toute personne publique ou privée intervenant sur les milieux aquatiques et la ressource en eau. Il s'applique par conformité aux décisions individuelles et aux actes administratifs pris au titre des polices de l'eau (Installations, Ouvrages Travaux ou Activités - IOTA et des Installations Classées Pour l'Environnement - ICPE). **Même si la conformité n'est pas directe entre les documents d'urbanisme et le règlement du SAGE, les documents d'urbanisme doivent en tenir compte car il s'oppose aux aménagements qui peuvent être permis par le PLU, d'où la nécessité d'être vigilant à la rédaction du règlement de PLU afin que celui-ci ne permette pas des aménagements qui ensuite pourront être refusés au titre de la police de l'eau.**

L'autorité administrative vérifie l'absence de contradiction sous le contrôle d'un juge administratif qui comparera les deux documents en question.

Toutes les décisions dans le domaine de l'eau et de l'urbanisme doivent être compatibles avec les objectifs du PAGD et conforme avec le règlement dès l'entrée en vigueur du SAGE soit à partir du 21 octobre 2016 (date de publication de son arrêté d'approbation). Les documents d'urbanisme existants ont un délai légal de trois ans pour se mettre en compatibilité avec le PAGD et en conformité avec le règlement. Pour tous les nouveaux documents d'urbanisme la compatibilité doit être immédiate avec le SAGE.

I – Objectifs du SAGE des Deux Morin à intégrer dans les PLU :

Dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux des Deux Morin, il est demandé aux documents d'urbanisme d'être compatibles avec certains objectifs qui doivent apparaître dans l'ensemble des documents constitutifs du PLU (rapport de présentation, PADD, OAP, Zonage et Règlement). A ce titre, les documents d'urbanisme doivent :

• **PROTEGER LES CAPTAGES D'EAU POTABLE DE TOUTES POLLUTIONS.**

Rapport de présentation : Il est demandé de prendre en compte les périmètres d'utilité publique des captages d'eau potable (disposition 9 du PAGD) dans la planification de l'urbanisation. Les limites des périmètres retenus sont à annexer au PLU (servitudes). Il est préconisé de prendre en compte également la délimitation des aires d'alimentation des captages (AAC) et leur vulnérabilité dans la planification de l'urbanisation.

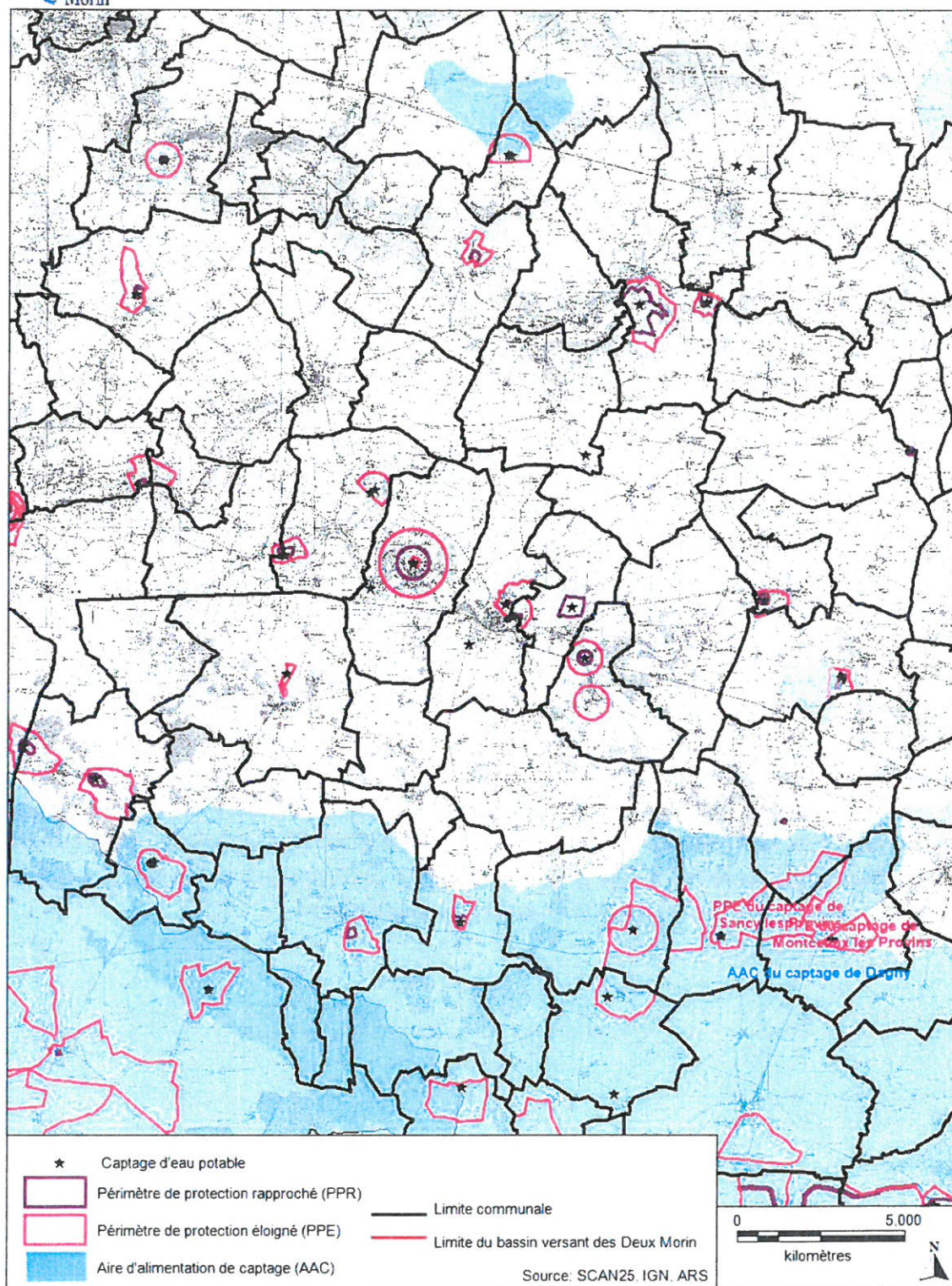
| Communes | Nombre de captage | Captage d'alimentation en eau potable de la commune | Date de DUP des captages | AAC |
|--------------------------|-------------------|---|--------------------------|----------------------|
| BELLOT | 0 | Alimenté par les captages de Verdelot | / | Non |
| BOITRON | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers | / | Non |
| CHARTRONGES | 0 | Alimenté par les captages de Dagny, Beauthueil et Amillis | / | Non |
| CHOISY-EN-BRIE | 1 | Alimenté par le captage de Choisy-en-Brie – secteur ouest du bourg et hameaux de Coffery sont alimenté par le captage de Dagny, Beauthueil et Amillis | En cours | Non |
| DOUE | 1 | Alimenté par le captage de Doue (périmètre de protection défini) | 05/12/1979 | Non |
| HONDEVILLIERS | 2 | Alimenté par le captage de Hondevilliers (périmètre de protection défini) | 05/12/1979 06/12/1979 | AAC de Hondevilliers |
| JOUY-SUR-MORIN | 2 | Alimenté par les captages de Jouy sur Morin (périmètre de protection défini) | 05/12/1983 06/12/1983 | Non |
| LA CHAPELLE-MOUTILS | 0 | Alimenté par le captage de Saint-Martin-des-Champs | / | Non |
| LA FERTE-GAUCHER | 2 | Alimenté par les captages de La Ferté-Gaucher / Saint-Martin-des-Champs | / | Non |
| LA TRETOIRE | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers | / | Non |
| LESCHEROLLES | 1 | Alimenté par les captages de Lescherolles (périmètre de protection défini) | 20/01/1979 | Non |
| LEUDON-EN-BRIE | 0 | Alimenté par les captages de Dagny, Beauthueil et Amillis | / | AAC de Dagny |
| MEILLERAY | 0 | Alimenté par le captage de Saint-Martin-des-Champs | / | Non |
| MONTDAUPHIN | 0 | Alimenté par les captages de Verdelot | / | Non |
| MONTENILS | 0 | Alimenté par les captages de Verdelot | / | Non |
| MONTOLIVET | 0 | Alimenté par les captages de Verdelot | / | Non |
| ORLY-SUR-MORIN | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers | / | Non |
| REBAIS | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers | / | Non |
| SABLONNIERES | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers | / | Non |
| SAINT-BARTHELEMY | 0 | Alimenté par les captages de Verdelot | / | Non |
| SAINT-CYR-SUR-MORIN | 0 | Alimenté par les captages de Saacy-sur-Marne et Hondevilliers | / | Non |
| SAINT-DENIS-LES-REBAIS | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers et de Doue | / | Non |
| SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE | 0 | Alimenté par les captages de Hondevilliers et de Doue | / | Non |
| SAINT-LEGER | 0 | Alimenté par les captages de Saint-Rémy-de-la-Vanne, Hondevilliers et Verdelot | / | Non |
| SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS | 0 | Alimenté par le captage de Saint-Martin des Champs | / | Non |
| SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS | 1 | Alimenté par le captage de Saint-Martin des Champs | / | Non |
| SAINT-OUEN-SUR-MORIN | 0 | Alimenté par les captages de Saacy-sur-Marne | / | Non |
| SAINT-REMY-DE-LA-VANNE | 2 | Alimenté par les captages de Saint-Rémy-de-la-Vanne | 30/04/1980 | Non |
| SAINT-SIMEON | 0 | Alimenté par les captages de Dagny, Beauthueil, Amillis, Saint-Rémy-de-la-Vanne | / | Non |
| VERDELLOT | 2 | Alimenté par les captages de Verdelot et de Hondevilliers | 10/05/1994 | Non |
| VILLENEUVE-SUR-BELLOT | 0 | Alimentée par les captages de Hondevilliers, Verdelot | / | Non |
| Données de 2011 | | | | |

PADD : Le PADD doit assoir une volonté de protéger la qualité de la ressource en eau. Pour être compatible avec le SAGE des Deux Morin, le PADD doit afficher l'objectif « d'assurer et sécuriser la ressource en eau potable ». Il est préconiser de limiter l'urbanisation et le développement de nouvelles infrastructures linéaires dans les zones les plus vulnérables des AAC et les périmètres de protection de captage.

Zonage : Il est préconisé de faire figurer les périmètres de protection de captage par un sous zonage « protection de captage » assortit de dispositions permettant de préserver la qualité de l'eau potable. Une précision peut être apportée pour le type de périmètre : par exemple "r" pour rapproché. Pour une protection optimale, il est recommandé de classer les périmètres de protection de captage et

les zones les plus vulnérables des AAC en zone inconstructible N de préférence ou A selon l'affectation des sols excluant ainsi l'urbanisation nouvelle et autorisant seulement la continuité des activités existantes. Toutefois, tout type de zonage est envisageable dans la mesure où il correspond à l'urbanisation actuelle du site et seulement à celle-ci. Les zones déjà urbaines ne doivent pas être étendues. Les périmètres de protection immédiat et rapproché doivent figurer sur le plan de zonage. Rappelons également qu'avant toute ouverture à l'urbanisation, il est nécessaire de s'assurer que la capacité d'approvisionnement des réseaux est suffisante pour accueillir de nouvelles activités ou nouveaux habitants.

Règlement : La réglementation issue de la servitude d'utilité publique appliquée aux périmètres de protection de captage prescriptions de la DUP est à retranscrire dans le règlement du PLU. Pour les captages ne disposant pas de servitude d'utilité publique, il est recommandé de définir des règles spécifiques en se basant sur le rapport hydrogéologique du captage et d'interdire ou limiter toutes activités susceptibles d'entraîner une pollution des eaux.



Carte 1 : Aire d'alimentation de captage et périmètre de protection de captage sur la
Communauté de communes des Deux Morin

- **CONTRIBUER A ATTEINDRE LE BON ETAT DES EAUX.**

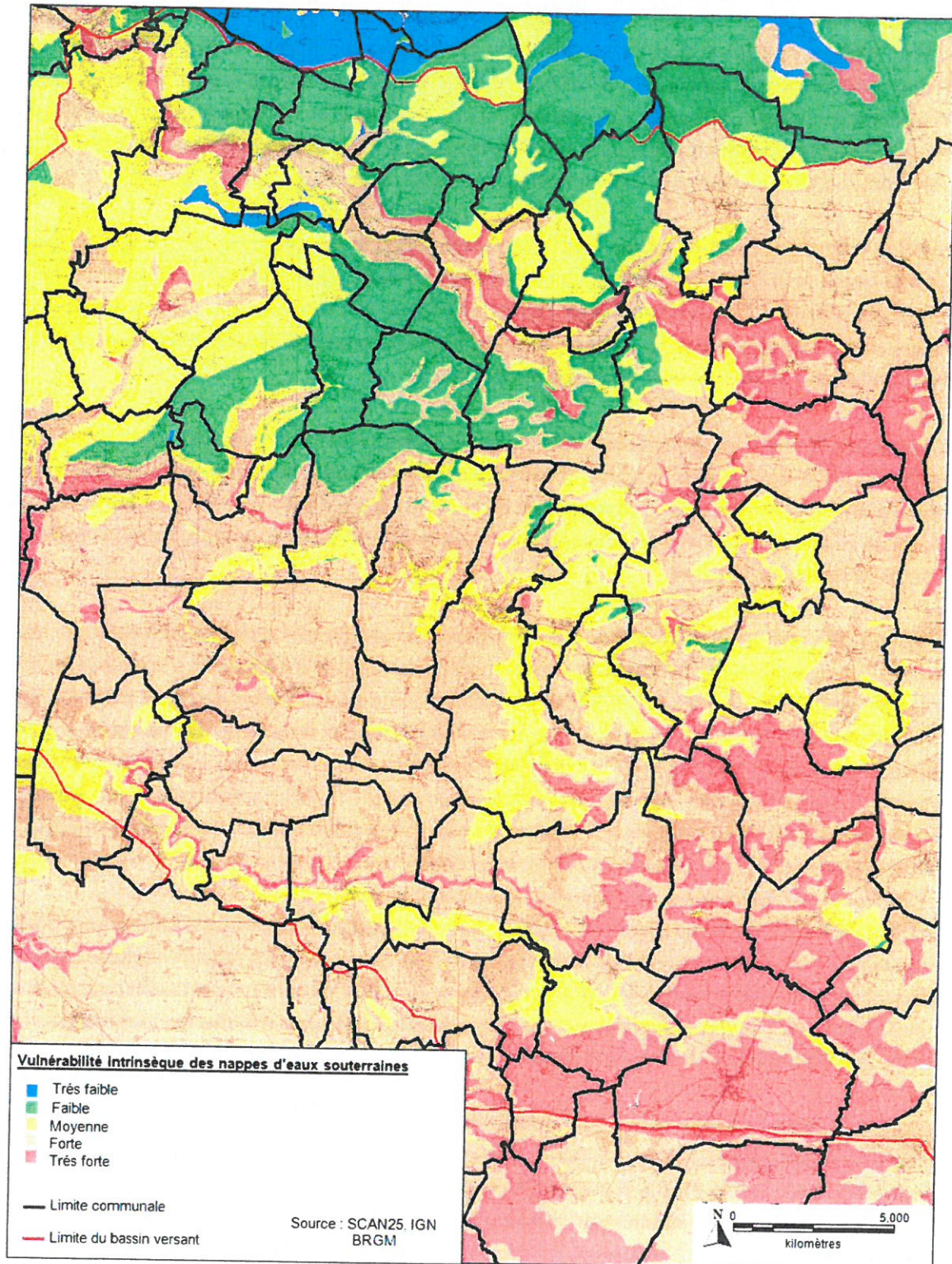
Rapport de présentation : Pour y parvenir, il est demandé **prendre en compte les zones de forte vulnérabilité des nappes vis-à-vis des pollutions de surface** (disposition 13 du PAGD) dans la planification de l'urbanisation dans un objectif de préservation de la ressource en eau pour les générations futures. Dans l'attente de données plus précises, la carte suivante peut être prise en compte.

PADD : Le projet territorial du PADD doit contribuer à la **protection des zones de forte vulnérabilité des nappes**. Ne pas prendre en compte cet objectif dans le PADD est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.

Zonage : Il est alors essentiel **d'adapter l'occupation des sols au sein des zones vulnérables** afin de ne pas engendrer de dégradations supplémentaires de la qualité des ressources. Les implantations dangereuses, polluantes et pouvant porter atteinte à la qualité des sols et des eaux souterraines doivent se faire en dehors des zones de forte vulnérabilité des nappes. **Il est préconisé de classer les zones de forte vulnérabilité des nappes en zone inconstructible N de préférence ou A** selon l'affectation des sols assortit d'un règlement limitant les impacts sur les nappes d'eau souterraines.

Règlement : **Au sein des zones de très forte et forte vulnérabilité des nappes, il est conseillé de définir des prescriptions concernant la gestion des eaux usées et pluviales en relation avec la vulnérabilité de la nappe** (interdire les puits d'infiltration, privilégier les techniques de récupération des eaux pluviales dans le réseau lorsqu'il y a risque d'infiltration directe des eaux de ruissellement polluées ou potentiellement polluées dans les nappes phréatiques (notamment autour des installations classées). Les eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées...). Au sein des zones de très forte vulnérabilité, il est conseillé d'interdire les nouvelles constructions ou installations susceptibles d'engendrer un risque de pollution de la nappe aquifère et d'autoriser l'extension ou le changement de destination des bâtiments existants à condition que les nuisances et dangers puissent être prévenus de façon satisfaisante à l'égard de la vulnérabilité des nappes. Dans les zones de forte vulnérabilité, il est conseillé d'autoriser la construction de nouveaux bâtiments à condition que ceux-ci ne portent pas atteinte à la qualité des nappes d'eau souterraines.

Vulnérabilité intrinsèque des nappes d'eaux souterraines



Carte 2 : Vulnérabilité intrinsèque des nappes d'eaux souterraines de la Communauté de communes des Deux Morin

- **CONTRIBUER A REDUIRE LES TRANSFERTS PAR RUISSELLEMENT.**

Rapport de présentation : Pour ce faire, il est demandé de **prendre en compte les zones sensibles au ruissellement et à l'érosion** dans la planification de l'urbanisation. Le rapport de présentation identifie notamment les principaux axes de ruissellement, les secteurs sensibles au ruissellement et les zones inondables par ruissellement. Il est nécessaire d'intégrer les zonages d'assainissement et zonage d'assainissement pluviaux de la commune (disposition 22 du PAGD) aux documents d'urbanisme et le bilan des Schémas Directeur d'Assainissement doit être pris en compte dans le cadre de la planification de l'urbanisation. Les zonages d'assainissement sont annexés au PLU.

PADD : **Le PADD doit œuvrer pour limiter le ruissellement et l'érosion.** De ce fait, tous les projets autorisés par le PLU ne doivent pas entraîner de ruissellement supplémentaire et garantir dans leur conception ou dans les mesures compensatoires qu'il propose, la réduction des ruissellements. **Ne pas prendre en compte l'objectif de « limiter le ruissellement » dans les différents documents du PLU est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.**

Zonage : Dans l'idéal les secteurs vulnérables non urbanisés et les zones naturelles de rétentions des eaux (les zones d'expansion de crue, les zones humides et les rives des berges) doivent être classés autant que possible en zone inconstructible N ou en A selon l'affectation des sols. **Il est préconisé d'éviter de classer en zone AU une parcelle sur un axe de ruissellement ou dans un secteur vulnérable au ruissellement et à l'érosion.**

Règlement : **Les dispositifs de rétention d'eau pluviale à la parcelle sont donc à privilégier** (tranchées drainantes, noues, modelés de terrain, dispositifs paysagers, toitures végétalisées, chaussée réservoir, etc.) en alternative au bassin de rétention traditionnel, ou de réutilisation des eaux pluviales. Ces techniques sont à privilégier dans tous projets de développement et de rénovation urbaine et pour les constructions individuelles à venir. Il est préconisé de délimiter et **protéger les éléments du paysage** assurant un rôle de frein au ruissellement (haies, arbres isolés, bosquets...) et de **limiter l'imperméabilisation des sols** dans les secteurs les plus vulnérables. **Le PLU doit rendre possible, la création de dispositifs tampons** permettant la rétention hydraulique et favorisant l'épuration des écoulements issus des réseaux de drainage déjà existants (disposition 20 du PAGD).

Le débit de fuite maximum est déterminé par le dernier zonage pluvial mis à jour. En l'absence d'étude, de zonage ou de règlement plus précis, **le débit de fuite** sera déterminé en fonction du fonctionnement hydrologique et hydraulique et des contraintes géologiques sur le site et à l'aval du point de rejet, ainsi qu'en fonction du risque d'inondation à l'aval. **Par défaut, en l'absence d'étude ou de zonage, il sera limité à 1l/s/ha pour une pluie décennale.**

- **CONTRIBUER A RESTAURER LE FONCTIONNEMENT HYDROMORPHOLOGIQUE DES COURS D'EAU.**

Rapport de présentation : **Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les espaces de mobilité des cours d'eau** dans la planification de l'urbanisation (disposition 38 du PAGD). Le rapport de présentation identifie notamment **le réseau hydrographique** (carte IGN au 1/25000ème), **le lit majeur, le lit mineur, les obstacles à la divagation du cours d'eau** (digues, merlons, ouvrages hydrauliques) et **une bande inconstructible de 6 mètres de part et d'autre des berges.**

PADD : **Les projets autorisés par le PLU ne doivent pas conduire à des dégradations supplémentaires du fonctionnement hydromorphologique et écologique des espaces de mobilité.** **Ne pas prendre en compte l'objectif de protection et de restauration des « espaces de mobilité des cours d'eau » dans les différents documents du PLU est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.**

Il est préconisé d'inclure tous les espaces de mobilité des cours d'eau dans le réseau de la Trame Verte et Bleue (Art. L.371-1-1° du III du CE) pour consolider leur préservation et inciter à la restauration.

Zonage : Les espaces de mobilités des cours d'eau doivent être préservés de tout aménagement. Pour une protection idéale, il est fortement préconisé de classer les espaces de liberté des cours d'eau en zone inconstructible N ou A selon l'affectation du sol. Les espaces de mobilité des cours d'eau n'ont pas pour vocation à être ouverts à l'urbanisation. **Classer les espaces de mobilité des rivières en zone à urbaniser est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.** L'objectif étant de les restaurer et de les protéger de tous les projets d'aménagement pour permettre une dynamique fluviale naturelle.

Règlement : Dans les espaces de mobilité des cours d'eau, il est conseillé d'interdire toutes occupations et utilisations des sols susceptibles de faire obstacle à la continuité latérale de la rivière.

- **CONTRIBUER A RESTAURER LES CONTINUITES ECOLOGIQUES.**

Rapport de présentation : Les documents d'urbanisme doivent également rendre visible les composantes de la Trame Verte et Bleue. **Le rapport de présentation identifie les composantes locales du SRCE au niveau communal ainsi que les enjeux et les objectifs de conservation de la Trame Verte et Bleue et notamment les espaces à protéger au titre des continuités écologiques** (les zones humides, les zones d'expansion de crue, les mares, les boisements, la ripisylve, les berges, les réservoirs de biodiversité, les habitats remarquables, les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristiques, les Espaces Naturels Sensibles, les sites classés, les prairies, les haies, les éléments de paysage, les cours d'eau, ...) ainsi que **les obstacles et les fractures à la continuité écologique.**

PADD : Le PADD doit mettre en œuvre une stratégie politique en faveur de la préservation et du rétablissement des continuités écologiques sur le territoire. **L'objectif de préservation et de rétablissement des continuités écologiques doit être inscrit dans le PADD. Ne pas prendre en compte cet objectif dans le PADD est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.** Les projets à venir ne doivent pas entraîner de dégradations supplémentaires des continuités écologiques. L'urbanisation doit donc être orientée au maximum en dehors des corridors écologiques et des espaces constitutifs de la Trame Verte et Bleue afin de protéger le maillage écologique.

Zonage : **Pour une protection maximale, il est préconisé de classer les corridors et les réservoirs de biodiversité dans une logique linéaire en zone inconstructible N ou A.** Les continuités écologiques ne sont pas des lieux dédiés à l'urbanisation et ne doivent pas être classées en zone AU. Toutefois, au sein des zones AU, les éléments de la TVB doivent être préservés par un zonage éléments du paysage ou par un sous zonage TVB par exemple assortit de règles spécifiques.

Les mares sont parfois difficilement intégrables au zonage N du fait de leur faible superficie. Afin de les protéger, il convient de les localiser au plan de zonage en tant qu'éléments naturels à préserver au titre de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme et de définir un règlement spécifique pour ces éléments du paysage spécifiant notamment les mesures compensatoires en cas de destruction ou d'altération.

- **CONTRIBUER A ATTEINDRE LE BON ETAT ECOLOGIQUE DES COURS D'EAU.**

Rapport de présentation : Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les berges et la ripisylve dans la planification de l'urbanisation (disposition 39 du PAGD). Le rapport de présentation identifie et cartographie les berges et la ripisylve, la bande de 6 mètres de part et d'autre du cours d'eau et dresse l'évolution de la dégradation et de l'artificialisation des berges.

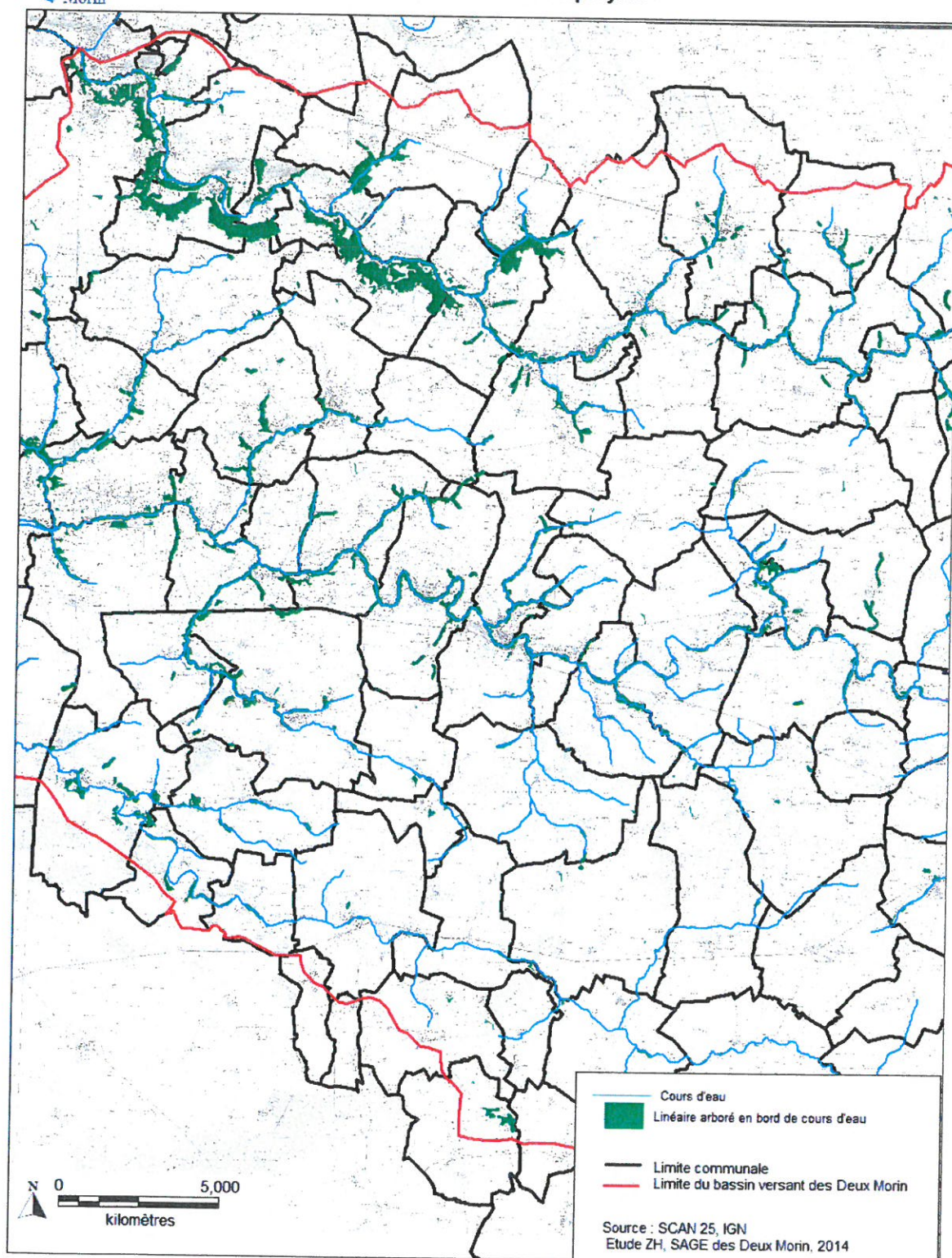
PADD : Les collectivités doivent participer à la préservation des berges et de la ripisylve dans leurs décisions en matière d'aménagement. L'objectif de protection des berges et de la ripisylve doit donc apparaître dans le PADD du PLU. **Ne pas prendre en compte cet objectif dans le PADD est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.** Les berges et la ripisylve doivent être protégées de tout aménagement conformément à la disposition 39 du PAGD du SAGE des Deux Morin. Le PADD ne doit pas renforcer l'artificialisation des berges et la dégradation de la ripisylve. De ce fait, l'urbanisation doit donc être orientée en dehors des berges pour ne pas renforcer l'imperméabilisation. De plus, l'intégration des berges et la ripisylve dans la Trame Verte et Bleue et le réseau de continuités écologiques est fortement conseillée.

Une marge de retrait de l'implantation des constructions ou de toute destination des sols engendrant l'imperméabilisation des sols par rapport aux berges des cours d'eau de 6 mètres minimum (disposition 39 du PAGD) doit être définie. **L'implantation de nouvelles constructions dans la bande de 6 mètres minimum de part et d'autre du cours d'eau est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.**

Zonage : Pour une protection idéale des berges et de la ripisylve, il est conseillé de classer la bande des 6 mètres minimum de part et d'autre du cours d'eau en zone naturelle inconstructible. Lorsque la ripisylve est intermittente sur le territoire communal, une protection globale de l'ensemble du linéaire en zone naturelle est recommandée. Ainsi dans une logique de corridor, les bords de cours d'eau (boisés ou non) seront protégés quel que soit l'état des berges et l'occupation des sols. Les berges et la ripisylve devant être préservées pour leurs rôles écologiques et hydrauliques, ne sont pas des lieux dédiés à l'urbanisation. **Classer la bande des 6 mètres minimum de retrait de part et d'autre des berges en zone à urbaniser est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.** Les berges localisées en zone urbaine doivent être réglementées pour éviter les dégradations supplémentaires.

Règlement : Dans la bande de 6 mètres, il est préconisé d'interdire les nouvelles constructions et extensions, les remblais, les affouillements et les exhaussements et les dépôts de stockage de toutes nature, limiter l'imperméabilisation, proscrire la plantation d'espèces invasives et remplacer les boisements en cas de destruction.

Localisation de la ripisylve



Carte 3 : Localisation des cours d'eau et de la ripisylve sur la Communauté de communes des Deux Morin

• **CONTRIBUER A LUTTER CONTRE LES ESPECES EXOTIQUES ENVAHISSANTES.**

Rapport de présentation : Les collectivités doivent participer à la lutte contre les espèces exotiques envahissantes dans leurs décisions en matière d'aménagement (disposition 42 du PAGD).

PADD : L'objectif de lutter contre les espèces exotiques envahissantes doit donc être inscrit dans le PADD. **Ne pas prendre en compte cet objectif dans le PADD est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.**

Règlement : Il est préconiser de **proscrire les espèces invasives pour le fleurissement et la plantation des espaces verts et jardins des particuliers et des entreprises.** Il est fortement recommandé d'ajouter dans les annexes du règlement la liste des espèces exotiques envahissantes à proscrire ou la liste des espèces locales à privilégier. La liste des espèces invasives peut notamment entrer dans les règlements des lotissements et des ZAC.

| Liste d'espèces végétales invasives avérées à proscrire | | | |
|---|-------------------------------------|------------------|---------------------|
| Espèce | Nom Vernaculaire | Famille | Origine |
| <i>Acacia dealbata</i> Willd. | <i>Mimosa argenté</i> | Fabaceae | Australie |
| <i>Acacia saligna</i> (Labill.) Wendl. Fil. | <i>Mimosa à feuilles de saule</i> | Fabaceae | Australie |
| <i>Acer negundo</i> L. | <i>Erable Negundo</i> | Aceraceae | N. Am. |
| <i>Ailanthus altissima</i> (Miller) Swingle | <i>Faux vernis du Japon</i> | Simaroubaceae | Chine |
| <i>Ambrosia artemisiifolia</i> L. | <i>Ambroise élevée</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Aristolochia sempervirens</i> L. | <i>Aristolochie élevée</i> | Aristolochiaceae | C. et E. Méd. |
| <i>Artemisia verlotiorum</i> Lamotte | <i>Armoise de Chine</i> | Asteraceae | E. Asie |
| <i>Aster novi-belgii</i> gr. | <i>Aster</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Aster squamatus</i> (Sprengel) Hieron. | <i>Aster écaillé</i> | Asteraceae | S. et C. Am. |
| <i>Azolla filiculoides</i> Lam. | <i>Azolla fausse fougère</i> | Azollaceae | Am. trop. + temp. |
| <i>Baccharis halimifolia</i> L. | <i>Séneçon en arbre</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Berteroia incana</i> (L.) DC. | <i>Alysson blanc</i> | Brassicaceae | Eurosib. |
| <i>Bidens connata</i> Willd. | <i>Bident à feuille connées</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Bidens frondosa</i> L. | <i>Bident feuillé</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Bothriochloa barbinodis</i> (Lag.) Herter | <i>Bardon Andropogon</i> | | |
| <i>Bromus catharticus</i> Vahl | <i>Brome faux Uniola</i> | Poaceae | S. Am. |
| <i>Buddleja davidii</i> Franchet | <i>Arbre à papillon</i> | Buddlejaceae | Chine |
| <i>Carpobrotus acinaciformis</i> (L.) L. Bolus | <i>Ficoïde à feuille en sabre</i> | Aizoaceae | S. Af. |
| <i>Carpobrotus edulis</i> (L.) R. Br. | <i>Ficoïde doux</i> | Aizoaceae | S. Af. |
| <i>Cenchrus incertus</i> M.A. Curtis | <i>Cenchrus</i> | Poaceae | Am. trop, sub trop. |
| <i>Chenopodium ambrosioides</i> L. | <i>Chénopode fausse Ambroisie</i> | Chenopodiaceae | Am. trop. |
| <i>Conyza bonariensis</i> (L.) Cronq. | <i>Erigéron crépu</i> | Asteraceae | Am. trop. |
| <i>Conyza canadensis</i> (L.) Cronq. | <i>Conyze du Canada</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Conyza sumatrensis</i> (Retz) E. Walker | <i>Vergerette de Barcelone</i> | Asteraceae | A. trop. |
| <i>Cortaderia selloana</i> (Schultes & Schultes fil.) Ascherson & Graebner | <i>Herbe de la pampa</i> | Doaceae | S. Am. |
| <i>Cotula coronopifolia</i> L. | <i>Cotule pied de corbeau</i> | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Crassula helmsii</i> (Kirk) Cockayne | <i>Orpin de Helms</i> | | |
| <i>Cyperus eragrostis</i> Lam. | <i>Souche vigoureux</i> | Cyperaceae | Am. trop. |
| <i>Cytisus multiflorus</i> (L'Hér.) Sweet | <i>Cytise blanc</i> | Fabaceae | W. Méd. |
| <i>Cytisus striatus</i> (Hill) Rothm. | <i>Genêt strié</i> | Fabaceae | Médit. |
| <i>Egeria densa</i> Planchon | <i>Elodée dense</i> | Hydrocharitaceae | S. Am. |
| <i>Elodea canadensis</i> Michaux | <i>Elodée du Canada</i> | Hydrocharitaceae | N. Am. |
| <i>Elodea nuttallii</i> (Planchon) St. John | <i>Elodée à feuilles étroites</i> | Hydrocharitaceae | N. Am. |
| <i>Epilobium ciliatum</i> Rafin. | <i>Epilobe cillé</i> | Onagraceae | N. Am. |
| <i>Helianthus tuberosus</i> L. | <i>Topinanbour</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Helianthus x laetiflorus</i> Pers. | <i>Hélianthe vivace</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Heracleum mantegazzianum</i> gr. | <i>Berce du Caucase</i> | Apiaceae | Caucase |
| <i>Hydrocotyle ranunculoides</i> L.f. | <i>Hydrocotyle fausse renoncule</i> | | |
| <i>Impatiens balfourii</i> Hooker fil. | <i>Impatiens des jardins</i> | Balsaminaceae | Himalaya |
| <i>Impatiens capensis</i> Meerb. | <i>Balsamine du Cap</i> | Balsaminaceae | N. Am. |
| <i>Impatiens glandulifera</i> Royle | <i>Balsamine de l'Himalaya</i> | Balsaminaceae | Himalaya |

| | | | |
|--|---|------------------|----------------------|
| <i>Impatiens parviflora</i> DC. | <i>Balsamine à petites fleurs</i> | Balsaminaceae | E. Sibér. |
| <i>Lagarosiphon major</i> (Ridley) Moss | <i>Lagarosiphon majeur</i> | Hydrocharitaceae | S. Af. |
| <i>Lemna minuta</i> H.B.K. | <i>Lentille d'eau minuscule</i> | Lemnaceae | Am. trop. |
| <i>Lemna turionifera</i> Landolt | <i>Lentille à turion</i> | Lemnaceae | N. Am. |
| <i>Lindernia dubia</i> (L.) Pennell | <i>Lindernie fausse gratiole</i> | Scrophulariaceae | N.E. Am. |
| <i>Ludwigia grandiflora</i> (Michaux) Greuter et Burdet | <i>Jussie, Ludwigie à grandes fleurs</i> | Onagraceae | N. et S. Am. |
| <i>Ludwigia peploides</i> (Kunth) P.H. Raven | <i>Jussie</i> | Onagraceae | N. et S. Am. |
| <i>Myriophyllum aquaticum</i> (Velloso) Verdcourt | <i>Myriophylle du Brésil</i> | Haloragaceae | S. Am. |
| <i>Oenothera biennis</i> gr. | <i>Onagre bisannuelle</i> | Onagraceae | N. Am. |
| <i>Oxalis pes-caprae</i> | <i>Oxalis pied de chèvre</i> | Oxalidaceae | S. Af. |
| <i>Paspalum dilatatum</i> Poiret | <i>Paspale dilatée</i> | Poaceae | S. Am. |
| <i>Paspalum distichum</i> L. | <i>Paspale à deux épis</i> | Poaceae | Am. trop. |
| <i>Pittosporum tobira</i> (Thunb.) Aiton fil. | <i>Arbre des Hottentots</i> | Pittosporaceae | Eur. / Asie / Orient |
| <i>Prunus laurocerasus</i> L. | <i>Laurier cerise</i> | Rosaceae | Balk.-pers. |
| <i>Reynoutria japonica</i> Houtt. | <i>Renouée du Japon</i> | Polygonaceae | Japon |
| <i>Reynoutria sachalinensis</i> (Friedrich Schmidt Petrop.) Nakai | <i>Renouée de Sakhaline</i> | Polygonaceae | E. Asie |
| <i>Reynoutria x bohemica</i> J. Holub | <i>Renouée de Bohême</i> | Polygonaceae | Orig. hybride |
| <i>Rhododendron ponticum</i> L. | <i>Rhododendron des parc</i> | Ericaceae | Balkans/Pén. ibér. |
| <i>Robinia pseudo-acacia</i> L. | <i>Robinier faux acacia</i> | Fabaceae | N. Am. |
| <i>Rumex cristatus</i> DC. | <i>Patiences à crêtes, Rumex à Crêtes</i> | Polygonaceae | Grèce / Sicile |
| <i>Rumex cuneifolius</i> Campd. | <i>Oseilles à feuilles en coin, Rumex</i> | Polygonaceae | S. Am. |
| <i>Senecio inaequidens</i> DC. | <i>Séneçon sud africain</i> | Asteraceae | S. Af. |
| <i>Solidago canadensis</i> L. | <i>Tête d'or</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Solidago gigantea</i> Aiton | <i>Tête d'or</i> | Asteraceae | N. Am. |
| <i>Spartina anglica</i> C.E. Hubbard | | Doaceae | S. Angleterre |
| <i>Sporobolus indicus</i> (L.) R. Br. | <i>Sporobole fertile</i> | Poaceae | Am. trop, subtrop. |
| <i>Symphytum asperum</i> gr. | <i>Consoude hérissée</i> | Boraginaceae | Caucase-pers. |
| <i>Xanthium strumarium</i> gr. | <i>Lampourde glouteron</i> | Asteraceae | Am / Médit |
| - Source : Parisot C., 2009. Guide de gestion différenciée à usage des collectivités. Natureparif –ANVL. 159 pages | | | |
| - Document actualisé avec les données du CBNBP : http://cbnbp.mnhn.fr/cbnbp/ressources/ressources.jsp | | | |

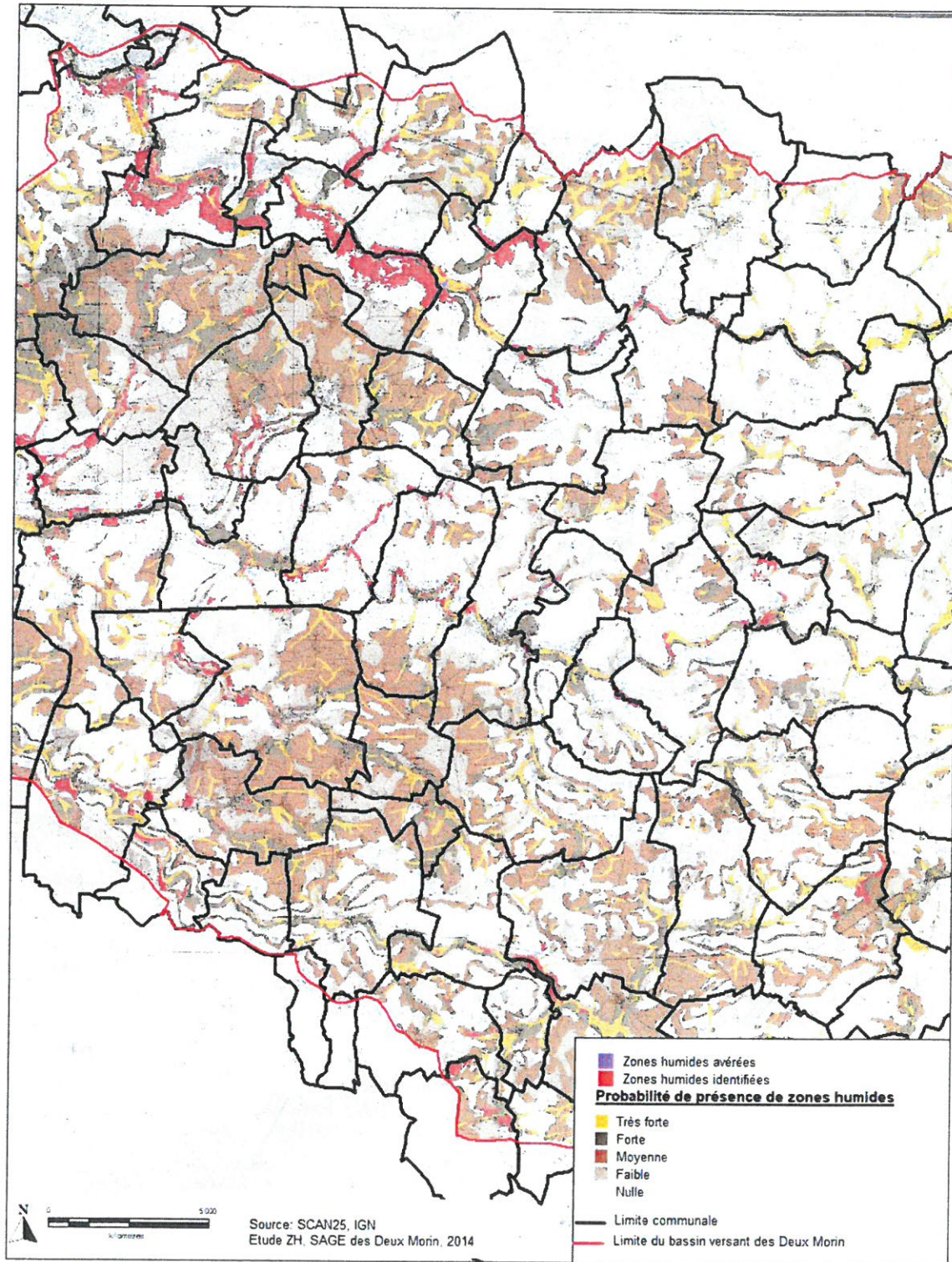
- **CONTRIBUER A LA PRESERVATION DES ZONES HUMIDES.**

Rapport de présentation : Les collectivités doivent **prendre en compte les zones humides dans l'urbanisation de leurs territoires** (disposition 45 et 49 du PAGD). Pour ce faire, les collectivités territoriales ou leurs groupements doivent intégrer ces milieux, dans l'état initial de l'environnement et dans les éléments cartographiques de leurs documents d'urbanisme. Pour cela, les « **enveloppes de probabilité de présence de zones humides** » (Carte jointe n°4), ainsi que « **les secteurs à enjeux humides et les secteurs à enjeux humides prioritaires pour les inventaires** » définies par la Commission Locale l'Eau dans son étude (Carte jointe n°5) et l'ensemble des données terrains disponibles (inventaires communaux, inventaires SNPN, etc.) sont à prendre en compte.

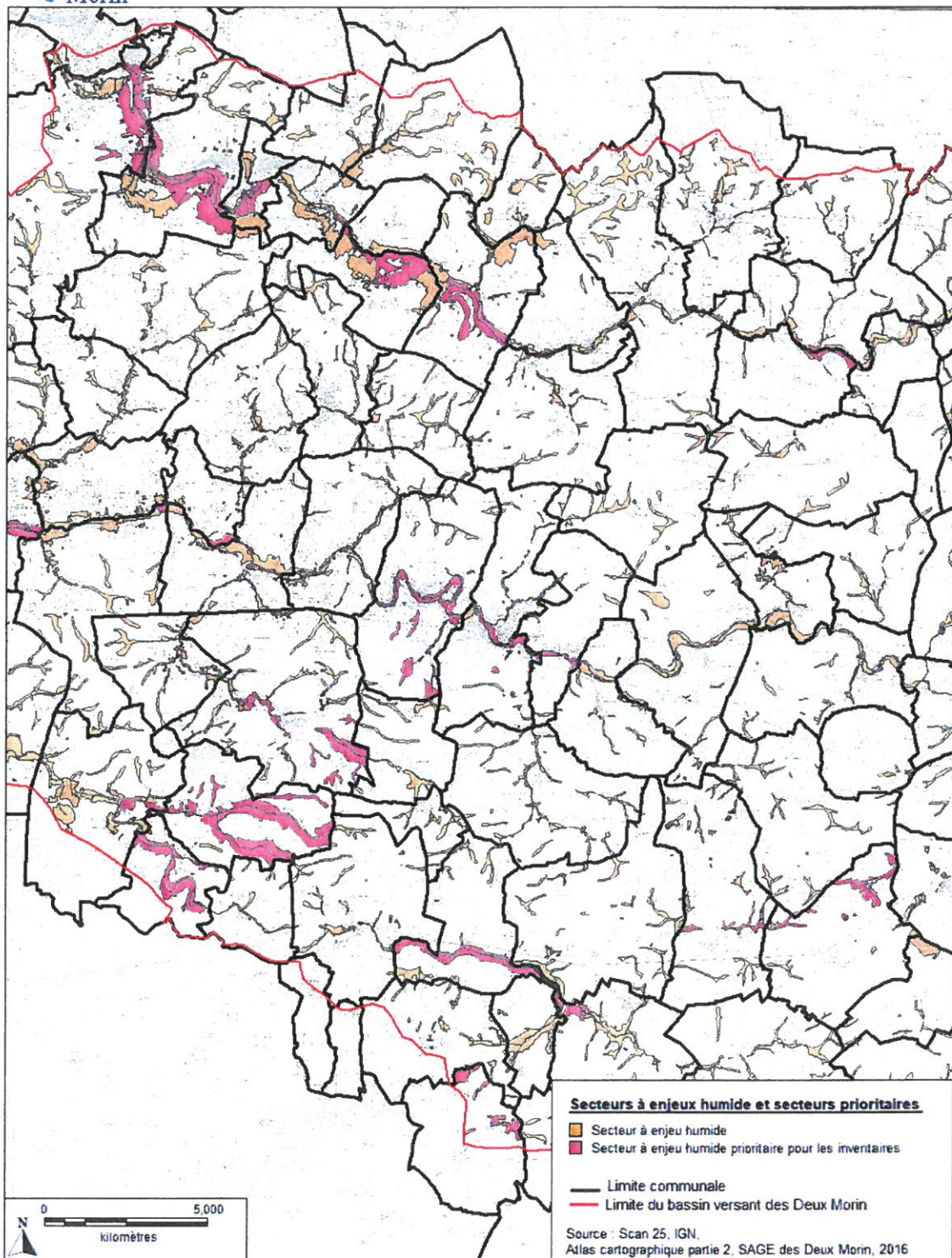
Cependant, un inventaire plus précis reste à faire par les collectivités sur les secteurs à enjeux humides. Dans un objectif d'amélioration des connaissances du territoire communal, il est fortement préconisé aux **collectivités territoriales ou leurs groupements compétents** d'engager **des inventaires de terrain lors de l'élaboration ou révision de leurs documents d'urbanisme sur les secteurs à enjeux identifiés sur la carte jointe n°5 et en priorité sur les secteurs prioritaires.**

Les « **secteurs à enjeux humides** » constituent des secteurs sur lesquelles la probabilité de présence de zones humides est importante et sur lesquelles se situent également des enjeux qualitatifs (eau potable, eau superficielle....), quantitatifs (inondations, assecs...), patrimoniaux (biodiversité...). Au sein des « secteurs à enjeux humides » la préservation des zones humides est d'autant plus importante qu'elle joue un rôle important pour la gestion de l'eau et qu'elle est liée à l'atteinte des autres objectifs du SAGE.

Les « **secteurs à enjeux humides prioritaires** » constituent les portions de zones humides à enjeux sur lesquelles les pressions urbaines, agricoles ou industrielles sont les plus importantes. Ce sont donc des secteurs où les zones humides sont à protéger ou restaurer en priorité, en raison des fonctions qu'elles remplissent (fonctions hydrauliques, biogéochimiques ou écologiques) et des services rendus qui leur sont attribués (services environnementaux, économiques ou socioculturels) ou des menaces qui pèsent sur ces milieux. Par conséquent la localisation précise des zones humides à la parcelle doit être réalisée en priorité au sein des « secteurs à enjeux humides prioritaires ».



Carte 4 : Prélocalisation des zones humides sur la Communauté
de Communes des Deux Morin



Carte 5 : Localisation des secteurs à enjeux humides et des secteurs à enjeux humides prioritaires sur la Communauté de Communes des Deux Morin

(Les données SIG des cartes n°4 et 5 sont disponibles gratuitement auprès de nos services pour avoir des extraits à l'échelle de chaque communes)

PADD : Les collectivités doivent participer à la préservation des zones humides dans leurs décisions en matière d'aménagement et cet objectif doit être inscrit dans le PADD. **Ne pas prendre en compte l'objectif de protection des zones humides dans le PADD est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.**

Zonage : L'urbanisation doit être orientée en dehors de ces zones humides pour limiter leurs dégradations et leurs disparitions.

- **Pour les zones dont le caractère humide est certain et les zones dont la protection est importante et prioritaire**, une identification spécifique au plan de zonage « Azh », « Nzh » ou « Uzh » est demandée sur les **zones humides « avérées » et « identifiées »** (carte jointe n°4) et sur les **« secteurs à enjeux humide »** et les **« secteurs à enjeux humide prioritaires pour les inventaires »** (carte jointe n° 5) de l'étude du SAGE des Deux Morin ainsi que les classes 1 et 2 de l'étude DRIEE. **La création d'un sous-zonage « zh : zone humide » permet de faire apparaître le caractère humide de ces parcelles et d'y associer un règlement propre interdisant certains usages incompatibles avec la préservation de ces milieux naturels fragiles** (Art. R*123-8 du Code de l'Urbanisme).
- **Le PLU doit prendre en compte les zones dont les informations existantes laissent présager une probabilité de présence d'une zone humide, qui reste à vérifier et dont les limites sont à préciser.** Conformément à la disposition 47 du PAGD, le caractère humide doit être vérifié par la collectivité avant toute ouverture à l'urbanisation ou avant tout projet d'aménagement situés dans une zone de très forte à moyenne probabilité de présence de l'étude du SAGE des Deux Morin (carte 4), dans les secteur à enjeux humides et les secteurs à enjeux humides prioritaires pour les inventaires (carte 5). Les résultats de l'étude sont à insérer dans le rapport de présentation ou en annexes. Ces inventaires doivent permettre de délimiter les zones humides à la parcelle, diagnostiquer leur état fonctionnel, identifier leur richesse écologique et les besoins de restauration ou de gestion. Si le caractère humide de la zone est avéré, il est demandé de chercher un autre secteur à ouvrir à l'urbanisation.
Ne pas vérifier le caractère humide dans une zone de très forte à moyenne probabilité de présence, dans les secteurs à enjeux humides et les secteurs à enjeux humides prioritaires pour les inventaires avant l'ouverture à l'urbanisation est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.
- **Il est préférable de procéder à cette vérification au moment de l'élaboration du PLU**, car en phase projet, s'il s'avère que la zone est réellement humide et que le projet impacte plus de 1000 m² de zones humides, le projet pourra être refusé par la Police de l'Eau au regard de sa non-conformité avec le règlement du SAGE et la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau. Le pétitionnaire d'un projet d'aménagement devra déposer, en parallèle de sa demande de permis de construire ou d'aménager, un dossier de déclaration ou d'autorisation loi sur l'eau en fonction d'un certain nombre de critères relatif à la nomenclature loi sur l'eau.
- **Les zones présentant une probabilité de présence d'une zone humide** (enveloppes de probabilité de présence de l'étude du SAGE des Deux Morin et classe 3 de l'étude DRIEE) **sont à identifier à titre d'information** au plan de zonage avec un **rappel de la rubrique 3. 3. 1. 0. "Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau"** de la nomenclature loi sur l'eau **en préambule du règlement du PLU.**
- Au sein des zones agricoles, il est possible de classer les zones humides avec un sous-zonage spécifique « Azh » et d'y associer un règlement propre réglementant certains usages incompatibles avec la préservation de ces milieux naturels si fragiles.

- La préservation des zones humides dans les dents creuses du tissu urbain est importante. Pour toutes les zones humides classées en zone U, la création d'un sous-zonage « Uzh » (Zone Urbaine Humide) est recommandée assortie d'une réglementation spécifique. La création d'un espace vert peut être une solution adaptée pour améliorer le cadre de vie des habitants.

Le classement des zones humides en zone à urbaniser « AU » est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.

Règlement : Il est préconisé d'interdire tous les modes d'occupation et d'usage des sols impliquant une dégradation directe ou indirecte des zones humides (Art. R 151-3 et L 151-9 du CU) comme : l'urbanisation et l'imperméabilisation, les travaux de curage, les travaux provoquant un tassement ou un orniérage, le remblaiement ou le comblement, l'affouillement ou les exhaussements des sols, l'enneigement et l'implantation de plan d'eau, le pompage, la création de puits à l'exception des travaux de restauration des zones humides visant une reconquête de leurs fonctions naturelles, les travaux prévus par le plan de gestion (s'il en existe un), et les aménagements légers nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces milieux.

- **CONTRIBUER A REDUIRE LA VULNERABILITE DES BIENS ET DES PERSONNES.**

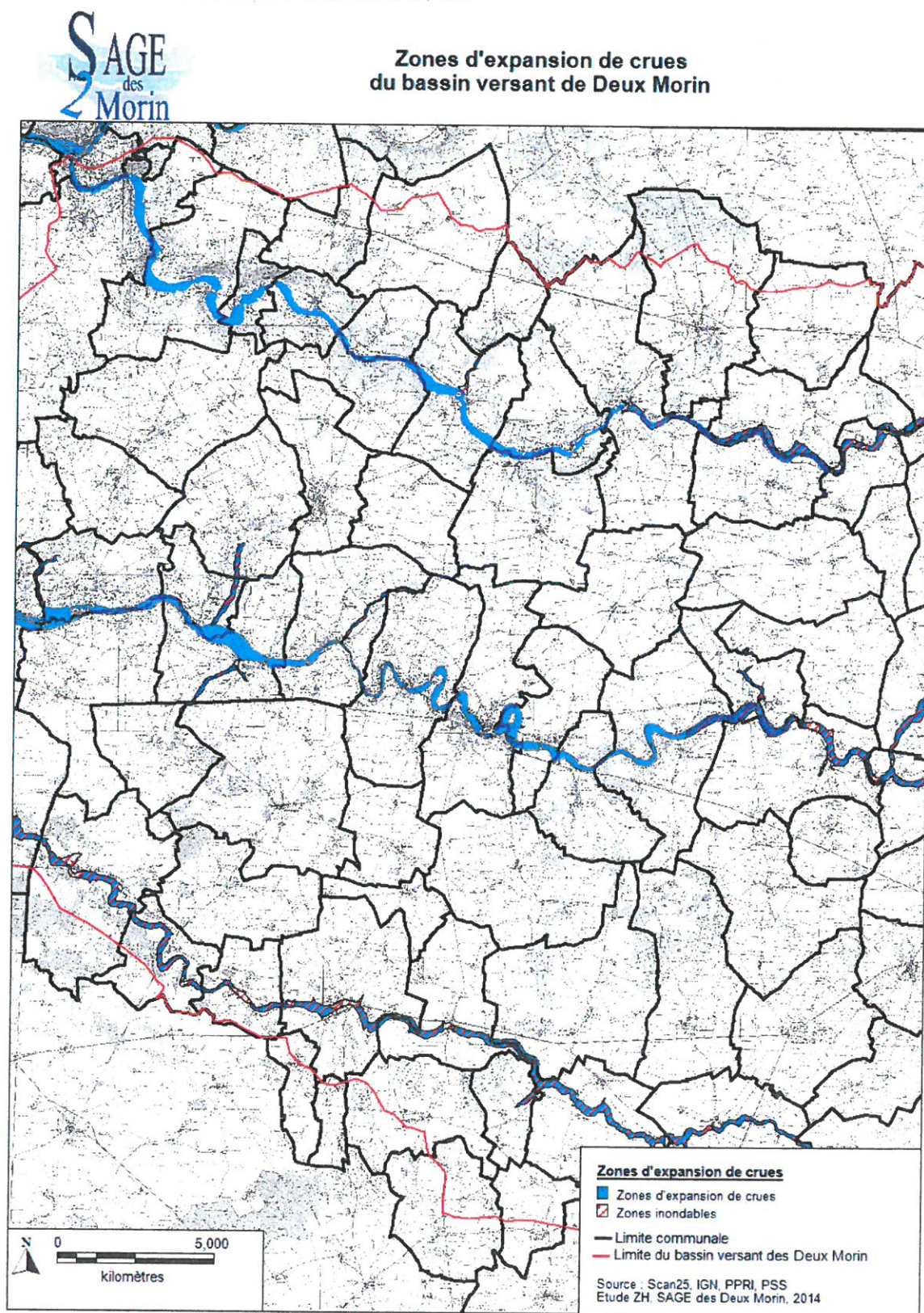
Rapport de présentation : Pour ce faire, les documents d'urbanisme doivent prendre en compte les zones d'expansion de crues dans la planification de l'urbanisation (disposition 57). Dans le rapport de présentation, il est demandé d'intégrer les données du plan de prévention des risques d'inondation de la Vallée du Grand Morin (carte jointe n°6).

PADD : L'affirmation d'une volonté politique de préserver et de restaurer les zones d'expansion de crues et de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens face au risque d'inondation doit être inscrit dans le PADD. Ne pas prendre en compte cet objectif dans le PADD est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.

Zonage : Il est très fortement conseillé d'orienter l'urbanisation en dehors des zones d'expansion de crue et de ne pas réduire le volume de stockage de ces espaces.

Il est préconisé de maintenir les champs d'expansion de crues en zones inconstructibles (zone N, A, etc.). Les zones urbaines ne peuvent pas être classées en zone d'expansion de crue car n'étant pas vouées à stocker l'eau en période d'inondation. Afin de visualiser les secteurs situés en zone inondable quel que soit le zonage déterminé, il est possible de créer un sous-secteur « Inondable » indicée (i) ou un figuré spécifique. **Le classement d'une zone d'expansion de crue en zone à urbaniser « AU » est un motif d'incompatibilité avec le SAGE des Deux Morin.**

Règlement : Dans les zones d'expansion de crue, il est préconisé d'interdire toutes les activités pouvant dégrader le fonctionnement hydraulique des zones d'expansion de crues comme l'urbanisation, l'imperméabilisation ou l'artificialisation des sols, le remblaiement et le comblement, l'exhaussement ou l'affouillement des sols, l'ennoiment et l'implantation de plan d'eau, les aménagements en génie civil, les nouvelles constructions et extensions, etc.



Carte 6 : Zones d'expansion de crue sur la Communauté de Communes des Deux Morin

II) Le règlement du SAGE des Deux Morin

Même si la conformité n'est pas directe entre les documents d'urbanisme et le règlement du SAGE, les documents d'urbanisme doivent en tenir compte. En effet, le règlement s'oppose aux aménagements qui peuvent être permis par le PLU, d'où la nécessité d'être vigilant à la rédaction du règlement de PLU afin que celui-ci ne permette pas des aménagements qui ensuite pourront être refusés au titre de la police de l'eau.

Le règlement du SAGE est composé de 7 articles :

- **Article 1 : Encadrer la création de réseau de drainage**
- **Article 2 : Préserver les continuités écologiques des cours d'eau**
- **Article 3 : Encadrer la protection des frayères**
- **Article 4 : Protéger les berges**
- **Article 5 : Limiter la destruction ou la dégradation des zones humides**
- **Article 6 : Protéger les zones naturelles d'expansion de crues**
- **Article 7 : Interdiction de tous nouveaux prélèvements d'eau dans les marais de St Gond**

STAC

Délégation départementale de Seine-et-Marne
Service santé environnement

Affaire suivie par : Bernadette DUBREUIL

Courriel : ars-dd77-se@ars.sante.fr

Téléphone: 01 78 48 23 20

Dossier n° : 18-RIA-219

N/réf : 18/SE/BD/n°33

PJ : 1

Lieusaint, le 14 JAN 2019

COURRIER ARRIVÉ LE

22 JAN. 2019

DDT 77 - SADR

Direction Départementale des Territoires
Service Territoires et Connaissance
288 rue Georges Clémenceau
BP 596
77005 MELUN cedex
A l'attention de Richard STEIN

Objet : Élaboration du PAC de la Communauté de Communes
des Deux Morin

Par courrier du 18 octobre 2018, vous m'avez sollicité dans le cadre de l'élaboration du porter à connaissance de l'Etat en vue de l'élaboration du Plan Local de l'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes des Deux Morin.

La procédure d'élaboration de ce document d'urbanisme est l'occasion de porter une réflexion sur les enjeux de santé publique et de promotion de la santé.

L'objectif est de promouvoir un urbanisme favorable à la santé via la mise en œuvre de mesures simples comme :

- favoriser les déplacements et modes de vie actifs : par exemple par l'intermédiaire d'espaces cyclables, de chemins piétonniers, de l'offre en transports en commun ;
- inciter aux pratiques sportives ou de détente : par exemple avec des espaces et infrastructures de loisirs et détente, des jardins collectifs ou familiaux.

De plus, c'est l'opportunité de porter une réflexion sur la lutte et l'adaptation face aux changements climatiques via la mise en œuvre de mesures préventives ou d'atténuation visant à limiter les émissions des gaz à effet de serre (par exemple par une performance énergétique du bâtiment accrue), et à anticiper ses impacts notamment les phénomènes d'îlots de chaleur urbains (par exemple en agissant sur les revêtements, l'augmentation de la masse végétale et des surfaces des plans d'eau, etc.).

Vous trouverez ci-dessous des éléments à caractère informatif et/ou réglementaire qui peuvent être intégrés dans le PLU :

Alimentation en eau potable, qualité de l'Eau Destinée à la Consommation Humaine (EDCH) et périmètres de protection des captages

Un tableau joint en annexe recense tous les captages communaux connus, l'état d'avancement de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des périmètres de protection et le cas échéant, le numéro d'arrêté de DUP et sa date.

Pour les captages actifs bénéficiant d'une DUP, la commune devra prendre en compte dans le PLU les servitudes prescrites dans l'arrêté.

Pour les captages abandonnés et bénéficiant d'une DUP, les servitudes sont toujours opposables. Il convient donc de faire apparaître dans le PLU les prescriptions relatives à la protection sanitaire de ces captages. Il appartient à la mairie d'entamer les démarches auprès de nos services afin d'abroger la DUP du/des captage(s).

Dans tous les cas, un captage abandonné devra être rebouché dans les règles de l'Art (norme NF X 10-1999, arrêté du 11 septembre 2003, guide d'application de l'arrêté établi par le BRGM) afin d'éviter toute contamination de la nappe phréatique.

Mes services sont à disposition pour communiquer les arrêtés de DUP et les rapports hydrogéologiques si nécessaire.

Enfin, il vous sera précisé la présence de puits privés distribuant à du public de l'eau destinée à la consommation humaine, uniquement pour les communes concernées.

- BELLOT

La commune est alimentée par de l'eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

- BOITRON

La commune est alimentée par une eau provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

« L'eau distribuée en 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés ».

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

- CHARTRONGES

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Sammeron captant la nappe des alluvions et d'un forage situé à Dagny, captant les nappes des calcaires du Champigny et de Saint Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

• CHOISY-EN-BRIE

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Sammeron captant la nappe des alluvions et d'un forage situé à Dagny, captant les nappes des calcaires du Champigny et de Saint Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné désarmé, qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

• DOUE

La commune de Doue est divisée en deux secteurs pour l'adduction en EDCH :

- Hameaux du Grand Saussoy, Butheil, Ferme du Château, Mélarchez, Bois Baudry, Les Neuillis, Ferme de Villiers et les Cours : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

- Doue excepté les Hameaux du Grand Saussoy, Butheil, Ferme du Château, Mélarchez, Bois Baudry, Les Neuillis, Ferme de Villiers et les Cours : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de trois puits captant la nappe des calcaires de la Brie. Deux de ces puits sont situés à Hondevilliers et subissent un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides et un est situé à Doue.

« L'eau distribuée en 2017 sur l'ensemble de la commune a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Mes services précisent que le territoire communal est concerné par un captage actif d'EDCH protégé par un arrêté de DUP (voir tableau joint en annexe).

• HONDEVILLIERS

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

« L'eau distribuée 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par plusieurs captages d'EDCH protégés par un arrêté de DUP (voir tableau joint en annexe).

En revanche, le finage communal n'est pas concerné par des périmètres de protection autres que ceux de ses captages.

• JOUY-SUR-MORIN

La commune de Jouy-sur-Morin est divisée en deux secteurs pour l'adduction en EDCH :

- Hameaux de Petit Champcormolin et Pinebard : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

- Jouy-sur-Morin - excepté les Hameaux de Petit Champcormolin et de Pinebard : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de deux forages situés à Jouy-sur-Morin, captant les nappes des calcaires de Champigny et du Lutétien.

« L'eau distribuée 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par plusieurs captages d'EDCH.

D'autre part, la commune est impactée par les périmètres de protection des captages de sa commune, et ceux de Saint-Rémy-la-Vanne (BSS n°01865X0027/S1 et BSS n°01865X0062/F2 (voir tableau joint en annexe).

• LA CHAPELLE-MOUTILS

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Lescherolles captant les nappes des calcaires du Saint-Ouen et du Lutétien.

« L'eau distribuée 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

• LA FERTE-GAUCHER

La commune de La Ferté-Gaucher est divisée en plusieurs secteurs pour l'adduction en EDCH :

- Centre-ville : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un forage situé à La Ferté-Gaucher qui capte les nappes des calcaires du Champigny et du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

- Hameaux Le Buisson et La Haute Voisine : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

- la Ferté-Gaucher - excepté le centre-ville et les hameaux : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de deux forages situés à la Ferté Gaucher et d'un forage situé à Saint Martin des Champs, captant les nappes des calcaires de Champigny, du Saint Ouen et du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides et du sélénium. Toutefois, la consommation d'eau peut être tolérée ».

Le territoire communal est concerné par trois captages d'EDCH en activité dont un puit privé utilisé pour l'AEP (voir tableau joint en annexe).

De même, le finage communal sera concerné par les périmètres de protection des captages de La Ferté-Gaucher et de Saint-Martin-des-champs dont les DUP sont en cours d'instruction.

• LA TRETOIRE

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

• LESCHEROLLES

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Lescherolles captant les nappes des calcaires du Saint-Ouen et du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

Le territoire communal est concerné par plusieurs captages d'EDCH (voir tableau joint en annexe).

En revanche, le finage communal n'est pas concerné par des périmètres de protection autres que ceux de son captage.

• LEUDON-EN-BRIE

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Sammeron captant la nappe des alluvions et d'un forage situé à Dagny, captant les nappes des calcaires du Champigny et de Saint Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

- MEILLERAY

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Lescherolles captant les nappes des calcaires du Saint-Ouen et du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

De même, le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

- MONTDAUPHIN

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

- MONTENILS

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné, protégé par un arrêté préfectoral de DUP non abrogée (voir tableau joint en annexe).

- MONTOLIVET

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

D'autre part, la commune est impactée par les périmètres de protection du captage de Montenils. Ce captage est abandonné mais est protégé par un arrêté préfectoral de DUP qui n'est pas abrogé (voir tableau joint en annexe).

• ORLY-SUR-MORIN

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

• REBAIS

La commune de Rebais est scindée en deux secteurs concernant la distribution de l'EDCH.

- Les hameaux de Boulivilliers et de la Boyère : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

- Rebais sauf Les hameaux de Boulivilliers et de la Boyère : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de sources et d'un forage situés à Saint-Rémy-la-Vanne captant les nappes des calcaires du Champigny et du Saint-Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 sur l'ensemble de la commune a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Rebais n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

• SABLONNIERES

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné, protégé par un arrêté préfectoral de DUP non abrogé (voir tableau joint en annexe).

En revanche, le finage communal n'est pas concerné par des périmètres de protection autres que ceux de son captage.

• SAINT-BARTHELEMY

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

Le territoire communal est concerné par un captage abandonné qui n'est pas protégé par un arrêté préfectoral de DUP. (voir tableau joint en annexe)

De même, le finage communal n'est pas concerné par un périmètre de protection de captage d'EDCH.

• SAINT-CYR-SUR-MORIN

La commune de Saint-Cyr-sur-Morin est divisée en plusieurs secteurs pour l'adduction en EDCH :

- Saint-Cyr-sur-Morin (sauf les hameaux) : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant majoritairement d'un puits situé à Saacy-sur-Marne captant la nappe des alluvions de la Marne et en appoint d'un puits situé à Saint Cyr sur Morin captant les alluvions et de trois puits captant la nappe du Brie situés à Doue et Hondevilliers.

- Hameau de Charnesseuil : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

- Hameaux de l'Hermitière, Monthomé, les Armenats, Champtortet, Vorpillères, la Méresse, le Moncet, Noisement, Les Moras et Montapeine : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un puits situé à Saacy-sur-Marne captant la nappe des alluvions de la Marne.

- Hameaux Les Goins, Petits et Grands Montgoins, Louvières, Sous le Bosquet, Ferme de Corbois et Ru de Vrou : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de trois puits captant la nappe des calcaires de la Brie, deux situés à Hondevilliers subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides et un situé à Doue.

« L'eau distribuée en 2017 sur toute la commune a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par un captage actif protégé par un arrêté préfectoral de DUP (voir tableau joint en annexe).

En revanche, le finage communal n'est pas concerné par des périmètres de protection autres que ceux de son captage.

• SAINT-DENIS-LES-REBAIS

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de trois puits captant la nappe des calcaires de la Brie, deux situés à Hondevilliers subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides et un situé à Doue.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Saint-Denis-les-Rebais n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

• SAINT-GERMAIN-SOUS-DOUE

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de trois puits captant la nappe des calcaires de la Brie, deux situés à Hondevilliers subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides et un situé à Doue.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Saint-Germain-sous-Doue n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

• SAINT-LEGER

La commune de Saint-Léger est divisée en plusieurs secteurs pour l'adduction en EDCH :

- Hameaux de Grand Champcormolin et Ferme de Château Renard : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

- Hameaux Petit et Grand Marché : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Hondevilliers captant la nappe des calcaires de la Brie et subissant un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides avant distribution.

« L'eau distribuée en 2017 est restée conforme aux valeurs limites réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physico-chimiques analysés ».

- Saint-Léger (sauf les hameaux) : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant de sources et d'un forage situés à Saint-Rémy-la-Vanne captant les nappes des calcaires du Champigny et du Saint-Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Saint-Léger n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

• SAINT-MARS-VIEUX-MAISONS

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Lescherolles captant les nappes des calcaires du Saint-Ouen et du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Saint-Mars-Vieux-Maisons n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

• SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Lescherolles captant les nappes des calcaires du Saint-Ouen et du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par trois captages : un abandonné sans DUP et les deux autres sont en activité avec une DUP en cours d'instruction. La commune devra prendre en compte dans le PLU les servitudes prescrites dans l'arrêté (voir tableau joint en annexe).

De même, le finage territorial est impacté par les périmètres de protection du captage « Lescherolles 1 » et sera impacté par ceux de la Ferté Gaucher dont la DUP est en cours d'instruction.

• SAINT-OUEN-SUR-MORIN

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un puits situé à Saacy-sur-Marne captant la nappe des alluvions de la Marne.

« L'eau distribuée en 2017 sur toute la commune a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Saint-Ouen-sur-Morin n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

• SAINT-REMY-LA-VANNE

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de sources et d'un forage situés à Saint-Rémy-de-la-Vanne captant les nappes des calcaires du Champigny et du Saint-Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

Le territoire communal est concerné par quatre captages protégés chacun par une DUP (voir tableau joint en annexe).

De même un puits privé, Société Fromagère de la Brie, est déclaré sur la commune (voir tableau joint en annexe).

• SAINT-SIMEON

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant de deux puits situés à Sammeron captant la nappe des alluvions et d'un forage situé à Dagny, captant les nappes des calcaires du Champigny et de Saint Ouen.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques analysés, compte tenu des connaissances scientifiques actuelles ».

La commune de Saint-Siméon n'est actuellement pas concernée, par des périmètres de protection.

En revanche, le finage communal sera concerné par le périmètre de protection de « Saint-Rémy-La-Vanne 4 » dont la DUP est en cours d'instruction.

• VERDELOT

La commune est alimentée par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien et de deux captages captant la nappe du Brie situés à Hondevilliers. Ces derniers subissent un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter des recommandations d'usages. En raison de travaux de réhabilitation sur une cuve, l'alimentation en eau de la commune a été changée sur une courte période, ce qui a généré cette non-conformité ponctuelle ».

Le territoire communal est concerné par des captages. (voir tableau joint en annexe)

En revanche, le finage communal n'est pas concerné par des périmètres de protection autres que ceux de ses captages d'EDCH.

• VILLENEUVE-SUR-BELLOT

La commune est divisée en deux secteurs pour l'adduction en EDCH.

- Nord du bourg, hameaux de Montflageol, Château Renard, les Roulets, les Fans : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien et de deux captages captant la nappe du Brie situés à Hondevilliers. Ces derniers subissent un traitement d'élimination des nitrates et des pesticides.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter des recommandations d'usages. En raison de travaux de réhabilitation sur une cuve, l'alimentation en eau de la commune a été changée sur une courte période, ce qui a généré cette non-conformité ponctuelle ».

- Villeneuve-sur-Bellot - excepté Nord du bourg et Hameaux des Fans, de Montflageol, Fontaine Robert, Châteaurenard, les Roulets : ce secteur est alimenté par une eau souterraine provenant d'un forage situé à Verdelot captant la nappe des calcaires du Lutétien.

« L'eau distribuée en 2017 a été conforme aux limites de qualité réglementaires fixées pour les paramètres bactériologiques et physicochimiques à l'exception des pesticides, sans toutefois nécessiter de recommandations d'usages ».

La commune de Villeneuve-sur-Bellot n'est pas concernée par des périmètres de protection de captage d'EDCH.

La qualité des sols

La pollution des sols peut être liée à la présence de sites industriels, d'activités artisanales, d'anciennes décharges, de fuites, d'épandages de produits chimiques, de remblais ou de retombées atmosphériques passées accumulées pendant des années.

Avant tout projet d'aménagement, il est nécessaire de s'assurer de la compatibilité de l'état des milieux avec les usages projetés. Une attention plus particulière doit être apportée aux projets d'établissements recevant des populations sensibles (crèches, écoles maternelles et élémentaires, etc.) conformément à la circulaire interministérielle du 8 février 2007 relative à l'implantation sur des sols pollués d'établissements accueillant des populations sensibles qui précise qu'il convient d'éviter de les construire sur des sites pollués, même dans le cas où des calculs démontreraient l'acceptabilité du projet.

Aussi, en présence de pollution avérée des sols, des mesures de gestion doivent être mises en œuvre afin de s'assurer de la maîtrise des risques sanitaires.

Le guide « urbanisme et santé » élaboré par l'Agence régionale de santé Ile-de-France relatif aux modalités de mise en œuvre est disponible au lien suivant : http://www.ars.iledefrance.sante.fr/fileadmin/ILE-DE-FRANCE/ARS/2_Votre_Sante/5_Environnement/environnement_sols_pollues_brochure_10_2012.pdf.

La qualité de l'air

Le PLU constitue un outil privilégié dans la prévention des nuisances liées à l'implantation de voies de circulation, d'activités industrielles ou artisanales, ou encore de bâtiments d'habitation.

L'exposition des individus à la pollution de l'air augmente la morbidité - c'est-à-dire le nombre de personnes malades - et induit une mortalité prématurée à travers notamment ses effets sur les systèmes respiratoires et cardiovasculaires.

Pour l'implantation des zones industrielles et/ou artisanales, il est nécessaire :

- de tenir compte des vents dominants et de ne pas les positionner à proximité immédiate de zones à vocation principale d'habitat ou de bureaux, de services, particulièrement les services sensibles (établissements de soins, établissements scolaires) ;
- de définir une zone tampon dans laquelle ne seront implantées que des industries ou activités artisanales respectant certains critères limitatifs de nuisances (vis-à-vis de la pollution de l'air mais aussi des nuisances sonores, etc.)

D'une manière générale, il faut veiller à éloigner les populations dites sensibles (établissements de soins, établissements scolaires) des carrefours ou axes à trafic dense. Dans les zones déjà urbanisées, il peut être utile de favoriser le développement d'actions visant à réduire les sources de pollution (par exemple par le développement de l'offre de transports collectifs, la création de zones piétonnes, etc.).

Concernant le risque allergène, le PLU peut conseiller une diversification des plantations (propositions architecturales et paysagères) réduisant les effets sur la santé des populations sensibles à certains pollens en limitant, dans certains secteurs (par exemple dans le centre-ville), l'implantation d'espèces fortement allergènes comme les bouleaux, les cyprès, les frênes, les platanes, etc. Le guide d'information « *Végétation en ville* » du Réseau national de surveillance aérobiologique (RNSA : <http://www.pollens.fr>) est disponible à l'adresse suivante : <http://vegetation-en-ville.org/>.

Il faudra également être vigilant quant à la présence de certaines espèces nuisibles pouvant provoquer des réactions allergiques (par exemple les chenilles processionnaires du chêne ou du pin).

Enfin, le PLU doit être compatible avec les plans et schémas régionaux relatifs à la qualité de l'air tels que :

- le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) en particulier son volet 9 qui porte précisément sur les objectifs et orientations sur la qualité de l'air ;
- le plan régional pour la qualité de l'air (PRQA) ;
- le plan de protection de l'atmosphère (PPA) qui prévoit notamment une mesure réglementaire concernant les schémas de cohérence territoriale (SCoT), PLU et cartes communales (mesure réglementaire n°8).

Le PLU doit s'articuler avec le plan de déplacement urbain (PDU) d'Ile-de-France.

La lutte contre le bruit

Le PLU au travers des projets d'aménagement mais également de sa déclinaison en zonage et règlement, constitue un outil de prévention et de gestion des nuisances sonores en lien avec l'urbanisme en conciliant les différentes activités sur le territoire. Il est nécessaire pour tout projet d'aménagement de limiter en amont les niveaux de bruit diurnes et nocturnes.

Le guide « Plan Local d'Urbanisme et Bruit - La boîte à outil de l'aménageur » peut être consulté afin de prendre en compte le bruit dans la révision du PLU, téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.sante.gouv.fr/IMG/pdf/plu06.pdf>.

Il est possible de prendre connaissance du « guide du Maire pour le traitement des bruits de voisinage » au lien suivant : <http://ars.iledefrance.sante.fr/L-ARS-et-le-bruit-en-Ile-de-Fr.105463.0.html>

Un diagnostic permettra d'identifier les risques liés aux nuisances, les secteurs calmes à préserver, tandis qu'un zonage et un règlement permettront de préciser la nature des activités interdites ou soumises à des conditions particulières dans une zone donnée. Vous pourrez trouver des cartographies sur cette thématique à l'adresse suivante : <http://www.bruitparif.fr/ressource/cartes-de-bruit/cartes-dagglomeration-dans-le-77-seine-et-marne>

Voici quelques exemples d'aménagements à éviter car source de nuisances sonores :

- l'implantation de commerces avec des équipements bruyants à proximité d'habitation sans précautions particulières ;
- l'implantation d'immeubles d'habitation à proximité de voies bruyantes ;
- l'implantation de centres commerciaux à proximité de zones d'habitations sans prise en compte du trafic induit (les niveaux sonores engendrés lors de la livraison par les véhicules et les matériels sont non négligeables).

Les établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée doivent faire réaliser des études d'impact de façon à limiter le niveau de la pression acoustique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements conformément aux articles R. 571-25 et suivants du code de l'environnement.

Les dispositions en matière de lutte contre les bruits de voisinage, pour lesquelles le Maire est compétent, sont par ailleurs définies par le code de la santé publique (articles R. 1334-30 et suivants).

Pour information, l'organisation mondiale de la santé (OMS) propose des valeurs guides à ne pas dépasser dans les logements, les établissements d'enseignement ainsi que d'autres types d'établissements afin de se prémunir des risques liés au bruit.

Les champs électromagnétiques : transport d'électricité et téléphonie mobile

Les expositions aux champs électromagnétiques, issus de lignes de transport d'électricité ou d'installations de téléphonie mobile, suscitent des inquiétudes croissantes des populations.

Dans la réglementation, seuls des niveaux maximums d'exposition sont proposés par le Décret n°2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

Cependant, lorsque des établissements scolaires, crèches, établissements de soins sont situés dans un rayon de 100 mètres d'une antenne de téléphonie, l'article 5 dudit décret exige du pétitionnaire (en plus du respect des valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis) de fournir des éléments attestant que le champ émis est aussi faible que possible.

En cas de litiges relatifs aux émissions des antennes relais, il existe un dispositif depuis le 1^{er} janvier 2014 par lequel les communes pourront recevoir de leurs administrés des demandes de mesures de champs électromagnétiques. Ces demandes seront formulées spécifiquement à l'agence nationale des fréquences (ANFR) via un formulaire téléchargeable sur le site <http://www.service-public.fr/actualites/002936.html>.

Vous trouverez des informations complémentaires de l'ANFR au lien suivant : <http://www.anfr.fr/contrôle-des-frequences/exposition-du-public-aux-ondes/protocole-de-mesure/#menu2>.

Concernant les lignes de transport d'électricité, il n'existe pas de contrainte vis-à-vis de l'urbanisme, bien que l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Anses) « estime qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions et de limiter les expositions ».

Plus précisément, l'Anses propose « la création d'une zone d'exclusion de nouvelles constructions d'établissements recevant du public (hôpitaux, écoles, etc.) qui accueillent des personnes sensibles (femmes enceintes et enfants) d'au minimum 100 m de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions [...] ».

Des informations complémentaires sont disponibles à l'adresse www.radiofrquences.gouv.fr.

P/le Directeur Général de l'ARS Ile-de-France
P/la Déléguée départementale de Seine-et-Marne

ARS DD77
Ingénieur d'études sanitaires

Antonin POTELON

LISTES DES CAPTAGES EDCH DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX MORINS

ADDITION COLLECTIVE PUBLIQUE

| Nom | Code BSS | Etat | Etat procédure | n° arrêté de DUP | date de la D.U.P. |
|--------------------------------------|-----------------|-------------------|--|-------------------|-------------------|
| BELLOT 1 - DOUCY | 01866X0010 P1 | Abandonné | | | |
| CHARTRONGES 1 | 02221X0028 S1 | Abandonné | | | |
| CHOISY EN BRIE 1 | 02214X0006 F1 | Abandonné désarmé | | | |
| DOUE 1 | 01858X0011 P1 | Actif | Procédure terminée (captage public) | 79/DDA/AE2/719 | 05/12/1979 |
| FERTE GAUCHER (LA) 1 - LES COLONNES | 01865X0030 F1 | Actif | Procédure en cours | | |
| FERTE GAUCHER (LA) 2 - DELISLE | 02221X0039 F | Actif | captage privé donc pas de procédure de DUP | | |
| FERTE GAUCHER (LA) 3 - LA BEGONNERIE | 02221X0038 F | Actif | Procédure non engagée | | |
| HONDEVILLIERS 1 | 01861X0006 HYP1 | Actif | Procédure terminée (captage public) | 79/DDA/AE/719 | 05/12/1979 |
| HONDEVILLIERS 2 | 01861X0019 HYP2 | Actif | Procédure terminée (captage public) | 79/DDA/AE/719 | 05/12/1979 |
| JOUY SUR MORIN 1 | 01865X0003 F1 | Actif | Procédure en cours | | |
| JOUY SUR MORIN 2 | 01865X0029 F2 | Actif | Procédure terminée (captage public) | 83/DDA/AE2/16 | 06/12/1983 |
| LESCHEROLLES 1 | 02222X0025 F | Actif | Procédure terminée (captage public) | 78/DDA/AE/542 | 20/01/1979 |
| LESCHEROLLES 2 | 02222X0024 S01 | Abandonné | | | |
| MEILLERAY 1 | 01866X0001 P1 | Abandonné | | | |
| MONTDAUPHIN 1 PRÉ DE LA COQUE | 01866X0003 S1 | Abandonné | | | |
| MONTENILS 1 | 01867X0002 S1 | Abandonné | Procédure terminée (captage public) | 80/DDA/AE/434 | 11/07/1980 |
| MONTOLIVET 1 | 01867X0004 S1 | Abandonné | | | |
| SABLONNIERES 1 | 01861X0020 FCAP | Abandonné | Procédure terminée (captage public) | 94/DDAF/SHOME/017 | 10/05/1994 |
| SAINT BARTHELEMY 1 | 01866X0002 P1 | Abandonné | | | |
| SAINT CYR SUR MORIN 1 - MARAIS | 01854X0011 F | Actif | Procédure terminée (captage public) | 79/DDA/AE/719 | 05/12/1979 |
| SAINT MARTIN DES CHAMPS 1 | 01865X0014 P1 | Abandonné | | | |
| SAINT MARTIN DES CHAMPS 2 | 01865X0028 F | Actif | Procédure en cours | | |
| SAINT MARTIN DES CHAMPS 3 | 01866X0018 F | Actif | Procédure en cours | | |
| SAINT REMY LA VANNE 1 F. SERGENT | 01865X0027 S1 | Actif | Procédure terminée (captage public) | 80/DDA/AE/264 | 30/04/1980 |

LISTES DES CAPTAGES EDCH DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX MORINS

ADDUCTION COLLECTIVE PUBLIQUE (suite)

| | | | | | | |
|------------------------------------|------------|------|-----------|-------------------------------------|-------------------|------------|
| SAINT REMY LA VANNE 2 - F.COUVREUR | 01865X0062 | F2 | Actif | Procédure terminée (captage public) | 80/DDA/AE/264 | 30/04/1980 |
| SAINT REMY LA VANNE 3 M. PLANCHE | 01865X0023 | F | Abandonné | Procédure terminée (captage public) | 80/DDA/AE/264 | 30/04/1980 |
| SAINT REMY LA VANNE 4 LES LISSES | 01858X0020 | F2 | Actif | Procédure en cours | | |
| VERDELOT 1 | 01862X1001 | S1 | Abandonné | | | |
| VERDELOT 2 - BASSE CROIX | 01866X0015 | FCAP | Actif | Procédure terminée (captage public) | 94/DDAF/SHOME/017 | 10/05/1994 |
| VERDELOT 3 - LE MONT | 01866X0016 | F1 | Actif | Procédure en cours | | |

ADDUCTION COLLECTIVE PRIVEE

| Nom | Code BSS | Etat | Etat procédure |
|-------------------------|------------|------|--------------------------------|
| SAINT REMY LA VANNE PP1 | 01858X0016 | F | Actif |
| | | | Procédure cap. privée terminée |

Sujet : [INTERNET] RE: Communauté de communes des 2 Morin - PAC

De : "> Emilie Pouch (par Internet)" <epouch@vermilionenergy.com>

Date : 30/10/2018 17:26

Pour : "TISSERANT Sylvie (Assistante pôle stratégie et planification territoriale) - DDT 77/STAC/PSPT/UPTN" <sylvie.tisserant@seine-et-marne.gouv.fr>

Bonjour,

Suite à votre message du 18 octobre 2018 concernant le porter à connaissance du **Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté de Communes des Deux Morin**, nous vous informons que la société VERMILION est titulaire de deux titres miniers qui s'étendent pour partie sur le territoire de cette communauté de communes :

- La concession d'exploitation d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « **concession de Malnoue** »,
- Le permis exclusif de recherches d'hydrocarbures liquides ou gazeux dit « **permis de Leudon-en-Brie** ».

Vous trouverez en pièces jointes du présent message une carte de localisation de la concession de Malnoue et du permis de Leudon-en-Brie ainsi qu'un tableau récapitulatif des servitudes associées à ces titres miniers : nous sommes également à votre disposition pour vous transmettre à votre convenance les fichiers électroniques au format « .shape » des limites des titres miniers extraites de notre Système d'Information Géographique.

Nous restons à votre disposition pour tout complément d'information.

Cordialement,

Emilie Pouch

Ingénieure Etudes

+ 33 (0)5 58 82 96 15

+ 33 (0)6 44 17 17 67

Vermilion REP SAS

1762, route de Pontenx

40160 Parentis-en-Born

France



De : "TISSERANT Sylvie (Assistante pôle stratégie et planification territoriale) - DDT 77/STAC/PSPT/UPTN"

[mailto:sylvie.tisserant@seine-et-marne.gouv.fr]

Envoyé : jeudi 18 octobre 2018 10:32

À : alain.rafaitin@rte-france.com; charlotte.bouchaud@onf.fr; cle.yerres@syage.org; eau-nord@me77.fr; Emilie Pouch <epouch@vermilionenergy.com>; julie.bayonne@rte-france.com; patrice.couesnon@rte-france.com; rte-cdi-par-scet-urbanisme@rte-france.com; severine.leveque@departement77.fr; urbanisme-IDF@sncf.fr

Cc : TARTINVILLE Stephane (Adjoint au chef de service et Chef du pôle PSPT) - DDT 77/STAC <stephane.tartinville@seine-et-marne.gouv.fr>; ANDIAS Virginie (Chef de l'unité et référent Marne-La-Vallée) - DDT 77/STAC/PSPT/UPTN <virginie.andias@seine-et-marne.gouv.fr>; MOUSSEAUX Tony (Meaux-Chargé d'études) - DDT 77/SUO/PTUNVNMV/UPLN <tony.mousseaux@seine-et-marne.gouv.fr>; STAIN Richard - DDT 77/SUO/PTUNVNMV/UPLN <richard.stain@seine-et-marne.gouv.fr>

Objet : Communauté de communes des 2 Morin - PAC

Bonjour,

Vous trouverez ci-joint, la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes des Deux Morin du 28 juin 2018 décidant l'élaboration du plan local d'urbanisme intercommunal, sur l'intégralité du territoire des trente et une communes.

En application des dispositions de l'article R. 132-1 du code de l'urbanisme, je vous demande de me communiquer les

informations relevant des attributions de votre service, utiles à l'élaboration du « porter à la connaissance » que j'adresserai au président de la communauté de communes.

En l'absence de réponse dans un délai de 4 semaines à réception du présent courrier, **soit le 19 novembre 2018**, votre service sera censé n'avoir aucune remarque à émettre, ni aucun enjeux particulier à identifier sur cette intercommunalité.

Cordialement,

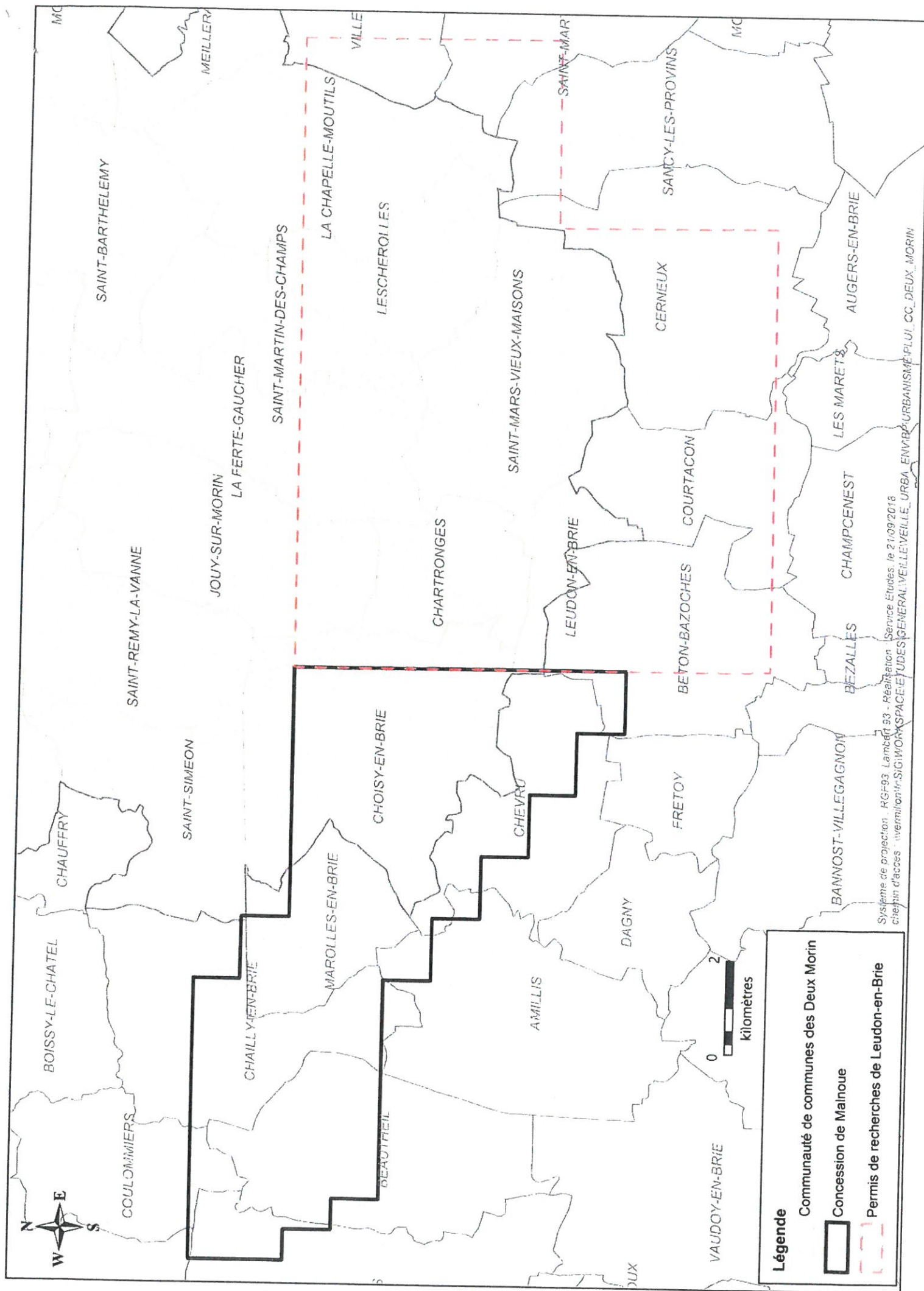
-

--

| | |
|--|--|
|  <small>Liberté • Égalité • Fraternité</small> RÉPUBLIQUE FRANÇAISE PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE Direction Départementale des Territoires | Sylvie TISSERANT Assistante du Pôle Stratégie et Planification Territoriale Direction Départementale des Territoires de Seine et Marne Service Territoires, Aménagements et Connaissances Unité Planification Territoriale Nord 2 rue des Trinitaires CS 60873 77334 MEAUX cedex Tél : 01 60 32 13 34 - Fax : 01 64 34 26 28 ddt-pspt-stac@seine-et-marne.gouv.fr http://www.seine-et-marne.gouv.fr |
|--|--|

— Pièces jointes : —

| | |
|--------------------------|---------|
| CARTE_TITRES_MINIERS.pdf | 208 Ko |
| TABLEAU_SERVITUDES.pdf | 70,4 Ko |





LISTE DES SERVITUDES LIEES A L'EXPLOITATION PETROLIERE CONCERNANT LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DES DEUX MORIN

| Code | Nom officiel de la servitude | Actes officiels instituant la servitude | Service responsable |
|------|--|--|---|
| I6 | Servitudes concernant les mines et carrières établies au profit des titulaires de titres miniers, de permis d'exploitation de carrières ou d'autorisation de recherches de mines et de carrières | Art. 71 à 73 du Code Minier | |
| | Concession minière d'hydrocarbures dite « Concession de Malnoue » | Décret du 29 juillet 1988 (octroi) Décret du 7 mai 2012 (extension) | DRIEE Ile-de-France 10, rue Crillon 75 194 PARIS Cedex 04 VERMILION REP 1762 - Route de Pontenx 40 161 Parentis-en-Born |
| | Permis Exclusif de Recherches d'Hydrocarbures liquides ou gazeux dit « Permis de Leudon-en-Brie » | Arrêté ministériel du 23 juillet 2008 | DRIEE Ile-de-France 10, rue Crillon 75 194 Paris Cedex 04 VERMILION MORAIN 1762 Route de Pontenx 40 161 Parentis-en-Born cedex |



VOS REF. STAC 2018-375

NOS REF. TER-PAC-2018-77030-CAS-129896-F5N5J2

INTERLOCUTEUR Julie BAYONNE

TÉLÉPHONE 01 49 01 33 00

MAIL julie.bayonne@rte-france.com

DDT DE SEINE ET MARNE

STAC

CS 60873

77334 MEAUX CEDEX

A l'attention de Richard STAIN

OBJET Consultation préalable à l'élaboration du Porter à Connaissance
PLUi de la communauté de communes des Deux Morin

Nanterre, le 09/11/2018

Monsieur,

Nous accusons réception du courrier relatif au projet de PLUi de la Communauté de communes des Deux Morin et transmis par vos Services pour avis le 18/10/2018.

RTE, afin de préserver la qualité et la sécurité du transport d'énergie électrique, c'est à dire des ouvrages de tension supérieure à 50 000 volts (HTB) attire l'attention des Services sur les éléments suivants.

Les lignes HTB sont des ouvrages techniques spécifiques :

- En hauteur et en tenue mécanique, ils sont soumis à des règles techniques propres (arrêté interministériel technique). Ils peuvent également être déplacés, modifiés, ou surélevés pour diverses raisons (sécurisation de traversées de routes, autoroutes, voies ferrées, construction de bâtiments, etc.).
- Leurs abords doivent faire l'objet d'un entretien tout particulier afin de garantir la sécurité des tiers (élagage et abattage d'arbres) et leur accès doit être préservé à tout moment.

RTE demande donc de préciser au dossier du PLUi:

1/ Règlement

Au chapitre des dispositions générales ou dans chaque zone impactée :

1.1. Pour les lignes HTB

- que les règles de prospect et d'implantation ne sont pas applicables aux ouvrages de transport d'électricité HTB (tension > 50 kV), faisant l'objet d'un report dans les documents graphiques et mentionnés dans la liste des servitudes ;
- que le PLUi autorise la construction d'ouvrages électriques à haute et très haute tension, dans les zones concernées, afin que nous puissions réaliser les travaux de maintenance et de modification ou la surélévation de nos lignes pour des exigences fonctionnelles et/ou techniques ;
- que la hauteur spécifiée dans le règlement ne soit pas réglementée pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans l'ensemble de la zone, tous secteurs compris.

1.2. Pour les postes de transformation

Que sont autorisés des aménagements futurs tels que la construction de bâtiments techniques, équipements, et de mise en conformité des clôtures du poste.

2/ Servitudes

Nous vous confirmons que le territoire est traversé par les ouvrages à haute et très haute tension (>50 000 volts) du Réseau Public de Transport d'Électricité suivants (servitude I4, articles L.321-1 et suivants et L323-3 et suivants du Code de l'énergie):

BELLOT (77) RAS

BOITRON (77) RAS

CHARTRONGES (77) RAS

CHOISY EN BRIE (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV CREVECOEUR – FOSSES – TAILLIS 1
- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV FOSSES – TAILLIS 2

DOUE (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *
- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV COULOMMIERS – FERTE SOUS JOUARRE

HONDEVILLIERS (77) RAS

JOUY SUR MORIN (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *
- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV FOSSES - TAILLIS
- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV CREVECOEUR – FOSSES – TAILLIS
- 1 LIAISON SOUTERRAINE 63 kV CREVECOEUR – FOSSES – TAILLIS
- 1 POSTE ELECTRIQUE 63kV CREVECOEUR

LA CHAPELLE MOUTILS (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *

LA FERTE GAUCHER (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV CREVECOEUR – FOSSES – TAILLIS 1 et
- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV FOSSES – TAILLIS 2
- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV EGLANTIER – TAILLIS
- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *
- 1 LIAISON SOUTERRAINE 63 kV CREVECOEUR – FOSSES – TAILLIS 1
- 1 LIAISON SOUTERRAINE 63 kV FOSSES – TAILLIS 2
- 1 POSTE ELECTRIQUE 63 kV TAILLIS

LA TRETOIRE (77) RAS

LESCHEROLLES (77) RAS

LEUDON EN BRIE (77) RAS

MEILLERAY (77) RAS

MONTDAUPHIN (77) RAS

MONTOLIVET (77) RAS

MONTENILS (77) RAS

ORLY SUR MORIN (77) RAS

REBAIS (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *

SABLONNIERES (77) RAS

SAINT BARTHELEMY (77) RAS

SAINT CYR SUR MORIN (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV COULOMMIERS – FERTE SOUS JOUARRE
- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *

SAINT DENIS LES REBAIS (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *

SAINT GERMAIN SOUS DOUE (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV COULOMMIERS – FERTE SOUS JOUARRE

SAINT LEGER (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *

SAINT MARS VIEUX MAISONS (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 63 kV EGLANTIER – TAILLIS

SAINT MARTIN DES CHAMPS (77)

- 1 LIGNE AERIENNE 400 kV CHAMBRY – MERY SUR SEINE *

SAINT OUEN SUR MORIN (77) RAS

SAINT REMY LA VANNE (77320) RAS

SAINT SIMEON (77) RAS

VERDELOT (77) RAS

VILLENEUVE SUR BELLOT (77) RAS

***Réseau stratégique :**

Cette ligne fait partie des lignes stratégiques du réseau de transport d'électricité très haute tension identifiées dans le Schéma Directeur de la Région Ile de France (SDRIF), approuvé par le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013. Elles sont indispensables à la garantie de l'alimentation électrique de la région parisienne et joueront ce rôle de manière durable.

Par conséquent, les terrains d'emprise qui y sont affectés doivent être conservés à ces usages. Il est nécessaire de pérenniser un voisinage compatible avec leur bon fonctionnement ainsi que le maintien d'un accès facile à ces infrastructures pour leur maintenance, leur réparation et leur réhabilitation.

En application du SDRIF, le préfet de la région Ile de France a validé en date du 23 septembre 2015 une note de doctrine sur la conciliation de la préservation du réseau stratégique aérien de transport d'électricité avec les projets d'aménagements.

Le lien suivant vous permettra d'accéder au document de la doctrine via le site de la DRIEE : <http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/doctrine-de-securisation-du-reseau-strategique-de-a2501.html>

Cette doctrine vise à instaurer de façon systématique dans les PLUi des secteurs dédiés aux couloirs de passage des lignes stratégiques afin de fixer des dispositions permettant de pérenniser un voisinage compatible.

Vous trouverez en annexe à ce courrier des cartes permettant de situer les couloirs de passage des lignes stratégiques.

RTE demande de joindre en annexe du PLUi, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme, la liste des ouvrages et les cartes annexées à la présente.

Compte tenu de l'impérative nécessité d'informer exactement les tiers de la présence de ces ouvrages (sécurité et opposabilité), il convient de noter les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire :

**RTE – Groupe Maintenance Réseaux Est
66 avenue Anatole France – BP 44
94401 Vitry sur Seine Cedex
Tel . 01 45 73 36 00**

Nous vous demandons également de mentionner en annexe du PLUi, en complément de la liste des servitudes, le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux chargé de la mise en œuvre des opérations de maintenance sur le territoire.

Notamment, il convient de contacter le Groupe Maintenance Réseaux :

- Pour toute demande de coupe et d'abattage d'arbres ou de taillis ;
- Pour toute demande de certificat d'urbanisme, d'autorisation de lotir et de permis de construire, situés dans une bande de 100 mètres de part et d'autre de l'axe de nos ouvrages précités.

Nous vous précisons à cet égard qu'il est important que nous puissions être consultés pour toute demande d'autorisation d'urbanisme, afin que nous nous assurions de la compatibilité des projets de construction avec la présence de nos ouvrages, au regard des prescriptions fixées par l'arrêté interministériel fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique.

Vous trouverez également, pour information, une note d'information relative à nos recommandations concernant les travaux à effectuer à proximité des ouvrages électriques à haute et très haute tension.

Nous rappelons en outre que toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de nos ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

3/ Remarque importante relative à l'espace boisé classé

RTE appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que les servitudes I4 ne sont pas compatibles avec un espace boisé classé (EBC) et que dans le cas d'une présence de ligne, un déclassement partiel du bois s'impose.

La largeur à déclasser au-dessus des lignes souterraines est de 2,5 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes souterraines.

Les largeurs à déclasser sous les lignes aériennes sont les suivantes :

- de 30 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 63 kV

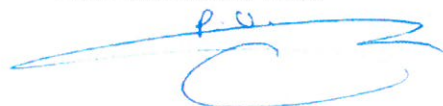
- de 50 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 400 kV,
- de 40 mètres de part et d'autre de l'axe des lignes 2 x 63 kV

De plus, en application de l'article L123-9 du code de l'urbanisme, nous vous demandons de bien vouloir nous transmettre un dossier complet du projet d'arrêt du PLUi afin d'être en mesure d'émettre un avis.

De préférence, nous souhaiterions recevoir le dossier du projet arrêté sous la forme de fichiers téléchargeables directement via un lien de téléchargement ou sous la forme de fichiers informatiques gravés sur le disque d'un CD-ROM.

Restant à votre disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer, nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Jean ISOARD
Chef de Service Concertation
Environnement Tiers



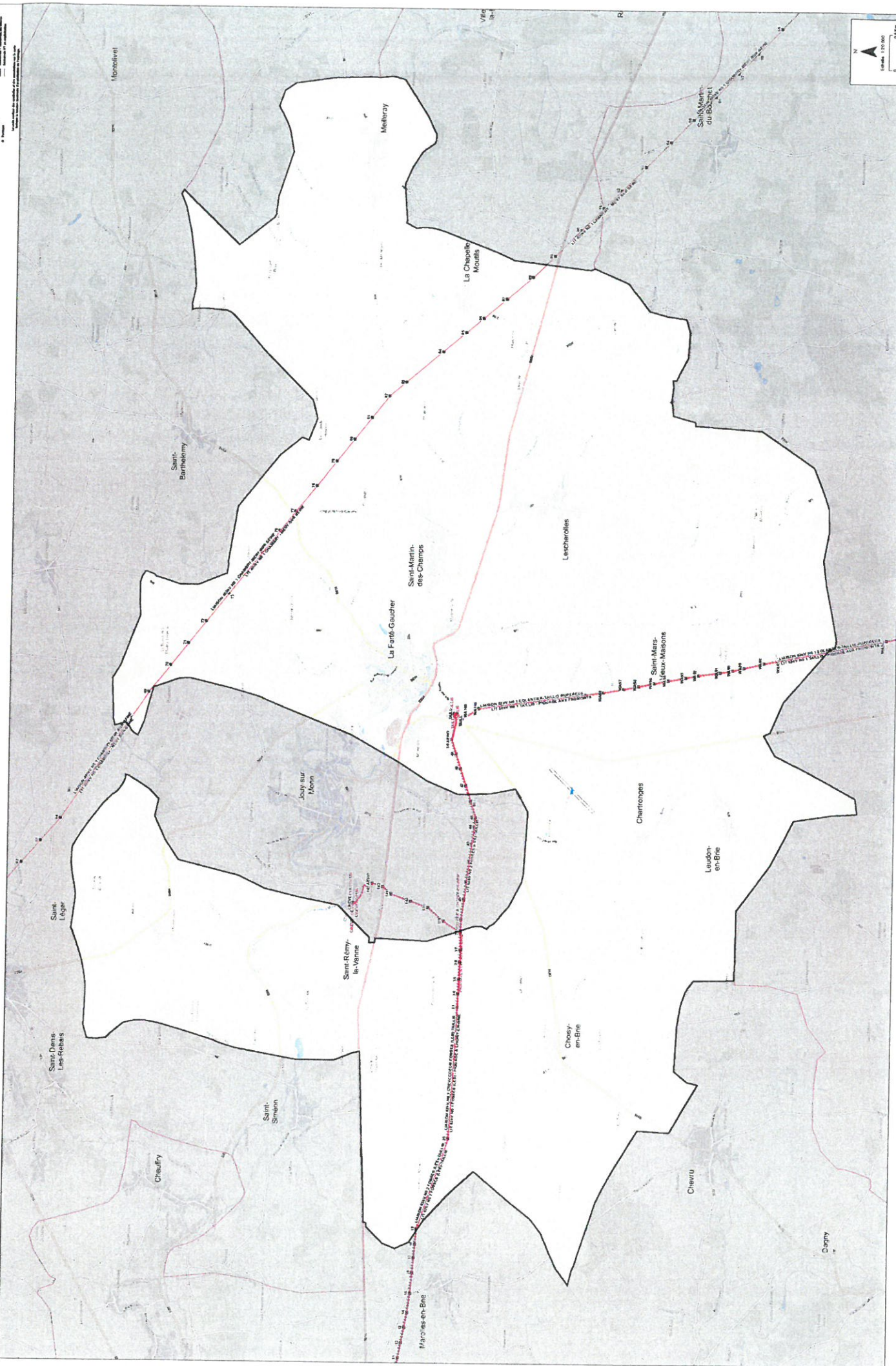
PJ :

Cartes

Recommandations à respecter aux abords des ouvrages électriques

Dépliant « prévenir pour mieux construire »

Données SIG



Recommandations à respecter aux abords des lignes électriques souterraines

De manière générale, il est recommandé :

- De conserver le libre accès à nos installations,
- De ne pas implanter de supports (feux de signalisation, bornes, etc.) sur nos câbles, dans le cas contraire, prévoir du matériel de type démontable,
- De ne pas noyer nos ouvrages dans la bétonite de manière à ne pas les endommager et à en garantir un accès facile,
- De prendre toutes les précautions utiles afin de ne pas endommager nos installations pendant les travaux.

Concernant tous travaux :

- Chaque entreprise devant réaliser des travaux sur la commune devra appliquer le Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011, relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (déclaration de projet de travaux, déclaration d'intention de commencement de travaux...), ainsi que l'arrêté du 15 février 2012 pour son application.
- Toute déclaration devra obligatoirement être précédée d'une consultation du guichet unique auprès de l'INERIS, afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux.

Concernant les indications de croisement :

- Dans tous les cas cités ci après et conformément à l'arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, il est obligatoire de respecter une distance minimum de 0,20 mètre en cas de croisement avec nos ouvrages.

Croisement avec nos fourreaux :

- Préférer les croisements par le dessous en évitant impérativement que les différentes installations reposent l'une sur l'autre.

Croisement avec nos caniveaux :

- Préférer les croisements par le dessous. Le croisement devra être réalisé à une distance conseillée de 0,5 mètre au-dessus ou au-dessous. Veiller à effectuer un soutènement efficace de nos ouvrages pour les croisements que vous ferez au-dessous.

Croisement avec un ouvrage brique et dalles :

- Préférer les croisements par le dessous. L'accessibilité de ces ouvrages doit rester libre en respectant une distance conseillée de 0,4 mètre minimum pour les croisements que vous effectuerez au-dessus.
- Veiller à maintenir efficacement ces ouvrages et à éviter tout mouvement de terrain qui entraînerait leur affaissement lors des croisements que vous réaliserez au-dessous.
- Effectuer, à proximité de nos ouvrages, un sondage à la main sur une profondeur de 1,50 mètre afin de les localiser et ne pas les endommager.
- Dans le cas où une canalisation serait parallèle à la liaison souterraine électrique, une distance minimum de 0,3 mètre est conseillée entre les deux génératrices.

Concernant les plantations :

- Ne pas implanter d'arbres à moins de 1,5 mètre de l'axe de nos ouvrages dans le cas d'essences à racines pivots et de 3 mètres dans le cas d'essences à racines traçantes,
- En cas d'essouchage, en présence d'ouvrages électriques, découper les racines et les laisser en terre,
- Lors de la pose de jardinières, bacs à fleurs, etc ..., l'accès aux ouvrages électriques devra être conservé en toutes circonstances, il est donc interdit de poser des bacs à fleurs « non démontables » au-dessus de ces derniers.

Particularité C.P.C.U.

• Dans le cas d'un parcours parallèle ou d'un croisement avec nos ouvrages :

Les parcours au-dessus et au-dessous de nos ouvrages ainsi que les croisements au-dessus de nos ouvrages sont fortement déconseillés. Tout parallélisme ou croisement **à moins de 4 mètres** devra faire l'objet d'une étude d'élévation thermique des ouvrages électriques. Vous veillerez à maintenir efficacement les ouvrages électriques et à éviter tout mouvement de terrain qui entraînerait leur affaissement lors des croisements que vous réaliserez au-dessous.

• Dans tous les cas :

- Une ventilation du caniveau vapeur à l'aide de bouches d'aération disposées de part et d'autre des câbles haute tension est nécessaire. La longueur ventilée, la plus courte possible, est déterminée en tenant compte du fait que ces bouches d'aération doivent être implantées, si possible, sous trottoir,

- Obturation du caniveau vapeur à l'aide de laine de verre à chaque extrémité de la longueur ventilée,
- Renforcement éventuel du calorifugeage des conduites de vapeur,
- Une pose éventuelle de thermocouple pour contrôler la température de la gaine extérieure des câbles ou la température à proximité de ceux-ci,

Les études réalisées doivent prendre en compte le respect de la dissipation thermique de nos ouvrages et l'échauffement éventuel produit par vos conduites.

Votre responsabilité restant entière dans le cas d'une contrainte d'exploitation des ouvrages électriques due à un échauffement provoqué par vos canalisations. Il en va de même dans le cas de dommages occasionnés aux ouvrages électriques lors de l'exécution des travaux.

Si le marché de travaux ou la commande des travaux n'est pas signé dans les trois mois suivant la date de la consultation du guichet unique, le responsable du projet renouvelle sa déclaration sauf si le marché de travaux prévoit des mesures techniques et financières permettant de prendre en compte d'éventuels ouvrages supplémentaires ou modifications d'ouvrages, et si les éléments nouveaux dont le responsable de projet a connaissance ne remettent pas en cause le projet.

Recommandations à respecter aux abords des lignes électriques aériennes

Les aménagements paysagers - voirie et réseaux divers :

- Les arbres de hautes tiges seront à prohiber sous l'emprise de nos conducteurs,
- La hauteur de surplomb entre les conducteurs et les voies de circulation ne devra pas être inférieure à 9 mètres,
- Le franchissement de la traversée doit se faire en une seule portée,
- Le surplomb longitudinal des voies de communication dans une partie normalement utilisée pour la circulation des véhicules ou la traversée de ces voies sous un angle inférieur à 7° sont interdits,
- L'accès à nos pieds de supports doit rester libre dans un rayon de 5 m autour de ces derniers,
- Les canalisations métalliques transportant des fluides devront éviter les parcours parallèles à nos conducteurs et respecter une distance de 3 mètres vis-à-vis de nos pieds de supports.
- En cas de voisinage d'un support de ligne électrique aérienne très haute tension et d'une canalisation métallique de transport de gaz combustible, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés ou d'autres fluides dont la dissémination présente des risques particuliers, des dispositions sont à prendre pour que l'écoulement de défaut éventuel par le pied du support ne puisse entraîner le percement de la canalisation.

Les constructions :

- L'Article R.4534-108 du code du travail interdit l'approche soit directement soit à l'aide d'engins ou de matériaux d'un conducteur nu dans le domaine de la haute et très haute tension HTB (>50 000 Volts) à une distance inférieure à 5 mètres hors balancement des câbles,
- L'Article 12 de l'Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, interdit l'approche soit directement soit à l'aide d'engins ou de matériaux d'un conducteur nu dans le domaine de la Très Haute Tension (400 000 Volts) à une distance inférieure à 6 mètres hors balancement des câbles,
- Une distance supplémentaire de 2 mètres est recommandée en cas de surplomb accessible (terrasse, balcon, etc.),
- L'article 20 de l'Arrêté du 17 mai 2001 fixe à 100 mètres la distance de voisinage entre un établissement pyrotechnique ou de l'aplomb extérieur de la clôture qui entoure le magasin et l'axe du conducteur le plus proche (balancement du conducteur non compris),

- L'Article 71 de l'Arrêté du 17 mai 2001 interdit l'implantation de supports au voisinage d'un établissement d'enseignement, d'une installation d'équipement sportif ou d'une piscine en plein air,
- Au cas où l'Article 71 ne pourrait être appliqué, toutes les dispositions seront prises pour que les abords du pylône implanté sur la parcelle soient rendus inaccessibles (suppression de l'échelle d'accès sur une hauteur de 3 mètres),
- La nécessité de prescrire au-dessus de tous les terrains dans lesquels peut être pratiquée l'irrigation par aspersion, un dégagement suffisant sous les lignes, fixé à 6 mètres pour les conducteurs nus. Toutefois, dans le cas d'utilisation de gros diamètre d'ajutage près de lignes haute tension (>50000 volts), il convient, pour éviter tout risque pour les personnes, de les placer, par rapport à l'aplomb des câbles, à :
 - 20 mètres si le diamètre d'ajutage est compris entre 26 et 33 mm limites comprises,
 - 25 mètres si le diamètre est supérieur à 33 mm.

D'où l'interdiction aux services de secours (pompiers, etc.) de se servir de jets canon.

Les terrains de sport :

L'arrêté du 17 mai 2001 fixe :

- Une distance de 9 mètres minimum entre le conducteur le plus proche et le terrain de sport,
- Un surplomb longitudinal de celui-ci par les lignes haute tension est autorisé sous réserve que l'angle de traversée soit supérieur à 5° par rapport à l'axe des conducteurs,
- Tout sport de lancers ou tirs à distance devront s'effectuer dans la moitié de terrain non surplombé par la ligne afin d'éviter d'agresser les câbles,
- Les charpentes métalliques devront être reliées à la terre.
- **ATTENTION** : Les terrains d'installations d'équipements sportifs comprennent, notamment, les terrains d'éducation physique et sportive ainsi que les terrains pour les jeux d'équipes et l'athlétisme. Des distances minimales plus importantes peuvent être imposées selon le mode d'utilisation et la fréquentation des installations, en application de l'Article 99 (chapitre 3) de l'arrêté technique du 17 mai 2001. L'usage des cerfs-volants, ballons captifs, modèles réduits aériens commandés par fils est très dangereux à proximité de lignes aériennes. Il y a lieu de tenir compte de la présence de ces lignes pour les lancers et les tirs à distances (disques, javelot, marteau, pigeons d'argile, etc.)

- Chaque entreprise devant réaliser des travaux sur la commune devra impérativement respecter le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (déclaration de projets de travaux, déclaration d'intention de commencement de travaux ...), ainsi que l'arrêté du 15 février 2012 pour son application.

Afin que RTE puisse répondre avec exactitude et dans les plus brefs délais à la faisabilité de certains projets, les éléments ci-après devront être fournis :

- La côte N.G.F. du projet,
- Un plan du projet sur lequel l'axe de la ligne existante sera représenté,
- Un point de référence coté en mètre par rapport à un des pylônes de la ligne concernée,
- Un plan d'évolution des engins (grues, engins élévateurs, camions avec bennes basculantes, etc..) qui seront impérativement mis à la terre,
- L'entreprise devra tenir compte, lors de l'évolution de ces engins, de l'élingage des pièces qu'elle devra soulever.

Cette liste n'est pas exhaustive (voir documents de référence : Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, les dispositions réglementaires du code du travail article R.4534-707 et suivants, le Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution) ainsi que l'arrêté du 15 février 2012 pour son application

ARRÊTÉ

Le Ministre des Affaires Culturelles

- VU la loi du 2 mai 1930 réorganisant la protection des monuments naturels et des sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, modifiée par la loi n° 67-1174 du 28 décembre 1967 ;
- VU le décret n° 69-607 du 13 juin 1969 portant application des articles 4 et 5-1 de la loi du 2 mai 1930 sur la protection des Sites ;
- VU la loi du 12 avril 1943 portant réglementation de la publicité et des enseignes et notamment les articles 5 et 9 ;
- VU le décret du 3 février 1959 relatif aux attributions d'un Ministre d'Etat ;
- VU le décret du 24 juillet 1959 portant organisation du Ministère des Affaires Culturelles ;
- VU le décret du 9 février 1968 portant application du décret du 7 février 1959 modifié, relatif au camping, et notamment les articles 2 et 6 ;
- VU l'avis donné le 11 septembre 1970 par le Conseil Municipal de DOULLY ;
- VU la délibération du 22 décembre 1970 de la Commission des Sites, Perspectives et Paysages du département de Seine-et-Marne ;

ARRÊTÉ :

Article 1er - Est inscrit sur l'Inventaire des Sites pittoresques du département de Seine-et-Marne l'ensemble dit "La Butte de Doué", délimité comme suit :

.../...

au Nord :

- le chemin rural n° 10, depuis son intersection avec le Ru de l'Etang
- partie du chemin vicinal n° 11
- le chemin rural n° 1 du Plessier aux Chaises.

à l'Est :

- le chemin rural n° 3 dit Allée de Jouarre
- les limites nord et Est de la ferme du château
- le chemin du Pont de la Prée,
- le chemin rural dit "des champeaux"
- la section sud du chemin rural de Baillard à Mélarchez

au Sud :

- partie du chemin départemental n° 19
- le chemin vicinal n° 14 du Taillis à Baillard
- partie du chemin vicinal n° 4
- le chemin vicinal n° 17 de Groupet au Taillis

à l'Ouest :

- partie du chemin départemental n° 37
- partie du chemin dit "Rue du Pont de Pierre"
- partie du Ru de l'Etang.

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié au Préfet du département de Seine-et-Marne au maire de la commune de DOUE, qui seront responsables chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à PARIS, le 26 avril 1971

Pour le Ministre et par délégation
pour le Directeur de l'Architecture
par autorisation
le Directeur Adjoint de l'Architecture

Claude ROBIN

Pour Ampliation
l'Administrateur Civil chargé
des Sites


Signé : G. VAUQUELIN